libération

Vol.3 No.1 (19) janvier-fevrier 1973 15 cents

VIETNAM: IL N'Y A PAS DE PAIX!

'70: Troupes canadiennes au Quebec!
'73: Troupes canadiennes au Vietnam?

Le bill 89 et la crise dans les syndicats...3
Le feminisme et le mouvement marxiste...8

libération

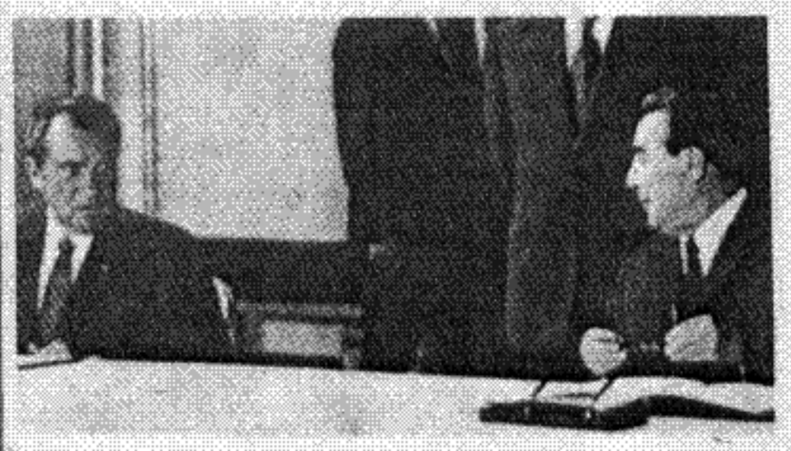
Vietnam:

par COLLEEN LEVIS

Vers la fin d'octobre, à peu près une semaine avant les élections américaines, les manchettes des grands journaux annonçaient "la paix au Vietnam", en forme de "l'accord en neuf points" devant être signé par Washington et Hanoi. Nixon a réussi aussi bien que McGovern en ce qui concerne la "candidature de paix". Ainsi, la population des Etats-Unis démontrait par la réélection de Nixon, sa volonté de mettre fin à cette guerre odieuse, bien sur d'une façon déformée.

Les gouvernements de l'URSS et de la Chine ont renforcé leur politique de "rapprochement" avec l'impérialisme en ne ripostant pas pour défendre les Vietnamiens contre la plus féroce escalade depuis janvier 1972. Cette attitude de l'URSS et de la Chine était le facteur décisif qui permit aux EU de miner les ports d'Haiphong et d'effectuer l'escalade, tout en contribuant grandement à la démobilisation et à la désorientation du mouvement anti-guerre à travers le monde.

Après avoir refusé de signer les accords en neuf points, les E-U ont jugé que c'était le moment pour forcer les Vietnamiens à faire encore plus de concessions par l'escalade meurtrière qui commença le 18 décembre avec des bombes d'une puissance totale équivalentes à cinq bombes atomiques. Pendant



les "fêtes" de Noel, la réaction la plus forte jamais vue contre ces bombardements s'est manifestée à travers le monde par des marches de protestation et des déclarations d'indignation qui ont comparé cette escalade aux crimes odieux des nazis. Même le gouvernement canadien qui, tout comme le gouvernement québécois, a toujours appuyé et aidé les E-U dans leur guerre, était forcé de protester contre ces actes sauvages de Nixon. Même au sein de l'armée américaine, des pilotes de bombardiers B-52 ont refusé de décoller pendant l'escalade. La vague internationale d'indignation a obligé Nixon à suspendre provisoirement les bombardements au nord du 20e parallèle, tout en maintenant les bombardements dans d'autres secteurs du Vietnam.

Il n'y a pas de contradictions entre la récente escalade de Nixon et les négociations qu'il appelle les "tentatives de paix". Les deux se "complémentent". Cette escalade s'insère dans la stratégie qu'a toujours poursuivi les divers pays impérialistes qui sont intervenus en Indochine depuis plus de 30 ans. Il leur faut nier le droit fondamental des Vietnamiens à disposer de leur sort en perpétuant la domination étrangère afin de maintenir un gouvernement capitaliste à Saigon et pour écraser la révolution socialiste au Vietnam.

Comme tous les régimes corrompus soutenus par les envahisseurs impérialistes japonais, britanniques français et maintenant américains, le régime fantoche de Thieu n'a pas d'appui parmi les masses vietnamiennes, pas plus dans le nord que dans le sud. Ce régime à Saigon, des grands propriétaires et capitalistes ne peut donc pas se maintenir au pouvoir sans une forte présence et une collaboration des pays impérialistes.

La lutte des Vietnamiens est une lutte commune malgré la division artificielle et "temporaire" de leur pays imposée par les accords de Genève en 1954, par les impérialistes avec encore une fois, la collaboration des bureaucraties staliniennes, contre-révolutionnaires de Moscou et de Pékin.

Voilà la source du conflit actuel au Vietnam: L'impérialisme mondial est obligé de maintenir les bases militaires et sa présence politique à travers le Sud-Est asiatique, violant ainsi le droit des Vietnamiens à l'auto-détermination pour étayer le régime capitaliste à Saigon. Une telle intervention impérialiste, loin d'être pour maintenir la "démocratie", est indispensable pour éviter un autre Cuba et pour freiner la marche de la révolution coloniale, tout en s'assurant des bases militaires pour encercler les Etats ouvriers de Chine, de Corée et du Vietnam du Nord. Si on laisse aux Vietnamiens de régler leurs propres affaires, et si, comme c'est très probable, le capitalisme est renversé par les masses, l'inspiration d'une telle victoire pour les autres opprimés et les fruits de la libération, pourraient porter un coup fatal au maintien de l'exploitation capitaliste à l'échelle mondiale.

Les trahisons de l'URSS et de la Chine

Malgré leur lutte héroique, les masses vietnamiennes sont maintenant obligées d'accepter des concessions graves. L'intervention militaire massive des impérialistes depuis 30 ans a été rendue possible par les trahisons des "alliés" des Vietnamiens - l'URSS et la Chine: leur refus systématique de réagir sérieusement aux provocations impérialistes et leur refus de fournir les armes les plus modernes aux vietnamiens fut l'une des plus grandes trahisons.

Ces Etats ouvriers, pays arrachés du monde capitaliste par les révolutions de 1917 et de 1949, devraient être le facteur décisif pour la victoire de la révolution vietnamienne. Ils devraient faire tout pour empêcher l'agression américaine, y compris l'appui militaire nécessaire dont ils sont bien capables, aux Vietnamiens. Ils devraient en plus faire un front unique au niveau gouvernemental face à l'impérialisme, cela malgré leurs divergences politiques, et aussi une tâche principale organiser une défense massive à l'échelle mondiale de la révolution vietnamienne dans la construction d'un mouvement anti-guerre à la défense du droit à l'auto-détermination des Vietnamiens.

Quel est leur rôle en réalité? Le point tournant dans la période récente de la guerre est venu avec les visites de Nixon en Chine et en URSS en 1972.

Chaque visite était un coup dur contre la lutte des Vietnamiens. Tandis que Mao et Nixon sablaient le champagne ensemble, les Vietnamiens subissaient les bombardements les plus intenses depuis 1968. Ces bombardements bien calculés par le Pentagone, étaient un test pour sonder les réactions possibles de Pékin à une nouvelle escalade. La réaction de Pékin fut presque inexistante. Nixon a été accueilli chaleureusement. Quelques mois plus tard, la même réception chaude fut faite par Brejnev et Kossygin à Nixon, cela malgré le minage des ports de Haiphong et de Hanoi, et le blocus de la semaine précédente. Les effets de ces visites furent très néfastes pour les Vietnamiens. Au lieu d'engager une grande campagne internationale contre les attaques inouies des ports de Haiphong et de Hanoi, et au lieu de refuser de recevoir Nixon, ce dernier a été accueilli amicalement comme signe d'encouragement à continuer le massacre des Vietnamiens. Les bureaucraties de l'URSS et de la Chine ont ainsi coupé l'herbe sous le pied du mouvement anti-guerre, à cause des illusions sur la paix qui devait arriver par une détente entre Nixon et les Etats ouvriers.

Dans l'escalade de décembre 1972, même la presse bourgeoise a remarqué les conséquences d'une telle stratégie. La Presse, du 2 janvier 1973, a expliqué dans un article intitulé "Les réticences de Moscou et de Pékin incitent Hanoi à reprendre la négociation" que: "le silence prudent observé tant par Moscou que par Pékin pendant la reprise des bombardements intensifs du Nord-Vietnam en décembre... a été un facteur important incitant le gouvernement nord-Vietnamien à accepter de revenir à la table de conférence de Paris."

"Le Nord-Vietnam sait parfaitement que l'URSS et la Chine ayant opté pour le rapprochement avec les Etats-Unis ne veulent absolument pas que leur objectif soit ruiné par Hanoi."

Le prix des nouveaux accords commerciaux avec divers pays impérialistes et la reconnaissance de la République Populaire de la Chine par les E-U ont été payés au prix du sang des masses vietnamiennes. En retour des pressions faites par Moscou et par Pekin sur les Vietnamiens pour qu'ils acceptent de faire de nouvelles concessions qu'ils considéraient auparavant comme inacceptables: telle que la reconnaissance du régime Thieu, Nixon lui, était tout-à-fait prêt à faire quelques petites concessions dans ce sens.

En ce qui concerne l'aide militaire apportée aux Vietnamiens dont se vantent l'URSS et la Chine - celle-ci est en réalité très minime et nullement ce qu'il faut pour contrer la machine de guerre des E-U. Selon un article du New York Times du 19 nov. l'URSS n'a fourni aux Vietnamiens du Nord qu'une aide militaire évaluée à $100 millions sur un total de $1 milliard du budget consacré à l'aide militaire à l'étranger, soit 1/10 des dépenses totales, tandis que le régime anti-communiste de l'Egypte recevait de l'URSS à peu près $350 millions dans la même année

libération

(1971). L'équipement le plus moderne est allé à ce pays capitaliste et non pas au Vietnam.

La Chine, bien sur, est moins capable de fournir une aide militaire - mais il faut considérer les $75 millions donnés au Vietnam en 1971 comme minime, surtout lorsque Pékin dépense $3 millions pour aider le régime réactionnaire de Pakistan dans sa guerre contre la lutte de libération nationale des Bengalis.

Pour contrer les farouches attaques des B-52, les Vietnamiens devaient se contenter des missiles sol-air "SAM-2" qui sont, selon tous les experts militaires, démodés. Or, l'URSS possède des missiles "SAM-3" et "SAM-4" qui auraient pû rendre inopérants les raids aériens, mais ces missiles sont refusés aux Vietnamiens.

Ce rapprochement entre les régimes staliniens et Washington signifie encore une fois que le but de ces bureaucraties n'est pas la victoire de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, mais plutôt la coexistence pacifique avec l'impérialisme dans le but de l'auto-conservation de leurs privilèges, même au dépens d'une révolution.

La Signification des "accords en neuf points"

Il faut reconnaître le droit des Vietnamiens, sous les bombardements américains et dans des guerres depuis 30 ans, de faire des concessions s'ils les considèrent nécessaires. Mais il faut aussi reconnaître les circonstances concrètes qui les obligent à faire de telles concessions comme celles contenues dans les "accords en neuf points". Dans le contexte des attaques militaires plus féroces que jamais du gouvernement américain aidé de leurs marionnettes à Saigon, et cela en même temps que l'URSS et la Chine les abandonnent en faveur de la coexistence pacifique, les Vietnamiens pourraient même être obligés d'accepter des concessions encore plus dangereuses.

Le gouvernement américain a fait quelques concessions significatives (qu'il tentent toujours d'éliminer par le chantage des bombardements) telle le retrait des troupes américaines 60 jours après la signature du traité, la permission pour quelques troupes du Vietnam du Nord de rester au sud, ainsi que sur l'arrêt des bombardements qui représenteraient un soulagement pour les masses vietnamiennes. Bien sûr, de telles concessions, si elles sont gagnées ne seraient point de la bonne volonté des E-U. pour la paix, mais plutôt la résistance des Vietnamiens et la persistence du mouvement anti-guerre à travers le monde.

Mais les concessions faites par les Vietnamiens seraient plus graves: le résultat de ces concessions serait de laisser en place le régime capitaliste à Saigon qui est imposé aux Vietnamiens par la présence militaire impérialiste en Indochine et qui ne représente nullement les intérêts de la vaste majorité et qui ne pourrait jamais remplir les aspirations du peuple vietnamien. La concession de séparer le règlement politique du règlement militaire veut justement dire que la signature n'amènera nullement la paix.

Un gouvernement de coalition tel que proposé par les accords ne peut, dans les circonstances actuelles, être autre que capitaliste. On ne peut pas régler, par un gouvernement de coalition, un conflit entre deux forces irreconciliables - les masses ouvrières et paysannes vietnamiennes contre la classe capitaliste et les

propriétaires. Donc un cessez-le-feu ne peut qu'être temporaire. Aussi longtemps que le régime de Thieu et les autres régimes semblables comme au Laos, au Cambodge et en Thailande sont maintenus par l'impérialisme, la lutte au Vietnam, comme la lutte de classe mondiale, continuera et devra continuer jusqu'à leur renversement, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste.

Les "neuf points" veulent en fait établir une situation de double pouvoir avec à peu près tous les avantages du coté des impérialistes. Les bases militaires des E-U en Thailande demeureraient. La conséquence de cela a été démontrée par les récents bombardements qui ont été effectués à partir de ces bases dont l'enlèvement n'est pas compris dans les accords. Le renforcement depuis quelques mois, de la force aérienne sud-vietnamienne, qui en fait la troisième force la plus puissante du monde, donne toujours un avantage au régime de Thieu.

Et en ce qui concerne les élections "libre" au Sud-Vietnam (sur ce point l'expérience des Accords de Genève en 1954 nous laissent sceptique), il faut voir la répression féroce instaurée par le "gouvernement" Thieu en attendant la "paix" - les tortures et les massacres sont systématiques. Quelques 100 à 200,000 prisonniers politiques, hommes, femmes et enfants croupissent dans les prisons du régime de Thieu parce qu'ils sont soupçonnés du "crime" de sympathie pour les "communistes".

Thieu a posé des conditions tellements restrictives pour être candidat dans les élections que même ses adversaires "légaux" seront éliminés. Il y a déjà longtemps, que toute activité politique en faveur du FNL, ou même "neutre", a été rendue illégale. De l'affirmation même d'une personnalité officielle du gouvernement américain "selon les termes du décrét, les Communistes seraient légallement dissous.". (New York Times, 29 décembre, 1972)

Pour assurer la continuation du régime capitaliste, les accords précisent qu'il y aura une force de surveillance pour vérifier dans la pratique que la "paix" soit bien respectée. Cette condition va à l'encontre des intérêts des masses vietnamiennes. La présence de toutes troupes impérialistes nie le droit des Vietnamiens à disposer d'eux-même.

Bien des gens croient, avec la reprise des négociations que la signature des accords entrajnera la paix. En fait, dans l'avènement de la signature des accords à cause de la trahison de Moscou et de Pékin, il est très probable que, par les illusions répandues, cela entraînerait la démobilisation du mouvement anti-guerre. Le mot d'ordre "Nixon doit signer" est avancé depuis octobre autant par des groupes de gauche que par des bouvernements bourgeois. Il y en a même qui croient que la signature signifierait la victoire finale de la lutte des Vietnamiens.

Or loin s'en faut! C'est une situation extrêmement dangereuse pour la révolution vietnamienne, car ces accords représentent un rapport de force défavorable aux forces de libération par rapport à la situation du printemps dernier. La tâche de tous ceux qui veulent voir la victoire des Vietnamiens est de défendre leur droit à l'autodétermination, et non en appuyant des concessions qui leurs sont arrachées par l'impérialisme US, pas plus que celles qui peuvent leurs être imposées dans l'avenir. Au contraire et encore plus que jamais, demeure la construction d'un mouvement massif pour exiger le retrait immédiat, inconditionnel et total de toute la machine de guerre du gouvernement américain et de ses alliés impérialistes de l'Asie du Sud-est.

Ici, au Québec, les partis politiques tels le Parti Communiste (pro-Moscou), le Parti Communiste du Québec (m-l) (pro-Pékin) qui représentent sans vergogne la ligne de ces bureaucraties parasitiques, ont également proposé le même mot d'ordre central: "Nixon doit signer" pour les manifestations du 20 janviers, 1973. Ce mot d'ordre détourne le mouvement anti-guerre de sa vraie tâche centrale qui est d'exiger le droit à l'autodétermination des vietnamiens sans conditions, et de s'opposer à la complicité des autres pays impérialistes en plus de s'opposer à l'intervention des E-U.

Le rôle du Canada et la force de surveillance

Selon les accords proposés, le Canada ferait partie de la "force de surveillance". Le véritable but d'une telle force serait comme c'est toujours le cas, de perpétuer la présence de l'impérialisme. Parce qu'une situation de double pouvoir existe déjà au Sud-Vietnam des éclatements sont inévitables. A ce moment, est-

ce que le Canada qui est aussi un pays impérialiste ne fera pas exactement comme il fit dans le passé dans son rôle au sein de la Commission de Contrôle créée suite aux accords de Genève - rôle qui fut celui de masquer les actes criminels et l'espionnage contre le peuple Vietnamien. Les conditions de cet accord proposés vont permettre l'intervention militaire de l'armée canadienne sous un quelconque prétexte d'une rupture des accords de la part des "communistes". C'est tout-à-fait hypocrite pour le gouvernement im-

...Vietnam

périaliste du Canada de se poser comme étant "neutre" or que son rôle en est un de complice. En plus des $458 millions dépensés chaque année pour les armes et les recherches pour les E-U destiné au massacre des Vietnamiens, le gouvernement a toujours appuyé diplomatiquement les buts du gouvernement américain en Indochine. Ce gouvernement qui opprime la nation québécoise à l'intérieure de ses frontières ne sera jamais "neutre" au Vietnam.

Peut-on réellementcroireque le gouvernement canadien va envoyer 4,500 hommes de troupes à un coût de 75 à $100 million pour respecter le droit à l'autodétermination des Vietnamiens? Nous n'avons qu'à étudier l'histoire de telles interventions de l'armée canadienne - ici au Québec en 1970, et à l'étranger dans l'écrasement des révolutions coloniales à maintes reprises y compris en Corée, à Chypre et au Congo. Dans ce dernier, son rôle fut particulièrement odieux lorsque les troupes canadiennes participèrent au coup d'état dans le meurtre de Lumumba et dans son remplacement par le régime réactionnaire de Tshombé.

Les tâches du mouvement anti-guerre

Le mouvement anti-guerre à travers le monde a déjà joué un rôle-clé dans le soutien à la lutte des masses vietnamiennes. Les Vietnamiens ont trouvé in-

suite à la page 10

spirant surtout l'existence de ce mouvement au sein des Etats-Unis et dans l'armée impérialiste elle-même. Il faut continuer à construire ce mouvement, aussi longtemps que l'impérialisme maintient sa domination en Asie du sud-est. Si les Vietnamiens sont obligés sous les bombes de Nixon de faire des concessions, nous , nous ne le sommes nullement. Il nous faut mobiliser le plus grand nombre de personnes possible autour des revendications qui reconnaissent le droit fondamental à l'autodétermination des Vietnamiens. Ceci nous obligent maintenant, non pas à exiger la signature des "accords en neuf points" ni d'autres concessions qui peuvent dans l'avenir être arrachées aux Vietnamiens. Plutôt que de nous adapter à chaque tactique diplomatique des Nord-Vietnamiens, ils nous faut exiger le retrait immédiat, incondtionnel et total de la machine de guerre impérialiste de l'Asie du Sud-est. Il nous faut nous opposer à toute tentative du gouvernement d'envoyer des troupes canadiennes sous couvert d'armée de surveillance de la "paix". Il faut continuer de s'opposer à la complicité du gouvernement canadien et du gouvernement québécois dans la guerre contre les Vietnamiens. Cela est notre seul moyen d'apporter un soutien concret à la révolution vietnamienne qui est, par la situation actuelle gravement mise en danger.

libération

Des suffragistes qui protestent devant l'Hôtel de Ville de Montréal en 1928

Cours sur la femme et teach-in à l'UQAM

par BRENDA ZANNIS

Plus de 400 personnes ont assisté au Teach-in sur la condition de la femme qui a eu lieu du 1 au 3 décembre à l'Université du Québec à Montréal. Ce teahc-in était le produit de la première séance du premier cours sur la femme au Québec. Ce cours, tout comme ceux qui sont organisé partout à travers l'Amérique du Nord, démontre la conscience croissante de l'oppression de la femme québécois. On a pu attiré 30% des participants de l'extérieur du milieu universitaire en tenant le cours le soir.

Le cours était divisé en six ateliers: l'idéologie, la sexologie, la famille, la femme au travail, l'histoire et la politique. Chaque atelier a fait des recherches et a préparé un rapport pour le teach-in. Les résultats étaient très impressionants.

L'atelier "idéologie constate que: "Par le milieu familial, par le milieu scolaire (livres scolaires, professeurs), par l'environnement social (jouets, TV, livres, publicité, etc.) la société conditionne les individus à remplir certains rôles; féminins ou masculins."

L'atelier "femme au travail" a conclut qu'il existe "une discrimination contre les femmes sur le marché du travail. Les femmes sont en général confinées dans le ghetto des métiers dits 'féminins'. Deux-tiers des femmes font un travail relié à la cléricature (secrétaires, commis, etc.). Les salaires des femmes sont dans divers secteurs beaucoup moins élevés que ceux des hommes pour le même travail. Il est difficile pour les femmes d'accéder à des métiers considérés comme 'masculins' soit à cause de l'éducation qu'elles ont reçue, soit à

cause de l'organisation même du travail."

L'atelier "histoire" a publié une brochure traitant l'évolution de la législation en ce qui concerne la femme. Cette brochure commence avec une citation de J. Boucher dans "Le droit dans la vie familiale", qui explique que l'histoire "juridique" de la femme est "en effet l'histoire d'une infériorité constante, doublée d'une protection peternaliste. Infériorité-protection, tels sont les deux grands thèmes de la plupart des systèmes juridiques que nous connaissons, du nôtre en particulier." La brochure démontre que le Code Civil établi en 1866 était vu comme la base de l'identité canadienne-française et on hésitait longtemps avant d'y toucher. Au Québec, il fallut attendre les années '60 pour voir des modifications (bill 16 en 1964, bill 10 en 1970), modifications semblables à celles du 19è siècle ailleurs en Amérique du Nord.

"Les législateurs et théoriciens mâles n'ont jamais compris que le droit de contrôler son corps est, pour la femme une liberté fondamentale, tout comme la liberté de parole, d'actions, etc... Les lois sur l'avortement et sur la diffusion de la contraception continuent de renforcer l'oppression de la femme."

L'atelier "politique" a conclut, à partir d'une étude du statut de la femme dans les pays qui ont renversé le capitalisme, que la révolution socialiste, dont le but est l'élimination de la propriété privée et des classes, est un préalable nécessaire (tandis qu'il ne le garantit pas) à la libération de la femme. L'oppression de la femme est enracinée dans la société de classe. Il faut que le bouleversement des rapports économiques s'étende et transforme fondamentalement les rapports humains à tous les niveaux, y compris la socialisation du travail "domestique" et l'entretien des enfants. L'atelier constate aussi "qu'il y a des luttes réelles à mener dès maintenant sur l'oppression spécifique de tou-

Brenda Zannis et Manon Léger

tes les femmes pour améliorer leur condition... il faut un mouvement autonome des femmes pour mener une lutte contre leur oppression spécifique."

Quatres revendications majeures sont mises de l'avant: "l'avortement sur demande, disponibilité pour toute de la contraception; les garderies ouvertes nuit et jour et financées par l'Etat; l'égalité de salaire et d'opportunité dans l'emploi; la fin de la discrimination dans l'éducation."

La séance plénière du teach-in a conclus qu'il faut continuer à prendre connaissance de l'oppression de la femme, et d'entreprendre diverses formes d'action.

Des membres de la Ligue Socialiste Ouvrière et de la Ligue des Jeunes Socialistes ont participé au cours sur la femme et au teach-in. Les ventes de plus de $30 de littérature portant sur la lutte des femmes et sur le socialisme, et de plus de 60 exemplaires et quelques abonnements au journal Libération démontrent le grand intérêt des participants dans les idées socialistes.

Le cours sur la femme qui se poursuit ce semestre est un exemple qu'il faut répandre de l'université au service de l'étude et de l'organisation des femmes contre son oppression et contre les traditions anti-femmes des institutions québécoises. Le teach-in à l'UdeQ est un pas très prometteur dans la construction du mouvement féministe au Québec.

libération

PREMIERE ACCUSATION

Rose non-coupable !

par JEAN HERIVAULT

Jacques Rose, arreté en décembre 1970, lors de l'occupation du Québec par l'armée canadienne, était, à l'issue de son deuxième procès, le 9 décembre 1972, acquitté de l'enlèvement du ministre Pierre Laporte. Les onze jurés, après avoir examiné la preuve présentée par la couronne, ont rendu leur verdict en déclarant que Jacques Rose n'était pas coupable de l'acte d'accusation porté contre lui.

Déjà, à l'issue du premier procès, qui se termina le 10 mai 1972, le juge Eugène Marquis, avait dû enregistrer le désaccord du jury (11 jurés sur 12 étaient pour l'acquittement de Rose) ce qui entraîna automatiquement un deuxième procès.

Malgré cet acquittement, et les deux requêtes présentées par son avocat Me Lemieux, pour une remise en liberté sous cautionnement, Jacques Rose est toujours détenu depuis l'adoption de la loi sur les mesures de guerre en automne 1970, au centre de prévention Parthenais dans des conditions inhumaines, (nourriture infecte, isolement). Bien que Rose ne soit pas un condamné, mais un prévenu (présumé innocent) les conditions dont il est victime sont pires que celles dont subissent les individus qui purgent leur sentence.

Cette victoire remportée devant les tribunaux nous rapelle que les conséquences d'octobre 70 ne sont pas encore disparues, qu'il y a encore des Québécois qui sont emprisonnés sous des accusations montées de toutes pièces. C'est le cas entre autre de Michel Viger, qui a été, le 17 avril '72, trouvé coupable d'avoir été complice de Rose dans l'enlèvement de Pierre Laporte. Or Jacques Rose vient d'être acquitté de cette accusation. Comment la culpabilité qui a jeté Viger au bagne pour huit ans peut-elle encore tenir? Ceci est un exemple de comment la couronne poursuit la répréssion engendrée par les mesures de guerre déclanchées en octobre 70, mesures qui avaient pour but d'écraser le mouvement nationaliste, et ou 500 Québécois, la plupart des dirigeants nationalistes et syndicaux, furent jetés en prison pour plusieurs mois, cela sans aucunes preuves, et bien sur sans avoir(à par quelques uns) de procès.

Tout comme le résultat des autres procès d'octobre, l'acquittement de Rose est une victoire remportée contre le gouvernement fédéral et contre ses complices à Québec qui, aux justes revendications des Québécois, répondent par l'armée et des lois dictatoriales. En remerciant les jurés, Jacques Rose déclarait qu'après deux ans d'enquête la couronne n'a rien pû prouver, et que son procès "fut le procès de la reine".

Toute fois la couronne n'en reste pas là. Suite à cet acquittement, elle s'est mise à l'oeuvre pour trouver d'autres accusations pour ne pas perdre la face. Maintenant elle accuse Rose d'avoir assasiné Pierre Laporte, le 17 octobre '70. Aucune précision de l'acte d'accusation n'est apportée. Le procureur général dit qu'il s'agit d'un "preferred indictment" (accusation privilégiée) ! Aucune preuve n'est davantage avancée contre Rose dans cette accusation de "meurtre". De l'avis même du procureur de la couronne, déclare Me Lemieux, il n'y a pas de preuve directe, la couronne n'apporte que des preuves circonstancielles.

C'est ainsi que le troisième procès de Jacques Rose doit prochainement débuter en cour d'assise sous la présidence d'un juge de la cour du banc de la reine. Cette cour du banc de la reine a été crée par une constitution coloniale, en 1867, et imposée par la force en vertu de l'acte de l'amérique du nord britannique, cela malgré l'opposition de la vaste majorité du peuple québécois.

Ce que a fait s'esclamer M. Robert Lemieux : "Mais nous sommes devant une cour étrangère!".

Le français aux calendes grecques

par JEAN HERIVAULT

Durant l'année '73 la question linguistique restera une question brûlante qui figurera toujours au centre de la vie politique québécoise.

Plusieurs rapports, données et déclarations révèlent, en cette nouvelle année, que la langue française continue à être de plus en plus menacée.

En fin d'année, la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal (CECM) rendait public un sondage effectué par ses services, dont les chiffres nous indiquent que les élèves montréalais s'anglicisent de plus en plus, et cela au coeur même du réseau d'écoles majoritairement francophone de la CECM.

Il y a aujourd'hui dans le secteur anglophone de la CECM, 11.5% d'élèves de langue française, ce qui représente une augmentation de 2.5% par rapport à 1969. Toujours dans le secteur anglophone de la CECM, l'enquête démontre que les élèves de langue maternelle anglaise ne représentent que 23.9% de toute la clientèle du réseau anglophone! Ces données démontrent que depuis '69 la condition de la langue se détériore dangeusement, en grande partie grâce à la loi 63.

Quelques jours après la révélation de ces statistiques, le ministre de l'Education Cloutier déclarait dans une conférence de presse, que les Québécois manifestaient peu d'intérêt à l'étude de l'anglais, et que l'étuidant du secondaire anglophone saura parler français d'ici trois ans, tandis que son camarade francophone se débrouillera à peine dans la langue de Shakespeare. Au cours de cette même conférence, le ministre de l'Education a fait remarquer que c'était là un "grave problème", un "blocage psycologique"; il a ensuite précisé qu'il présentera des mesures administratives pour "corriger" cette situation.

S'il est vrai que les opprimés manifestent peu d'intérêt à l'étude d'une langue imposée par les oppresseurs, les propos de Cloutier semblent ignorer la réalité, à savoir que les francophones sont presque les seuls bilingues au Québec, et que très peu d'anglophones "sauront parler le français d'ici trois ans."

Curieusement, le même jour la CECM décidait de passer "résolument à l'action" en élaborant un "programme d'action" pour l'enseignement de la langue seconde car, annonce la CECM, elle a, elle aussi, remarqué les "faiblesses" dans l'enseignement de la langue seconde. La CECM annonçait en même temps divers mesures pour améliorer cet enseignement, autant au niveau élémentaire que secondaire. Rappelons que déjà l'enseignement de la langue anglaise dans les écoles francophones est obligatoire dès la 5ième année.

Parallèlement à ces mesures qui ne peuvent qu'aggraver la situation de la langue française, le 31 décembre, la commission Gendron remettait son rapport au premier ministre Bourassa. Ce "précieux texte" du rapport de la commission Gendron sur la situation de la langue française au Québec, commission formée en '69, aura coûté deux millions de dollars, soit $1466 par page! D'après le premier ministre, ce document ne sera pas rendu public immédiatement car certaines parties ne sont rédifées qu'en français!

Les partisans de la lutte pour un Québec français n'ont rien à attendre de ce type de rapport, dont sa seule utilité fut de permettre à Bourassa depuis deux ans de se cacher derrière, au lieu d'adopter des mesures concrètes pour défendre la langue française. De son côté, le patronat anglophone qui domine le Québec ne semble guère prêt à céde cette arme supplémentaire qu'est la discrimination linguistique.

La lutte pour un Québec français, cette partie essentielle de la lutte de libération nationale, repose entièrement sur la mobilisation massive et indéepndante des travailleurs, des étudiants et des couches opprimées.

Abonnez-vous à LIBERATION!

journal

pour un Québec indépendant et français, pour un Québec aux travailleurs!

Coupez et envoyez le formule à: LIBÉRATION, B.P. 941, Stn. "N". Montréal 129

□$1 pour 8 numéros ou □$2.75 pour 24

Nom_____

Adresse_____

Ville_____ Zone/Cté____

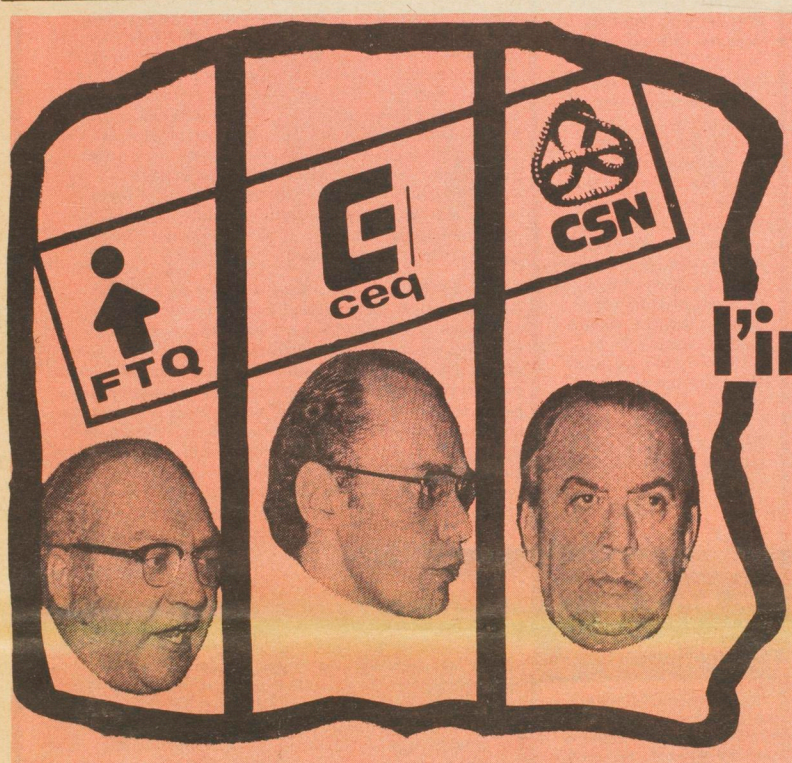
Etat/Prov_____ Tél____

60 1/C/229/4
LIBERATION

libération

Vol.3 No.2 (20) mars 1973 25 cents

NATIONAL LIBRARY
9 1973
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE



La riposte unifiée-capitale à la survie des syndicats:

Non à l'incarcération des 3 chefs! Non au bill 89!

Lettre ouverte à la gauche du Parti Québécois

Mouvement de grève dans les universités

Accord de Paris et lutte de classe au Vietnam...3
Article exclusif d'un trotskyste argentin...12
Le droit à l'avortement gagné aux E-U...11
Troupes canadiennes hors de l'Indochine!...15

e008300509

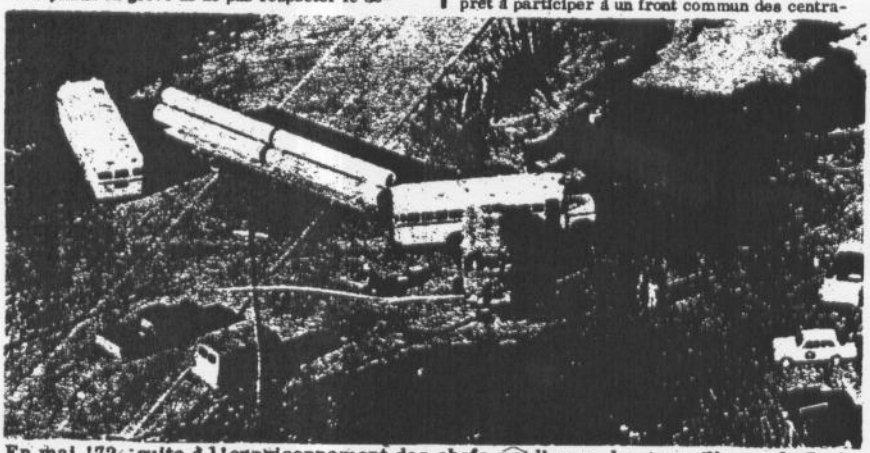
Les travailleurs pressent leurs dirigeants à agir:

repoussons l'attaque de bourassa!

par JEAN HERIVAULT

C'est suite au refus de la Cour Suprême du Canada d'entendre l'appel et le maintien de leur condamnation à un an de prison pour outrage au tribunal que les trois présidents des trois grandes centrales québécoise (CSN, FTQ, CEQ) Pépin, Laberge et Charbonneau ont été jetés dans les cellules de la prison d'Orsainville, par le gouvernement Bourassa.

Après le refus de la Cour d'appel du Québec, les trois chefs syndicaux décidèrent de faire appel à la Cour Suprême du Canada, demandant d'en appeler de leurs sentences d'un an d'emprisonnement prononcée contre eux, pour outrage au tribunal, après l'application de l'infâme loi 19 contre la grève du Front Commun des secteurs Public et Parapublic au printemps de 1972. Cette sentence maximale d'un an de prison, prononcée par le juge Côté de la Cour Supérieure (Québec), était la riposte du gouvernement Bourassa, au mot d'ordre donné par les trois chefs du Front Commun aux travailleurs d'hôpitaux en grève de ne pas respecter le décret gouvernemental ordonnant le retour au travail.



En mai '72, suite à l'emprisonnement des chefs syndicaux, les travailleurs de Septîles unis dans le Front Commun barrèrent les routes et s'emparèrent de la ville lors de la grève déclenchée pour la libération de leurs dirigeants et pour le retrait de la loi 19. Aujourd'hui, la classe ouvrière québécoise doit à nouveau s'unir et se mobiliser pour faire libéré leurs dirigeants et contrer le projet de loi 89.

Suite à cette condamnation, en mai '72, les trois présidents avaient été incarcérés une première fois à Orsainville pendant une dizaine de jours. A cette occasion un vaste mouvement de protestation avait été déclenché par les travailleurs des secteurs publics et aussi du secteur privé, mouvement qui se transforma très vite en une gigantesque grève sauvage qui dura une dizaine de jours impliquant plus de 100,000 travailleurs revendiquant la libération immédiate des trois présidents et le retrait de la loi matraque 19.

Cette fois-ci il n'y a eu encore aucune manifestation quelconque de la part des travailleurs pour protester et riposter à l'attaque du gouvernement. Il faut dire que les appels au "calme" et à la "sérénité" faits par les trois chefs pour empêcher toute "action improvisée ou spontanée" en "guise de protestation" a été très néfaste dans le sens où les travailleurs ont été retenus de se défendre contre une attaque violente.

S'il n'y a pas encore eu de protestations contre l'incarcération des trois chefs, par contre, un sentiment qu'il faut faire quelque chose contre le projet de loi 89 à commencer à se manifester lors de la réunion du 19 janvier du Conseil confédéral de la CSN, qui regroupe quelques 150 délégués des divers conseils centraux et fédérations de la CSN.

La FNEQ, à l'occasion de ce Conseil confédéral, a également résolu de demander aux diverses instances de la CSN de faire des démarches nécessaires auprès de la FTQ et de la CEQ afin que les trois centrales unissent leurs forces pour combattre le Bill 89 qui vise à réglementer et à encadrer l'exercice du droit de grève dans les services publics et dans certains secteurs du privé.

Les délégués au conseil confédéral ont approuvé la résolution de la FNEQ et ont adopté la formation d'un comité de stratégie qui a pour objectif de faire les démarches appropriées pour que les "véritables syndicats" de quelque centrale que ce soit, puissent unir leurs efforts pour combattre toute tentative du gouvernement pour restreindre les droits et arracher les gains que les travailleurs québécois ont gagné au cours de dures luttes.

Dans le milieu de l'enseignement, le président de la CEQ, Yvon Charbonneau a déclaré qu'il était partisan de toute action commune et prêt à participer à un front commun des centrales syndicales.

Pour sa part, Robert Chagnon, président de l'Alliance des professeurs de Montréal, a dénoncé le bill 89 en concluant que cette loi permettrait au gouvernement d'intervenir dès qu'une grève pourrait être appréhendée. Cette dernière expression, dit-il, "nous rappelle d'ailleurs la loi des mesures de guerre adoptée par Ottawa en 1970 à la suite de l'évocation d'une "insurrection appréhendée." L'Alliance ne s'est par contre pas engagée à participer à des actions d'ensemble pour lutter contre ce bill, mais que le syndicat "... mettra ses ressources au service des groupes qui entreprendront des actions au niveau de chaque école."

D'autre part à Montréal, plusieurs syndicats, qui sont affiliés à la CSN et à la FTQ tentent d'amorcer un mouvement en vue de presser les dirigeants des deux centrales à constituer un Front commun pour lutter contre le projet de loi 89.

Pour organiser la lutte contre le bill 89, le Conseil du travail de Montréal (FTQ) qui, avec le Conseil central de Montréal (CSN) et quelques syndicats d'enseignants de l'Ile de Montréal, soit regroupés dans le Conseil ouvrier du transport, a résolu de "tout mettre en oeuvre pour qu'une riposte unitaire et immédiate des trois centrales (CSN - FTQ - CEQ) soit organisée."

Une résolution similaire a aussi été adoptée par le Syndicat des employés de l'Université du Québec à Montréal (FTQ) et par le syndicat des professeurs de la même université affilié à la CSN. Tout en poussant les dirigeants des trois centrales à mettre sur pied un Front commun, ces deux syndicats ont décidé de créer leur propre comité conjoint d'information et d'action contre le bill 89. L'une des tâches de ce comité sera de susciter dans d'autres syndicats l'adoption de résolution semblable. Cela s'est déjà produit par plusieurs syndicats d'employés de compagnies de transport (CTCUM, Metropolitain Provincial, Voyageur) qui sont directement visés par le projet de loi 89.

Plusieurs délégués au Conseil confédéral ont trouvé que la résolution adoptée sur le bill 89 est trop timide et ils espèrent que les syndiqués exerceront une pression plus vigoureuse sur les dirigeants syndicaux pour qu'ils travaillent activement à la mise sur pied d'un Front commun. "Nous voulons plus que des tentatives de rapprochement, nous voulons un véritable Front commun", a confié l'un des délégués.

Résolution adoptée par le local 1967 (Douglas Aircraft à Toronto) des travailleurs unis de l'automobile (TUA)

Attendu que trois dirigeants syndicaux sont présentement condamnés à de lourdes amendes et emprisonnés pour un an - Louis Laberge de la Fédération des Travailleurs du Québec, Yvon Charbonneau de la Centrale de l'Enseignement du Québec et Marcel Pépin, président de la Confédération des Syndicats Nationaux.

Par conséquent il est résolu:

1. Que le local 1967 proteste contre l'arrestation, le procès et la condamnation des membres de syndicats de bonne foi sous les mêmes lois et juges que des criminels de droit commun dans des affaires découlant d'une mésentente de travail. Ils ont contesté les mesures de l'arbitrage obligatoire imposées par la législature du Québec après que les enseignants du Québec aient travaillé un an sans contrat.
2. Que le local 1967, des TUA fait appel aux TUA (Région canadienne) afin que ceux-ci allouent des fonds, du personnel et un équipement suffisants pour faire naître un mouvement de masse exigeant l'amnistie pour les trois confrères syndicalistes.

libération

Journal de combat pour l'indépendance, le socialisme, et l'enseignement français

☐ Huit numéros ..... $ 1.00
☐ Vingt-quatre numéros..... $ 2.75
☐ Souscription au journal..... $____

Nom _____
Adresse _____ Appt ____
Ville _____ Zone/Cté ____
Etat/province _____ Tél ____

C.P. 641, Succ. "N" Montréal 129

EDITORIAL

L'unité syndicale: tâche immédiate

Si la riposte ouvrière contre le gouvernement du Québec est aujourd'hui indispensable, c'est parce que l'enjeu de la présente offensive anti-syndicale est fondamentale. L'emprisonnement des présidents de trois centrales, et le projet de loi 89 qui élimine le droit de grève des travailleurs des secteurs public et du transport, font partie de cette offensive orchestrée par Bourassa et Cournoyer au profit de l'impérialisme et du capitalisme "national", offensive dont le but est la destruction des syndicats en tant qu'organisations de défense des intérêts des travailleurs. Le gouvernement vise la domestication des syndicats pour les intégrer à l'Etat capitaliste et pour éviter d'autres "mai'72".

Si l'unité syndicale dans le Front commun a permis au mouvement ouvrier de faire face au patronat et à son gouvernement, et de gagner des concessions lors des conflits à La Presse et dans la fonction publique, aujourd'hui l'absence de cette unité et son remplacement par la rivalité et le maraudage intersyndicaux ont encouragé le lancement de la campagne gouvernementale.

Il n'est pas question de songer à des offensives ouvrières si on ne peut pas s'assurer de la remise en liberté des dirigeants de la classe et de l'imposition de notre droit de grève dans tous les secteurs, ce qui doit passer par la reconstitution du Front commun CSN-FTQ-CEQ, pour ce combat. Ce front commun devrait inviter la Centrale des Syndicats Démocratiques (CSD), les enseignants anglophones de la PAPT et de la PACT, ainsi que les cultivateurs de l'UPA (anciennement UCC) à y participer.

Pour impliquer les militants de la base, il faut la convocation immédiate d'un congrès d'urgence de délégués élus par chaque local syndical au Québec et chargés d'élaborer un plan de défense. Ce congrès doit également inclure des représentants des organisations de gauche qui se réclament du mouvement ouvrier ainsi que des représentants du mouvement étudiant.

Ce congrès d'urgence devrait avoir comme tâche d'organiser la riposte unifiée à l'offensive de Bourassa en adoptant des mesures et des actions capables de mobiliser les masses ouvrières, comme des assemblées, des manifestations et même des actions sur les lieux de travail.

Pour la gauche québécoise et pour le mouvement nationaliste, la riposte ouvrière est vitale. La libération nationale et le socialisme ne passent pas par d'autres chemins que celui de la défense des travailleurs, de leur renforcement, et de leur victoire finale sur l'impérialisme et sur les capitalistes "nationaux"; car ces luttes ne peuvent être achevées que sous la direction de la classe ouvrière.

Au Canada-anglais, on s'inquiète de la loi 89

J'ai trouvé très utile l'article dans le dernier numéro sur le bill 89. Peu de nouvelle et d'analyse ont paru jusqu'ici dans les journaux syndicaux et de gauche au Canada-anglais, sur les implications dangereuses du projet de loi. Il me semble que la gauche et les militants syndicaux n'ont pas encore saisi la signification de cette menace qu'est le bill 89 -- menace et au droit de grève au Québec et à la liberté syndicale en général. Si le projet de loi est adopté au Québec, de semblables législations ne tarderont pas à être passées dans les provinces anglophones.

L'incarcération de Pépin, Laberge et Charbonneau confirme la situation critique dans laquelle se trouve aujourd'hui le mouvement syndical. L'emprisonnement des chefs constitue tout un moyen pour intimider tous les militants syndicaux -- si l'Etat peut réussir à mettre en prison les dirigeants qu'arrivera-t-il aux militants de la base.

Il est important pour la gauche et les syndicats au Québec d'élargir la lutte contre l'emprisonnement des chefs et contre le bill 89 en lançant des appels au Canada-anglais et aux autres pays pour le soutien et la solidarité; surtout en Europe, où on est de plus en plus intéressé à la lutte de libération nationale que mènent les Québécois.

A vous la parole

La chronique "À vous la parole" se veut une tribune libre pour nos lecteurs, ouverte à tous les points de vue et sujets d'intérêt général. Veuillez nous envoyer des lettres brèves à: Libération. B.P. 641, Succ. "N". Montréal 129. Québec.

Déjà quelques syndicats au Canada-anglais, comme le syndicat à la Douglas Aircraft de Toronto, a adopté des motions contre l'incarcération des trois présidents, et il y en aura d'autres..

En solidarité avec la lutte syndicale au Québec,
Jacques Louvier,
Toronto.

libération

Date limite des articles: vendredi le 16 février

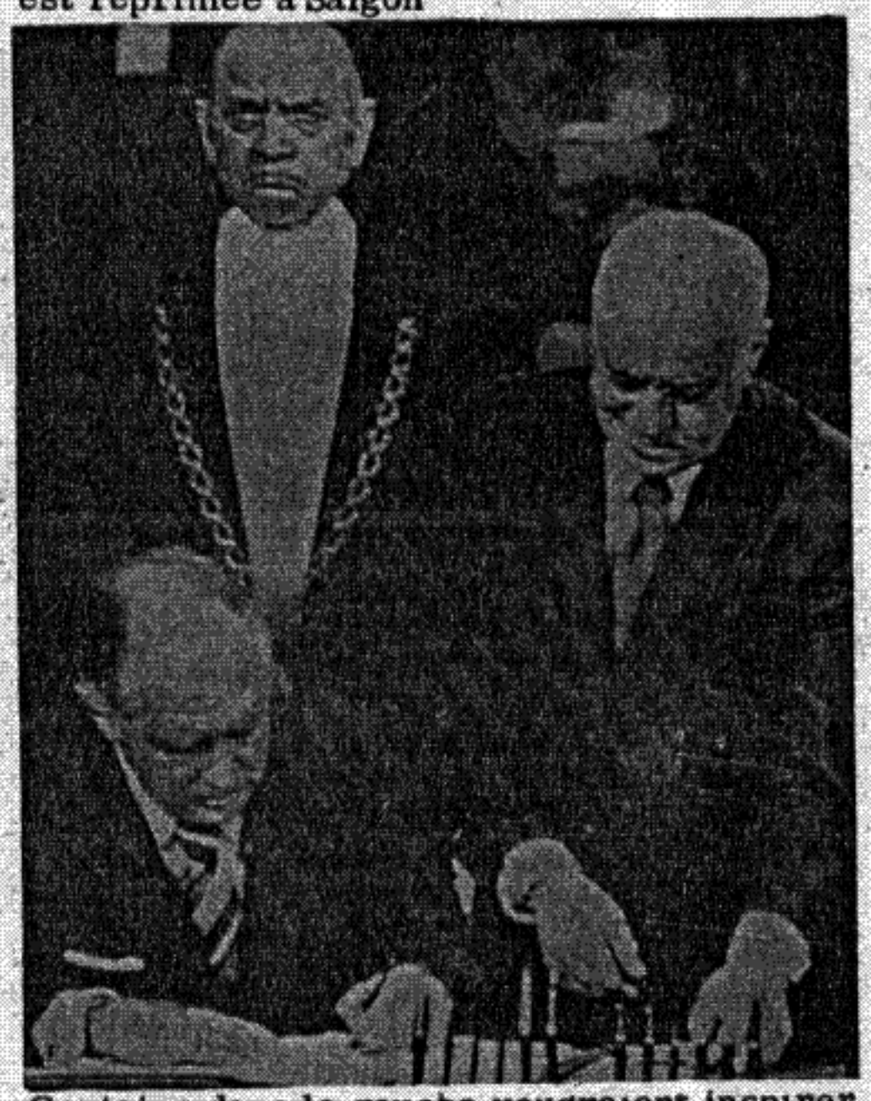
Rédacteur-en-chef: Jean Hétivault
Rédactrice-adjointe: Manon Léger
Gérant: André Doucet
Conception graphique:
Correspondant à Hull: Claude Robillard

B.P. 641, Succ. "N", Montréal 129. Publié tous les mois. Abonnements: 6 numéros pour $1.00, 24 numéros pour $2.75. Les articles signés n'engagent que leur auteur; le point de vue de la rédaction du journal s'exprime dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette et Simms Inc., St-Lambert, Québec. Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec et à la Bibliothèque nationale (arc) d'Ottawa. "Courrier de deuxième classe — enregistrement No. 2611."

Les accords de Paris et la lutte de classe au Vietnam

Des soldats s'installent pour imposer le statut-quo aux Vietnamiens et empêcher la marche de la révolution.

Une manifestation anti-gouvernementale est réprimée à Saigon



Certains dans la gauche voudraient inspirer de la confiance en cette signature d'impérialiste. Selon Lénine, de tels traités seront foulés aux pieds aussi longtemps qu'existera le capitalisme.

par A. CHARBONNEAU

Si les milliers de violations commises diminuent en nombre depuis la signature des accords de Paris, le 27 janvier, cela ne signifie pas pour autant qu'il y a la paix au Vietnam. Aucune des contradictions nationales et sociales qui se trouvent à l'origine du conflit vietnamien n'est résolue. La terre au Vietnam du Sud n'est pas entre les mains des paysans pauvres, l'exploitation capitaliste se maintient dans les centres urbains, et la domination impérialiste du sud du pays n'est nullement enrayée.

La seule présence des troupes canadiennes au Sud-Vietnam confirme la présence militaire de l'impérialisme mondial ainsi que l'absence d'une véritable paix. Le Canada, étant un pays impérialiste du même camp que les Etats-Unis, n'a pas fait, jusqu'ici, autant au Québec, qu'en Corée ou qu'au Congo, autre chose que de semer la violence, la mort, la répression et la perpétuation de l'exploitation capitaliste.

Loin d'établir la paix, les accords de Paris marquent l'ouverture d'une nouvelle étape d'instabilité totale où s'affronteront deux forces de classe hostiles -- le régime pro-impérialiste à Saigon des propriétaires fonciers et des capitalistes d'une part, et d'autre part les forces de libération basées sur les ouvriers et paysans. Cette situation se maintiendra jusqu'à la victoire concluante d'un côté sur l'autre, ce qui ne pourra se déterminer que par la lutte des classes.

Si les accords de Paris, conclus entre M. Henry Kissinger et M. Le Duc Tho, ne peuvent supprimer cette lutte de classe, ils constituent néanmoins une formalisation du rapport de force qui existe dans cette lutte. Une analyse des neuf chapitres et des 23 clauses du traité indiquent qu'il n'y a pas une victoire ni pour un côté ni pour l'autre -- les forces de libération n'ont pas pû réaliser la libération nationale ni la réunification avec le nord dans le cadre d'un seul Etat ouvrier. Néanmoins les forces de libération n'ont pas été écrasées, comme se l'était fixé l'impérialisme.

Sous la double pression des bombardements meurtriers de Washington et le refus de Moscou et de Pékin de fournir une aide militaire et politique adéquate aux Vietnamiens, Hanoi et le Front National de Libération (FNL) ont dû finalement accepter des concessions qu'ils avaient antérieurement rejetées.

Au contraire du projet de paix en sept points du FNL, les accords signés après les bombardements de Noel sur Hanoi et Haiphong, séparent le règlement militaire du règlement politique, c'est-à-dire les forces de libération ont été obligées d'accepter un cessez-le-feu sans le remplacement du régime Thieu. A la différence du projet de paix en neuf points élaboré au mois d'octobre, il n'y a même pas de gouvernement de "coalition" d'établi à Saigon tel qu'exigé par le FNL, et le droit à l'auto-détermination est reconnu au peuple "sud-vietnamien", impliquant ainsi qu'il existe au sud du pays une nationalité distincte.

Si Washington a dû accepter le retrait du Vietnam des troupes et bases militaires américaines dans un délai de soixante jours, la présence de "conseillers civils" des EU est toujours permise sur les installations militaires de Saigon, de même que l'armement des partisans de Thieu. Selon les accords, les EU peuvent maintenir les 100,000 soldats qui sont actuellement en Thailande ainsi que les bases militaires, ces mêmes bases d'où ont été lancés les raids de B-52 au mois de décembre. La septième flotte reste dans le golfe du Tonkin.

Les accords n'exigent pas du Vietnam du Nord le retrait de ses soldats du sud, mais la zone démilitarisée au 17e parallèle est réaffirmée et toute circulation militaire à travers cette ligne est interdite. La libération des prisonniers de guerre américains est maintenant séparée de la libération des centaines de milliers de prisonniers dans les prisons de Thieu, dont beaucoup sont torturés et plusieurs même menacés d'être assassinés.

Les prisonniers de guerre américains doivent être libérés avant le retrait total des troupes US, tandis qu'on laisse à la discrétion du régime saigonnais de libérer ses prisonniers dans un délai de 90 jours. Le général Thieu a déjà fait savoir son attitude en n'admettant que 10,000 prisonniers, alors que le FNL affirme que les prisonniers politiques se chiffrent aux environs de 200 à 300,000! La tenue d'élections "libres", loin d'être assurée par les accords, est laissée à la charge d'un "Conseil de réconciliation et de concorde nationales", composé du gouvernement Thieu et du FNL, dont chaque décision doit être adoptée à l'unanimité.

Si les Etats-Unis ont dû accepter une force de "surveillance" internationale moins forte (la Commission Internationale de Surveillance et de Contrôle -- CISC -- est composée de 1,160 soldats du Canada, de la Hongrie, de l'Indonésie et de la Pologne, et non de 3 ou 1,000 soldats tel qu'exigé par Kissinger, ni de 250 comme le réclamait Hanoi), les soldats de deux pays capitalistes et de deux pays à régime stalinien et partisan de la politique contre-révolutionnaire de "coexistence pacifique", ne peuvent que mettre d'autres obstacles devant la révolution vietnamienne en plus de violer ouvertement le droit des Vietnamiens à l'auto-détermination.

De même que la conférence internationale prévue dans un délai de 30 jours pour "garantir la paix". Comme celle de Genève en 1954, une telle conférence ne peut qu'exercer davantage de pression sur les forces de libération au Vietnam, venant de l'impérialisme et des bureaucraties staliniennes de Moscou et de Pékin.

Voilà les résultats d'environ 15 millions de tonnes de bombes et d'obus déversés sur le Vietnam par les EU pour maintenir le capitalisme à Saigon; et de la pression criminelle des bureaucraties soviétique et chinoise qui ont tout fait pour arrêter la marche de la révolution vietnamienne au profit d'une politique de "rapprochement" avec Washington.

Face à de telles concessions arrachées aux ouvriers et paysans vietnamiens, à coup de massacre systématique et de trahison stalinienne, combien apparaissent scandaleux les cris de victoire et les fêtes triomphantes des organisations de gauche au Québec, comme le Parti Communiste du Québec, les diverses sectes maoistes et le Groupe Marxiste Révolutionnaire, qui présentent d'une manière tout à fait partielle et trompeuse les accords imposés par l'impérialisme.

Pour ceux qui suivent avec obéissance les bureaucraties de Moscou et de Pékin, ces déclarations indécentes ont comme but d'escamoter les trahisons commises pour étouffer la révolution mondiale et pour maintenir le statu quo. Pour les autres, comme le GMR, il s'agit d'une incapacité de comprendre la dynamique de la lutte des classes et de son impuissance à discerner un pas en avant d'un recul. Pour eux, le projet en sept points, comme celui en neuf points tout comme le projet en 23 points représentent tous des "victoires"! Dans cette même logique on se demande si une capitulation ouverte ne serait pas également une victoire!

(suite à la page 15)

3...Vietnam

Il s'agit là des mêmes groupes qui, durant la période précédant la signature des accords, ont proposé comme mot d'ordre central au mouvement anti-guerre le slogan "Nixon doit signer les accords en neuf points!" En ce faisant, ils ont violé le principe de l'autodétermination des Vietnamiens en acceptant que Nixon aurait le "droit" d'imposer des conditions et en les acceptant eux-mêmes. En soulevant une telle revendication réformiste, ces groupes ont exprimé de la confiance en Nixon et en la valeur d'une signature d'impérialiste.

Durant les négociations de Brest-Litovsk en

1917, entre le nouveau gouvernement bolchévique et les envahisseurs allemands plus puissants, le Parti Social-Démocrate allemand, (les Communistes de l'époque) a exigé de son gouvernement la signature du traité de "paix". Lénine a très vivement répliqué: "Vous êtes des traîtres. Nous sommes objectivement obligés de négocier afin de ne pas nous faire anéantir, mais quant à vous -- vous êtes politiquement libres de voter pour ou contre, et votre voix implique si oui ou non vous avez de la confiance en votre propre bourgeoisie."

Ces erreurs, parmi ces groupes de gauche au Québec, sont encouragées par la direction nord-vietnamienne qui, elle aussi, présente le règlement comme une victoire pure et simple. Mais le règlement ne fait qu'ouvrir une nouvelle étape dans la lutte des classes au Vietnam, et une présentation franche aux masses, des accords et des concessions arrachées, est capitale dans la préparation et l'armement des masses.

Si les bureaucrates de Moscou et de Pékin portent la responsabilité d'avoir collaborer au massacre fait par Nixon, le rapport de force défavorable aux forces de libération vietnamiennes est néanmoins en partie le résultat d'une absence au Vietnam du Nord de direction authentiquement révolutionnaire. La lutte dans les villes sud-vietnamiennes a été affaiblie par un manque de participation autonome de la classe ouvrière, absence encouragée par un programme de front populaire basé uniquement sur des revendications nationales et démocratiques au dépens de toute revendication de classe. Les dirigeants nord-vietnamiens ont accepté la diplomatie secrète alors que les Bolchéviques de 1917 l'ont scrupuleusement évitée.

La qualité de la direction des forces de libération sera décisive dans la nouvelle étape qui s'ouvre dans la révolution vietnamienne, d'où la nécessité absolue d'une avant-garde conséquemment basée sur le marxisme révolutionnaire. Pour achever la construction d'une telle direction authentiquement révolutionnaire, il est utile de se rappeler des écrits de Lénine sur le traité de Brest-Litovsk, dans une situation analogue quoique moins favorable encore:

"Vous savez ce que valent les traités et ce que valent les lois en regard de conflits internationaux déchaînés: ce ne sont que des chiffons de papier.

"On a coutume de citer cette expression comme un modèle du cynisme de la politique extérieure de l'impérialisme; cependant le cynisme n'est pas dans ces paroles, il est dans cette guerre impérialiste implacable, cruellement et douloureusement implacable, dans laquelle tous les traités de paix et toutes les lois sur la neutralité ont été foulés aux pieds, le sont encore, et le seront aussi longtemps qu'existera le capitalisme."

C'est du premier devoir aujourd'hui des socialistes et des indépendantistes au Québec de ne pas se contenter des accords de Paris, mais de faire campagne pour le retrait des troupes canadiennes, et pour un Vietnam réellement aux Vietnamiens.

Au chef de l'impérialisme japonais, le premier ministre Kakuei Tanaka, le président Mao donne la main. Pour les socialistes révolutionnaires de la Quatrième Internationale, c'est la prison!

La résolution suivante a été adoptée le 16 avril par le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale.

libération immédiate des trotskystes chinois !

Arrêtés depuis décembre 1952-janvier 1953 en République Populaire de Chine, un certain nombre de trotskystes chinois ont été emprisonnés sans jugement.

Leur incarcération sans procès est totalement illégale : d'après l'article 87 de la constitution de la République Populaire de Chine « les citoyens de la RPC jouissent de la liberté d'expression, de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, de la liberté d'association, de la liberté de défiler et de la liberté de manifester. L'Etat garantit aux citoyens l'usage de ces libertés en accordant les facilités matérielles nécessaires ».

On trouve parmi ces prisonniers :

— **Chen Chao Lin**, membre fondateur du PC puis du mouvement trotskyste chinois, Chen est né en 1901. Après avoir travaillé à Paris avec Chou en Lai et Chen Yi (ex-ministre de la défense nationale de la RPC) à la fin de la première guerre mondiale, il rejoignit Moscou pour étudier à l'Université Communiste des Travailleurs de l'Orient. En 1925, il retourne en Chine comme membre du Comité Central du PCC ; possédant l'Anglais, l'Allemand, le Français et le Russe il traduisit les ouvrages marxistes en Chinois et entreprit la formation de cadres révolutionnaires dans la jeunesse. Lors de la révolution de 1925-27, il joua un rôle important dans la région de Wuhan. Après la défaite Chen devint trotskyste : arrêté par la police du Kuomintang, il fut condamné à 15 ans de prison et ne fut libéré que 7 ans plus tard en 1937, au début de la guerre sino-japonaise. Il se consacra dès lors aux traductions des œuvres de Trotsky en Chinois et, après la reddition des Japonais, en 1945, à la publication d'un bi-mensuel « La Nouvelle Bannière » qui fut interdit par le gouvernement du Kuomintang. Lors de la libération de Shangaï par l'APL un certain nombre de militants trotskystes allèrent s'installer à Hong-Kong poursuivant leurs activités politiques de l'extérieur. Chen fut de ceux qui restèrent sur place militant jusqu'à son arrestation. Chen a passé 27 ans de sa vie en prison (7 sous Tchang 20 sous Mao) : il a maintenant près de 72 ans.

Chiang Tseng Tung, dirigeant actif du mouvement ouvrier de Shangaï, il prit part à la grève générale et au soulèvement de 1925, poursuivit son travail d'ouvrier révolutionnaire sous la dictature du Kuomintang brandissant, en tant que trotskyste, le drapeau de la IVème Internationale. La police de Mao l'arrêta en 1952, s'il est toujours vivant il doit avoir près de 62 ans.

Chou Jen Sen, intellectuel révolutionnaire, il enseignait à l'école supérieure, il fut arrêté dans le port de **Amoy** (province de Fukien). On le croit emprisonné à Shangaï.

Ho Chi Sen, au début des années 20, il est un des leaders étudiants de Pékin et rejoint le Parti Communiste Chinois peu après sa fondation. Lors de l'expédition du Nord de l'armée révolutionnaire du Kwang-tung lancée de Canton pour libérer le pays des griffes des seigneurs de la guerre (1925-27) il joue un rôle dirigeant aux côtés de Mao Tse Toung d'abord à Wuhan puis dans la province de Hunan. Après le « coup » contre-révolutionnaire de Tchang Kaï Shek à Shangaï (avril 1927) il travailla à la reconstruction du Parti Communiste dans la clandestinité. En 1929 (selon Chen Du Shiu) il se convainquit du caractère erroné de la ligne politique dictée par le Komintern au PCC et devint trotskyste. Il représentait les « Prolétaires », un des quatre groupes trotskystes qui fusionnèrent en 1931 pour donner naissance à la Ligue Communiste de Chine qui devint en 1938 la section chinoise de la IVème Internationale. Ho était déjà en mauvaise santé lorsque son « vieux camarade » Mao le mit derrière les barreaux. On n'a rien su de lui depuis plusieurs années : s'il est toujours vivant, il doit avoir près de 75 ans. On a des raisons de craindre qu'il ait péri dans un camp de travail forcé.

Ling Hwer Hua, ce vétéran de la lutte révolutionnaire était membre du Comité Exécutif de l'Union des Imprimeurs de Canton quand il fut arrêté par la police de Mao fin 1952. Il fut envoyé à Wuhan avec d'autres trotskystes arrêtés dans la « zone administrative du Sud-Ouest » et condamné aux travaux forcés à perpétuité. Aucune nouvelle de lui n'a atteint le monde extérieur. S'il est toujours vivant, il a plus de 50 ans.

Ling Sun Chi, lecteur à l'université Sun Yat Sen de Canton il fut arrêté en 1953 après les mouvements de masse de la fin de l'année précédente. On ne connait rien de son sort.

Wang Kuo Lung, professeur comme Chou Jen Sen, il fut arrêté à Wenchow (province de Chekiang). On le croit emprisonné à Shangaï.

Ying Kwan, étudiant en France avec Chou en Lai (1920), il milite en 1923 dans la section française de la Jeunesse Socialiste Chinoise avec Chen Yi et Li Fu Chwang (membre du BP du PCC) comme président de la commission d'organisation. En 1924, après avoir été secrétaire du Parti Socialiste Chinois pour l'Europe, il devint secrétaire du Parti Communiste Chinois pour la province du Shantung. En 1925, il est secrétaire du Comité Régional de Shangaï dont Chen Pi Lan était aussi membre. Dirigeant de la révolution de 1925-27 en Chine centrale (province de Ahhwei) il embrassa le idées trotskystes en 1929 et travailla à unifier les différents groupes qui existaient alors. Arrêté en 1932 par le Kuomintang, libéré en 1934, de nouveau arrêté, il ne fut relâché qu'en 1937 (guerre sino-japonaise) et travailla pendant la durée de la guerre parmi les étudiants. il reprit le travail politique à Shangaï jusqu'à son arrestation par la police de Mao. S'il vit toujours il doit avoir près de 72 ans.

Ceci ne représente qu'un petit nombre des trotskystes emprisonnés en Chine : outre les vétérans du mouvement, de nombreux jeunes militants sont aussi incarcérés. Certains ont été condamnés de 5 à 10 ans de travaux forcés ; il est possible que quelques uns aient été relâchés mais on ignore dans quelles circonstances. De surcroît, on est également sans nouvelles des membres des familles de ces prisonniers politiques, arrêtés eux-aussi.

Le régime de Mao devra fournir des informations sur le sort de ces prisonniers politiques : sont-ils toujours vivants ? Certains d'entre eux ont-ils été soumis à des procès secrets ? De quels crimes ou infractions à la loi ont-ils été accusés ? ... Le secret entourant ces incarcérations ne dit rien de bon sur la façon dont la constitution est appliquée en Chine. Il indique, au contraire, que ces arrestations ont été faites en violation flagrante d'une constitution qui garantit la « liberté d'expression » : Si cela n'est pas le cas pourquoi le gouvernement chinois ne leur a-t-il pas accordé un procès public ?

Exigeons que le gouvernement Mao respecte les droits que garantit la constitution !

Exigeons le respect de la démocratie prolétarienne en Chine !

Exigeons la libération des trotskystes chinois !

Nous demandons à toutes les organisations qui ont défendu la République Populaire de Chine contre ses ennemis, qui ont soutenu la révolution chinoise, de prendre position dans cette affaire pour nous aider à briser le mur du silence.

libération

Cette manifestation en faveur de l'avortement a été organisée à San Francisco en 1971.

l'avortement gagné aux u.s.a.

par COLLEEN LEVIS

La décision de la Cour suprême américaine, rendue le 22 janvier, légalisant l'avortement aux Etats-Unis, constitue une victoire importante pour la lutte internationale des femmes en faveur du droit à l'avortement. Cette décision rend même plus injustes les lois canadiennes qui nient ce droit fondamental, et ouvre de nouvelles possibilités pour la construction d'un large mouvement pour l'abrogation des lois fédérales sur l'avortement.

La Cour suprême des E-U affirme le droit absolu de la femme américaine à se faire avorter pendant les trois premiers mois de la grossesse, à condition que l'opération soit effectuée par un médecin assermenté. L'ordonnance nie également aux Etats le droit de promulguer des lois interdisant l'avortement jusqu'au sixième mois de la grossesse, pourvu que l'avortement ait lieu dans un hôpital.

Selon le Militant, journal américain qui reflète le point de vue du Socialist Workers Party, la coalition pour l'avortement (WONAAC) aux Etats-Unis, considère la décision de la Cour suprême comme "une victoire majeure pour le droit à l'avortement...qu'il ne faut pas imposer de restrictions qui enlève le droit à la femme de décider, et que nous appuierons les projets pour l'abrogation des lois sur l'avortement qui seraient présentés aux assemblées législatives d'un quelconque état."

Afin de justifier cette décision la Cour suprême a affirmé: qu'un foetus ne peut pas avoir les mêmes droits qu'un être déjà né. "Le foetus n'a jamais été reconnu par la loi comme une personne au plein sens du terme", affirme le juge Blackmun, l'auteur de la décision de la majorité de la Cour.

Cette décision est donc une victoire historique pour le mouvement féministe, mouvement qui existe depuis quelques années en Amérique du Nord et à travers le monde. Le mouvement de libération de la femme défie les préjugés sexistes et anti-femme fortement enracinés dans la société capitaliste, préjugés qui soutiennent les lois interdisant l'avortement.

Bien des actions unies telles que des manifestations, des ralliements et des campagnes de pétition contre ces lois réactionnaires ont eu lieu dans plusieurs pays où les femmes font face à des lois semblables à celles qui viennent d'être renversées aux E-U. Ces actions ont mis en évidence le sentiment croissant en faveur du droit de la femme à l'avortement sur demande, et ceci en dépit de la contre-attaque des forces droitières bien financées, comme l'Eglise Catholique, qui cherchaient à nier aux femmes ce droit fondamental. Cette récente montée du mouvement féministe et les actions pour le droit à l'avortement qui l'ont accompagné ont été le facteur déterminant qui a fait céder la Cour conservatrice des E-U, l'obligeant à légaliser l'avortement.

Dans d'autres pays, les femmes font toujours face aux tentatives légales et gouvernementales pour empêcher l'avortement. En France, par exemple, il y a eu dernièrement plusieurs procès contre des femmes et contre des'avorteurs'. Une des causes les plus célèbres fut le procès de Marie-Claire Chevalier, sa mère, deux autres femmes et une "avorteuse". En novembre dernier à Paris, un ralliement de plus de 2000 personnes a marqué la victoire juridique lors de l'acquittement de M.C. Chevalier. Le mouvement en France continue à revendiquer pour les Françaises le droit à l'avortement libre.

En Belgique, l'accusation portée le 18 janvier contre le docteur Peers, et son arrestation,

semble être une provocation de la part du gouvernement. L'inculpé est un médecin de renom qui, dans sa maternité hospitalière, est accusé d'avoir pratiqué, en huit mois, trois cent vingt avortements. Son arrestation a eu lieu suite à l'avortement d'une débile mentale mineure, violée par son père. Un vaste mouvement de protestation s'est développé qui a pris la forme d'une manifestation de 6,000 personnes à Namur regroupant Flamands et Wallons. 120,000 personnes ont déjà signé une pétition réclamant la libération du médecin, dont 3,000 médecins.

La Ligue Révolutionnaire des Travailleurs, Section Belge de la IV Internationale, déclare dans un communiqué de presse: "son soutien total au docteur W. Peers et exige que cesse la procédure en cour contre lui ainsi que sa libération immédiate... La LRT réitère également sa position pour l'avortement libre et gratuit, soutient et participe au mouvement de solidarité en faveur de la libération du Dr. Peers et du droit à l'avortement."

La lutte aux E-U et à travers le monde, n'est pas près de finir. Il faut défendre les gains et les étendre pour s'assurer que les femmes auront véritablement l'avortement sur demande. Les forces réactionnaires aux E-U n'hésiteront pas à tout faire pour miner les gains déjà acquis. La hiérarchie catholique a vite condamné "l'acte choquant" de la Cour suprême, et annonce son intention de faire renverser la décision.

Il reste maintenant à voir comment le gouvernement canadien va réagir à cette décision. Le "Bill des droits de l'Homme" de Trudeau, se réclame de l'adhérence aux principes fondamentaux cités dans la décision américaine. Les restrictions à l'avortement sur demande au Québec et à travers le Canada, imposées par les lois fédérales, sont semblables à celles rendues illégales dans plusieurs états américains, y compris les lois en Georgie, impliquées directement dans les récentes décisions.

A travers le Canada comme au Québec, des milliers de femmes doivent prendre une décision difficile - soit un avortement illégal, et très dangereux, soit une grossesse non désirée ou, dans le cas où l'argent n'est pas un obstacle important, un voyage aux Etats-Unis pour aller y chercher ce qui est maintenant devenu un avortement parfaitement légal. Au Québec, la situation demeure nettement désavantageuse par rapport à celle du Canada-anglais. Au Québec, la vaste majorité des hôpitaux francophones, ne permettent même pas d'avortement en général.

Le sentiment général est pourtant le même au Canada comme au Québec, et est clairement favorable à l'avortement sur demande. Un sondage Gallup a récemment démontré que 61% de la population pensait que la décision, sur ce sujet, devrait "être laissée à la femme, et à son médecin".

Pendant deux ans, Grace MacInnis, député du Nouveau Parti Démocratique, a exigé un débat sur la question de l'avortement à chaque session de la Chambre des Communes - sans succès. Après la décision américaine, elle s'est levée une fois de plus pour défier le ministre de la Justice, Otto Lang. Lang a répondu abruptement qu'aucun débat du genre n'était prévu et qu'il n'en voyait pas la nécessité. Les socialistes et les féministes au sein du NPD, demandent maintenant à ce parti de se servir de la "balance du pouvoir" à la Chambre pour obliger les autres membres du Parlement à discuter cette question afin d'abroger les lois sur l'avortement.

La "Canadian Women's Coalition to Repeal the Abortion Laws" (CWCRAL), se servant de la victoire américaine, a déjà annoncé une campagne de mobilisation conjointement avec le Front Commun pour l'abrogation des lois sur l'avortement (FCALA) au Québec. Le FCALA va également se réunir pour décider les modalités de la lutte des Québécoises pour ce droit fondamental, et aussi pour poursuivre la défense du Dr. Morgentaler qui est, lui aussi, accusé d'avoir pratiqué des avortements illégaux (il y a deux ans) à Montréal.

Comme aux E-U, la campagne continuelle contre les lois réactionnaires du gouvernement canadien et le traitement criminel et arriéré de la femme par l'Eglise, par les hôpitaux et par le gouvernement - est la seule voie pour arriver à gagner le droit à l'avortement sur demande.

LETTRE OUVERTE À LA GAUCHE DU PARTI QUÉBÉCOIS

par

ALAIN BEINER

Introduction

Comme les autres congrès du Parti Québécois depuis sa formation en 1969, le 4e congrès met en évidence des divisions, cette fois-ci entre l'aile "participationniste" et l'aile "électoraliste", la première appuyée entre autres par Pierre Marois, Pierre Bourgault (qui vient de se retirer de la politique) et Claude Charron, la deuxième -- à la barre, bien sûr -- regroupée autour de René Lévesque et Jacques Parizeau.

Au centre de ce débat ne figure pas une question particulière comme l'opposition du PQ à l'unilinguisme français, son opposition aux luttes syndicales ou son refus de mobiliser ses rangs pour l'indépendance Il s'agit plutôt de questions générales d'"orientation" ou de "pratique politique". Selon l'aile "participationniste", le PQ risque de perdre son appui parmi la jeunesse et la classe ouvrière et de s'"embourgeoiser" s'il n'utilise pas les resources du parti à des fins plus "militantes", comme la formation politique des membres et l'intervention dans les luttes quotidiennes.

Pour l'aile dirigeante, le parti doit éviter tout "radicalisme" et maintenir une conduite "traditionnelle" pour ne pas gêner l'"opinion publique" lors des prochaines élections générales.

La gauche du PQ suit cette "confrontation" de près. Après d'innombrables tentatives de transformer le PQ en "véritable instrument" de la lutte de libération nationale et sociale, les militants syndicaux dans le PQ et ceux qui se considèrent socialistes, céderont-ils "une dernière fois" aux illusions consciemment semées par la haute direction?

Ce qu'est le Parti Québécois

La gauche se croit encore capable de changer le PQ parce qu'elle ne comprend pas la nature réelle du parti, telle que déterminée par son origine, sa direction et son programme. Le PQ n'est pas un instrument valable, créé par les travailleurs ou par les autres opprimés pour faire avancer leurs intérêts. Au contraire, le PQ a été créé parmi les oppresseurs dans la nation, parmi ceux qui ont toujours su s'accommo-

Aucune intervention chirurgicale ne peut transformer le P.Q.

Adhérez au mouvement socialiste!

Pour de plus amples renseignements, sur la Ligue Socialiste Ouvrière ou la Ligue des Jeunes Socialistes

NOM .....
Adresse .....
Ville .....
Tél. .....
École .....

Montréal 226 est, rue Ste-Catherine (861-3018)

ANNONCE

/LIBERATION, mars 1973

der de la domination de l'impérialisme étranger, pour pouvoir maintenir leurs propres privilèges et profits arrachés aux masses québécoises.

Le PQ a été créé par d'anciens ministres du gouvernement, de sous-ministres et autres technocrates de la haute bureaucratie d'Etat, en somme par ceux qui ont élaboré des politiques anti-ouvrières (Parizeau et Lévesque) et des pactes traitres avec le fédéral (Morin). Le caractère bourgeois du PQ est ainsi profondément enraciné dans l'origine même du parti.

Son programme "souverainiste" et pro-capitaliste, loin de conduire de l'avant la lutte d'émancipation nationale, n'a comme but que le renforcement et l'extension des privilèges des exploiteurs locaux, sans pour autant mettre en cause la position dominante de l'impérialisme étranger, anglo-canadien et américain. Le project péquiste se fera avec l'appui de l'impérialisme et non à son insu, d'où la nécessité de se montrer "traditionnel", "respectable", et avant tout capable de maintenir la "loi et l'ordre" capitalistes.

Vouloir changer le PQ en instrument de libération, c'est comme vouloir changer un patron en ouvrier. Car la démocratie interne du PQ ne fonctionne qu'en autant que personne ne met en question les buts fondamentaux du PQ. L'opposition violente du PQ à l'unilinguisme français illustre bien la situation: à chaque congrès "démocratique" les menaces de Lévesque de quitter la présidence l'emportent sur la volonté de la vaste majorité des délégués et membres qui eux sont fortement unilinguistes. Après tout, le capital qui domine le Québec parle anglais!

La libération que nous recherchons tous ne sera que l'oeuvre des opprimés eux-mêmes, indépendamment des oppresseurs, et aucun "noyautage", aucun "coup d'Etat", aucun faux espoir ne peut faire d'un parti bourgeois son opposé.

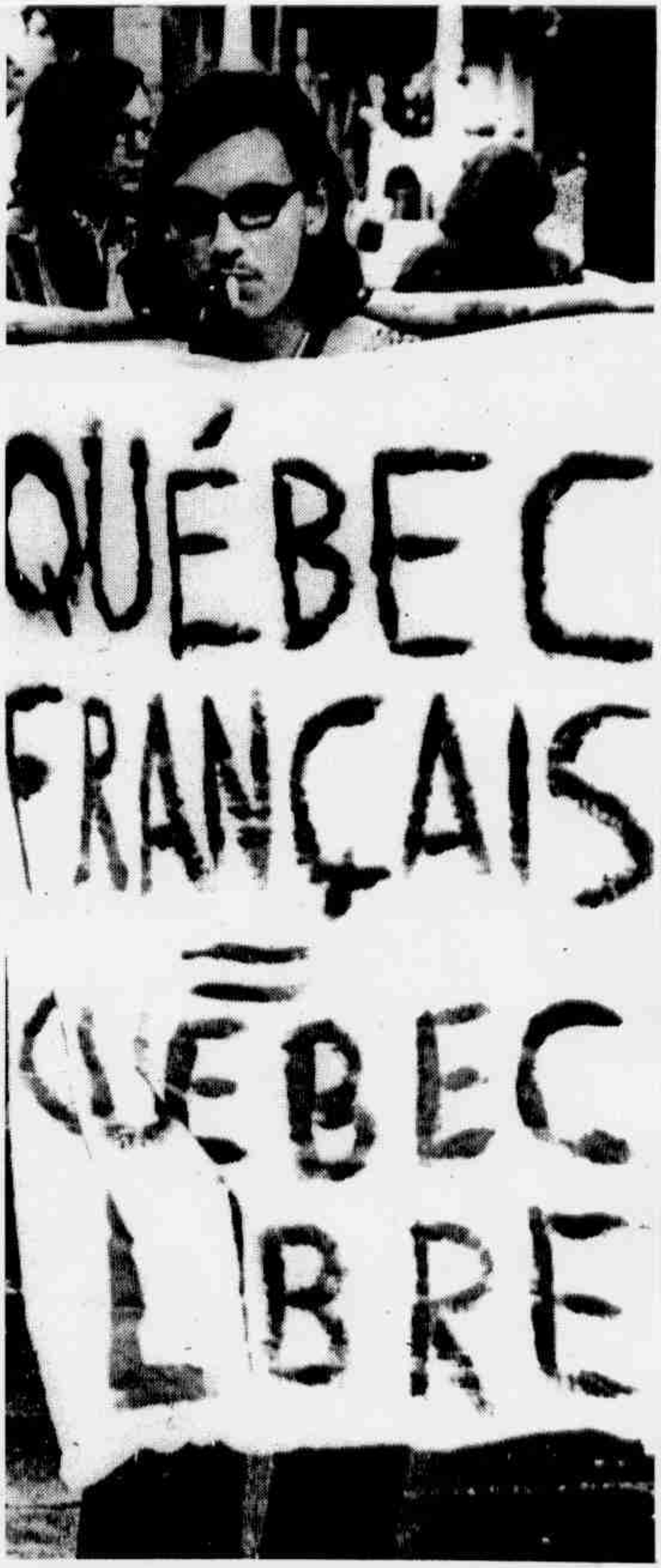
Les illusions de la gauche péquiste se maintiennent à coup de fausses théories, fournies entre autres par Pierre Vallières.

"Il faut s'unir même aux bourgeois, car nous sommes tous opprimés"

Selon Pierre Vallières, le "mode de production impérialiste" est imposé "à la collectivité québécoise dans son ensemble." Etant tous dans le même panier, c'est-à-dire victime de l'oppression nationale, pourquoi donc pas s'unir dans un premier temps pour vaincre l'ennemi commun?

S'il est vrai que toutes les classes sociales au Québec souffrent, à un degré quelconque, de la domination étrangère, il est aussi vrai que cette domination s'est établie, et se maintient depuis, avec la complicité des "notables" québécois qui sèment l'illusion que le Québec est à nous.

L'unité entre toutes les classes dans une lutte anti-impérialiste pourrait très bien s'envisager -- s'il n'y avait pas de flics québécois pour nous matra-



"L'opposition violente du PQ à l'unilinguisme français illustre bien la situation: à chaque congrès 'démocratique' les menaces de Lévesque de quitter la présidence l'emportent sur la volonté de la vaste majorité des délégués et membres qui eux sont fortement unilinguistes. Après tout, le capital...parle anglais!"

quer dans les manifestations contre Trudeau; s'il n'y avait pas de Drapeau pour contremander la fête nationale; et s'il n'y avait pas de Jean-Jacques Bertrand pour adopter des loi 63 ni des Bourassa pour faire appel à l'armée canadienne!

Vallières se fie à la logique formelle et non-marxiste lorsqu'il en conclut que toutes les classes sociales ont un intérêt dans la lutte de libération nationale. Au contraire, l'oppression impérialiste de l'ensemble de la nation québécoise n'a pas provoqué un rapprochement des classes sociales au Québec, mais a qualitativement aggravé toutes les contradictions entre opprimés et oppresseurs au sein de la nation.

Si la bourgeoisie "nationale" se voit de plus en plus coincée par l'impérialisme anglo-canadien et américain, et de moins en moins capable de concurrencer avec elle sur le marché québécois, cela ne l'a pas amenée à rompre avec l'impérialisme ou à devenir partisane de la libération, car elle est entièrement dépendante de l'impérialisme pour se maintenir au pouvoir face aux masses ouvrières, et pour partager le pillage. La haine envieuse des "notables" locaux à l'égard de l'impérialisme se subordonne invariablement à la lutte de classe interne.

Plutôt que de confronter la puissance de l'impérialisme, ce qui l'obligerait à s'appuyer sur la mobilisation des masses québécoises, la bourgeoisie québécoise s'attaque davantage aux ouvriers et aux autres opprimés pour leur faire payer la note du joug impérialiste.

Vallières invoque la nécessité d'une stratégie basée sur une analyse concrète des "relations d'exploitation", et c'est précisément dans le cadre de ces relations très concrètes que s'évapore toute base d'unité dans un seul parti entre bourgeois et ouvrier, d'autant plus que cette unité se fait au sein d'un parti bourgeois, sur la base d'un programme procapitaliste et derrière les Lévesque, les Parizeau et les Morin!

Dans chaque cas décisif, les exploiteurs québécois se rallieront à l'impérialisme pour trahir la lutte nationale, comme ils le font depuis la conquête de 1759. Mieux vaut aux socialistes d'enseigner ces vérités aux masses, que de les mener dans des culs-de-sac.

Le PQ valable pour la première étape de la révolution"

Cette théorie des "étapes" est très répandue dans la gauche du PQ. A partir d'une conception mécaniste et non-historique du rapport entre la lutte d'émancipation nationale et la lutte pour le socialisme, Vallières conclut que le PQ est le véhicule d'au moins la "première étape" du processus, c'est-à-dire de l'"étape" nationale.

Non seulement est-il inacceptable en toute circonstance pour les socialistes de prêcher l'unité de toutes les classes au sein d'un parti bourgeois, car pour les bourgeois les intérêts de classe priment toujours sur les intérêts de la nation opprimée, mais il est également inacceptable à l'époque que nous vivons de concevoir la lutte nationale de manière séparée de la lutte entre les classes au sein de la nation, et de la lutte pour le socialisme.

La lutte d'émancipation nationale au Québec ne se réduit pas au projet sans entrain d'indépendance formelle du PQ. Le problème national ne sera pas éliminé sans l'établissement d'un Etat réellement indépendant, sans le français comme langue nationale, au travail et à l'école, et sans une économie libre d'emprise étrangère; c'est-à-dire sans l'expulsion conséquente de tout vestige de l'impérialisme.

Si un tel programme pouvait se réaliser sous régime capitaliste pendant le dernier ou l'avant-dernier siècle, le développement historique du capitalisme à l'échelle mondiale, depuis le début du siècle, ne permet plus l'achèvement de luttes nationales sans bouleversement des rapports de propriété capitalistes eux-mêmes.

Depuis la naissance de la phase impérialiste du capitalisme, c'est-à-dire de la domination mondiale du capital et de son débordement des frontières nationales, la domination de petites nations et de colonies par les pays impérialistes est devenue partie intégrante du capitalisme lui-même. Il est aujourd'hui impossible d'arracher du joug impérialiste une nation dominée sans l'arracher au même moment du système capitaliste lui-même.

Combien d'exemples positifs (les Etats ouvriers à Cuba et au Vietnam du Nord) et combien d'exemples négatifs (le régime fantoche de Thieu au Vietnam du Sud, l'Irlande du Sud "indépendante", la Bolivie "anti-impérialiste", etc.) confirment sans le moindre doute qu'à l'époque de l'impérialisme, une lutte de libération nationale ne peut être victorieuse sans une lutte de masse dirigée par la classe ouvrière, aboutissant à l'établissement d'un Etat ouvrier, Etat qui, simultanément avec l'expulsion de l'impérialisme, procédera de force au renversement du capitalisme "national" et à la construction du socialisme.

C'est en ce sens que l'"étape" anti-impérialiste ne peut pas être séparée de l'"étape" anti-capitaliste, car la lutte nationale et la lutte pour le socialisme, au Québec comme dans toute autre nation opprimée, sont tout à fait inter-reliées, constituant deux aspects d'un seul programme de révolution sociale. A travers toute l'histoire du 20e siècle, ceux qui se sont mis à la tâche de combattre les exploiteurs étrangers, sans tenir compte de la lutte de classe locale, se sont invariablement vus poignarder dans le dos par leur propre patronat.

"Les révolutionnaires ignorent la question nationale"

La thèse la moins solide de Vallières et de la gauche du PQ est celle qui veut que les groupes de gauche à l'extérieur du PQ se consacrent au "ping-pong idéologique" au lieu de s'engager à l'action "positive", et font abstraction de la réalité québécoise en ignorant

"notre condition d'aliénation nationale".

Ceux dans la gauche comme Charles Gagnon et les maoistes, qui dénoncent la lutte nationale et qui veulent réduire la lutte pour le socialisme à une "lutte idéologique" ne sont pas des authentiques révolutionnaires et ne comprennent pas l'abc du marxisme. Mais la Ligue Socialiste Ouvrière, malgré ses très faibles ressources matérielles et humaines, a initié plus d'actions militantes dans la rue pour les droits nationaux que le PQ, qui lui se consacre totalement au "ping-pong" parlementariste et à l'opposition effrénée aux actions de masse très positives.

Pour la LSO c'est précisément l'importance centrale de la question nationale dans la lutte de classe au Québec, l'importance de l'indépendance et de la langue française aux travailleurs, et le rôle positif de la conscience nationale dans le développement de la conscience socialiste, qui rendent impérative aujourd'hui la construction par les socialistes d'un parti révolutionnaire de masse, capable de prendre en main la lutte nationale et de diriger au pouvoir la classe ouvrière à la tête de tous les opprimés.

Construire le parti révolutionnaire.

Seule une telle perspective de construction par la classe ouvrière d'une société socialiste peut assurer aux masses québécoises l'élimination de toute oppression et exploitation, à condition que les ouvriers se donnent ce parti d'avant-garde qui pourra éclaircir le chemin vers le pouvoir en précisant les buts à chaque pas. C'est dans cette optique que la LSO participe à toute lutte des opprimés contre toute oppression de quelque façon qu'elle se manifeste, armée d'un programme qui unit les revendications immédiates de ces luttes (nationales, ouvrières, féministes, étudiantes, etc.) aux revendications de transition qui propulsent les masses vers la destruction du pouvoir bourgeois et à la prise du pouvoir étatique par la classe ouvrière.

L'application de cette méthode programmatique se voit dans l'approche de la LSO aux masses ouvrières qui se trouvent actuellement dans le PQ. D'une part, il ne s'agit pas de s'adapter au niveau de conscience insuffisant de ces masses et d'autre part, il ne faut pas attendre jusqu'à ce que ces masses soient prêtes, toutes ensemble, à rejoindre le parti révolutionnaire, tant que la LSO demeure une très petite organisation.

Pour contrer l'appui des travailleurs au PQ d'une manière réaliste, le programme de la LSO soulève la nécessité pour la classe ouvrière et les syndicats de rompre avec tout parti bourgéois pour créer sa propre organisation politique indépendante qui leur sera responsable. Pour rendre plus concret et compréhensible ce concept d'action politique de classe, et pour l'appliquer aux seules organisations ouvrières de masse qui existent, la LSO fait appel aux centrales syndicales pour qu'elles lancent un parti ouvrier.

Le programme de la LSO constitue donc un pont pour ceux qui se trouvent dans le PQ, vers le parti révolutionnaire, un pont entre le niveau de conscience politique actuel de larges couches de la classe ouvrière, et les nécessités objectives de la lutte pour la libération nationale et le socialisme.

La crise inévitable

Que ce soit le PQ au pouvoir ou un autre parti qui se consacre à perpétuer l'exploitation capitaliste, l'oppression nationale du Québec et les contradictions de classe ne cesseront pas de subsister et d'accroître. Les opprimés répliqueront par de vastes soulèvements spontanés, par une remise en question radicale du capitalisme lui-même, et par des mobilisations militantes, provoquant dans la classe dirigeante et ses partis, la division et la paralysie.

C'est lors de telles crises politiques décisives que la classe ouvrière québécoise et ses alliés chercheront une direction de rechange capable de balayer la vieille société d'exploitation, une direction authentiquement révolutionnaire. Dans une telle conjoncture de rapports de force instables, un parti socialiste-révolutionnaire muni du programme juste et des cadres trempés dans la lutte, peut s'acquérir l'influence nécessaire parmi les masses pour transformer l'histoire.

Le temps d'agir

Chaque voie sans issue traversée par les masses opprimées, chaque trahison vécue, ne les conduit pas plus rapidement à cette révolte, mais au contraire les en éloigne. Après une défaite, les masses ne se rétablissent pas comme un pneu crevé. On ne peut pas panser les masses, les gonfler et les remettre sur la route. C'est pourquoi les socialistes ne peuvent se permettre de jouer avec les masses, et c'est pourquoi ils n'acceptent pas à la légère de nouvelles voies "plus efficaces". Il est du devoir de chaque socialiste de dire la vérité aux masses et de n'indiquer que la bonne voie.

Que la classe ouvrière et le mouvement de libération nationale seront trahis par le PQ, c'est inévitable, une trahison qui pourrait les décourager et les démobiliser pour une période indéfinie, et les faire hésiter avant de tout miser sur une autre option politique.

Les militants syndicaux et les socialistes doivent quitter le PQ bourgeois et lui retirer toute leur confiance politique. Ils doivent montrer la voie aux masses péquistes au lieu de les suivre. D'autant plus qu'une large couche de la gauche du PQ a un rôle indispensable à jouer dans la construction du parti révolutionnaire au Québec, tâché déjà amorcée par la Ligue Socialiste Ouvrière.

libération

France: èssor de la Ligue Communiste

par JEAN HERIVAULT

A la fin de l'année 1972, avait lieu le 3e congrès de la Ligue Communiste (section française de la Quatrième Internationale). Ce fut de beaucoup le congrès le plus important depuis la fondation de la Ligue en 1968. Deux cent quatre vingt-sept délégués, représentant 80 villes et 18 sections ont synthétisé une discussion qui a été activement préparée pendant plusieurs mois qui ont précédé le congrès.

Depuis le tout début de son existence, et plus particulièrement ces deux dernières années, la Ligue Communiste joue un rôle important dans la gauche. La Ligue, qui compte maintenant 2,500 membres dans ses rangs et organise le même nombre de sympathisants, s'est imposée à travers la défense de la révolution vietnamienne, dans les luttes étudiantes, par son travail dans l'armée et dans bien d'autres domaines de la lutte de classes, comme étant une des principales organisations révolutionnaires à la gauche du Parti Communiste réformiste, et capable de canaliser et d'exprimer ce large courant de radicalisation qui s'est manifesté depuis mai '68.

L'élaboration d'une stratégie révolutionnaire de construction de parti, qui fut discutée les deux premiers jours, était l'une des deux principales questions sur lesquelles ce troisième congrès devait se prononcer. La seconde partie du congrès a été presqu'entièrement consacrée à la discussion sur la résolution politique, dont la question centrale, la participation de la Ligue Communiste aux élections législatives qui auront lieu en mars prochain, a été vivement débattue.

En raison de la conjoncture politique dans laquelle elles s'insèrent, les élections législatives, constituent un enjeu de première importance. La crise que connait actuellement la bourgeoisie française, qui se réflète avant tout dans ses partis traditionnels, est particulièrement mise en évidence dans ces élections. C'est dans ce cadre que le congrès adopta la recommendation du Comité central sortant, de s'engager dans cette campagne.

La Ligue Communiste présentera 120 candidats. Avec l'accord passé avec une autre organisation révolutionnaire "Lutte Ouvrière", c'est 300 circonscriptions et 80 départements, où les révolutionnaires expliqueront que c'est le renversement du système capitaliste qui pourra seul mettre fin à l'exploitation des travailleurs. Au deuxième tour la Ligue recommendera de voter pour l'Union de la Gauche (UG).

Depuis le lancement de la campagne, la Ligue s'est déjà bien servie de cette tribune que sont les campagnes électorales.

C'est dans le cadre de ces possibilités que, Alain Krivine, dirigeant de la Ligue Communiste et candidat à la présidence de la République en 1969, participa à l'émission de la télévision française "A armes égales", le 13 décembre dernier. Pendant 2 heures, face à un représentant du du gouvernement Pompidou, Alain Krivine, avec chiffres, faits et dossiers à l'appui, dénonça le capitalisme français, au nom des millions de travailleurs qui en sont victimes, et traça le programme des révolutionnaires dans ces élections législatives. C'est également au cours de cette émission, qui est écoutée par des dizaines de millions de français, que Krivine appela à l'indépendance des colonies françaises comme la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

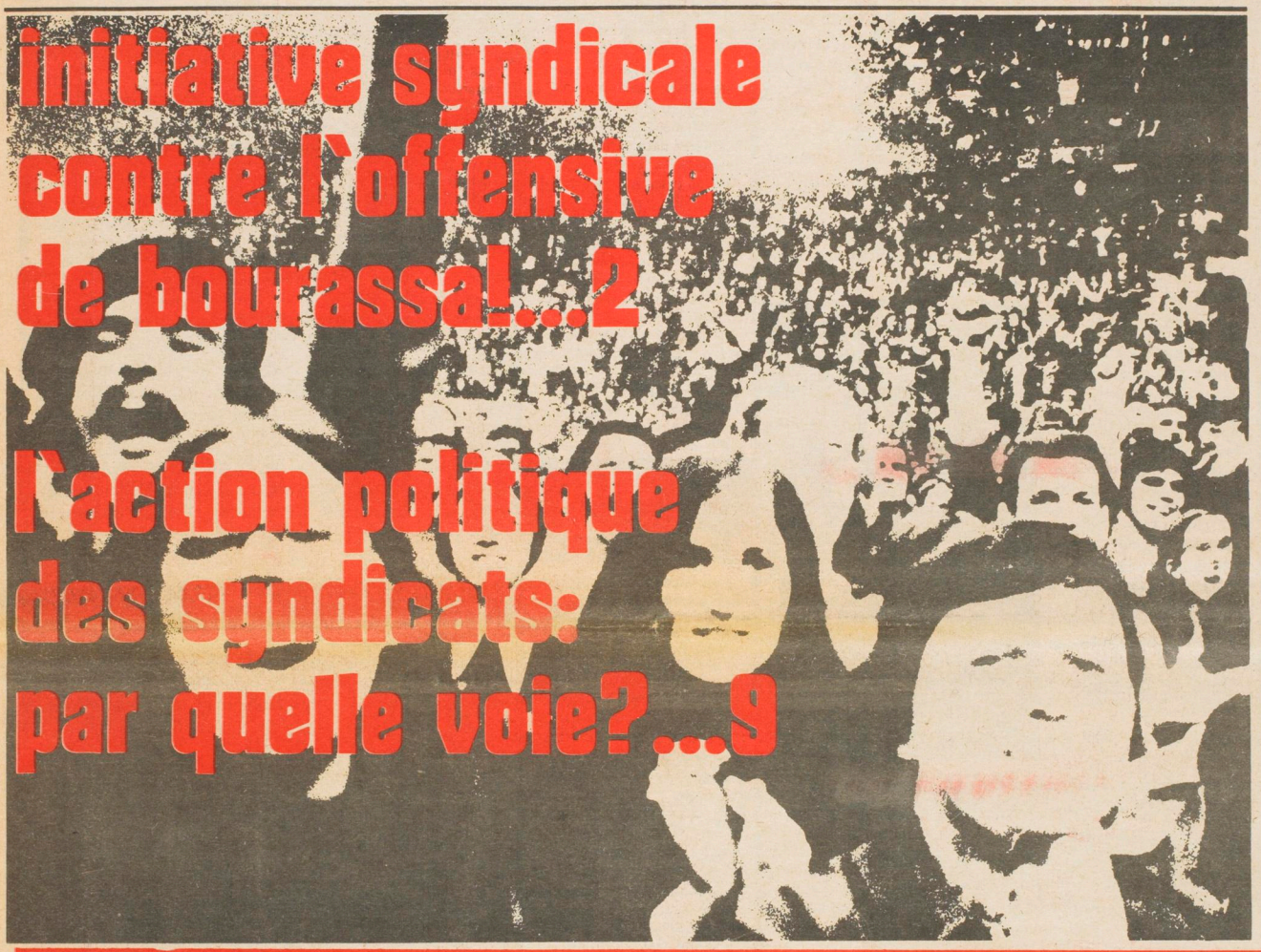
Depuis le lancement de la campagne électorale, la Ligue Communiste organise, plusieurs fois par semaine, des assemblées dans la plupart des régions de France. La plus impressionante rassembla, au Palais de Sports de Paris, 7,000 personnes venues de toute la région parisienne manifester leur soutien politique à la campagne menée par la Ligue.

Tout comme les discussions du troisième congrès l'ont clairement démontré, l'intérêt porté à la campagne de la Ligue Communiste marque très nettement les préoccupations et les problèmes communs d'une génération née de la vague de montée révolutionnaire en mai '68

C01/C/229/4
LIBERATION

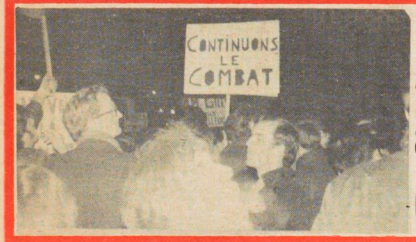
libération

Vol. 3 No.3 (21) avril 1973 25 cents



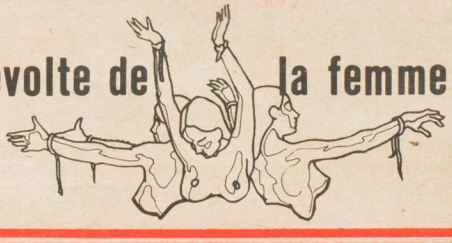
initiative syndicale contre l'offensive de bourassa!...2

l'action politique des syndicats: par quelle voie?...9



Après la grève à l'UQAM: deux approches

La révolte de la femme



Le parti prolétarien et Gagnon/débat...8
Ernest Mandel: qu'est-ce que le prolétariat...11
Trotsky: fascisme et décadence capitaliste...6
Comm.Gendron: au service des conquérants...12

e008300510

libération

Dernière heure:
Comité établi pour libérer les chefs!

par LA REDACTION

La première initiative réelle fut prise par le mouvement ouvrier contre l'offensive anti-syndicale de Bourassa, alors que le 11 mars, se réunissait le nouveau Comité d'action pour la libération inconditionnelle des prisonniers syndicaux d'Orsainville (CALIPSO) en vue de lancer une campagne pour la libération de Marcel Pépin, Louis Laberge et Yvon Charbonneau, respectivement présidents de la CSN, FTQ et de la CEQ.

Une quarantaine de personnes ont participé à la réunion au siège social de la CSN, y compris Fernand Daoust de la FTQ, des responsables de l'action politique des trois centrales syndicales, plusieurs autres dirigeants syndicaux, ainsi que des représentants d'organisations de gauche comme le NPD, la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO) et le Parti Communiste.

A cette réunion, le CALIPSO s'est fixé comme tâche de mobiliser la population et a adopté à cette fin, un plan d'action comprenant des assemblées régionales d'information, des spectacles avec la participation bénévole d'artistes, des séances de cinéma politico-syndical, des colloques avec des représentants du mouvement ouvrier international, et un spectacle de masse à Montréal à la fin d'avril. Le CALIPSO va lancer cette campagne par une conférence de presse, et par tous les moyens possibles de publicité: tracts, collants, macarons, pétitions, journal d'information, etc.

Le projet d'activités, remis aux participants lors de cette réunion, prévoyait que tous ces moyens d'information et de mobilisation culmineraient en une manifestation de masse le 1er mai, manifestation qui était vite mise en question par des permanents syndicaux. La LSO, qui est intervenue à plusieurs reprises pour préciser la base programmatique et le caractère non exclusif du comité avec des propositions qui furent adoptées, a vivement défendu, avec l'appui de H-F Gautrin du NPD et de plusieurs autres personnes, ce projet de manifestation de masse le jour de la fête internationale des travailleurs.

Cette proposition, qui fut le sujet d'un long débat, a été rejettée par 18 voix contre 14 en faveur d'une contre-proposition "attentiste" qui voulait qu'on "étudie les possibilités d'une réussite" avant d'adopter le projet de manifestation. Cette contre-proposition, qui visait simplement à écarter le projet, avait, entre autres, l'appui de Daoust, du représentant du Parti Communiste et du Groupe Marxiste Révolutionnaire en la personne de Michel Mill (permanent à la FNEQ).

La LSO a également proposé que le CALIPSO propage la nécessité d'un congrès d'urgence de délégués élus par chaque local syndical au Québec en vue de mobiliser les masses dans une riposte unifiée pour contrer l'offensive gouvernementale, y compris son projet de loi 89. Cette idée, déjà avancée par le journal Libération, et reprise depuis par, entre autres, le FRAP, a été laissée sur la table.

Ce comité, dans lequel participent heureusement les trois grandes centrales syndicales, représente un pas important en avant qui peut permettre une nouvelle mobilisation des travailleurs et qui peut apporter à la classe ouvrière québécoise de nouvelles victoires stimulantes.

libération

L'action politique passe par un parti de classe

par ALAIN BEINER

Après le congrès du PQ

Si le congrès du Parti Québécois du 23 au 25 février a peu apporté pour accélérer le combat pour l'indépendance nationale et pour la défense de notre langue, il a encore moins contribué à la défense et à la promotion des intérêts de la classe ouvrière québécoise.

De ce fait même, le débat sur l'action politique est relancé dans les syndicats, et les dirigeants ouvriers opportunistes se sentent obligés (voir Emile Boudreau dans Québec-Presse du 4 mars; Jean Gérin-Lajoie à la radio le 6 mars, etc.) de répéter les apologies coutumières pour camoufler l'incapacité du PQ de véhiculer l'action politique des syndiqués.

Le comité de rédaction de l'hebdo syndical Québec-Presse est également de la partie. Dans un éditorial du numéro du 6 mars intitulé "La vraie nature du Parti Québécois", les rédacteurs admettent que le PQ "n'est pas le parti de la classe ouvrière et il ne saurait le devenir... C'est le parti de la petite bourgeoisie nationale alliée à une partie de la classe ouvrière." Ils vont jusqu'à avertir René Lévesque qu'il risque de perdre son appui parmi les travailleurs quand ils "décideront, en ne comptant que sur leurs propres moyens, de se battre pour un Québec non seulement souverain mais socialiste."

Mais le comité de rédaction de Québec-Presse réussit à escamoter la nature bourgeoise du PQ et le contenu pro-capitaliste de son programme pour en conclure que le PQ est le "parti le plus proche des intérêts de la classe ouvrière", et qu'il s'est, à son récent congrès, "rapproché, jusqu'à un certain point, des intérêts des travailleurs." Parce que Québec-Presse oublie qu'une demie-vérité demeure un mensonge, il est utile de soulever à nouveau le fond de la question de l'action politique ouvrière.

La lutte de classe

Les puissantes centrales syndicales québécoises, fortes de presque 800,000 travailleurs, ont comme but le combat pour de meilleurs salaires et des heures de travail plus courtes, en plus de fournir à la classe ouvrière les moyens pour se défendre contre chaque nouvelle attaque ou empiètement du capital.

L'existence même des syndicats découle du fait que les profits tirés par les capitalistes sont enlevés de la valeur produite par l'ouvrier, sous forme de salaires versés qui sont inférieurs au prix du marché des biens produits par le salarié. Réduire les salaires réels, prolonger les heures de travail, et accélérer les cadences, sont les moyens les plus sûrs pour les capitalistes d'augmenter leurs profits. En ce sens les syndicats existent en raison de l'existence du salariat, pour combattre les tendances économiques inhérentes au système capitaliste.

La société québécoise, comme la société capitaliste en général, est divisée en deux grandes classes antagonistes: d'une part les capitalistes (québécois ou impérialistes) qui possèdent les moyens de production et qui contrôlent le marché du travail; et d'autre part les travailleurs ou salariés qui ne possèdent que leur force de travail. Bien

Contribution à la discussion dans les syndicats

que ce soit les travailleurs qui produisent tous les biens et richesses au Québec, ces derniers sont divisés entre les deux classes principales, de manière à faire vivre les capitalistes qui, eux, ne produisent rien de socialement utile.

La lutte de classe se fait précisément autour de la division du produit du travail du salariat, une lutte qui devient nécessairement une lutte politique à mesure que le capitalisme évolue et que la classe ouvrière grandit. Pour pouvoir s'emparer d'une partie aussi grande que possible de la production, l'infime minorité de capitalistes doit se donner un Etat, des forces armées, une idéologie, et tout un réseau de lois, de religions, etc., pour se maintenir en tant que classe dominante, et pour escamoter son existence parasitique sur le dos des tra-

vailleurs.

C'est précisément sous le coup des lois matraques, des injonctions anti-ouvrières, des emprisonnements, et à partir des grèves dirigées contre le gouvernement et des luttes contre toutes les formes d'oppression politique qui découlent de la domination des capitalistes, que la discussion sur l'action politique s'est amorcée au sein du mouvement syndical québécois.

Guérir la maladie

A travers cette réalité très dure, un nombre d'ouvriers tire cette conclusion qu'un mouvement qui porte uniquement sur des questions économiques sur les lieux de travail les tient dans un cercle vicieux, et que ce ne sont pas les bas salaires qui constituent le mal principal, mais bien le système capitaliste lui-même. Les travailleurs les plus conscients réalisent que les syndicats combattent les effets, non pas les causes; qu'ils appliquent des palliatifs, mais ne guérissent pas la maladie.

La nécessité pour les centrales syndicales québécoises de créer une organisation politique de la classe ouvrière se base ainsi sur la nécessité de transformer la lutte de classe des travailleurs pour une partie de la production, en une lutte pour l'ensemble de la production et pour le pouvoir politique. De leur côté, les capitalistes sont bien éclairés quant à l'enjeu de la lutte de classe, et ils sont munis de plusieurs partis politiques bourgeois. L'incapacité de la classe ouvrière d'avoir une politique indépendante en raison de l'absence d'un parti ouvrier, rend bien plus facile la tâche des capitalistes de défendre leur suprématie politique et leur exploitation économique.

La création par les centrales syndicales d'un tel parti ouvrier donnerait une nouvelle arme très puissante aux travailleurs, et à tous les alliés opprimés des travailleurs, non seulement au niveau des luttes quotidiennes, mais aussi au niveau de l'Assemblée Nationale, où, pour la première fois, des députés pourraient s'adresser à toute la nation au nom de la classe ouvrière et de la défense de ses intérêts et de ses besoins.

Un tel parti des travailleurs serait en mesure d'unifier et de centraliser les nombreuses luttes locales, ainsi les actions syndicales cesseraient d'être un but en soi pour devenir un moyen, un moyen indispensable parmi bien d'autres qui conduisent tous à la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière. Seule cette prise du pouvoir permet l'élimination des lois anti-ouvrières et des autres injustices, sur la voie vers l'abolition du salariat lui-même.

Les confrontations locales au Québec entre ouvrier et patron prennent de plus en plus ouvertement le caractère de confrontations entre deux classes, mais sans parti politique qui lui est responsable, l'ouvrier est partiellement désarmé.

Tout en reconnaissant, par le verbiage, l'existence de la lutte de classe, les dirigeants syndicaux actuels refusent de procéder à la création de cette arme politique qui est indispensable à la victoire des travailleurs sur les capitalistes.

Les dirigeants

D'une manière opportuniste, les dirigeants syndicaux prêchent l'action politique à travers le Parti Québécois bourgeois, jetant par dessus bord l'indépendance politique de la classe ouvrière et des syndicats au nom de "gagner des votes et des sympathies" et au nom du "réalisme". Si les dirigeants du PQ tendent la main aux syndicats et les exhortent à l'unité et à la coopération c'est pour contrôler la combativité des syndicats et pour supprimer les revendications spécifiques des travailleurs.

Si les droits nationaux tels l'indépendance du Québec et la défense de la langue française sont essentiels aux travailleurs, une fusion des syndicats avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie nationalistes du PQ, ne peut se faire qu'au détriment des syndicats et de toute la classe ouvrière. La classe ouvrière, en appuyant le PQ perd sa position indépendante et sa capacité de combattre pour ses besoins particuliers, pour devenir simple appendice de la bourgeoisie nationaliste dans ses marchandages avec la bourgeoisie impérialiste qui domine le Québec.

Les ouvriers ne peuvent pas se sacrifier aux intérêts d'une autre classe; ils ne peuvent pas se laisser duper par la démagogie facile des dirigeants péquistes qui parlent de la "nécessité d'unir toutes les classes au Québec contre le Canada-anglais", et de "supprimer les conflits entre les classes"; car une fois au pouvoir, le PQ sommera les ou-

(suite à la page 10)

...action politique

vriers d'être calmes et patients, et de rentrer au travail comme avant, afin d'éviter les "excès" et le "désordre".

L'attitude des socialistes

Les socialistes québécois, peuvent-ils revendiquer la formation d'un tel parti ouvrier, et y participer, sans que le programme du parti ouvrier soit socialiste et théoriquement parfait? La réponse est affirmative, car il est de loin plus important pour les travailleurs qu'ils se donnent leur propre parti politique, qu'ils rompent avec la politique bourgeoise, et que ce parti embrase autant que possible l'ensemble de la classe ouvrière québécoise, que ce parti, dès sa création, ait absolument un programme parfait.

Il n'y a pas, en réalité, d'autres chemins pour conduire à la clarté programmatique et théorique, et à des conclusions socialistes-révolutionnaires que de s'instruire dans la lutte, dans l'action et l'organisation politiques, par ses propres erreurs. Ce qui prime aujourd'hui est d'amener la classe ouvrière québécoise à se mettre en mouvement en tant que classe politique ayant une existence propre; cela une fois obtenu, les travailleurs, avec l'aide des socialistes, trouveront assez vite la bonne direction et le programme juste.

Les socialistes doivent accepter le point de départ de fait d'un tel parti comme tel, comme expression du niveau de conscience actuel du mouvement ouvrier, afin d'y représenter l'avenir du mouvement ouvrier en luttant pour un programme socialiste à travers chaque expérience du parti ouvrier, à travers chaque erreur et chaque défaite subie.

Les socialistes feraient tort à la lutte pour la libération nationale et sociale des travailleurs québécois, s'ils empêcheraient la création d'un parti politique de la classe ouvrière, quelque soit sa plate-forme, car les masses ouvrières doivent d'abord avoir l'occasion de se développer politiquement, occasion qu'elles auront dès qu'elles ont un mouvement propre.

Dans sa propre organisation politique, et sous ses propres dirigeants, la classe ouvrière québécoise sera amenée vers la conscience socialiste par ses propres expériences, et par ses propres leçons, à condition que les socialistes participent à cette expérience des masses pour prédire les conséquences des erreurs et pour éclairer à chaque pas le but final du parti -- l'abolition du capitalisme et la construction d'une société socialiste.

Abonnez-vous à LIBERATION!

journal

pour un Québec indépendant et français, pour un Québec aux travailleurs!

Coupez et envoyez le formule à: LIBÉRATION, B.P. 641, Sta. "N", Montréal 129

□ $1 pour 8 numéros ou □ $2.75 pour 24

Nom_____

Adresse_____

Ville_____ Zone/Cté____

Etat/Prov_____ Tél____

libération

Au congrès du PQ: mise en question de l'indépendance, tromperie des travailleurs

par JEAN HERIVAULT

Lors du quatrième congrès du Parti Québécois, les 1,200 délégués venus de toutes les régions du Québec ont du avaler les thèses "réalistes" présentées par la haute direction du parti, qui elle visait à sortir un programme "vendable".

Dans les quelques jours qui ont précédé le congrès, Lévesque avait donné le ton qui régna dans tous les débats. A ceux qui reprochent au PQ de ne pas parler de la "libération" du Québec, il a répondu que "nous on est un parti de gouvernement, on n'est pas un parti de nuisance".

Dès le début des délibérations, une résolution réclamant l'avortement sur demande a été littéralement soustraite de la discussion car elle était jugée "non prioritaire" par l'exécutif du parti!

Bien qu'une certaine tendance se manifestait en faveur d'un système scolaire unilingue français, la direction péquiste a réussi à faire assurer, pour des raisons "d'humanité", de "justice", et de "paix sociale", des garanties scolaires à la minorité anglophone.

Une confrontation très importante a eu lieu sur une résolution adoptée en atelier, qui visait à instaurer l'autogestion dans toutes les entreprises, où les travailleurs auraient un réel contrôle sur l'embauche, le licenciement, la répartition des salaires et les conditions de travail. La direction du parti, disant que cela porterait gravement "atteinte à notre crédibilité", s'y est prise à deux fois pour casser cette résolution, ce qu'elle a réussi à faire. Le comble, c'est que l'exécutif a été épaulé dans cette besogne par plusieurs dirigeants syndicaux, entre autres, et le plus fervent, le président de la Fédération du bâtiment et du bois (CSN), Michel Bourdon.

L'exécutif s'est opposé également au texte qui assure que la "souveraineté sera acquise par proclamation" si le PQ accède au pouvoir. Malgré l'adoption de cette résolution, Lévesque a dit, dans son discours de clôture, qu'il y aurait un référendum après l'accession au pouvoir du PQ, pour décider la question de souveraineté.

Par ailleurs, la thèse de "souveraineté-association", pour la première fois avancée explicitement, a triomphé sur l'idée de l'indépendance. Toute la direction fut mobilisée pour s'opposer à une résolution qui avait pour but de doter le Québec des instruments monétaires et douaniers qui constituent l'apanage des pays indépendants. En rejetant cette résolution, le PQ "reconnaissait" le "degré actuel d'intégration des économies québécoise et canadienne", renonçait à l'établissement des tarifs douaniers, et renoncait à tout changement de droit de douane. En langage ordinaire cela veut dire que le PQ n'a nullement l'intention de prendre les moyens pour établir même une indépendance formelle.

Cette mise au point par le PQ peut expliquer les pourparlers qui se déroulent entre le PQ et l'union Nationale (parti de Duplessis et de la loi 63) en vue d'un futur gouvernement de coalition.

Alain Beiner, auteur de la "Lettre ouverte à la gauche du PQ" (voir Libération no. 20), et Marc Dupont, tous deux membres de la Ligue Socialiste Ouvrière, ont été bousculés et expulsés de l'aréna St-Vincent-de-Paul où se déroulait le congrès du PQ, alors qu'ils vendaient paisiblement le journal Libération. Vers 13:30, le samedi, cinq fiers-à-bras du PQ les ont escortés jusqu'à l'extérieur du cours de stationnement. Malgré cette mesure anti-démocratique, des vendeurs de Libération ont réussi à vendre plus de 350 exemplaires. Si les chefs du PQ craignent à un tel point les idées socialistes alors que le PQ n'est même pas le parti d'opposition, on peut s'attendre à ce que la démocratie soit fort imparfaite sous un gouvernement du PQ!

libération

EDITORIAL

L'Etat contre la femme

Le 8 mars dernier marqua la Journée Internationale de la femme, journée de solidarité avec la lutte de libération de la femme qui fut déclarée en 1910 par une assemblée de femmes socialistes à Copenhague. Si les femmes américaines ont pû, à cette occasion, s'inspirer de l'importante victoire concédée par la Cour Suprême au droit à l'avortement, la situation des femmes québécoises est tout autre.

Un communiqué en date du 21 février du Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement (FCALA) explique ainsi cette situation: "Au moment où aux Etats-Unis la Cour Suprême vient de reconnaître aux femmes le droit à l'avortement (jusqu'au 6e mois de la grossesse), la justice d'ici relance avec une vigueur nouvelle son combat d'arrière-garde contre les médecins québécois soupçonnés d'avoir fait des avortements".

Le 19 février s'est tenue une ligne de piquetage organisée par le FCALA en solidarité avec le Dr. Henry Morgentaler qui a comparu le même jour devant les tribunaux pour l'enquête préliminaire à une troisième accusation portée contre lui. Cette fois-ci Morgentaler est accusé d'avoir avorté une femme de Québec il y a deux ans.

Le même jour a été traduit devant les tribunaux un autre **médecin montréalais**, accusé d'avoir fait un avortement il y a 3 ans à une autre femme de Québec.

L'offensive de Bourassa se poursuit non seulement devant les tribunaux, mais aussi à l'extérieur. Sous prétexte de trouver des instruments qui "auraient pû contribuer à provoquer des avortements illégaux", la police municipale du poste 4 a procédé à une perquisition au Centre de la femme le 21 février, emportant dossiers, carnets d'adresses, livres de compte, documents, listes d'abonnés, etc.

Les femmes québécoises doivent se solidariser pour répliquer massivement à la présente offensive du gouvernement, et pour gagner l'abrogation des lois sur l'avortement. Seule une telle riposte de masse soutenue par une campagne permanente peut repousser les attaques de Bourassa et de Trudeau et peut permettre aux femmes québécoises.

Qui est prolétaire?

"Employés et ouvriers manuels: une distinction qui s'estompe" par Ernest Mandel

Les grèves très combatives des appointés de la sidérurgie liégeoise et des employés de l'industrie pétrolière illustrent une thèse que nous défendons depuis de nombreuses années. L'évolution du capitalisme aboutit à une homogénéité sociale croissante de tous ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail.

Différents courants de la sociologie bourgeoise, et différents courants -- à la fois courants réformistes et courants ultra-gauche -- qui s'obstinent à nier ces faits sont confrontés à une réalité qui contredit de plus en plus leurs schémas. On l'avait déjà constaté lors de mai 68 en France et lors du "mai rampant" en Italie. Nous venons d'en vivre une nouvelle confirmation, à une échelle plus modeste, dans ce pays.

QU'EST-CE QUE LE PROLETARIAT ?

La théorie marxiste des classes sociales ne part pas de critères simplistes et péremptoires. En dernière analyse, chaque classe sociale se définit par la place qu'elle occupe dans la production. Mais ceci n'est vrai qu'en dernière analyse. Et la situation objective d'une classe sociale n'implique pas automatiquement qu'elle ait conscience de sa situation ou de ses intérêts de classe immédiats, pour ne pas dire de ses intérêts historiques.

L'idée selon laquelle Marx et Lénine auraient désigné sous le terme de prolétaires les seuls ouvriers manuels est absolument fausse. De nombreuses citations le contestent de la manière la plus nette. Pour Marx et Lénine sont des prolétaires tous ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail parce qu'ils ne possèdent pas de capital et n'ont pas d'accès direct aux instruments de travail ou aux réserves de vivres.

Marx écrit textuellement: "Chaque travailleur salarié n'est pas un travailleur productif; chaque producteur n'est pas un travailleur salarié." La notion de prolétariat -- c'est-à-dire de la classe des travailleurs salariés -- est donc par définition plus ample que celle des travailleurs manuels.

Par ailleurs, Marx a aussi précisé que la notion de travailleur productif est plus vaste que celle de travail manuel. Au fur et à mesure que la grande industrie progresse, la division du travail se développe en son sein, de même que l'application de la science et de la technique à la production. Le propre du capital, c'est qu'il s'approprie les fruits de cette division du travail et de cette technologie.

C'est pourquoi, dit Marx, il faut de plus en plus prendre en considération la capacité de travail collective de l'entreprise, à laquelle participent tous ceux qui sont indispensables à la production. Il y classe explicitement le technologue et l'ingénieur. A notre époque, il faudrait y ajouter une bonne partie de ceux qui travaillent dans les laboratoires de recherche, surtout dans l'industrie chimique ou électronique. Sans leur travail, la production s'arrêterait tout autant que sans le travail des ouvriers manuels.

LA CONSCIENCE DES EMPLOYES

Cette évolution est en cours depuis longtemps. Mais longtemps, la conscience a retardé sur la réalité.

La conscience des employés n'était pas seulement fonction de leur place générale dans le processus de production. Elle était aussi fonction des avantages matériels dont ils jouissaient par rapport aux ouvriers: traitements beaucoup plus élevés (qui permirent souvent d'accumuler un petit capital, insuffisant pour survivre mais suffisant pour arrondir la pension); situation beaucoup plus stable (licenciements beaucoup plus rares et préavis plus longs); niveau de consommation plus élevé; possibilités plus grandes d'accéder à la hiérarchie capitaliste proprement dite, etc., etc.

Il faut ajouter le fait que beaucoup de fonctions d'employés sont axées sur l'exploitation de l'ouvrier (chronométreurs, organisateurs du travail, surveillants) ou la réalisation de la plus-value (services de vente, de crédit, de financement) plutôt que sur la production à proprement parler.

La troisième révolution technologique a modifié cette situation de fond en comble.

Avant tout, la proportion des employés occupés dans des activités indispensables à la production augmente considérablement. Dans les procédés semi-automatiques et automatiques, les différences entre ces employés et les ouvriers manuels tendent à disparaître. Un ouvrier qui guide (ou surveille) un train de laminoir automatique, est-ce d'ailleurs un ouvrier ou un employé? On peut discuter à l'infini pour répondre à cette question. La même remarque s'applique par exemple aux électroniciens.

Symboliquement, l'érosion de la frontière entre ouvriers et employés s'exprime par le fait que des couches de plus en plus nombreuses d'ouvriers se battent pour un statut de paiement mensuel des salaires, et pour des préavis de licenciement identiques à ceux des employés. Les succès obtenus sur cette voie, s'ils restent modestes, indiquent clairement la tendance.

CE QUI EST EN TRAIN DE CHANGER

Jadis, l'ouvrier allait à l'école jusqu'à l'âge de 12 ans, l'employé jusqu'à l'âge de 18 ans. Aujourd'hui, l'ouvrier va à l'école jusqu'à 16-17 ans et l'employé ne va pas toujours à l'université. A ce propos aussi, la distance disparaît.

La tension des revenus entre ouvriers et employés si elle reste réelle, a également tendance à se réduire. Il y a des ouvriers qualifiés qui reçoivent des rémunérations supérieures à celles de certains employés. L'éventail des revenus suit davantage celui des branches d'industrie que celui de la profession manuelle ou intellectuelle. Un employé dans le vêtement souffre des bas salaires généralisés dans ces secteurs. Un ouvrier de l'industrie sidérurgique ou pétrolière profite des salaires relativement élevés qui caractérisent ces branches.

D'après les statistiques de l'ONSS, au deuxième trimestre de 1970, 15.8% des ouvriers manuels gagnaient plus de 15,000 F par mois; 42.3% des employés gagnaient moins de 15,000 F. Chez les femmes -- qui subissent une discrimination scandaleuse en matière de rémunération -- la différence est encore plus nette: 11.6% des ouvrières gagnent plus de 10,000 F; 53.7% des employées gagnent moins de 10,000 F par mois.

De même le niveau de consommation et le mode de vie qui séparèrent jadis l'ouvrier et l'employé les rapprochent aujourd'hui. L'ouvrier en casquette est aujourd'hui aussi rare que l'employé à chapeau-boule. Le dimanche au stade de football, ou le samedi soir, à la sortie du cinéma dans les quartiers ouvriers, bien malin celui qui distinguerait l'ouvrier de l'employé en regardant l'habit, qui ne fait décidément plus le moine.

Quant aux chances d'avancement individuel -- cette grande illusion de l'employé d'il y a un demi-siècle -- elles ont pratiquement disparu: les directions des entreprises ne sont plus accessibles qu'aux titulaires de diplômes universitaires. Pour un employé âgé de 40 ou 45 ans, le licenciement peut être aussi tragique que celui d'un ouvrier; se recaser avec le même traitement est devenu pratiquement impossible.

LES RESULTATS DES CHANGEMENTS

Tous ces changements -- de même que l'érosion de l'épargne par suite des dévaluations et inflations successives -- ont considérablement réduit l'écart entre la conscience de l'employé et celle de l'ouvrier. Le taux de syndicalisation des employés augmente. Dans certains pays, dont la Belgique, dont aussi la Grande-Bretagne, des catégories d'employés se situent parmi les couches les plus combatives du prolétariat. On les rencontre nettement à la gauche et non plus à la droite du mouvement syndical.

On a déjà connu ce phénomène dans le passé (par exemple le syndicat des employés à Bruxelles, au lendemain de la première guerre mondiale). Mais à ce moment il s'agissait de minorités relativement réduites, qui reflétaient le niveau d'instruction et de culture plus élevé de l'avant-garde des employés. Aujourd'hui, c'est une masse plus large qui est organisée et qui peut être entraînée dans la lutte syndicale.

Il serait prématuré d'affirmer que toute différence entre employés et ouvriers manuels ait déjà disparu (d'ailleurs, les différences entre diverses couches d'ouvriers manuels restent importantes). Il serait encore plus illusoire de supposer que tous les employés aient acquis la conscience syndicale (pour ne pas dire la conscience de classe politique). Mais c'est le sens de l'évolution qui est important.

C'est cette évolution que nous avons voulu mettre en lumière.

Abonnez-vous à

libération

Journal de combat pour l'indépendance, le socialisme, et l'antiimpérialisme français!

☐ Huit numéros ..... $ 1.00
☐ Vingt-quatre numéros..... $ 2.75
☐ Souscription au journal..... $____

Nom _____
Adresse _____ Appt____
Ville _____ Zone/Cté_____
Etat/province _____ Tél_____

B.P. 641, Succ. "N" Montréal 129

libération

la commission gendron: complice de la domination impérialiste

par JEAN HÉRIVAULT

Dès sa publication, et malgré l'intervention énergique des plumitifs bourgeois de tous poils(et aussi le Conseil du Patronat, qui s'est déclaré en parfait accord avec le "sens" des recommandations), les principales organisations ouvrières et plusieurs organisations nationalistes ont réagi vivement contre le rapport de la Commission Gendron.

Avant de passer aux recommandations, qui n'incluent même pas le retrait de l'infâme loi 63 considérée par tous comme le premier pas indispensable à toute solution de la question linguistique, les commissaires sont arrivés à des constatations sur la situation de la langue française au Québec.

La commission conclut le premier chapitre de son rapport en qualifiant le français ". . .la langue des basses tâches et des faibles revenus, des petites entreprises et des niveaux d'instruction peu élevés; c'est en somme toute une langue marginale".

En ce qui concerne les recommandations, les propositions de la Commission Gendron sont de véritables moyens d'ostracisme nouveaux.

Dans le domaine de l'enseignement public, la commission recommande le statu quo -- aucune modification à la loi 63 qui protège les privilèges de la

(Suite page 2)

minorité anglophone et qui facilite l'anglicisation des immigrants et des francophones. La commission propose en outre que tous les enfants inscrits dans les écoles francophones acquièrent dès le bas âge une maitrise de l'anglais. Une telle instruction obligatoire de l'anglais dès le bas âge, étant donné l'état actuel de la langue française, est fortement condamnée par, entre autres, l'Association Québécoise des Professeurs du Français.

En ce qui touche la langue du travail, le rapport met l'accent, comme le fait le gouvernement québécois depuis des années, sur la "méthode volontaire et sur la persuasion", en soulignant les "difficultés inhérentes" à toute entreprise législative qui serait tentée dans ce secteur.

Comme l'affirme le Syndicat des Métallos dans un communiqué en date du 19 février: "Les recommandations de la Commission Gendron sur les amendements au Code du travail sont une copie conforme de la pensée du patronat québécois..." Ce syndicat industriel le plus important au Québec en conclut qu'il s'agit d'"un recul inacceptable par rapport à la situation présente".

Sous le verbiage inconséquent du "français, langue officielle, français et anglais, langues nationales", le rapport trace un plan qui permettrait de renforcer la discrimination linguistique.

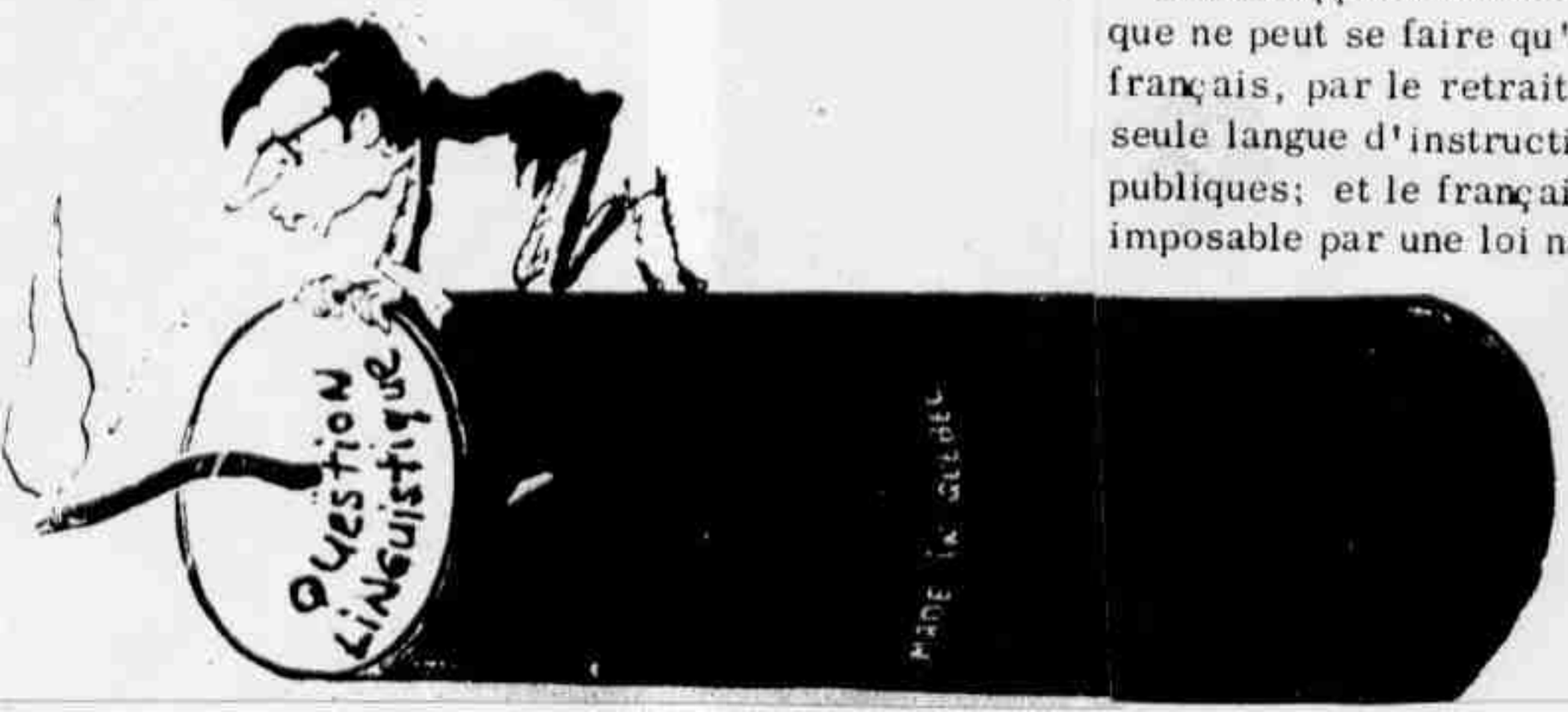
Si c'est l'impérialisme anglophone, tant canadien qu'américain, qui profite de la discrimination linguistique au Québec, en payant des salaires inférieurs aux francophones, en minant leur confiance et leur capacité de communiquer entre eux, et en divisant les travailleurs selon la nationalité, alors on doit dire que le rapport Gendron est l'oeuvre de complices indigènes des impérialistes étrangers.

Si le rapport Gendron déclare que le gouvernement "possède la plénitude des pouvoirs législatifs requis pour assurer l'épanouissement de la langue française au Québec", quelques lignes plus loin, la commission conseille au gouvernement d'user avec "économie" de ses pouvoirs afin d'éviter que soient annulés les privilèges dont jouit la minorité anglophone!

Tout comme "l'incapacité" de Bourassa d'imposer aux patrons de la General Motors le français comme langue du travail durant la grève, le rapport Gendron souligne cette vérité que les capitalistes québécois et leurs alliés sont fondamentalement dans le même camp que les impérialistes anglophones.

L'anéantissement de l'assimilation forcée et de l'inégalité qui existe entre le français et l'anglais est non seulement une nécessité brûlante pour tous les francophones, mais il s'agit, en plus, d'une condition indispensable à l'unité de tous les travailleurs au Québec -- anglophones, francophones, immigrants -- et à la construction d'une société socialiste.

Cette suppression de la discrimination linguistique ne peut se faire qu'en imposant l'unilinguisme français, par le retrait de la loi 63; le français seule langue d'instruction dans toutes les écoles publiques; et le français seule langue du travail, imposable par une loi nationale, par une clause dans toutes les conventions collectives et par le contrôle sur l'industrie par les travailleurs, la seule classe au Québec ayant prouvé sa préoccupation des intérêts de la nation devant la domination impérialiste.



libération

conférence internationale sur le dos des vietnamiens

par MARC DUPONT

Le 27 février s'est tenue à Paris la conférence internationale sur le Vietnam. La conférence, qui incluait 12 ministres des Affaires étrangères et le secrétaire-général des Nations Unies avait deux buts précis. Le premier était de donner un appui formel au cessez-le-feu entre les EU et le Vietnam du Nord. Le deuxième était d'établir une autorité internationale qui "règlera" les violations des accords signés le 27 janvier.

Malgré la démagogie du représentant américain, William Rogers, qui parlait de la "responsabilité de son gouvernement dans le maintien de la paix", Nguyen Thi Binh, la représentante du GRP, a démasqué son hypocrisie. Elle a dénoncé avec virulence l'agression américaine qui continue de violer la trêve et a accusé le régime de Thieu, complice de l'impérialisme, d'avoir torturé et tué des centaines de milliers de patriotes vietnamiens depuis la signature des accords.

Le lendemain de l'ouverture de la conférence, tous les espoirs de celle-ci ont été mis en doute quand Rogers, le représentant américain, a menacé de cesser le retrait des troupes américaines. si Hanoi ne libérait pas tout de suite les prisonniers américains. Insensible au sentiment mondial contre l'agression américaine en Indochine, Nixon a dit que si Hanoi maintenait sa politique d'empêcher la libération des prisonniers jusqu'à la mise en vigueur complète des accords, les EU prendront "les mesures nécessaires" -- une menace qui peut signifier la reprise des bombardements.

Bien que la Chine et l'Union Soviétique soient parmi les participants de la conférence, ils n'ont pas encore protesté contre les menaces de Nixon de recommencer la guerre, et pas plus contre les violations de la trêve par Saigon et Washington.

Les participants à la conférence ont accepté que les sessions soient secrètes, cachées de l'opinion publique mondiale. Moscou et Pékin collaborent ouvertement avec les EU pour stabiliser ce que Nixon appelle "la paix" en Indochine, c'est-à-dire la stabilisation de régimes dictatoriaux capitalistes.

Brejnev a même adopté le langage des impérialistes. Dans une lettre adressée à Nixon, le 21 février, il exprime "sa satisfaction profonde" avec la signature des accords, disant que le Vietnam était "un des foyers les plus dangereux de tension internationale". En appelant la lutte des Vietnamiens "un foyer de tension", Brejnev assure Nixon qu'il n'appuie pas la révolution vietnamienne.

Le journal américain NEWSWEEK du 5 mars, a observé que les accords réalisés avec Kissinger "signifient l'acceptation par la Chine de la politique américaine en Asie - la doctrine Nixon - et la volonté de Pékin de mettre tout leur poids derrière le but d'une ère de paix en Asie". Par "la paix" ils veulent dire "la paix" de Nixon.

Quel fut le rôle du Canada à cette conférence? Le ministre des Affaires étrangères, Mitchell Sharp, y a joué un rôle important. Il a exigé la formation d'une "autorité suprême" pour surveiller le Vietnam, ayant les pouvoirs d'agir "si nécessaire", et d'intervenir davantage dans les affaires vietnamiennes. Il a dit que si cette "autorité" n'est pas créée, le Canada se retirera de la Commission Internationale de Surveillance et de Contrôle (CISC). Sharp est partisan d'une présence impérialiste encore plus forte au Vietnam.

Les socialistes et indépendantistes québécois ne peuvent d'aucune façon appuyer de telles propositions qui ont pour but de limiter encore plus le droit des Vietnamiens à l'autodétermination. La seule position de principe est celle d'une opposition à toute intervention impérialiste, canadienne ou américaine, quelle que soit sa forme. Ceci est le principe fondamental pouvant seul permettre au peuple vietnamien le droit de décider de son avenir.

601/C/229/4
LIBERATION

libération

Vol. 3 No. 4 (22) mai 1973 15 cents

NATIONAL LIBRARY
APR 30 19
BIBLIOTHEQUE

1 MAI: FETE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS!

...un an après la grève de mai '72

Trotsky: l'Amérique après la révolution...4

Morgentaler passe à l'offensive...6

"Pourquoi j'ai quitté le PQ"...8

e008300511

libération

EDITORIAL

Le 1 mai et la riposte ouvrière

Depuis quelques semaines une tempête de protestations s'est levée venant de différents pays et organisations, contre le gouvernement de Bourassa qui maintient dans ses prisons les chefs syndicaux Pepin, Laberge et Charbonneau.

Cette opposition internationale contre l'offensive patronale (qui se manifeste également par le projet de loi 89, par les poursuites dans le cadre de la loi 19, et par les menaces d'un décret dans la construction, etc.), de pair avec la pression de la base et la pression exercée par la formation provisoire du Comité d'Action pour la Libération des Prisonniers Syndicaux d'Orsainville (CALIPSO -- voir dernier numéro de Libération), a poussé les dirigeants des centrales CSN-FTQ-CEQ à constituer un nouveau front commun pour remplacer le CALIPSO. Bien que le front commun se limite encore à la question des chefs emprisonnés et ne possède pas les structures larges et non-exclusives du CALIPSO (qui ont permis une participation directe de toutes les organisations de gauche), sa formation est très positive.

Malgré le front commun, pourtant, les projets de manifestations syndicales pour le 1 mai demeurent nombreuses et contradictoires, reflétant une absence d'unité réelle et de stratégie militante pour faire libérer les chefs, et pour repousser l'offensive de Bourassa.

La riposte ouvrière ne peut réussir que si elle se base sur la mobilisation militantes des masses syndiquées, dans des manifestations comme celles prévues pour le 1 mai, dans des assemblées de masse, et même dans des actions à l'usine. Une telle stratégie doit nécessairement surmonter les divisions de boutique, et imposer sur les dirigeants syndicaux, une participation réelle et active des membres de base et des dirigeants locaux.

Cette participation des syndiqués de base, ainsi que la participation des organisations de gauche qui se réclament du mouvement ouvrier, est d'autant plus indispensable car les la haute bureaucratie syndicale a manqué, jusqu'ici, d'élaborer un tel plan de défense efficace. A cette fin, les dirigeants doivent convoquer, dans l'immédiat, un congrès d'urgence des trois centrales, où les délégués seront élus dans chaque local syndical, permettant ainsi à tous les syndiqués de s'exprimer quant aux moyens d'action à prendre contre Bourassa.

Faisons du 1 mai le point de départ d'une telle campagne unifiée, basée sur la mobilisation conséquente des travailleurs québécois et leurs alliés, et sur la participation militante de tout le mouvement ouvrier!

libération

Les leçons de la grande grève de mai '72

par ALAIN BEINER

Il y a un an, au mois d'avril, 200,000 travailleurs québécois des secteurs public et para-public debrayaient à l'appui des revendications mises de l'avant par leur front commun CSN-FTQ-CEQ dans les négociations avec le gouvernement du Québec. Les principales revendications portaient sur la sécurité d'emploi inter-sectorielle dans la fonction publique et para-publique; sur des augmentations de salaire de 8%; et sur le salaire minimum général par semaine de $100.

Après 11 jours, cette grève, la plus grande dans l'histoire du Québec et du Canada, fut brisée par la loi-matraque 19 adoptée par l'Assemblée nationale. Deux semaines plus tard, sur la provocation du gouvernement qui emprisonna les 3 présidents de centrales, 100,000 travailleurs du secteur privé et public se mirent spontanément en grève sauvage pendant 9 jours dans un affrontement politique avec le gouvernement, exigeant la libération immédiate des dirigeants syndicaux et le retrait de la loi 19.

Non seulement ces grèves avaient-elles une importance immédiate, en exposant le caractère de classe du gouvernement et de tout l'appareil étatique, cela en obligeant le gouvernement à céder sur des points litigieux et de ne pas mettre en vigueur la loi 19 pendant la grève sauvage, et en prouvant dans les faits, aux travailleurs qu'ils avaient entre leurs mains une puissance sans égale capable de paralyser la nation; le mouvement gréviste du printemps dernier apportait plusieurs leçons importantes d'une portée historique pour ceux qui cherchent une stratégie capable de balayer l'oppression nationale et l'exploitation sociale au Québec, et afin d'instaurer un nouvel ordre qui sera socialiste.

Les grèves du printemps ont en premier lieu mis à l'écart toutes les théories "marcusiennes" quant à l'"intégration de classe ouvrière au système capitaliste." Les travailleurs québécois se sont montrés instinctivement prêts à riposter massivement aux maux du capitalisme et à refuser de payer la note des crises du système. Si les étudiants ont joué, depuis 1968, le rôle majeur dans le mouvement de masse au Québec, ce fut un mouvement capable de toucher les travailleurs et de provoquer des crises sociales. Malgré tout, ce mouvement est incapable en soi, d'effectuer une transformation fondamentale de la société.

Les grèves de mai ont souligné cette vérité que les travailleurs québécois constituent une classe sociale intéressée au renversement du capitalisme, une classe ayant la force numérique et l'influence décisive dans l'économie pour, à la tête des étudiants et des autres opprimés, réaliser ce changement fondamental.

En deuxième lieu, avril-mai '72 a mis à jour l'intransigeance des capitalistes, même devant les revendications ouvrières et des réformes les plus essentielles et les plus modestes. Les conditions

(suite à la page 6)

LIBERATION, mai 1973

...les leçons de mai

minimales d'existence sont de plus en plus incompatibles avec l'existence de l'exploitation capitaliste, et tout projet visant une "réforme polie" du système est voué à l'échec. La défense des intérêts, même quotidiens des ouvriers, exige une révolution anti-capitaliste et la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Troisièmement, les grèves ont révélé le caractère politique des conflits entre patrons et travailleurs, et de la lutte de classe dans son ensemble: quand l'Etat n'est directement le patron, il est entièrement complice du patronat, il décrète pour lui des lois et des injonctions anti-ouvrières, il lui envoie des "forces de l'ordre" pour les imposer. D'où la nécessité absolue pour les travailleurs québécois de se mettre à la hauteur de la lutte de classe en se donnant une arme politique indépendante, un parti politique autonome basé sur leurs organisations syndicales -- un parti ouvrier de masse.

Quatrièmement, en tant qu'action consciente des masses, les grèves d'avril-mai '72 mirent en relief l'impuissance de toute stratégie terroriste basée sur des "actions d'éclat" de petites poignées d'individus qui veulent "réveiller" les masses, voir même faire tomber le système d'elles-mêmes.

photo par Richard

Dans des mobilisations larges des masses, les opprimés ne sont pas relégués au statut de "spectateurs" qui "attendent" la libération "d'en haut", ni à une participation limitée aux applaudissements. Seule la mobilisation indépendantes des grandes masses peuvent vaincre le capitalisme.

Si il existe une classe sociale ayant la puissance objective pour entreprendre une révolution, et si le niveau de développement de l'économie et des forces productives est plus que suffisant comme base du socialisme, l'économie étant totalement dominée par de vastes entreprises et par la haute technologie, la grande grève politique des travailleurs de l'année dernière a souligné à nouveau que c'est faute du facteur subjectif, c'est-à-dire le manque de direction, que le capitalisme respire encore. La classe ouvrière n'est pas consciente de la situation objective et de la nécessité d'une révolution, car elle est dirigée par des gros bureaucrates qui sont privilégiés, bien rémunérés, et fidèles au statu quo.

Pour les dirigeants syndicaux, les grèves du printemps 72 n'étaient que des moyens de pression sur la bourgeoisie et non le point de départ d'une lutte pour renverser le système capitaliste, ce qui explique l'absence totale durant la grève d'avril-mai d'une stratégie de grève capable d'informer et de mobiliser les ouvriérs en véritable force de frappe contre le gouvernement. Pour assurer le succès de telles grèves, qui s'insère dans le processus révolutionnaire, la classe ouvrière doit se donner une nouvelle direction sous la forme d'un parti socialiste révolutionnaire.

La Ligue Socialiste Ouvrière est engagée dans la construction d'un tel parti révolutionnaire, basé sur cette stratégie esquissée par les événements du printemps passé: la nécessité d'une révolution par la mobilisation des masses, sous la direction de la classe ouvrière; la nécessité de revendiquer aujourd'hui la formation d'un parti ouvrier par les centrales syndicales; et la nécessité d'opposer à la direction bureaucratique des syndicats une opposition de lutte de classe.

Rosa Luxembourg sur

les origines de la fête du I mai

L'idée inspirante d'introduire un congé prolétarien comme moyen d'obtenir la journée de travail de huit heures, trouve ses premières origines en Australie. Déjà en 1856, les ouvriers de là-bas décidèrent d'appeler pour un arrêt total de travail durant une journée; pour plutôt passer la journée en réunions et en loisir -- comme manifestation en faveur de la journée de huit heures. Le 21 avril fut désigné pour ce congé. Au début, les ouvriers australiens avaient pensé à l'établissement d'un tel congé pour une seule année, en 1856. Mais cette première fête fit une telle impression sur les masses prolétariennes d'Australie qu'il fut décidé de répéter le congé chaque année.

En fait, que pourrait-il donner au peuple travailleur plus de courage et de confiance en leur propre puissance qu'un arrêt massif de travail décidé de leur propre gré? Que pourrait-il donner plus de courage aux esclaves éternels des usines et des ateliers que le rassemblement de leurs propres effectifs? L'idée du congé prolétarien fut donc acceptée très vite et se répandit d'Australie aux autres pays, jusqu'au point où elle s'empara de l'ensemble du monde prolétarien.

Les premiers à suivre l'exemple des ouvriers australiens furent les Américains. Ils désignèrent le premier mai comme la journée d'arrêt général de travail en 1886. Ce jour arrivé, 200,000 d'entre eux quittèrent le travail pour revendiquer la journée de huit heures. Plus tard, les persécutions du gouvernement empêchèrent les ouvriers pendant plusieurs années de répéter cette manifestation. Néanmoins, en 1888, ils renouvellèrent leur décision en désignant le 1 mai de 1890 comme prochain congé.

Dans l'intervalle, le mouvement ouvrier en Europe s'était grandement développé et avait gagné de nouvelles énergies. Cette montée trouva son expression la plus élévée dans le congrès international du travail tenu en 1889. Les quatre cents délégués réunis à ce congrès avaient résolu de combattre, en premier lieu, pour la journée de huit heures. Le délégué des syndicats français, l'ouvrier Lavigne de Bordeaux, proposa la concrétisation de cette revendication par un congé ouvrier universel dans tous les pays. Etant donné que le délégué des ouvriers américains souligna la décision de ses camarades au sujet du 1 mai 1890, le congrès désigna cette date pour le congé international.

En réalité, tout comme les ouvriers d'Australie trente ans auparavant, dans ce cas aussi la manifestation fut conçue en événement qui n'arriverait qu'une seule fois. Le congrès décida que les ouvriers de tous les pays manifesteraient ensemble le 1 mai 1890, en faveur de la revendication de la journée de huit heures. Personne ne parla de répéter ce congé dans les années suivantes. Bien sûr personne ne pouvait prévoir si la proposition pouvait réussir et jusqu'à quel point elle serait adoptée par la classe ouvrière. Il suffit de feter le premier mai une fois, en 1890, pour que tout le monde comprenne tout de suite et réalise que la fete du premier mai devait devenir une institution permanente et annuelle...

Le premier mai proclame le mot d'ordre de la journée de huit heures. Mais même une fois ce but obtenu, la fête du premier mai ne sera abolie. Aussi longtemps que durera la lutte des ouvriers contre la bourgeoisie et contre le gouvernement, et aussi longtemps que ne seront pas réalisées toutes les revendications, la fête du premier mai sera l'expression annuelle de ces revendications. Même lorsque des temps meilleurs apparaîtront, et que la classe ouvrière aura achevé son émancipation à travers le monde, probablement même à ce moment-là, à la mémoire des batailles vécues et les souffrances endurées, l'humanité fetera le premier mai.

Les travailleurs chiliens manifestent le 1 mai.

libération

Contre la loi sur l'avortement:

Morgentaler passe à l'offensive

par BRENDA ZANNIS

A une conférence de presse organisée par le FCA LA, le docteur Henry Morgentaler a déclaré publiquement qu'il pratique depuis quelques années des avortements dans sa clinique et qu'il en a déjà fait plus de 5,000. Notant que le ministre de la santé du Québec a le pouvoir d'approuver des cliniques qui pourraient alors établir des comités d'avortements thérapeutiques, il a aussi annoncé qu'il faisait une demande à Castonguay pour l'approbation de sa clinique qui pourrait alors servir comme exemple pour un service sain et convenable pour de telles cliniques à travers le Québec.

Par ces déclarations, le Dr Morgentaler lancait un défi aux lois fédérales très restrictives et à Castonguay qui dans le cadre même des lois fédérales existantes peut rendre l'avortement beaucoup plus disponible au Québec.

Le Dr Morgentaler qui se trouve maintenant devant les tribunaux sous trois chefs d'accusation en vertu des lois sur l'avortement et qui risque déjà l'emprisonnement à vie, déclare que ce qu'il fait n'est pas illégal parce qu'il ne fait qu'aider des femmes qui ont besoin d'un avortement dans des conditions saines. Les lois, au contraire, enlèvent à la femme ce droit fondamental de décider de son propre corps et la force à subir de plus grands risques en attendant souvent trop longtemps la décision du comité thérapeutique, la poussant souvent à risquer un avortement clandestin dans des conditions déplorables.

Le FCALA organise une campagne en sa défense qui comprend des lignes de piquetage devant le Palais de Justice lors de ses comparutions en cour. Plus de 50 femmes représentant plusieurs groupes ont participé à la ligne de piquetage durant l'après-midi du 20 mars. A la même conférence de presse, le FCALA annoncait le lancement d'une pétition demandant le retrait des accusations contre le docteur Morgentaler et sa libération inconditionnelle.

La Conférence de la Coalition canadienne des femmes pour le retrait des lois sur l'avortement qui a eu lieu les 16-18 mars à Toronto, regroupant 250 déléguées (dont 8 observatrices du Québec) des coalitions de toutes les provinces du Canada, a décidé d'étendre la campagne à la défense du Dr Morgentaler à travers le Canada-anglais et de faire circuler la même pétition.

La décision centrale de cette conférence est d'organiser pour le 3 novembre à Ottawa, un tribunal, soit procès populaire, où des témoignages sur les crimes perpétués sur la femme par des lois restrictives sur l'avortement, seront entendus.

Dans le cadre de l'offensive des femmes contre les lois qui nous enlèvent le contrôle de notre propre corps, le FCALA et la Coalition canadienne ont décidé de ramasser des signatures des personnes qui sont prêtes à "s'incriminer solidairement" pour avoir aider une femme à avoir un avortement illégal ou pour s'être faite avorter illégalement. Ces personnes sont, d'après la loi, toutes passibles de 2 ans d'emprisonnement.

Toutes ces actions démontrent une nouvelle étape dans la campagne pour le droit à l'avortement. Face aux lois qui nous enlèvent un droit aussi fondamental que le contrôle de notre corps, face à l'attitude du gouvernement qui refuse même de discuter la question au parlement malgré que la majorité de la population se soit déjà prononcée en faveur du droit à l'avortement, et face aux attaques

de la part des représentants gouvernementaux et de l'église contre le peu de libéralisation de la loi qui a été votée en novembre '69, des milliers de gens diront, en signant cette déclaration, qu'ils ne sont pas prêts à se soumettre à de telles lois criminelles.

Malgré la décision récente de la cour suprême des EU, décision prise en grande partie sous les pressions du mouvement féministe, au Canada les institutions en faveur du statu quo, y compris le gouvernement et les porte-paroles de l'Eglise catholique continuent à s'opposer vigoureusement à ce droit fondamental de la femme. Derrière ses prétentions de défenseurs de la "vie" du foetus, se cache la réalité de leur attitude qui est de nier à la femme le droit d'une vie autonome.

L'oppression de la femme est fondamentale à cette société capitaliste dans laquelle nous vivons. Au sein de la famille, pierre angulaire de cette société, la femme accomplit gratuitement tout le travail vital pour maintenir et reproduire des êtres humains. Sur le marché du travail, le mythe de ses "responsabilités" familiales est utilisé pour la faire travailler à moitié prix par rapport aux hommes. La classe dominante et ses représentants comprennent très bien que l'oppression sexuelle est un des moyens fondamentaux pour maintenir l'oppression de la femme. Pour cette raison, les gouvernements à Québec et à Ottawa font tout leur possible pour empêcher l'obtention du droit à l'avortement.

Cette lutte pour le droit à l'avortement est une partie importante de la lutte pour la libération totale de la femme.

LIBERATION, mai 1973

libération

L'Amérique après la révolution

par Léon Trotsky

Si le régime communiste est instauré aux Etats-Unis, comme une conséquence de l'incapacité de votre ordre social capitaliste à résoudre ses difficultés et ses problèmes, vous découvrirez que ce régime, bien loin de signifier une tyrannie bureaucratique intolérable et l'enrégimentement des individus, sera à l'origine d'un développement des libertés individuelles et donnera l'abondance pour tous.

A l'heure actuelle, la plupart des Américains ne considèrent le régime communiste que d'après l'expérience de l'Union Soviétique. Ils craignent que ce régime n'engendre en Amérique les mêmes résultats matériels que chez les peuples culturellement arriérés de l'Union Soviétique.

Ils craignent que l'on ne veuille les coucher sur un lit de Procuste, et considèrent, par ailleurs, le conservatisme anglo-saxon comme un obstacle insurmontable même pour des réformes éventuellement souhaitables. Ils soutiennent que la Grande-Bretagne et le Japon interviendraient par la force armée contre les Soviets américains. Ils redoutent de s'entendre dicter quels vêtements ils doivent mettre, quels aliments ils doivent consommer ; d'être contraints à se contenter de rations de famine ; à ne trouver dans la presse qu'une propagande officielle stéréotypée ;à entériner des décisions prises sans leur participation active ; à garder leurs pensées pour eux, et à chanter bruyamment en public les louanges de leurs dirigeants soviétiques pour échapper à la prison ou à l'exil.

Ils ont peut d'être la proie de l'inflation monétaire, de la tyrannie bureaucratique, d'une paperasserie intolérable dans toutes les démarches de l'existence quotidienne. Ils craignent d'assister à une standardisation mécanique des arts et des sciences, comme de la vie de tous les jours ; à la destruction, par la dictature d'une monstrueuse bureaucratie, de toute spontanéité politi- et de la liberté de la presse. Et ils tremblent à l'idée d'être obligés à parler un incompréhensible jargon de dialectique marxiste et à professer une philosophie sociale obligatoire. Ils craignent, en un mot, que l'Amérique soviétique ne devienne la contrepartie de la Russie soviétique telle qu'on la leur a dépeinte.

En réalité, le régime soviétique américain différera autant du régime soviétique russe que les Etats-Unis du Président Roosevelt différent de l'empire russe du tsar Nicolas II. Cependant, le régime communiste ne peut être instauré en Amérique que par une révolution, comme l'y furent l'indépendance et la démocratie. Le tempérament américain est énergique et violent, et il exigera pas mal de vaisselle cassée avant que le régime communiste ne soit solidement établi. Les Américains sont des enthousiastes et des sportifs avant d'être des spécialistes ou des hommes d'état, et il serait contraire à la tradition américaine d'opérer un changement majeur sans se diviser, tout d'abord, en camps opposés et fendre des crânes.

Néanmoins, si élevé qu'il puisse être, le coût de la révolution communiste aux Etats-Unis sera insignifiant, rapporté à votre richesse nationale et à votre population, en comparaison de celui de la révolution bolchéviste en Russie.

Cela tient à ce que, dans une guerre civile révolutionnaire, ce n'est pas la poignée d'hommes qui se trouve au sommet de l'échelle sociale qui se bat — les 5 % ou 10 % qui possèdent les neuf dixièmes de la fortune américaine : ils ne peuvent recruter les armées de la contre-révolution que dans les couches inférieures des classes moyennes. Or la révolution pourrait facilement amener ces dernières sous son drapeau en leur démontrant que le soutien des soviets leur ouvrirait seul une perspective de salut.

En dessous de ce groupe social, tout le monde, au point de vue économique, est préparé au communisme. La crise a ravagé votre classe ouvrière, et a porté un coup terrible à vos agriculteurs, déjà atteints par le long déclin agricole de la décade d'après guerre. Il n'y a aucune raison pour que ces groupes opposent une ferme résistance à la révolution ; ils n'ont rien à y perdre, en admettant, bien entendu, que les dirigeants de la révolution adoptent une politique modérée et clairvoyante à leur égard.

Quels autres hommes voudront se battre contre le communisme ? Vos milliardaires et multimillionnaires ? Vos Mellon, Morgan, Ford, Rockfeller ? Ils cesseront la lutte dès qu'ils ne pourront plus trouver d'autres gens pour se battre à leur place.

Le gouvernement soviétique américain prendra fermement possession des leviers de commande de votre système économique : les banques, les industries-clés et les moyens de transport et de communication. Il donnera alors aux agriculteurs, aux petits commerçants et négociants, un temps de réflexion suffisamment long pour que ceux-ci aient la possibilité de constater comme le secteur nationalisé de l'industrie fonctionne bien.

C'est ici que les soviets américains pourront faire de véritables miracles. La « technocratie » ne pourra devenir une réalité que sous le régime communiste, une fois votre système industriel affranchi des entraves de la propriété privée et du profit privé. Les plus audacieuses propositions de la commission Hoover sur la standardisation et la nationalisation ne sont que jeux d'enfants auprès des possibilités nouvelles que libérera le régime communiste.

L'industrie nationale sera organisée sur le modèle de la chaîne de montage dans vos usines automatiques modernes à production continue. La planification scientifique pourra sortir du cadre de l'usine individuelle pour être appliquée à votre système économique tout entier. Les résultats seront stupéfiants.

Les coûts de production tomberont à 20 %, ou moins, de leur valeur actuelle. De ce fait, le pouvoir d'achat des agriculteurs s'élèverait rapidement.

Bien entendu, les soviets américains institueraient leurs propres entreprises agricoles géantes, en guise d'écoles de collectivisation volontaire. Vos agriculteurs pourraient facilement calculer s'il est de leur interêt de demeurer des anneaux isolés, ou de se joindre à la chaine publique.

La même méthode serait employée pour amener le petit commerce et la petite industrie à entrer dans l'organisation nationale de l'industrie. Grace au contrôle sovietique des matières premières, du crédit et des commandes, ces industries secondaires pourraient être maintenues solvables jusqu'à leur integration graduelle et sans contrainte dans le systeme économique socialisé.

Sans contrainte ! Les soviets américains n'auraient pas à recourir aux mesures draconiennes que les circonstances ont souvent imposées aux soviets russes. Aux Etats-Unis, la science de la publicité et de la réclame vous offre, pour gagner le soutien de votre classe moyenne, des ressources qui manquaient aux soviets de la Russie arriérée, où les paysans misérables et illetrés constituaient la grande majorité. Ceci, en plus de votre équipement technique et de votre richesse, est le principal atout de votre future révolution communiste. Votre révolution sera, par nature, plus aisée que la nôtre ; une fois les questions essentielles tranchées, vous ne gaspillerez pas vos énergies et vos ressources en de couteux conflits sociaux ; et cela vous permettra d'aller de l'avant plus vite.

Même l'intensité des sentiments religieux aux Etats-Unis ne constituera pas un obstacle à la révolution. Si l'on admet la perspective des Soviets en Amérique, aucun frein psychologique ne sera assez puissant pour diminuer la pression de la crise sociale. Cela, l'histoire l'a prouvé plus d'une fois. De plus, il ne faudrait pas oublier que les Evangiles contiennent quelques aphorismes passablement explosifs.

Quant à la manière de traiter les opposants, relativement peu nombreux, à la révolution soviétique, on peut faire confiance au génie inventif américain. Peut-être expédierez-vous vos millionnaires impénitents, dispensés de loyer leur vie durant, dans quelque île pittoresque, où ils pourront faire ce qui leur plaira.

Vous pourrez le faire en toute sécurité, car vous n'aurez pas à redouter d'intervention étrangère. Le Japon, la Grande-Bretagne, et les autres pays capitalistes qui sont intervenus en Russie ne pourraient rien faire d'autre que s'incliner devant le fait accompli aux Etats-Unis. A la vérité, la victoire du communisme en Amérique — dans la forteresse du capitalisme — provoquerait son extension à d'autres pays. Le Japon aura probablement rejoint les rangs communistes avant même l'établissement du régime soviétique aux Etats-Unis. La même chose est vraie de la Grande-Bretagne.

En tout cas, ce serait une idée folle d'envoyer la flotte de sa Majesté Britannique contre une Amérique Soviétique, même pour une expédition contre la moitié sud, la plus conservatrice, de votre continent. Ce serait là un acte sans espoir, qui n'irait jamais plus loin qu'une escapade militaire de deuxième classe.

Suite à la page 2

libération

(Suite de la page 1)

Quelques semaines ou quelques mois après l'instauration du régime soviétique aux Etats-Unis, le panaméricanisme deviendrait une réalité politique.

Votre fédération attirerait dans son sein les gouvernements de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud, comme l'aimant attire la limaille de fer. Il en serait de même du Canada. Les mouvements populaires dans ces pays seraient si puissants, que ce grand procès d'unification s'accomplirait rapidement et à peu de frais. Je suis prêt à parier que les Soviets américains trouveraient à leur premier anniversaire, l'hémisphère occidental transformé en Etats-Unis Soviétiques de l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud avec Panama pour capitale. Ainsi, la doctrine de Monroë prendrait pour la première fois une signification complète et positive dans les affaires mondiales, bien que différente de celle prévue par son auteur.

En dépit des accusations portées contre lui par certains de vos archi-conservateurs, Roosevelt ne prépare pas les Etats-Unis à une transformation soviétique. La N.R.A. ne se propose pas de détruire, mais de consolider les fondements du capitalisme américain, en surmontant vos difficultés économiques. Ce n'est pas l'Aigle Bleu qui apportera le communisme en Amérique, mais bien les difficultés que l'Aigle Bleu est impuissant à surmonter. Les professeurs « radicaux » de votre Brain Trust ne sont pas des révolutionnaires ; ce sont seulement des conservateurs effrayés. Votre président déteste les « systèmes » et les « généralisations ». Mais un gouvernement soviétique est le plus grand de tous les systèmes possibles, une généralisation gigantesque en action.

L'homme moyen n'aime ni les systèmes ni les généralisations. Ce sera la tâche de vos hommes d'état communistes de faire en sorte que le système fournisse à l'homme moyen ces biens concrets auxquels il aspire : sa nourriture, ses cigares, ses distractions, la liberté de choisir ses cravates, son logement et son auto. Il sera aisé de lui donner ces avantages dans une Amérique soviétique.

La plupart des Américains ont été induits en erreur par le fait qu'en U.R.S.S. nous avons eu à édifier de nouvelles industries de base de fond en comble. Pareille chose ne pourrait pas se produire en Amérique, où vous êtes déjà contraints de diminuer votre surface cultivée et de réduire votre production industrielle. En fait, votre formidable équipement technique a été paralysé par la crise, et demande déjà à être employé. Vous serez en état d'élever considérablement le niveau de consommation de votre peuple, dès le début de votre renouveau économique. Vous y êtres préparés comme nul autre pays. Nulle part ailleurs, l'étude du marché intérieur n'a atteint un niveau aussi élevé qu'aux Etats-Unis. Cette étude a été faite par vos banques, vos trusts, vos hommes d'affaires individuels, vos négociants, vos représentants de commerce et vos agriculteurs. Votre gouvernement soviétique abolira simplement tous les secrets commerciaux, fera la synthèse de toutes les découvertes faites pour le profit privé, et les transformera en un système scientifique de planification économique. Votre gouvernement trouvera à cette fin un appui dans l'existence de larges couches de consommateurs éduqués, capables d'esprit critique. Par la combinaison des industries-clés nationalisées, des entreprises privées, et de la coopération démocratique des consommateurs, vous développerez rapidement un système d'une extrême souplesse pour la satisfaction des besoins de votre population. Ce système ne sera régi ni par la bureaucratie, ni par la police, mais par le dur paiement au comptant. Votre tout-puissant dollar jouera un rôle essentiel dans le fonctionnement de votre système soviétique. C'est une grande erreur de confondre « économie planifiée » et « monnaie dirigée ». Votre monnaie doit agir comme un régulateur qui mesurera le succès ou l'échec de votre planification.

Vos professeurs « radicaux » commettent une erreur mortelle avec leur dévotion à la « monnaie dirigée ». Cette idée académique pourrait facilement ruiner votre système de distribution et de production tout entier. Telle est la grande leçon qu'enseigne l'expérience de l'Union Soviétique, où, dans le domaine monétaire, une amère nécessité a été convertie en vertu officielle. Là-bas(l'absence d'un rouble-or a été l'une des causes principales de nos nombreuses difficultés et catastrophes économiques. Utiliser un rouble instable dans un système soviétique, c'est comme se servir de calibres variables dans une chaine de montage : cela ne peut pas marcher.

C'est seulement lorsque le socialisme réussira à remplacer l'argent par le contrôle administratif que l'on pourra abandonner une monnaie or stable. L'argent ne consistera plus alors qu'en des morceaux de papier ordinaire, comme des billets de tramway ou de théâtre. Avec le développement du socialisme, ces morceaux de papier disparaîtront à leur tour ; et le contrôle de la consommation individuelle — qu'il soit monétaire ou administratif — cessera d'être nécessaire, lorsqu'il y aura abondance de tout pour tous !

Ce temps n'est pas encore venu, bien que l'Amérique doive certainement l'atteindre avant tout autre pays. Jusque-là, le seul moyen de parvenir à ce stade de développement est de conserver un régulateur et un étalon efficaces pour le fonctionnement de votre système. En fait, pendant les quelques premières années de son existence, une économie planifiée, encore plus que le capitalisme à l'ancienne mode, a besoin d'une monnaie saine. Le professeur qui prétend régir tout le système économique en agissant sur l'unité monétaire est comme un homme qui veut lever de terre les deux pieds à la fois.

L'Amérique soviétique possèdera des ressources suffisantes pour stabiliser le dollar — avantage inappréciable. En Russie nous avons accru à la capacité de notre industrie de 20 à 30 % par an ; mais la faiblesse de notre monnaie ne nous a pas permis de répartir efficacement cet accroissement. Cela tient en partie à ce que nous avons permis à notre bureaucratie de soumettre notre monnaie à la partialité administrative. Ces maux vous seront épargnés. Ainsi nous dépasserez-vous rapidement pour l'accroissement de [illegible]production [illegible] de la distribution, et obtiendrez-vous une élévation rapide du confort et du bien-être de votre population.

En tout ceci vous n'aurez pas à imiter notre production standardisée destinée à notre déplorable consommation de masse. Nous avons reçu de la Russie tsariste un héritage de pauvres, une paysannerie culturellement non développée avec un bas niveau de vie. Nous avons dû construire nos usines et nos barrages aux dépens de nos consommateurs.

Nous avons subi une inflation monétaire continuelle et une

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

monstrueuse bureaucratie.

L'Amérique soviétique n'aura pas à imiter nos méthodes bureaucratique. Chez nous, la disette d'objets de première nécessité a engendré une lutte acharnée pour la possession d'un morceau de pain ou d'une aune d'étoffe supplémentaire. Notre bureaucratie émergea de cette lutte comme un conciliateur, une toute-puissante cour d'arbitrage. Vous, de votre côté, vous êtes beaucoup plus riches et vous n'auriez pas grand-peine à fournir à votre peuple tout ce qui est nécessaire à la vie. En outre, vos besoins, vos goûts et vos habitudes ne souffriraient jamais que le revenu national soit réparti par votre bureaucratie. Au lieu de cela, lorsque vous aurez organisé la société de manière à produire pour la satisfaction des besoins et non pour le profit privé, votre population tout entière se distribuera en de nouvelles formations qui lutteront entre elles et empêcheront une bureaucratie outrecuidante de leur imposer sa domination.

Vous pourrez ainsi éviter la croissance du bureaucratisme par la pratique des soviets — c'est-à-dire de la démocratie — de la forme la plus souple de gouvernement qui ait jamais existé. L'organisation soviétique ne peut faire de miracles, mais doit simplement refléter la volonté du peuple. Chez nous, le monopole politique d'un seul parti qui s'est lui-même transformé en bureaucratie, a engendré la bureaucratisation des soviets. Cette situation a résulté des difficultés exceptionnelles du défrichage socialiste dans un pays pauvre et arriéré.

Les Soviets américains seront vigoureux et pleins de sang : le besoin de mesures analogues à celles que les circonstances imposèrent en Russie ne se fera pas sentir, et l'occasion ne s'en présentera pas. Vos capitalistes non régénérés ne trouveront pas de place dans le nouvel édifice. Il est difficile d'imaginer Henry Ford à la tête du Soviet de Détroit. Néanmoins, une ample lutte d'intérêts, de groupements et d'idées est non seulement concevable — elle est inévitable. Un plan de développement économique d'un an, de cinq ans ou de dix ans ; un projet pour l'éducation nationale ; la construction d'un nouveau réseau de transports ; la transformation de l'agriculture, un programme pour l'amélioration de l'équipement technique et culturel de l'Amérique latine ; un programme pour les communications stratosphériques ; l'eugénique — voilà autant de sujets pour les controverses, pour de vigoureuses luttes électorales, et des débats passionnés dans la presse et dans les réunions publiques.

Car l'Amérique soviétique n'imitera pas le monopole de la presse tel que l'exercent les chefs de la bureaucratie de l'U.R.S.S. La nationalisation par les Soviets américains de toutes les imprimeries, fabriques de papier et moyens de distribution sera une mesure purement négative. Elle signifiera simplement qu'il ne sera plus permis au capital de décider quelles publications doivent paraître, si elles doivent être progressives ou réactionnaires, « sèches » ou « humides », puritaines ou pornographiques. L'Amérique soviétique aura à trouver une nouvelle solution au problème du fonctionnement de l'imprimerie dans un régime socialiste. Elle pourrait consister en une représentation proportionnelle des tendances exprimées dans chaque élection de soviets. De la sorte, le droit pour chaque groupe de citoyens d'user des presses dépendrait de leur importance numérique — le même principe étant appliqué à l'utilisation des lieux de réunion, de la radio, etc.

La gestion et la politique des publications périodiques ne seraient plus ainsi soumises aux carnets de chèques individuels, mais aux goupements d'idées. Il se peut que cette méthode tienne peu de compte de groupements numériquement faibles et néamoins importants, mais cela signifie simplement que toute idée nouvelle devra faire la preuve, comme ce fut le cas tout au long de l'histoire, de son droit à l'existence.

La riche Amérique soviétique pourra réserver des fonds importants à la recherche et à l'invention, à la découverte et à l'expérimentation dans tous les domaines. Vous donnerez la place qui leur revient à vos architectes et à vos sculpteurs les plus téméraires, à vos poètes les plus originaux et à vos philosophes les plus audacieux.

En fait, les futurs Soviets Yankees montreront la voie à l'Europe dans ces domaines précisément où l'Europe a jusqu'à présent été votre maître. Les Européens n'ont qu'une faible notion du pouvoir de la technique pour influencer la destinée humaine, et ont adopté une attitude de supériorité méprisante envers l'« américanisme », particulièrement depuis la crise. Pourtant, l'« américanisme » constitue la véritable marque distinctive du monde moderne par rapport au moyen âge.

Jusqu'à présent, la conquête de la nature a été poursuivie en Amérique avec tant de violence et de passion que vous n'avez pas eu le temps de moderniser votre philosophie et de développer vos propres formes d'expression artistique. De là votre hostilité aux doctrines de Hegel, de Marx et de Darwin. La mise au ...cher des œuvres de Darwin par les Baptistes du Tenessee n'est qu'une expression grossière de l'aversion américaine pour la doctrine de l'évolution. Cette attitude n'est pas seulement le fait des prêtres. Elle est encore une part intégrante de toute votre architecture intellectuelle.

Vos athées comme vos quakers sont des rationalistes déterminés. Et votre rationalisme lui-même est affaibli par l'empirisme et le moralisme. Il n'a rien de l'impitoyable vitalité des grands rationalistes européens. C'est que votre méthode philosophique est encore plus surannée que votre système économique et que vos institutions politiques.

Vous êtes obligés aujourd'hui, sans aucune préparation, de faire face à ces contradictions sociales qui croissent insoupçonnées au sein de toute société. Vous n'avez conquis la nature, grâce aux outils engendrés par votre génie inventif, que pour constater que ces outils vous ont presque détruits vous-mêmes. Contrairement à tous vos espoirs et à tous vos vœux votre richesse sans précédent a été la source de maux sans précédents. Vous avez découvert que le développement social n'obéit pas à une formule simple. Par là vous avez dû vous mettre à l'école de la dialectique — et vous y resterez. Il n'y a plus de retour possible au mode de pensée et d'agir qui prévalait aux dix-septième et dix-huitième siècles.

Tandis que les crétins romantiques de l'Allemagne nazie rêvent de restaurer la race de la Forêt Noire dans sa pureté originelle, ou plutôt dans son impureté originelle, vous autres Américains, après avoir saisi fermement le contrôle de votre mécanisme économique et de votre culture, appliquerez des méthodes authentiquement scientifiques aux problèmes de l'eugénique. D'ici un siècle, de ce creuset où se fondront les races, sortira une nouvelle souche d'hommes — la première digne du nom d'homme.

Une prophétie pour terminer : dans la troisième année du régime soviétique aux Etats-Unis, vous cesserez de mâcher du chewing-gum.

23 *mars* 1935.

La LJS pour la gratuité scolaire

(Nous reproduisons ici des extraits d'un tract publié par la Ligue des Jeunes Socialistes le 2 avril, et distribué à une assemblée générale des étudiants de l'Université du Québec à Montréal -- NDLR)

Pour équilibrer le budget de l'UQAM, il y avait deux choix vis-à-vis la question des arrérages des étudiants: où bien faire payer la note aux étudiants, en menaçant d'expulsion les étudiants incapables de payer, ou bien, que le gouvernement assume les frais. Nous avons choisi le dernier, nous rangeant ainsi sur les positions du mouvement ouvrier, pour l'abolition des privilèges de classe dans l'éducation.

En rentrant le 5 mars, (la LJS s'y est opposé), on a subi un revers. Tout le monde a dû réduire leur solde à moins de $500, bien que les frais de scolarité s'élèvent à $1,500 pour trois ans. Il n'en reste pas moins qu'un très grand nombre d'étudiants devront payer jusqu'à $1,000 l'année prochaine ($500 en arrérage et $500 pour 73-74). L'administration refusera l'inscription à ceux qui ne peuvent pas payer leur arrérage dans les délais imposés par l'administration. La question des frais de scolarité n'est pas encore réglée à l'U de M ou à Sherbrooke. L'UQAM a été le fer de lance de ce mouvement national embryonnaire et il est essentiel qu'on arrache une victoire à l'UQAM pour encourager les autres.

Afin de gagner le temps pour construire le mouvement national qu'il faut pour négocier avec le gouvernement, on doit exiger le droit de tous, quelque soit le montant de leur arrérage, à s'inscrire pour la session d'automne 73 en ne payant que $7.50. Aucune expulsion pour raison financière! Il faut gagner ce droit avant la fin de cette session si l'on ne veut pas se faire prendre pendant l'été.

Si l'on calcule le coût de l'intérêt sur tous les frais de scolarité plus les arrérages pendant une session si l'UQAM empruntait de l'argent pour équilibrer son budget pour l'automne, on trouvera que ceci vaut moins qu'un pour cent du budget de l'UQAM pour la session.

Il faut dès maintenant, commencer à organiser une conférence nationale des étudiants pour décider d'un plan d'ensemble pour la lutte contre les frais de scolarité. A une telle conférence nous croyons que les étudiants de l'UQAM devraient proposer l'opposition à toute expulsion pour raison financière comme le but immédiat de la lutte, et la gratuité scolaire, payée en taxant les grandes corporations, comme la solution la plus souhaitable au problème.

La revendication pour le droit de payer trois ans après avoir trouvé un emploi dans la compétence de l'étudiant s'est avérée irréalisable dans le cadre de la lutte à l'UQAM. Elle nous semble maintenant insuffisante comme revendication pour un mouvement national. Pendant la grève nous avons vu que le Conseil du Travail de Montréal, le NPD, et un mouvement si peu radical que le PQ, se sont tous prononcés pour la gratuité scolaire.

Dans une société dite démocratique, l'éducation doit être le droit de tous et non un privilège de riche. C'est à l'administration de justifier pourquoi il existe des frais de scolarité qui nie ce droit. Ce n'est pas notre devoir d'être assez indigent pour mériter une attitude charitable de la part de l'administration. Nous voulons nos droits, et non pas des "faveurs". On nous objectera que le comité de crédit n'est qu'une solution temporaire en attente d'un réglement définitif avec le minisfère de l'éducation. Mais, en attendant, l'administration fait son nettoyage. Ce qu'on perd à l'UQAM on ne le regagnera pas à Québec.

601 | c/229/4
LIBERATION

libération

Vol. 3 No. 5 (23) juin 1973 25 cents

Après le 1 mai et la libération des chefs:

Poursuivons la riposte ouvrière!...4

La LSO/LSA en congrès....6
Cambodge: un autre Vietnam... 12
Le féminisme et le mouvement marxiste...8
Pour l'unité dans la construction...11

e008300512

La remontée ouvrière du 1 mai:

bilan et perspectives

par ALAIN BEINER

Face au mouvement de protestation québécois et international, et à la remontée ouvrière générale qui a commencé à s'exprimer par la résistance des professeurs à la déclassification gouvernementale et surtout par la grande manifestation du premier mai, le gouvernement de Bourassa s'est vu obligé, le 16 mai, de libérer les trois chefs syndicaux de la prison d'Orsainville. Malgré les nombreuses conditions très sévères imposées aux trois chefs durant leur "suite de congés temporaires" qui durera jusqu'au 26 septembre, cette décision du gouvernement constitue une importante victoire pour le mouvement ouvrier et reflète un changement du rapport de force entre ce dernier et le gouvernement. Cette victoire va stimuler le mouvement ouvrier à poursuivre sa riposte afin de repousser l'offensive gouvernementale sous toutes ses formes.

Ce soi-disant "privilège" d'absence temporaire peut leur être retiré, selon le ministre de la Justice Choquette, si les trois présidents de centrales commentent publiquement les conditions d'absence temporaire qui leur sont appliquées; s'ils critiquent le jugement qui les a condamnés; s'ils font des déclarations "incitant" des individus ou des groupes à "l'illégalité"; ou s'ils contreviennent à toute loi du Québec ou du Code criminel.

Si Bourassa et Choquette se servent de ces conditions rigoureuses, s'ils obligent les trois chefs syndicaux à réintégrer leur cellule pendant 30 heures chaque fin de semaine et invoquent le règlement no. 2 des établissements de détention comme prétexte pour "faire bénéficier" Pepin, Laberge et Charbonneau du "privilège" de l'absence temporaire; c'est pour cacher cette concession faite au mouvement ouvrier à leurs maîtres impérialistes américains et canadiens qui ont exigé, dans le Rapport Fantus soumis peu après les grèves du printemps 72, la ligne dure face aux syndicats, afin "d'assurer le respect de l'autorité".

La manifestation du 1 mai:

Ce recul du gouvernement vient deux semaines après la manifestation de 30,000 travailleurs et étudiants à Montréal qui a eu lieu parallèlement à celle de 4,000 personnes à Québec, de 1,500 à Jonquière et de presque 1,000 à Rouyn. L'action à Montréal a été organisé par le Comité régional intersyndical de Montréal (CRIM -- CSN, FTQ, CEQ) avec l'appui de plus 75 organisations, y compris le NPD-Québec, le Parti Québécois, la Ligue Socialiste Ouvrière, la Saint-Jean-Baptiste, etc.

Les manifestants sont descendus dans la rue pour réclamer, à l'occasion de la fête internationale des travailleurs, la libération inconditionnelle des dirigeants syndicaux et le retrait du projet de loi 89; pour prouver leur solidarité avec les 100,000 travailleurs de la construction qui négocient un nouveau contrat et les enseignants des CEGEPs aux prises avec la déclassification; et pour faire le point sur la nécessité d'une solidarité étudiants-travailleurs.

Les débrayages au cours de la journée:

La manifestation a été le point sulminant de toute une série d'action pendant la journée, et de débrayages sporadiques à travers le Québec. A Sorel, les 2,300 ouvriers et les 400 employés de bureau de Marine Industries ont quitté le travail vers midi pour protester contre la lenteur des négociations et ont organisé une manifestation locale. Toujours à Sorel, les 400 travailleurs de l'usine Crucible Steel et des employés d'un hôpital ont également débrayé à l'occasion de ce jour. A Montréal les travailleurs de la meunerie Ogilvy Flour Mills et les 650 travailleurs de la Société de gaz naturel ont également débrayé pour une partie de la journée. A St-Jérôme, les employés des compagnies Nord Laurentien et les Distributrices NLA ont aussi débrayé.

A l'hôpital Rivière-des-Prairies, les 1,200 membres du Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ) ont participé au mouvement du premier mai en refusant de payer leurs repas aux cafétérias et aux casse-croûtes de l'hôpital. Dans les CEGEPs il y a eu des assemblées et des teach-in organisés par les étudiants et les professeurs.

La participation de la gauche:

Les trotskystes de la LSO et de la Ligue des Jeunes Socialistes (LJS) ont marché sous des banderoles exigeant la libération des chefs syndicaux, ainsi que la formation par les syndicats d'un parti ouvrier, des banderoles portant aussi le nom de la Quatrième Internationale à laquelle les trotskystes québécois sont affiliés. Les militants de la LSO et de la LJS ont également vendu plus de 500 exemplaires du journal socialiste et indépendantiste, Libération, ainsi que quelques abonnements à ce journal.

Bien que tous les autres courants de gauche étaient présents à la manifestation, la plupart ont porté des banderoles un peu moins en rapport avec les tâches brûlantes auxquelles font face les ouvriers québécois. Ces groupes de gauche avaient tendance à s'écarter de la lutte des classes en ne s'identifiant pas aux buts immédiats tout à fait justes de la manifestation et en ne mettant de l'avant aucune revendication capable de faire avancer la lutte ouvrière.

Le NPD-Québec portait simplement une banderole identifiant le parti, pendant que le Parti Communiste portait curieusement une pancarte évoquant la solidarité ouvriers-paysans! Les divers groupuscules maoïstes se sont bornés à porter des drapeaux rouges et à scander des slogans anti-fascistes, alors que le Groupe Marxiste Révolutionnaire, le groupe qui a scissionné d'avec la LSO en juillet 72, marchait sous une banderole proclamant que la seule solution était la révolution!

En raison d'une politique erronée dans le mouvement ouvrier, à caractère "suiviste" ou "maximaliste", ces autres tendances de gauche ont raté une excellante occasion pour exercer une influence sur la lutte de classe des travailleurs, par l'entremise de revendications qui sont à la fois compréhensibles, qui s'adressent à la question de la présente offensive gouvernementale, mais qui sont capables d'approndir la conscience de la classe et d'amplifier l'action politique de classe. Les réformistes comme les gauchistes se sont montrés incapables de défier la fausse direction de la bureaucratie syndicale, qui, elle aussi, n'avait rien à proposer lors des discours à la fin du défilé.

Pourquoi le "revirement du PQ:

Si le PQ bourgeois s'est vu obligé d'appuyer la manifestation du premier mai, cette décision "radicale" des dirigeants du parti fut prise pour leurs propres raisons et non pour défendre et faire progresser les intérêts du mouvement ouvrier.

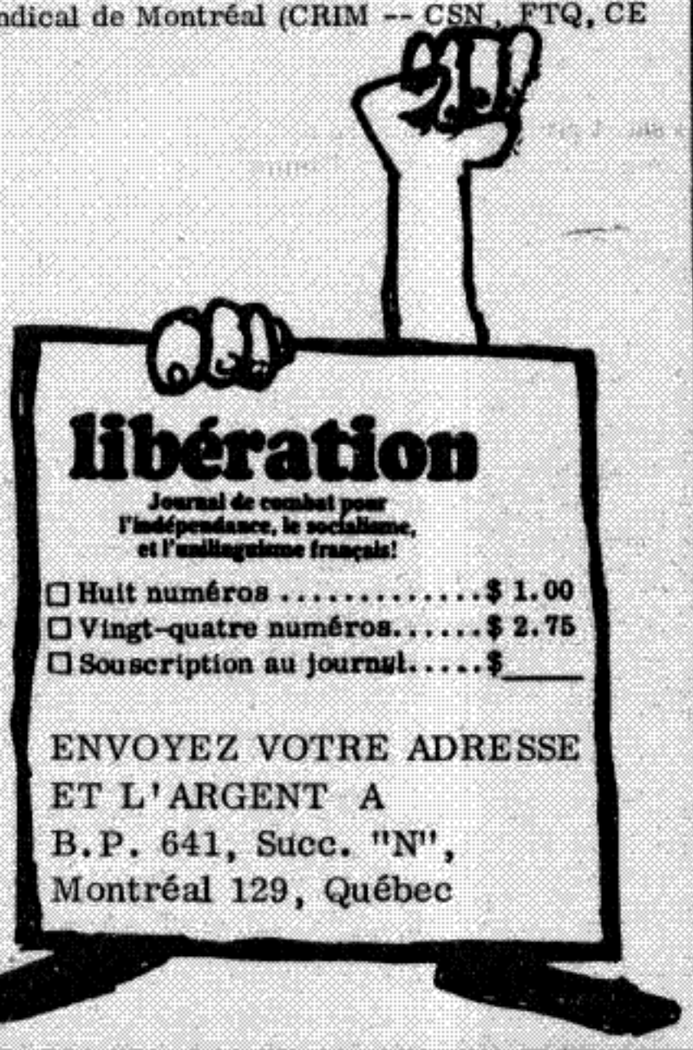
Pour ceux, comme les rédacteurs péquistes de Québec-Presse, qui ont des illusions du PQ, cette décision unanime de l'exécutif du parti constitue un "revirement", une "mise de coté de l'hésitation et de la prudence toute électorale qui avaient caractérisé dans le passé" l'attitude du PQ, et une position d'appui "franche, totale et sans arrière pensée". (Editorial du 6 mai/73)

Mais le texte adopté par le PQ dissipe toute ambiguité au sujet de cette soi-disant "transformation" du parti de René Lévesque. Le texte dénonce le "langage radical" des chefs syndicaux, en expliquant qu'on pouvait croire que les syndicalistes s'en "prenaient au régime de gouvernement et aux institutions elles-mêmes", alors qu'il s'agissait, selon eux, d'apporter tout simplement une "plus grande justice". Le texte du PQ affirme nettement que "les chefs syndicaux ont commis l'erreur de défier les injonctions", prouvant à nouveau la fidelité du PQ à la "loi et l'ordre" bourgeois.

Le PQ a accordé son appui à la manifestation du 1 mai essentiellement pour deux raisons, dont aucune ne met en question la nature pro-capitaliste du parti. D'abord, les dirigeants péquistes sont de l'avis que le mouvement ouvrier québécois est aujourd'hui trop puissant pour pouvoir garder en prison les trois chefs de centrales et faire adopter le projet de loi 89, sans provoquer une protestation ouvrière comme celle du printemps passé, et une crise sociale. Pour les chefs du PQ les rapports de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie ne justifient pas de telles mesures flagrantes... pour l'instant. La direction du PQ se croit capable de collaborer avec les chefs syndicaux pour désamorcer les conflits sociaux en cours et pour éviter des grèves futures. Pour elle, une telle collaboration est essentielle pour calmer les travailleurs à la base, d'où la nécessité de libérer les chefs pour "qu'ils puissent utiliser les moyens normaux que commande leur importante fonction".

Deuxièmement, après son opposition infâme à la manifestation du 29 octobre 71 contre la Presse, et la grève d'avril-mai 72, et à la lumière d'une conscience de classe plus poussée en général, le PQ se voit obligé d'utiliser les 'grands moyens' pour étendre et pour renforcer son hégémonie dans la classe ouvrière et parmi la jeunesse radicalisée, non seulement en vue des élections qui viennent mais aussi dans le cadre de son projet de récupération politique du mouvement ouvrier. D'où l'idée de convoquer une assemblée publique à la salle du Plateau en plein dans le Parc Lafontaine, tout de suite après la manifestation et en concurrence avec la fête syndicale au Palais du Commerce!

Dans cette opération, le PQ reçoit, et recevra davantage d'ici les élections, la coopération des bureaucrates syndicaux (comme Fernand Daoust qui a gracieusement annoncé l'assemblée péquiste durant son discours à la manifestation et qui sera l'orateur invité à des réunions de comté du PQ durant ce mois). La direction syndicale est sous



une énorme pression venant des rangs de faire de l'action politique et de rompre avec le gouvernement libéral de Bourassa. Le PQ et sa campagne électorale permettront provisoirement aux dirigeants syndicaux jusqu'à un certain point de désamorcer cette pression, sans pour autant rompre avec les partis bourgeois et sans donner au mouvement ouvrier une politique indépendante.

L'appui du PQ à l'action du 1 mai avait donc comme but l'affaiblissement du mouvement ouvrier et non son renforcement, mais contrairement au gouvernement de Bourassa, les dirigeants du PQ préfèrent un processus de "pacification" afin d'imposer la "paix sociale" au profit de l'investissement impérialiste et de la domination étrangère du Québec. C'est cette divergence tactique qui explique les critiques péquistes contre le gouvernement qui cherche, selon le PQ à "diviser les Québécois et à aiguiser la lutte des classes".

La participation étudiante:

L'importante participation des étudiants à la marche du 1 mai vient peu après la lutte dans les universités contre les frais de scolarité et marque un pas en avant dans la compréhension de larges couches d'étudiants sur la nécessité de s'allier à la classe ouvrière, dans les combats immédiats comme dans le combat pour transformer la société. En se joignant à la manifestation ouvrière du 1 mai, mais en contingent autonome, les étudiants se sont également montrés conscients de l'importance de leurs propres luttes dans la lutte de classe globale et de la nécessité de mettre de l'avant des revendications dans le domaine de l'éducation capable de mobiliser la masse estudiantine et de provoquer des luttes sociales plus larges.

Cet esprit de solidarité étudiants-travailleurs était réciproque. Parmi les syndiqués il y avait un profond respect pour les étudiants et un désir d'apprendre et de suivre l'exemple des luttes étudiantes.

Signification de la manifestation:

Malgré les limitations imposées sur la manifestation par la direction syndicale qui la considère comme un "but" en soi, cette mobilisation représente, avec la lutte des professeurs et étudiants contre la déclassification dans les Cegeps, le début d'une riposte ouvrière contre l'offensive de Bourassa, début de riposte qui s'est bien fait attendre. Cette action unitaire peut aussi représenter un tournant dans la situation politique au Québec après une période de calme et de désarroi.

Les travailleurs sont descendus dans la rue en masse pour montrer au gouvernement que la classe ouvrière est loins d'être défaite, et pour prouver aux dirigeants syndicaux qu'ils sont prêts à se mobiliser et à combattre pour défendre leurs intérêts de classe les plus élémentaires. La réponse massive des syndiqués a mis à jour la responsabilité des dirigeants pour le calme et la division qui dominent le mouvement ouvrier depuis mai 72. Les dirigeants syndicaux ne peuvent plus se servir de l'"indifférance" et de l'"inertie" des syndiqués comme prétexte pour accepter passivement des choses telles l'emprisonnement des trois présidents de centrales au mois de février, l'injonction à l'Hydro-Québec ou la présentation au mois de décembre dernier à l'Assemblée nationale du projet de loi 89, les accusations portées contre ceux qui ont participé à la grève de mai, neuf mois après l'événement, etc.

Poursuivons la riposte ouvrière:

Si la manifestation du 1 mai et la libération des chefs syndicaux ont montré ce qui est possible et ce qui doit devenir la règle générale face au patronat, cet esprit de mobilisation et d'unité dans l'action ne trouvera tout son sens que dans le cadre d'une riposte concertée pour repousser l'offensive gouvernementale sous toutes ses formes, qu'il s'agisse d'injonctions, d'emprisonnement, de loi-matraque, de déclassifications, de gels des salaires, d'inflation, etc.

Une telle riposte générale exige la consolidation de cette unité dans la lutte et une fin permanente aux rivalités intersyndicales, par l'unification des centrales syndicales québécoises. La participation active des masses ouvrières et de toute la gauche dans la préparation de cette ri-

Les dirigeants syndicaux n'avaient rien à proposer aux 30,000 manifestants qui sont descendus dans la rue le 1 mai pour riposter contre l'offensive patronale de Bourassa.

poste doit être assurée par la convocation d'un congrès syndical d'urgence de délégués élus par chaque local syndical au Québec et de représentants de toutes les tendances politiques au sein du mouvement ouvrier.

Un tel congrès, large, serait charger d'élaborer un plan de lutte pour mettre à l'écart la loi 19 et le projet de loi 89; pour gagner l'annulation de toutes les accusations qui pesent contre ceux qui ont participé dans la grève de mai 72 et la libération inconditionnelle de tous les accusés; et pour repousser la déclassification enseignante. Un tel congrès devrait également se charger de trancher la question de l'action politique des syndicats en rompant définitivement avec la politique bourgeoise, y compris celle du PQ et en créant un parti ouvrier de masse.

C'est un tel parti propre aux travailleurs qui pourrait assurer la réussite du plan de lutte, en regroupant et en mobilisant la classe ouvrière et ses alliés sur la base d'un programme qui unit ces réponses aux questions immédiates, aux revendications plus larges de la lutte contre le capitalisme. Ce parti devrait inscrire à son programme la lutte à l'inflation, en exigeant l'échelle mobile des salaires en rapport avec la hausse du coût de la vie et le salaire minimum de $100 par semaine pour tous. Pour combattre le chômage, ce parti devrait revendiquer trente heures de travail pour quarante heures de salaire, pour partager le travail existant entre tous ceux veulent travailler; l'assurance chômage illimité aux taux de salaires syndicaux; et la nationalisation sous le contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ses portes.

La lutte d'émancipation nationale ne serait pas étrangère à ce parti; il faudrait exiger le français langue du travail et d'instruction ainsi que l'indépendance nationale. Cette question, ainsi que les question étudiantes, féministes et internationales, permettront à un tel parti de s'impliquer dans toutes les luttes qui secouent le Québec aujourd'hui, et de les unifier à l'échelle nationale. Au contraire des partis bourgeois, un parti réellement aux travailleurs ne peut se construire que dans l'action, parmi tous les exploités et opprimés en révolte.

Dans son message à l'occasion du premier mai, Yvon Charbonneau affirme ce qui devient de plus en clair: "On ne peut pas réclamer indéfinitivement le 'pouvoir aux travailleurs' sans que ceux-ci soient appelés à se reconnaître dans un programme qui leur soit propre, dans un parti qui endosse ce programme". Malheureusement Charbonneau en conclut que les dirigeants syndicaux sont incapables de "former un parti politique" faute de "mandat". De son côté Québec-Presse déclare dans son éditorial sur le 1 mai: "Les travailleurs ne peuvent

La banderole de la LSO: "Libérez les chefs syndicaux!"

vraiment compter que sur eux-mêmes pour changer le régime en profondeur et bâtir un Québec indépendant et socialiste". Tout en reconnaissant que le PQ n'est pas "le parti de la classe ouvrière", l'éditorial se termine lamentablement par une citation de René Lévesque et des apologies au nom du PQ.

Il ne suffit plus de constater ce qui est évident: il s'agit de passer à l'action politique réelle des travailleurs. Si les dirigeants actuels des syndicats sont incapables d'agir pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, un congrès syndical d'urgence aurait le "mandat" nécessaire pour lancer un parti des travailleurs, contrôlé par eux et capable d'avancer la lutte pour un Québec indépendant aux travailleurs et aux cultivateurs!

une énorme pression venant des rangs de faire de l'action politique et de rompre avec le gouvernement libéral de Bourassa. Le PQ et sa campagne électorale permettront provisoirement aux dirigeants syndicaux jusqu'à un certain point de désamorcer cette pression, sans pour autant rompre avec les partis bourgeois et sans donner au mouvement ouvrier une politique indépendante.

L'appui du PQ à l'action du 1 mai avait donc comme but l'affaiblissement du mouvement ouvrier et non son renforcement, mais contrairement au gouvernement de Bourassa, les dirigeants du PQ préfèrent un processus de "pacification" afin d'imposer la "paix sociale" au profit de l'investissement impérialiste et de la domination étrangère du Québec. C'est cette divergence tactique qui explique les critiques péquistes contre le gouvernement qui cherche, selon le PQ à "diviser les Québécois et à aiguiser la lutte des classes".

La participation étudiante:

L'importante participation des étudiants à la marche du 1 mai vient peu après la lutte dans les universités contre les frais de scolarité et marque un pas en avant dans la compréhension de larges couches d'étudiants sur la nécessité de s'allier à la classe ouvrière, dans les combats immédiats comme dans le combat pour transformer la société. En se joignant à la manifestation ouvrière du 1 mai, mais en contingent autonome, les étudiants se sont également montrés conscients de l'importance de leurs propres luttes dans la lutte de classe globale et de la nécessité de mettre de l'avant des revendications dans le domaine de l'éducation capable de mobiliser la masse estudiantine et de provoquer des luttes sociales plus larges.

Cet esprit de solidarité étudiants-travailleurs était réciproque. Parmi les syndiqués il y avait un profond respect pour les étudiants et un désir d'apprendre et de suivre l'exemple des luttes étudiantes.

Signification de la manifestation:

Malgré les limitations imposées sur la manifestation par la direction syndicale qui la considère comme un "but" en soi, cette mobilisation représente, avec la lutte des professeurs et étudiants contre la déclassification dans les Cegeps, le début d'une riposte ouvrière contre l'offensive de Bourassa, début de riposte qui s'est bien fait attendre. Cette action unitaire peut aussi représenter un tournant dans la situation politique au Québec après une période de calme et de désarroi.

Les travailleurs sont descendus dans la rue en masse pour montrer au gouvernement que la classe ouvrière est loins d'être défaite, et pour prouver aux dirigeants syndicaux qu'ils sont prêts à se mobiliser et à combattre pour défendre leurs intérêts de classe les plus élémentaires. La réponse massive des syndiqués a mis à jour la responsabilité des dirigeants pour le calme et la division qui dominent le mouvement ouvrier depuis mai 72. Les dirigeants syndicaux ne peuvent plus se servir de l'"indifférance" et de l'"inertie" des syndiqués comme prétexte pour accepter passivement des choses telles l'emprisonnement des trois présidents de centrales au mois de février, l'injonction à l'Hydro-Québec ou la présentation au mois de décembre dernier à l'Assemblée nationale du projet de loi 89, les accusations portées contre ceux qui ont participé à la grève de mai, neuf mois après l'événement, etc.

Poursuivons la riposte ouvrière:

Si la manifestation du 1 mai et la libération des chefs syndicaux ont montré ce qui est possible et ce qui doit devenir la règle générale face au patronat, cet esprit de mobilisation et d'unité dans l'action ne trouvera tout son sens que dans le cadre d'une riposte concertée pour repousser l'offensive gouvernementale sous toutes ses formes, qu'il s'agisse d'injonctions, d'emprisonnement, de loi-matraque, de déclassifications, de gels des salaires, d'inflation, etc.

Une telle riposte générale exige la consolidation de cette unité dans la lutte et une fin permanente aux rivalités intersyndicales, par l'unification des centrales syndicales québécoises. La participation active des masses ouvrières et de toute la gauche dans la préparation de cette riposte doit être assurée par la convocation d'un congrès syndical d'urgence de délégués élus par chaque local syndical au Québec et de représentants de toutes les tendances politiques au sein du mouvement ouvrier.

Les dirigeants syndicaux n'avaient rien à proposer aux 30,000 manifestants qui sont descendus dans la rue le 1 mai pour riposter contre l'offensive patronale de Bourassa.

Un tel congrès, large, serait charger d'élaborer un plan de lutte pour mettre à l'écart la loi 19 et le projet de loi 89; pour gagner l'annulation de toutes les accusations qui pesent contre ceux qui ont participé dans la grève de mai 72 et la libération inconditionnelle de tous les accusés; et pour repousser la déclassification enseignante. Un tel congrès devrait également se charger de trancher la question de l'action politique des syndicats en rompant définitivement avec la politique bourgeoise, y compris celle du PQ et en créant un parti ouvrier de masse.

C'est un tel parti propre aux travailleurs qui pourrait assurer la réussite du plan de lutte, en regroupant et en mobilisant la classe ouvrière et ses alliés sur la base d'un programme qui unit ces réponses aux questions immédiates, aux revendications plus larges de la lutte contre le capitalisme. Ce parti devrait inscrire à son programme la lutte à l'inflation, en exigeant l'échelle mobile des salaires en rapport avec la hausse du coût de la vie et le salaire minimum de $100 par semaine pour tous. Pour combattre le chômage, ce parti devrait revendiquer trente heures de travail pour quarante heures de salaire, pour partager le travail existant entre tous ceux veulent travailler; l'assurance chômage illimité aux taux de salaires syndicaux; et la nationalisation sous le contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ses portes.

La lutte d'émancipation nationale ne serait pas étrangère à ce parti; il faudrait exiger le français langue du travail et d'instruction ainsi que l'indépendance nationale. Cette question, ainsi que les question étudiantes, féministes et internationales, permettront à un tel parti de s'impliquer dans toutes les luttes qui secouent le Québec aujourd'hui, et de les unifier à l'échelle nationale. Au contraire des partis bourgeois, un parti réellement aux travailleurs ne peut se construire que dans l'action, parmi tous les exploités et opprimés en révolte.

Dans son message à l'occasion du premier mai, Yvon Charbonneau affirme ce qui devient de plus en clair: "On ne peut pas réclamer indéfinitivement le 'pouvoir aux travailleurs' sans que ceux-ci soient appelés à se reconnaître dans un programme qui leur soit propre, dans un parti qui endosse ce programme". Malheureusement Charbonneau en conclut que les dirigeants syndicaux sont incapables de "former un parti politique" faute de "mandat". De son côté Québec-Presse déclare dans son éditorial sur le 1 mai: "Les travailleurs ne peuvent vraiment compter que sur eux-mêmes pour changer le régime en profondeur et bâtir un Québec indépendant et socialiste". Tout en reconnaissant que le PQ n'est pas "le parti de la classe ouvrière", l'éditorial se termine lamentablement par une citation de René Lévesque et des apologies au nom du PQ.

La banderole de la LSO: "Libérez les chefs syndicaux!"

Il ne suffit plus de constater ce qui est évident: il s'agit de passer à l'action politique réelle des travailleurs. Si les dirigeants actuels des syndicats sont incapables d'agir pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, un congrès syndical d'urgence aurait le "mandat" nécessaire pour lancer un parti des travailleurs, contrôlé par eux et capable d'avancer la lutte pour un Québec indépendant aux travailleurs et aux cultivateurs!

Retirez les accusations contre Morgentaler !

La déclaration dramatique récente du Dr H. Morgentaler selon laquelle il aurait fait plus de 5000 avortements à sa clinique montréalaise a provoqué une mise en question et un rejet croissants des lois restrictives sur l'avortement. Sa demande au gouvernement du Québec d'approbation de sa clinique a mis le gouvernement sur le défensif. Des centaines de femmes et d'hommes ont déjà signé la pétition en faveur du retrait des accusations portées contre Morgentaler et se sont déclarées collectivement "complices" d'avortements illégaux.

Le soutien du mouvement ouvrier, bien qu'encore limité, a été confirmé par la publication dans Québec-Presse d'articles en faveur de la campagne et de la pétition. Le Conseil du Travail de Montréal a réaffirmé son appui au Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement et s'est déclaré en faveur de la libération de Morgentaler. C'est par l'extension et l'approfondissement de cette riposte que les lois actuelles sur l'avortement seront renversées et que la femme gagnera le droit à l'avortement sur demande!

libération *Date limite des articles:*

libération

EDITORIAL

Watergate: une plaie sur un corps cancéreux!

De nouvelles preuves et accusations autour de l'affaire Watergate commencent à mettre à jour un gigantesque complot criminel impliquant les paliers les plus élevés du gouvernement américain. En réplique, plusieurs défenseurs du statut quo essayèrent de présenter des explicatfis pour ce scandale le plus infâme dans l'histoire des Etats-Unis. Mais les explicatifs ne viennent pas facilement...

L'affaire Watergate porte un coup dur contre l'autorité des politiciens capitalistes aux EU, et contre le système capitaliste à l'échelle mondiale. Il est de plus en plus clair que cette affaire n'est qu'une plaie sur un corps cancéreux; et qu'un réseau complexe d'espionnage, de sabotage, de chantage, de parjure et de conspiration est nécessaire pour maintenir au pouvoir la petite poignée de corporations géantes qui dirigent cette société.

Seul un gouvernement au service de la majorité, c'est-à-dire de la classe ouvrière, peut mettre fin aux manoeuvres de coulisses des Nixon, des Trudeau, des Bourassa et des Drapeau, et de la classe d'exploiteurs qu'ils représentent.

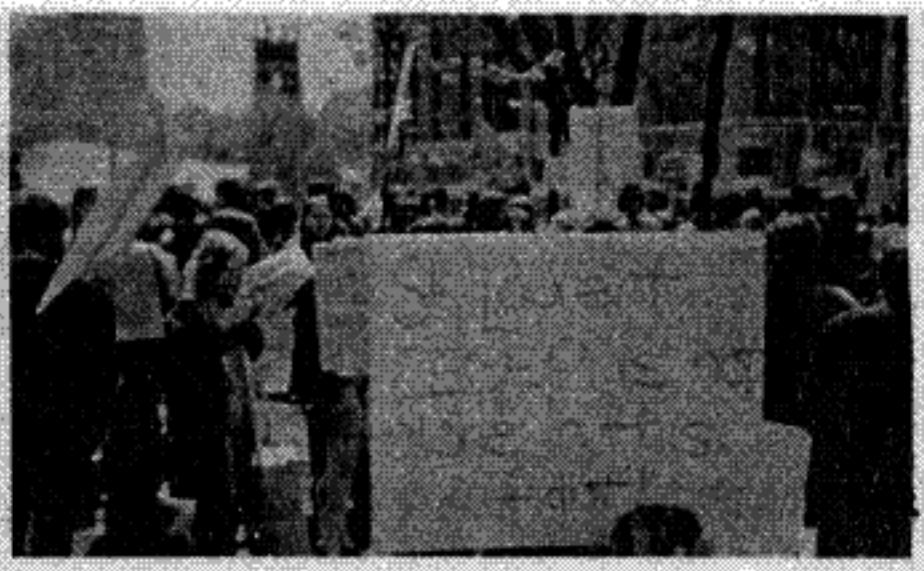
Solidarité étudiants-professeurs dans les CEGEP

par COLLEEN LEVIS

Le 8 mai, 800 professeurs et étudiants des CEGEP montréalais ont manifesté contre la "réclassification" gouvernementale des 8,000 professeurs des CEGEP qui déclassifie à peu près 80% des professeurs anglophones et 45% des professeurs francophones.

Les professeurs et étudiants, et même quelques administrations cegepiennes, ont refusé ce nouveau système. A St-Laurent, Vanier et Dawson, les tentatives de l'administration de payer les professeurs selon l'ancien système de classification a eu comme résultat la mise en tutelle par le gouvernement de ces collèges, et le gel des salaires. La réponse des professeurs de ces collèges, et d'une vingtaine d'autres CEGEP québécois, a été le "gel" des cours.

Malgré les menaces d'annuler l'année scolaire, les étudiants et professeurs à St-Laurent tiennent des cours parallèles depuis le 26 mars. Des teach-in, une grève de 24 heures (Dawson), et la signature d'une pétition par 45,000 personnes, sont parmi les tactiques employées par la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEQ) afin de gagner le droit des enseignants déclassifiés "d'en appeler de leur nouvelle classification auprès d'un comité d'arbitrage", pour que la "classification



Les anglophones sont solidaires de leurs camarades du CEGEP St-Laurent.

faite par les CEGEP avant l'adoption du régime gouvernemental" soit maintenue, et pour qu'il n'y ait pas "de représailles contre les enseignants qui ont participé au 'gel' des cours".

Cette déclassification est une attaque qui vient après le décret du 15 décembre qui imposait aux professeurs une nouvelle convention et qui leur enlevait la plus importante arme dans les négociations -- le droit de grève.

Tout comme le règlement imposé suite à la loi 19 dans le secteur public, les attaques à l'Université du Québec et à l'U de M contre les étudiants qui n'ont pas payé leurs frais de scolarité, le projet de Nouveau Régime Pédagogique et le réglement no. 7 dans les écoles secondaires de Montréal, la déclassification fait partie de l'attaque concertée du gouvernement du Québec contre le système d'éducation, attaque qui se situe dans le cadre des réductions canadiennes et internationales dans les dépenses pour l'éducation.

Parce que l'éducation sert à la classe dominante dans la formation et dans l'endoctrinement des nouveaux ouvriers, ce sont les besoins économiques et politiques particuliers du capitalisme qui déterminent l'importance relative de l'éducation. Les services sociaux comme l'éducation, la santé et le bien-être sont les premiers à se faire couper en période d'inflation.

En plus, la classe dominante reconnait les dangers de la radicalisation croissante dans les écoles. En tant qu'aile la plus militante de la grève de mai '72 dans le secteur public, les professeurs sont les premiers à se voir attaquer afin non seulement de

(suite à la page 10)

congrès historique de la lso/lsa

par Manon Léger

Le congrès de la Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action, section canadienne de la Quatrième Internationale s'est tenu à Toronto du 20 au 23 avril.

Ce congrès a été le plus grand congrès dans l'histoire de la section canadienne. Il y eut plus de 300 inscriptions sur lesquelles on doit compter 53 délégués élus par 12 branches de villes diverses allant de Vancouver à Montréal et 34 suppléants. Il y avait présence de 29 membres du Comité Central sortant qui étaient délégués consultatifs. Il y avait également la présence de 50 invités et observateurs provenant d'autres pays.

Ce congrès venait clôturer la discussion interne intense de la section qui avait duré 11 mois avec une des documentations les plus volumineuses que le mouvement trotskyste canadien ait connu. Quelques 60 bulletins de discussion interne ont été publiés pour un total de 91 contributions écrites. Bon nombre de ces dernières contenait des points de vue minoritaires oppositionnels aux documents principaux soumis par le Comité Politique (CP). Un congrès dans la vie d'une section marque un moment de réflexion incitant à la clarification politique et à l'élaboration d'un programme le plus complet possible dans la mesure des clarifications politiques apportées.

Le congrès a touché plusieurs questions-clés autant sur le Canada et le Québec que sur les questions d'ordre international. Ce congrès a aussi joué un rôle important dans la discussion interne de la Quatrième Internationale.

Le congrès s'est donc ouvert avec le rapport international présenté par le secrétaire organisationnel Arthur Young. Il a parlé du développement des discussions actuelles au sein de la Quatrième Internationale, discussions préparatoires au IVe Congrès Mondial depuis la Réunification en 1963. Se référant au travail des sections nationales, il a souligné de façon particulière l'intervention de la Ligue Communiste dans le soulèvement étudiant récent en France et a salué la percée du Partido Socialista de los Trabajadores trotskyste (PST-Parti Socialiste des Travailleurs) d'Argentine, ce parti qui deux ans plus tôt était encore clandestin et illégal a pu cette année intervenir dans la dernière élection tenue en Argentine (sous la dictature militaire de Lanusse) projetant un programme révolutionnaire de lutte de classe.

La résolution politique était présentée par Dick Fidler pour le CP. La résolution analysait la "détente" résultant des visites de Nixon à Moscou et à Pékin et le point tournant dans la situation politique internationale en faveur des forces contre-révolutionnaires, où on assiste à une connivence étroite de Moscou et Pékin avec Washington au détriment de la révolution vietnamienne.

Le rapport notait que depuis 1969 et le dernier congrès mondial de la QI, il n'y a pas eu de nouvelles percées pour le processus révolutionnaire mondial de l'ordre des développements de 1968 au Vietnam, en Tchécoslovaquie, et en France. Le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme, la faillite du Guevarisme et de la stratégie de la guerre de guerilla, et le rôle réformiste des directions social-démocrates nous faisait réaffirmer dans la résolution politique que: "la principale contradiction historique de notre époque" est "celle de la crise de la direction révolutionnaire". Ce qui veut dire la nécessité de construire de nouvelles directions de masse réellement révolutionnaires, ce à quoi se consacre la Quatrième Internationale depuis sa fondation.

La partie majeure du document analysait la nature de la nouvelle radicalisation des dernières années. Enracinée dans les contradictions objectives du capitalisme canadien, la radicalisation a reflété les changements dans la composition de la force du travail et des autres couches sociales, aussi bien que l'impact des développements internationaux, plus particulièrement l'impact de la révolution coloniale sur la jeunesse en voie de radicalisation et sur les minorités nationales opprimées.

Ainsi la résolution élaborait sur comment les révolutionnaires peuvent intervenir dans les mouvements de masse afin de les faire déboucher sur la voie de la lutte anti-capitaliste.

Québec

La résolution sur le Québec présenté par Alain Beiner (secrétaire national de la LSO) pour le Comité Politique réaffirme la nature même du Québec, c'est-à-dire celle de nation opprimée qui se voit nier le droit démocratique à l'auto-détermination, vestige de la révolution bourgeoise de 1837-38. Comme le démontre la résolution: le Québec économiquement est la proie du pillage impérialiste, politiquement et culturellement bafoué, n'ayant même pas ses droits les plus fondamentaux, tels que ceux relatifs à la langue.

La lutte contre l'oppression des Québécois a donné jour à un mouvement nationaliste très large regrou-

pant les différentes couches de la société québécoise. Mais la libération du Québec ne peut être pleinement accomplie par une alliance multi-classe de la nation dans son ensemble contre l'oppresseur étranger.

L'oppression nationale qui retrouve ses fondements dans la domination impérialiste même exige pour y mettre terme une rupture sans équivoque avec l'impérialisme, ce que la faible bourgeoisie québécoise est incapable de faire. Quoique puisse être la configuration des forces à la tête du mouvement nationaliste à ce moment-ci, la libération nationale ne pourra s'accomplir que sous la direction de la classe ouvrière à travers la révolution socialiste.

De par la nature même du Québec, celle d'une nation opprimée, se situant au sein même de la forteresse impérialiste, les luttes qui s'y déroulent sont beaucoup plus explosives. Cette explosivité est aussi le fruit d'autres facteurs tels que le haut degré d'industrialisation ainsi que le caractère prédominamment prolétarien de la nation. La lutte de classe se poursuit au sein de la nation comme peuvent en témoigner les grèves spectaculaires d'avril-mai '72. La résolution déclare: "L'aggravation de l'oppression impérialiste de l'ensemble de la nation québécoise n'a pas provoqué un rapprochement des classes sociales au Québec, mais au contraire a qualitativement aggravé l'ensemble des contradictions entre opprimés et oppresseurs au sein de la nation."

Ainsi la lutte au Québec revêt un caractère combiné: c'est à la fois une lutte de libération nationale et une lutte ouvrière contre le capitalisme. Sa lutte a un but commun, celui de l'instauration d'une société socialiste.

La récente montée de militantisme ouvrier n'a pas éliminé ou mis à l'écart la question nationale déclarait le secrétaire national. Loin de laisser de côté leurs aspirations nationalistes au fur et à mesure de leur radicalisation, les ouvriers québécois ont approfondi leur révolte contre l'oppression nationale parallèlement au développement de leur conscience de classe.

Le Parti Québécois garde l'hégémonie dans la classe ouvrière, hégémonie qui retrouve toutefois certaines failles. Le PQ étant de plus en plus critiqué par ses partisans dans le mouvement ouvrier et dans la jeunesse.

Cette domination du PQ est dûe en grande partie à la crise de direction existant au sein de la classe ouvrière. Plus d'une fois les mouvements grévistes au Québec comme celui de mai '72 ont été estropiés par le manque de direction. Les dirigeants syndicaux se sont montrés incapables de les mener à la victoire. Ils ont refusé de poser les gestes politiques. Ils n'ont pas démontré la nécessité pour les ouvriers de rompre avec les partis bourgeois y compris le PQ, par l'intermédiaire d'initiatives visant une action politique indépendante de la classe ouvrière: la mise sur pied d'un parti ouvrier.

La tâche centrale est de vaincre cette crise de direction; c'est-à-dire travailler dans le sens de construire une direction révolutionnaire pour remplacer la direction bureaucratique actuelle. Pour parvenir à ce but stratégique, la LSO est munie d'un programme de transition s'appliquant à la situation concrète.

Une revendication dans un tel programme de transition pour le Québec est pour le lancement d'un parti ouvrier, parti basé sur les syndicats. En l'absence d'un parti révolutionnaire de masse, mais en présence d'organisations syndicales puissantes, ceci est la façon la plus concrète d'avancer à la masse ouvrière la nécessité de rompre politiquement d'avec la bourgeoisie et d'établir leur propre parti.

Les trotskystes revendiquent également un Québec indépendant. "Les socialistes révolutionnaires défendent le droit à l'auto-détermination des nations opprimées en tant que principe fondamental. Depuis que les secteurs les plus importants de la nation québécoise ont accordé massivement leur appui à la lutte pour l'indépendance, la revendication pour un Québec indépendant est devenue l'expression concrète de ce droit général" déclare la résolution.

Forte d'un programme qui a subi plusieurs épreuves de vérification dans sa mise en application avec un groupe de cadres expérimentés, la LSO sort de ce congrès avec un grand enthousiasme prête à envisager les nouvelles tâches devant elle.

Nationalisme

Un des débats les plus importants fut sans doute celui relatif au document le "Canada et la crise de l'impérialisme mondial" présenté par le secrétaire exécutif, John Riddell. On pouvait discerner quatre points essentiels dans cette résolution. Premièrement une réaffirmation du caractère impérialiste du Canada. Malgré les alliances étroites existant entre les différentes puissances impérialistes, la résolution nie que le capitalisme nord-américain a aboli les frontières et nie, contrairement à ce que plusieurs groupes de gauche affirment, que le Canada soit un fantoche des USA et politiquement dominé par lui. Au contraire,

la classe dirigeante canadienne est une bourgeoisie impérialiste ayant des possessions hautement monopolisées concentrées au Canada et qui de plus détient le contrôle de l'état canadien pour la défense de ses propres intérêts de classe.

En second lieu ce que fait cette résolution est de définir le nationalisme canadien comme essentiellement réactionnaire puisqu'il ne répond aucunement à des tâches nationales réelles, et qu'en dernière analyse ne peut que jouer dans les mains de la bourgeoisie canadienne dans ses conflits avec les autres puissances impérialistes, menant la classe ouvrière à une ligne de collaboration de classe.

Troisièmement, la résolution démontre comment les révolutionnaires doivent examiner l'impact réel des investissements US sur le Canada, et non pas accepter sans critique le point de vue nationaliste de sa signification. Notre programme et notre intervention devant se baser sur la réalité objective et non pas sur des sentiments.

Et le quatrième point concerne l'efficacité des révolutionnaires à intervenir dans une radicalisation imprégnée d'illusions nationalistes. Nous nous opposons donc au nationalisme canadien, y compris à sa manifestation anti-US. Nous nous opposons au patriotisme -- nous croyons que l'ennemi au Canada-anglais est "chez-nous" -- la classe dirigeante, et que notre lutte au Canada-anglais doit se diriger contre cette dernière. Nous avons étudié les contradictions que pose cette question d'un appui au nationalisme canadien et sa signification réactionnaire pour le Québec. Il est intéressant de noter que tous les groupes de gauche au Québec qui appuient le nationalisme canadien tels le Parti Communiste et les maoistes, s'opposent férocement à la lutte nationale des Québécois.

Le congrès de la LSO/LSA a ainsi réaffirmé la politique léniniste sur la question nationale -- appui total au nationalisme d'une nation opprimée en lutte contre la domination impérialiste (comme le Québec), et opposition intransigeante au nationalisme d'un pays impérialiste, dont le nationalisme canadien.

Féminisme

Une autre discussion était celle concernant le mouvement féministe. Jacquie Henderson, directrice du travail de libération de la femme pour la LSO/LSA, a présenté la résolution du Comité Politique.

Dans son rapport elle a démontré comment l'intervention de la LSO/LSA dans le mouvement féministe se base sur une analyse marxiste de l'oppression de la femme, que cette oppression est enracinée dans la société de classe et que la libération de la femme nécessite la destruction du système capitaliste.

Dans son rapport Henderson disait que "notre programme se développe à travers notre expérience dans les luttes féministes et au fur et à mesure que se définissent plus clairement les besoins et les intérêts des femmes dans ce processus." Elle résumait en disant que "notre programme vise à apporter une hausse de conscience générale parmi les femmes et une confiance accrue dans leur habilité à lutter pour leurs revendications et à les gagner."

Alain Krivine a présenté les salutations du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

Le rapport a également souligné le succès de la campagne pour l'avortement qui a aidé à fournir les bases à un regroupement de plus en plus large de femmes en lutte. Le cas de Morgentaler au Québec est sans nul doute un des plus grands développements dans cette lutte pour l'abrogation de toute loi sur l'avortement. Le rapport démontrait également l'impact de cette lutte dans les luttes de la classe ouvrière dans son ensemble.

L'internationalisme

En plus des salutations officielles envoyées au congrès par plusieurs sections et organisations sympathisantes de la Quatrième Internationale, se sont adressés au congrès: Alain Krivine, membre du Secrétariat Unifié de la QI et ancien candidat de la Ligue Communiste à la présidence en France; Joseph Hansen, dirigeant du Socialist Workers Party américain et secrétaire de Léon Trotsky durant les années '30; ainsi qu'un dirigeant de l'organisation trotskyste suédoise.

Tous les rapports soumis par le CP ont été adopté par une majorité de 75% des délégués. Le congrès a été caractérisé par son démocratisme dans ses procédures. En plus de la Tendance Unie formée autour de la question du nationalisme canadien et ayant l'appui de 10% des délégués, il y avait la Tendance Communiste Révolutionnaire (TCR) ayant l'appui de huit délégués (les délégués sont élus sur la base d'une représentation proportionnelle dans les branches locales). De façon à pouvoir permettre les présentations les plus efficaces et les plus complètes, le congrès a sus-

pendu ses règles de procédure normales sur trois rapports pour permettre à trois porte-parole dirigeants de la TCR qui n'étaient pas délégués, de présenter des contre-résolutions.

La TCR s'était formée sur une plate-forme incluant toute une série de questions en opposition aux soumises par le CP. La TCR considérait le mouvement de libération de la femme, le mouvement étudiant, le mouvement nationaliste québécois comme des mouvements "périphériques" et pressait la Ligue à effectuer un tournant visant "l'implantation" dans le mouvement ouvrier. Au Québec la TCR maintenait que la lutte pour l'indépendance pouvait être récupérée par la bourgeoisie nationale et que pour cette raison les révolutionnaires devraient appuyer l'indépendance seulement à condition qu'elle soit socialiste.

Les points de vue de la TCR ont été rejetés par une forte majorité des délégués. A la fin du congrès la Tendance Majoritaire organisée en appui aux positions du Comité Politique sur le nationalisme canadien et sur la discussion dans la QI, a annoncé sa dissolution. La Tendance Unie a fait de même. La TCR a déclaré qu'elle continuerait d'exister comme tendance organisée.

Le congrès s'est terminé avec l'élection d'un nouveau Comité Central et d'une Commission de Contrôle. La liste des membres du CC a été adoptée à l'unanimité par les délégués. Le nouveau CC est constitué de 35 membres dont 14 femmes. Sur ces 35 sont cinq membres de la TCR.

Une réunion plénière du CC a élu Ross Dowson comme président, John Riddell comme secrétaire-exécutif et Arthur Young comme secrétaire-organisationnel. C'est avec l'hymne révolutionnaire "l'Internationale" qu'a pris fin le congrès.

Colleen Levis, organisatrice de la branche de Montréal de la LSO.

Jean Hérivault, directeur du travail syndical à la LSO.

libération

Vol. 3 No. 6 (24) juillet 1973 25 cents

les racines de la révolte féministe

Loi 65: "participation" = cul-de-sac / 3
Construction: pour la démocratie syndicale / 5
Le péronisme en Argentine / 13

EDITORIAL

Ce que serait le gouvernement des travailleurs; comment y parvenir?

Québec-Presse, dans son éditorial du 27 mai, s'était donné une tâche remarquable: celle d'expliquer ce que ça serait les travailleurs au pouvoir. Mais en limitant la perspective d'un tel gouvernement à une modeste série de réformes quantitatives, et restant muet sur la question de comment parvenir à ce gouvernement, le comité de rédaction de l'hebdomadaire syndical québécois nous laisse croire qu'il ne s'agit pas réellement, pour les rédacteurs de Québec-Presse, d'un gouvernement des travailleurs.

Si la question de comment réaliser le "gouvernement des travailleurs" ne mérite aucune mention, et si ce "gouvernement des travailleurs" ne mettrait en vigueur aucun changement fondamental, alors nous avons bien peur que les rédacteurs de Québec-Presse font plutôt allusion à un "gouvernement du monde ordinaire" qui ne serait rien d'autre que l'équipe de rechange pro-capitaliste qu'est le Parti Québécois.

Si un régime péquiste pourrait dire "oui" au lieu de "non" aux citoyens de Manseau qui ont demandé l'aide de l'Etat pour "construire cent serres chaudes pour cultiver des tomates québécoises neuf mois par année", et si les "décisions d'un comité de citoyens" auraient "du poids" auprès de lui, il n'est pas du tout vrai qu'un tel régime pourrait représenter les intérêts de la classe ouvrière québécoise, ni ses intérêts immédiats dans le sens des revendications économiques, sociales ou nationales avancées par les syndicats, ni ses intérêts historiques dans le sens de l'émancipation générale des travailleurs par l'abolition du capitalisme et la construction d'une société socialiste.

Au contraire du régime péquiste, le gouvernement des travailleurs se chargera d'exproprier la base économique et sociale des capitalistes, de nationaliser les moyens de production sous le contrôle ouvrier et de procéder à abolir le salariat comme classe d'esclaves. L'élimination des classes sociales et l'instauration d'une société socialiste dans un monde socialiste, sera le but final d'un tel gouvernement.

L'arme indispensable dans la lutte pour un tel gouvernement est un parti politique des travailleurs qui doit être créé immédiatement par les centrales syndicales québécoises. L'ambiguité des rédacteurs de Québec-Presse, et leur soutien habituel au PQ bourgeois, ne contribuent point à cette lutte historique des ouvriers québécois.

libération

Date limite des articles:
mardi le 19 juin

Rédacteur-en-chef: *Jean Hérivault*
Rédactrice-adjointe: *Manon Léger*
Gérant: *André Doucet*

Victoire! La cible depassée

Le Comité de rédaction du journal remercie tous les partisans de Libération qui ont si généreusement contribué à notre campagne de souscription. Entre la mi-mars et la mi-juin, nous avons reçu $1136, soit $136 de plus que la cible que nous avions établie! Ce montant, ajouté au revenu de la vente des abonnements et des exemplaires simples, nous permettra de publier Libération pour une autre année, et même de l'améliorer au cours de cette période.

EDITORIAL

Le 26 juillet: vive la révolution cubaine!

Le 26 juillet marque le vingtième anniversaire de l'attaque dirigée par Fidel Castro contre la caserne de Moncada à Santiago de Cuba, attaque qui a déclenché la révolution cubaine qui a culminé en une victoire en janvier 1959. Malheureusement, cette date passe presque inaperçue au Québec, malgré les importantes leçons à en tirer pour notre lutte contre la domination étrangère et pour le socialisme. Bien que beaucoup plus arriéré industriellement, Cuba était aussi un pays complètement dominé par l'impérialisme qui faisait de son "indépendance" formelle une triste caricature.

Pour le gouvernement du Québec, il vaut mieux cacher les leçons de la révolution cubaine victorieuse pour convaincre les québécois opprimés de "l'impossibilité" de changer notre sort. C'est pourquoi le gouvernement du Québec a systématiquement été complice des tentatives de Washington d'écraser l'exemple inspirant qu'est la révolution cubaine. Malgré les échanges peu importants et mêmes symboliques entre le Québec et Cuba, le gouvernement à Québec n'a jamais fait le moindre effort pour dénoncer l'invasion de la Baie des Cochons, le chantage nucléaire, les assassinats, le sabotage et le blocus économique et diplomatique maintenu contre cet île arrachée du bastion impérialiste.

Les politiciens bourgeois nationalistes, comme les dirigeants du Parti Québécois, veulent, eux aussi, ignorer la signification du 26 juillet, car la révolution cubaine a encore une fois prouvé qu'à notre époque, la libération nationale et l'indépendance réelle ne peuvent se réaliser que par une lutte de masse révolutionnaire contre l'impérialisme et contre les fondements mêmes du capitalisme dans son ensemble.

Mais les dirigeants péquistes sont incapables de trouver un seul exemple en Amérique Latine d'un pays capitaliste réellement libre et indépendant. Ils sont incapables d'expliquer les montées révolutionnaires sans cesse en Argentine, au Chili, en Uruguay et ailleurs, soulèvements qui témoignent des aspirations des masses encore sous le joug de l'impérialisme. Ces mêmes dirigeants s'efforcent de convaincre les masses québécoises que nous pouvons nous émanciper nationalement sans mettre en question le capitalisme, projet tout à fait illusoire car le Québec ne sortira pas du camp des nations opprimées sans en même temps, sortir du camp des nations capitalistes.

Ce vingtième anniversaire est l'occasion pour les socialistes et indépendantistes au Québec de fêter la victoire de la première révolution socialiste en Amérique. - C'est aussi l'occasion pour nous de renouveler notre combat pour l'émancipation nationale et le socialisme, deux buts qui feront des Québécois, des alliés militants des Cubains dans la lutte pour l'émancipation de l'humanité.

libération

Date limite des articles:
vendredi le 20 juillet

Rédacteur-en-chef: Alain Beiner
Rédactrice-adjointe: Manon Léger
Gérant: André Doucet

libération

Malgré son retrait de la CICS:

Le Canada impérialiste encore complice au Vietnam

(Nous publions ici des extraits d'un éditorial du numéro du 11 juin du Labor Challenge, journal trotskyste canadien-anglais -- NDLR)

Le ministre des Affaires Extérieures, M. Mitchell Sharp, a déclaré le 29 mai que le Canada retirait toutes ses forces de la Commission Internationale de Contrôle et de Surveillance (CICS), au Vietnam d'ici le 31 juillet.

Cette déclaration ne met pas fin à la complicité gouvernementale dans l'aggression américaine contre le peuple d'Indochine. Cela fait plutôt ressortir le rôle crucial joué par le Canada dans la mise en vigueur des accords injustes de Paris et aide à renforcer le gouvernement fantoche de Saigon.

La CICS était établie comme l'une des nombreuses concessions imposées aux révolutionnaires vietnamiens lors des accords de Paris.

Les forces de la CICS entrèrent au Vietnam à un moment crucial. Après de longues années de combats héroiques, les vietnamiens ainsi que le mouvement anti-guerre mondial, ont obligé les Etats-Unis de se retirer du Vietnam. Pour Nixon, le problème consistait à comment se dégager de la situation pour gagner du temps, sans pour cela permettre la chute de son régime-client de Saigon.

L'aide des bureaucrates

La recherche d'une solution amena Nixon à Pekin et à Moscou, où il trouva les bureaucrates staliniens très coopératifs. Ils n'étaient pas intéressés à voir la victoire d'une révolution socialiste en Indochine. Ils se souciaient plus du commerce international et de la détente. Ils étaient en position d'aider Nixon, en faisant pression sur les révolutionnaires vietnamiens qui dépendaient de leur aide, forçant ainsi les combattants pour la libération à faire des concessions cruciales dans leur lutte.

Ainsi, les accords de Paris ne représentent nullement une victoire des vietnamiens, mais plutôt un pacte international qui leur a été imposé. Bien qu'ils comprennent certains gains pour les forces de libération, les accords ne solutionnent aucune des questions ayant entrainé la guerre civile pendant des decennies. Ils n'enlèvent pas l'intervention étrangère, Thieu pourra continuer à bénéficier de l'aide économique et militaire américaine, et, si cela s'avère necessaire, le retour des bombardiers américains, stationnés en Thailande, reste possible, la flotte américaine mouille encore au large des côtes vietnamiennes. Les accords consacrent la division du Vietnam en deux pays - fai-

sant des nord-vietnamiens des "étrangers" dans le Sud.

La période, suivant immédiatement la signature des accords du cessez-le-feu était cruciale pour l'impérialisme. Il restait un danger de soulevement révolutionnaire, qui aurait pu renverser le rapport des forces au moment où les Etats-Unis retiraient leurs forces.

Le Canada a joué un rôle clé

Le Canada a été appelé à jouer un rôle clé au sein de la CICS, qui inclue aussi la Pologne, la Hongrie et l'Indonésie. Le rôle de complice de l'aggression américaine, que le Canada joue depuis 19 ans au sein de la Commission Internationale de Contrôle, continuait sous une forme un peu différente.

Sharp a pu jouer ce rôle avec très peu d'opposition au Canada. Les forces dans le mouvement antiguerre qui s'étaient identifiées à la campagne contre la complicité canadienne appuyèrent les accords, et par conséquent donnèrent une certaine légitimité à la CICS, qui de par sa nature même viole le droit des Vietnamiens à l'autodétermination. Seuls les trotskystes maintenèrent une opposition de principe à l'intervention canadienne au Vietnam.

Les dirigeants du NPD défendèrent l'intervention exactement dans les mêmes termes que Trudeau et Sharp, renforçant les illusions que les accords pourraient amener la paix au Vietnam. Le Parti Communiste, s'alignant avec les accommadations de Moscou aux intérêts de Washington, fit compagne en faveur d'un appui aux accords, et par conséquent en faveur de la CICS.

Revirements d'opinion

Comme il devenait clair qu'il n'y avait pas de paix, un sentiment de malaise se développa au Canada, se reflétant dans le revirement de position de la direction du NPD, qui commenca à appeler pour le retrait de la CICS, dû à la poursuite de la guerre civile au Vietnam.

Aussi, la déclaration de Sharp le 29 mai, du retrait rencontra l'approbation générale du public. Tous les partis à la Chambre des Communes appuyèrent la proposition.

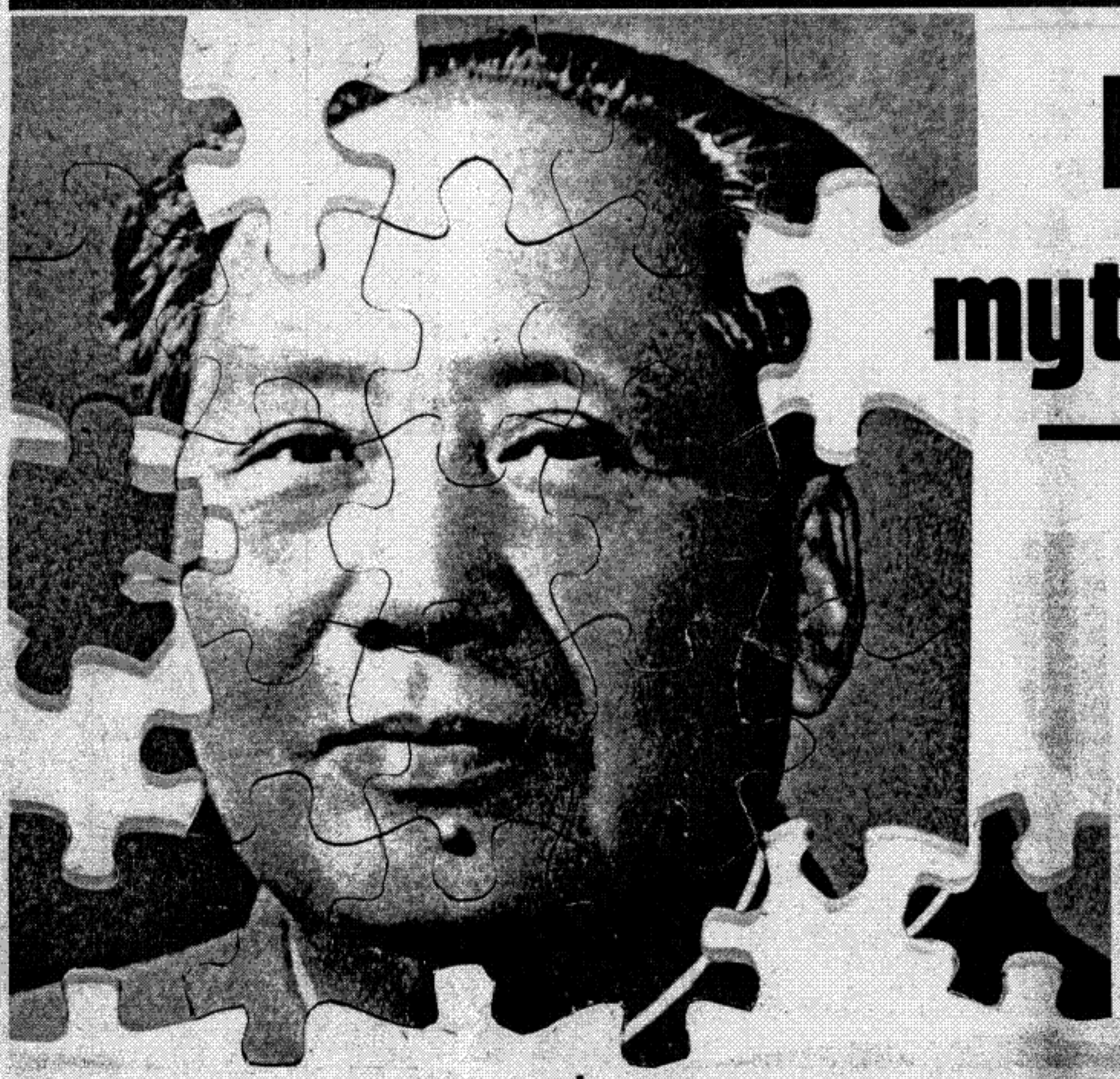
Ironiquement, le Parti Communiste fut la seule force politique au pays à s'opposer au retrait canadien. Le numéro du 30 mai du "Canadian Tribune" contenait une déclaration de l'executif central du PC qui pressait le gouvernement de rester au Vietnam. "Au lieu de se retirer de la CICS," disait en partie la déclaration, "la politique canadienne devrait viser à aider à la stabilisation de la situation au Sud-Vietnam en soutenant les accords sur le cessez-le-feu."

Couverture pour les E-U

Le Canada a bien joué son rôle. Les forces canadiennes manoeuvrèrent de façon à se servir de toutes les opportunités possibles pour faire paraître le GRP et les nords-vietnamiens comme les criminels et non les victimes. Le Canada eut vite fait d'accuser les forces de libération de "violation" du cessez-le-feu, qui ne sont en fait que des actions de défense de leur territoire et de leurs vies. Pendant ce temps, les bombardements américains au Cambodge et au Laos, les attaques de Thieu contre les régions du pays tenus par le GRP, l'emprisonnement de centaines de milliers d'opposants politiques, la détention forcée de réfugiés qui souhaitent retourner dans leurs foyers dans les territoires du GRP, ne furent qu'a peine mentionnés.

Maintenant le gouvernement canadien s'apprête à se retirer du Vietnam. Le régime de Thieu a été soutenu durant la période difficile suivant immédiatement les accords sur le cessez-le-feu. L'intervention canadienne fut toujours dans des limites définies, le gouvernement craignant la possibilité du développement d'actions de masse contre cette intervention, qui pourraient diminuer son aptitude a venir, ailleurs, à la défense des intérêts des impérialistes du monde.

Mais le Canada reste complice de la guerre d'aggression américaine contre le peuple d'Indochine. Le Canada continue a vendre les équipements militaires et les ressources stratégiques nécessaires au E-U pour son utilisation dans les bombardements au Cambodge et au Laos, et pour l'aide au régime de Thieu. L'aide médicale et économique canadienne continue a renflouer le gouvernement de Saigon, mais aucune aide ne va au GRP ou au Nord-Vietnam. La déclaration du retrait canadien de Sharp contient même une échappatoire - le Canada est prêt à retourner à la CICS pour aider à superviser les "élections" au Sud-Vietnam si une élection est appelée. De plus, le gouvernement canadien ne s'est jamais dissocié de l'aggression U.S. en Indochine en exigeant que tous les bateaux de guerre, avions, hommes et matériel sortent de l'Asie du Sud-Est maintenant.



Le maoisme: mythe et réalité

par MARC DUPONT

Si le stalinisme de Moscou a été largement discrédité aux yeux de la jeunesse radicalisée depuis la nouvelle montée de la révolution mondiale, il n'en est pas de même pour le stalinisme de Pékin. Le maoisme demeure un obstacle aux marxistes-révolutionnaires qui sont à l'oeuvre de construire, dans la présente radicalisation, un parti authentiquement révolutionnaire dans la tradition de Lénine et Trotsky. Bien qu'affaibli depuis la détente sino-américaine, le courant maoiste du mouvement stalinien mondial continue à faire dévier les aspirations révolutionnaires d'un bon nombre de jeunes, les menant dans le cul-de-sac de la collaboration de classe.

A la fin des années 50 et au début des années 60, les révolutionnaires assistaient à un spectacle bizarre, une scission dans le camp stalinien entre Moscou et Pékin où les deux Etats ouvriers les plus puissants du monde s'accusaient mutuellement de trahison, d'hérésie, ou, selon leurs propres termes, de trotskysme. Evidemment, chacun portait ces accusations contre l'autre dans le but de le discréditer aux yeux de leurs émules, car sous chacun de ces régimes, l'horreur stalinienne que leur inspire l'"hérésie trotskyste" est encore très vivante.

Cependant, il y avait plus qu'une manoeuvre politique dans ces accusations. Durant la courte période de dé-stalinisation, Kroutchev a fait écho, timidement, aux revendications déjà avancées par Léon Trotsky lors de la montée du stalinisme en Russie durant les années 20. D'autre part, l'"appel" de Mao pour la révolution mondiale, opposé au slogan de la coexistence pacifique de la bureaucratie soviétique, reprend crûment, cela saute aux yeux, certaines des idées maitresses de la théorie trotskyste de la révolution permanente.

Cependant, Mao a prouvé qu'il est aussi "intéressé" à la révolution mondiale que Kroutchev à la "démocratie soviétique". L'internationalisme de Mao n'a toujours été qu'un effet de rhétorique creuse. En politique, Mao reste fidèle à son passé stalinien malgré des déclarations prétendant le contraire. Si l'aspect contre-révolutionnaire de Mao est plus évident aujourd'hui, ceci est largement dû aux changements d'attitudes des dirigeants de l'impérialisme mondial qui sont maintenant prêts à négocier avec Pékin, de la même façon qu'ils ont toujours négocié avec Moscou, cela depuis qu'ils ont besoin de l'aide de Pékin pour écraser la révolution vietnamienne.

Afin de comprendre la nature du maoisme, on doit comprendre, premièrement, la nature du régime maoiste et le but des politiques de Mao, qui recherche une détente avec l'impérialisme plutôt que son renversement. Ce n'est qu'en se basant sur ces deux facteurs qu'on peut donner un sens aux récents tournants et revirements politiques de Mao. L'attitude de Mao envers l'impérialisme a toujours été dépendante de l'attitude de l'impérialisme envers l'Etat ouvrier chinois. Ainsi, quand l'impérialisme montra une hostilité ouverte à l'égard de la Chine, et admit que son but était de renverser l'Etat ouvrier chinois, la rhétorique de Mao devint extrêmement radicale, alors que quand l'impérialisme eut besoin de la détente, le verbiage de Mao devint, c'est le moins qu'on puisse dire, "responsable".

Dans la mesure qu'on tente de justifier théoriquement la défense à tout prix par la bureaucratie de ses intérêts étroitement nationaux, on invoque la théorie stalinienne de la "révolution par étapes". Dans la doctrine maoiste, la révolution par étapes est avancée sous forme de la "nécessité" d'un "bloc de quatre classes". L'essence de cette théorie est la subordination de l'organisation politique indépendante de la classe ouvrière à une alliance avec la prétendue bourgeoisie nationale "progressiste", un phénomène depuis longtemps disparu. Afin de garder les capitalistes libéraux dans la coalition, la révolution ne doit pas être socialiste mais seulement "anti-impérialiste", et, en cas de victoire, la propriété privée doit être conservée pour toute une période historique à venir. Cette théorie fournit aux maoistes une excuse rationnelle pour appuyer toutes sortes de gouvernements capitalistes, particulièrement dans le monde colonial et semi-colonial, avec lesquels la bureaucratie maoiste espère conclure des ententes politiques et économiques avantageuses.

On a vu ce que donnait, en pratique, cette politique en Indonésie où le maoisme a mené les masses dans un "bloc de quatre classes" avec l'ex-président Sukarno. Le résultat fut le massacre de 1 million de paysans et ouvriers aux mains de cette "bourgeoisie nationale progressiste" à laquelle Mao pressait de s'unir. La catastrophe indonésienne fut une des épreuves décisives du "marxisme-léninisme" de Mao. Avec 3 million de membres et 20 million de sympathisants dans les syndicats et autres organisations de masse, le Parti Communiste Indonésien (PCI) à tendance maoiste était le plus important parti communiste dans le monde capitaliste.

Au lieu de s'opposer à Sukarno, le PCI s'est complètement subordonné au régime bourgeois sur la base de l'"anti-impérialisme" de celui-ci. Dans la décennie avant 1965, Sukarno exerça constamment de sévères restrictions sur les libertés civiles et les droits politiques, dissoudant l'Assemblée Constituente élue en 1959, et régnant par décrets comme un dictateur absolu. Dans cette entreprise, il reçut le plein appui du PCI. Quand son allié bourgeois se retourna contre lui, le PCI n'était pas du tout préparé à cette éventualité: ces dirigeants et ses membres furent virtuellement exterminés sans combat, infligeant au mouvement ouvrier mondial sa pire défaite depuis les trahisons stalinienne et social-démocrate de 1933 devant les visées hitlériennes en Allemagne.

La politique de Mao au Pakistan est tout aussi édifiante. En 1966, les maoistes du Parti National Awami s'opposèrent à une grève massive dans les chemins de fer au Pakistan occidental, à cause de la nature dite "anti-impérialiste" du régime. Le gouvernement demanda au dirigeant maoiste Mirza Ibrahim d'user de son influence afin d'annuler la grève. Il accepta à condition que son syndicat, et non celui qui dirigea la grève, soit reconnu comme syndicat officiel. Le gouvernement accepta et Ibrahim alla plaider devant une assemblée de cheminots à Lahore pour le retour au travail. Quand ceux-ci refusèrent, le gouvernement emprisonna Ibrahim pour n'avoir pas essayé assez fort! La presse chinoise, étroitement surveillée par la bureaucratie maoiste, ne fit mention ni de la grève ni de l'arrestation d'Ibrahim!

Les trahison des maoistes pendant le bain de sang au Bangla-Desh où Mao prit partie pour le régime réactionnaire de Yayha Khan révéla plus clairement la vraie couleur de Mao. Le gouvernement de la République Populaire de Chine a, évidemment, tous les droits de rechercher des ententes avantageuses avec les pays capitalistes. Ce qui est condamnable, c'est de se servir de son influence pour subordonner ou dérailler les luttes révolutionnaires légitimes des peuples opprimés ou de la classe ouvrière des autres pays en échange de concessions des dirigeants capitalistes de ces mêmes pays. Cette politique de collaboration de classe commença avec Staline, au milieu des années 30 et marqua l'abandon par le gouvernement de l'Union Soviétique de l'internationalisme révolutionnaire pratiqué sous Lénine et Trotsky, une trahison qui découle directement de l'enterrement par la bureaucratie stalinienne des buts socialistes de la révolution de 1917.

Mais si la coexistence pacifique est possible avec les bouchers du Bangla-Desh, avec qui est-elle impossible? Que reste-t-il alors des prétentions révolutionnaires des maoistes?

Nous nous sommes déjà rendus à l'évidence que Mao est prêt à s'allier avec la contre-révolution dans d'autres pays aussi. Mao a joué un rôle important dans l'écrasement de la révolte de la jeunesse révolutionnaire au Ceylon en avril 1971. Un des fronts contre-révolutionnaires les plus brutals jamais connus fut formé pour écraser la révolte au Ceylon. La Grande-Bretagne, l'Inde, l'URSS, la Chine et le Pakistan se sont mis ensemble dans cette perspective. Pour compenser son manque d'appui populaire le gouvernement commença à se servir du terrorisme à grande échelle contre de larges secteurs de la population dans les régions contrôlées par les insurgés. Les forces les plus réactionnaires du monde envoyèrent de l'aide pour sauver ce régime bourgeois en crise. Et Mao choisit d'appuyer, non pas les masses, mais le gouvernement qui s'écroulait. Mao a même abandonné ses émules, qui furent emprisonnés, afin de fournir des armes aux bouchers ceylanais et de ve-

(suite à la page 14)

...le maoisme

nir à l'appui de ceux devant qui il a capitulé politiquement depuis longtemps -- les dirigeants de l'impérialisme mondial.

L'"allié" le plus récent de Mao est le Shah d'Iran, un dictateur réactionnaire et absolutiste qui torture, exécute ou emprisonne tous les dissidents. Pourtant, selon Mao, il s'agit d'un régime "sincèrement anti-impérialiste", faisant ainsi de ceux qu'il torture des partisans de l'impérialisme! En plus d'être tous les deux des "anti-impérialistes" convaincus, Mao et le Shah ont autres choses en commun. Mao s'est aperçu que les méthodes du Shah sont aussi efficaces chez-lui. Le peuple Iranien ne partage pas l'estime de Mao du "radicalisme" et de "l'anti-impérialisme" de son dictateur. Ainsi quand le peuple iranien crie: "A bas le Shah!", Mao répond par: "Vive le Shah!" Un drôle de marxiste-léniniste...

libération

Vol. 3 No. 7 (25) août-septembre 1973 25 cen

Les trotskystes interdits en France! (page 16)

LES LIENS ENTRE LAPORTE ET LA PÈGRE:

LA GANG À BOURASSA MISE À NU!

...SYMPTÔME DU POURRISSEMENT DU CAPITALISME

Jeunesse et la drogue/4 L'Eglise catholique et l'avortement/8
Evaluation du congrès de la CEQ/9 J.P. Cannon interviewé/15

Tract de la LJS:

CEGEP: tous ensemble pour imposer nos droits!

La Ligue des jeunes socialistes lance un appel à tous les étudiants pour qu'ils appuient la lutte des étudiants des CEGEPs pour un diplôme valable. Le gouvernement ne veut pas reconnaître les travaux des étudiants de St Laurent et de Maisonneuve, non pour des raisons académiques, mais à cause de la solidarité qu'ils ont manifesté avec la lutte des enseignants contre la déclassification.

Le gouvernement essaie de briser nos tentatives de regroupement pour lutter pour nos droits. Puisque le gouvernement a pour tâche de maintenir l'exploitation de la majorité par une minorité, il ne peut contrôler le mécontentement du peuple qu'en nous tordant le bras par le chantage. On l'a vu à l'UQAM où la menace d'annuler la session a réussi à imposer aux étudiants l'expulsion des étudiants sans argent. Dans les CEGEPs les étudiants ont refusé ce chantage. Leur lutte est un exemple pour nous tous, et exige notre solidarité entière. Cette solidarité encore bien jeune pourrait si elle n'est pas arrêtée, faire trembler le pouvoir sur ses bases.

A Maisonneuve, où l'injonction a été gagnée (pas encore définitivement, car le jugement sera rendu dans deux ans), les requérants voient leur diplôme suspendu jusqu'à ce jugement, et les autres étudiants n'obtiennent pas la reconnaissance des travaux faits pendant le gel, mais plutôt un bulletin-bidon basé sur 50 jours de travail du début de session, où les notes sont souvent plus faibles. A St Laurent l'injonction n'a pas été gagnée, mais de toute façon le tuteur à gages, Beljanin a déclaré (de quelle autorité?) la session annulée.

Les tribunaux qui utilisent l'emprisonnement et qui lancent des injonctions à tort et à travers contre les militants syndicaux et étudiants, sont des instruments tout comme la police et le gouvernement pour mater nos luttes. Toute victoire légale, et il en faut, est une victoire remportée par notre unité dans la lutte. De toute façon, le gouvernement ne respectera pas ses propres lois si nous ne sommes pas assez forts pour imposer ce respect. Notre seul force, c'est notre solidarité, solidarité qu'il faut étendre pendant l'été, pour être prêt à continuer la lutte si cela s'avère nécessaire à l'automne.

Il est bien clair que les enseignants, les étudiants et les travailleurs ne se battent pas pour un bout de papier mais pour la reconnaissance de nos droits. Nous avons un ennemi commun, prenons donc une position commune.

libération

Débat sur la portée des accords au Vietnam

par A. CHARBONNEAU

Au mois de janvier de cette année, le Groupe Marxiste Révolutionnaire (GMR) s'était mis d'accord avec les staliniens de Moscou et de Pékin en tant que partisan des accords de Paris imposés par l'impérialisme sur les Vietnamiens. Les cris de victoire scandaleux de ces tendances de gauche ont été dénoncés par les trotskystes de la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO). Les trotskystes devaient expliquer que les accords représentaient des "concessions arrachées aux ouvriers et paysans vietnamiens, à coup de massacre systématique et de trahison stalinienne". (Libération, no. 20, mars/73)

Tout en défendant le droit des Vietnamiens d'accepter des concessions d'ordre militaire ou géographique s'ils les jugeaient nécessaires, la LSO expliqua que les socialistes dans les autres pays qui ne se trouvaient pas sous les bombes, devaient profiter de cette liberté d'action pour dénoncer toute condition imposée aux Vietnamiens, toute entrave au droit des Vietnamiens à l'autodétermination nationale, toute reconnaissance de la division du Vietnam et toute présence de troupes impérialistes (comme celles du Canada) ou d'autres troupes chargées de maintenir la "paix" sous forme de la dite Commission Internationale de Contrôle et de Surveillance (CICS).

En ce qui concerne le principe socialiste de l'indépendance politique des ouvriers, la LSO insistait sur la nécessité de dénoncer tout programme de front populaire et toute idée de "gouvernement de réconciliation et de concorde nationales" incluant le régime de Thieu et les forces de libération. Pour la LSO, il fallait combattre toute tentative des pacifistes et des staliniens de détourner la lutte anti-guerre de son but original -- le retrait de toute troupe étrangère et l'auto-détermination complète -- vers une campagne illusoire pour la signature de Nixon sur un chiffon de papier.

Depuis la publication, en janvier, par le GMR d'un tract intitulé "Nixon doit céder!", où on affirme que la signature des accords "signifierait un gigantesque pas en avant" pour la révolution vietnamienne, le GMR s'est vu obligé, par les événements au Vietnam et par les critiques de la LSO, de contredire ses propres mensonges sur les accords de Paris, sans pour autant modifier son programme fondamental qui tourne encore autour du "respect" des accords.

Si en janvier les révolutionnaires vietnamiens étaient "peut-être à la veille de remporter une importante victoire politique", le GMR se rend compte en mai (La Taupe Rouge, no. 5) que le "gouvernement américain n'est pas prêt d'abandonner son rôle de défenseur des intérêts capitalistes", que la "résolution de la lutte ne s'annonce pas dans un prochain avenir", et qu'il était tout à coup "difficile de prévoir comment se dérouleront les événements en Indochine". Le GMR a découvert que Nixon n'abandonnera pas "si facilement sa lutte contre le communisme", une vérité élémentaire que la LSO soulignait en janvier en expliquant que les accords de Paris laissaient en place au Sud-Vietnam, le régime pro-impérialiste des capitalistes et des propriétaires fonciers.

Si en janvier il existait "une situation de double pouvoir" où on s'attendait à la désintégration probable des appareils militaires et administratifs fantoches", en mai il s'agit "en fait d'une situation quasi-fasciste" au Sud-Vietnam, marquée par "l'armément accéléré des armées fantoches"! En janvier le GMR vantait les grands avantages des accords, accords "rendus possibles par l'évolution extrêmement favorable du rapport des forces en Indochine même", et qui allait créer "des conditions qui faciliteraient la lutte révolutionnaire de masse..."

Le GMR avait peu de difficultés à répandre cette évaluation favorable des accords, accords qui permettaient à l'impérialisme américain de désamorcer le mouvement anti-guerre, vu que même Mitchell Sharp, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada en était convaincu: "Nous avons accueilli cet accord avec satisfaction. Nous le con-

au Vietnam

sidérons comme une entente valable, qui prévoit une base de paix aussi saine et aussi honorable qu'il était possible de négocier. Si les parties décident de l'appliquer, et nous espérons..."

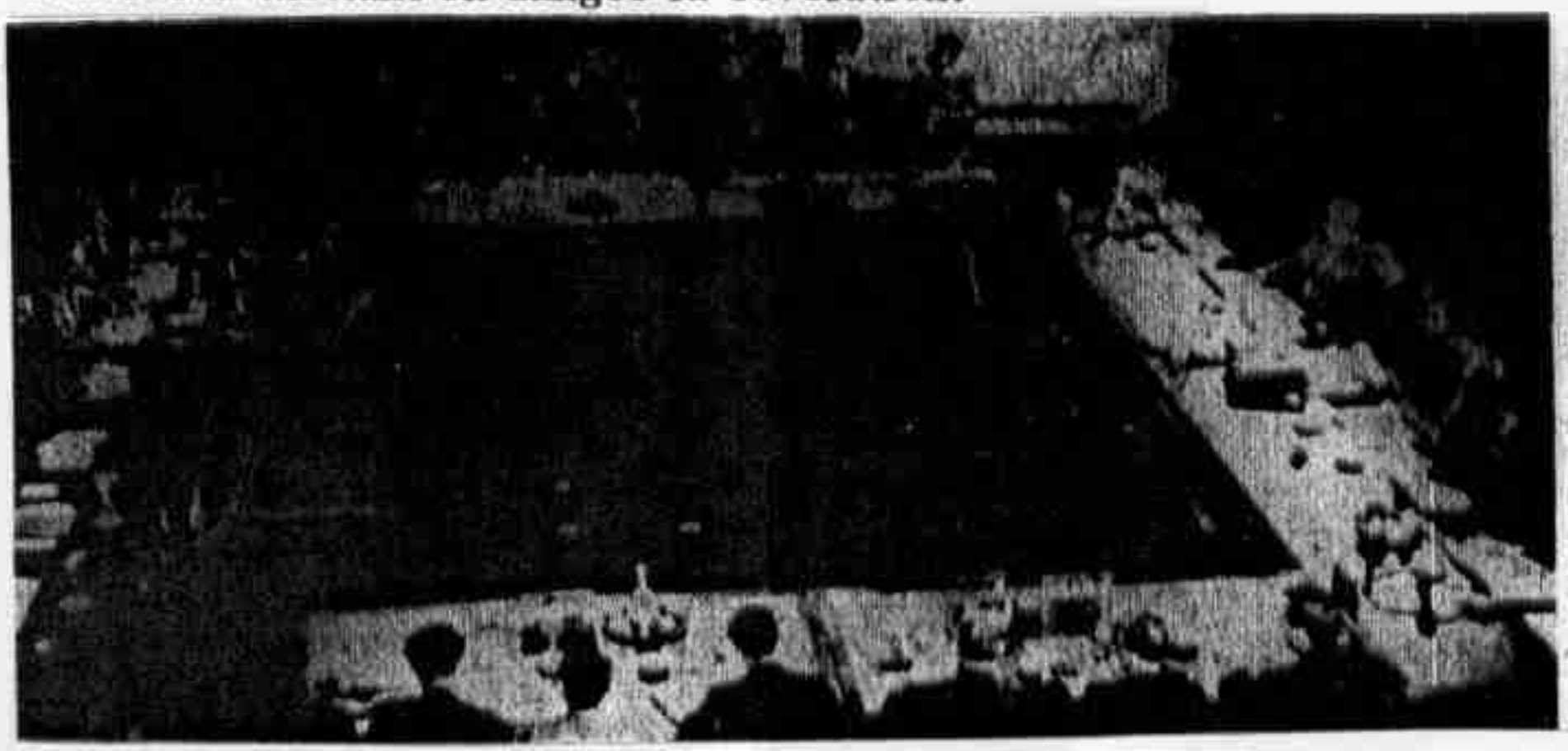
En mai, pour la première fois, le GMR nous fait part de nouvelles informations: que les accords ont "pu imposer des limites à la lutte révolutionnaire" et que les "accords ont été arrachés de force aux Vietnamiens" !

Comment, des dits "marxistes révolutionnaires", peuvent-ils justifier la mise en avant d'un programme qui a comme première revendication (voir tract du GMR du 20 janvier) "Signature immédiate des accords!", alors que ces mêmes accords imposaient des limites à la lutte révolutionnaire, et avaient été arrachés de force aux Vietnamiens?

Comment le GMR pouvait-il violer le droit des Vietnamiens à l'autodétermination en acceptant que Nixon avait le "droit" d'imposer des conditions, et en les acceptant eux-mêmes? Comment le GMR pouvait-il exprimer une telle confiance en Nixon et en la valeur d'une signature d'impérialiste, jusqu'au point d'exiger cette signature de bandit comme première revendication de son programme?

N'est-ce pas curieux que des "marxistes révolutionnaires" ont exigé la signature du projet d'accord en neuf points alors que ces mêmes accords cherchaient l'établissement d'un gouvernement de coalition entre capitalistes et ouvriers, et invitaient des troupes impérialistes du Canada à "maintenir la paix"?

Le programme du GMR sur la guerre au Vietnam ne coincide donc point avec les intérêts et les besoins des masses ouvrières et paysannes vietnamiennes. Au lieu de poursuivre le combat à la défense de la révolution vietnamienne, en revendiquant, comme le fait la LSO, le retrait immédiat de troupe impérialiste et autres de la CICS, l'autodétermination complète pour les Vietnamiens, et une fin à la complicité du Canada; le GMR, malgré ses tergiversations, ne fait qu'exiger le "respect" d'accords mettant en danger la révolution.



libération

La Ligue Communiste interdite en France :

Pompidou se lance contre les révolutionnaires!

par MANON LEGER

Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur français faisait approuver par le conseil des ministres du 28 juin dernier, la dissolution de la Ligue Communiste (LC), section française de la Quatrième Internationale trotskyste.

Alain Krivine, secrétaire général de la LC était interpellé à son domicile le 29 juin par la police judiciaire et conduit Quai des Orfèvres pour interrogatoire. Krivine, gardé à vue, est maintenant sous arrêt, inculpé d'infractions à l'article 314 du code pénal, à savoir la fameuse "loi anti-casseurs".

Egalement emprisonné est Pierre Rousset, un membre du Comité Central de la LC. Son crime est celui d'avoir été présent au local de la LC, le 22 juin, au moment où les policiers procédaient au saccage des locaux.

La répression gouvernementale s'est toutefois heurtée à une opposition très large regroupant nombre de personnalités importantes et d'organisations politiques se déclarant contre l'interdiction de la LC, et pour la libération immédiate de Krivine et Rousset. Les partis ouvriers de masse, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, ont publié des déclarations en appui aux droits démocratiques de la LC et ont passé à organiser la défense dans le cadre d'un comité national contre la dissolution de la LC.

Parallèlement à la campagne de défense en France, des actions contre la dissolution de la LC ont eu lieu dans toute une série de pays en Europe, en Amérique du Nord, etc. A Montréal, une ligne de piquetage a été organisée le 29 juin, devant le consulat français, suite à l'appel de la Ligue Socialiste Ouvrière, la Ligue des Jeunes Socialistes et le Groupe Marxiste Révolutionnaire.

Les trotskystes de la LSO et de la LJS travaillent aujourd'hui avec d'autres forces syndicales et de gauche, en vue de constituer un comité de défense le plus large possible, qui poursuivra la campagne pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste; pour la levée de toutes les inculpations des militants de la LC et de tous ceux qui pourraient être inculpés à la suite de la manifestation anti-fasciste du 21 juin; et pour la libération immédiate de Pierre Rousset et Alain Krivine.

Cette initiative est déjà soutenue par Michel Chartrand, président du Conseil des Syndicats nationaux de Montréal; Henri-François Gautrin, président du Nouveau Parti Démocratique du Québec; Henri Gagnon, dirigeant du Conseil du Travail de Montréal de la FTQ; François Lalonde, président du Front Etudiant Québécois; et plusieurs autres individus.

C'est pour encourager cette campagne de défense des droits démocratiques en France, que nous publions ici la déclaration de la Quatrième Internationale, adoptée par son Secrétariat Unifié le 10 juillet. La LSO et la LJS sont affiliées à la Quatrième Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938.

Alain Krivine est un des dirigeants arrêtés de l'ex-Ligue Communiste, section française de la Quatrième Internationale, et ancien candidat à la présidence .

libération

Déclaration de la Quatrième Internationale

La dissolution de la Ligue Communiste, les arrestations d'Alain Krivine et de Pierre Rousset, les perquisitions, les saccages des locaux de l'impasse Guéménée, ne constituent pas des incidents fortuits, contrastant avec une situation par ailleurs normale. Ce sont des actions délibérées du pouvoir bourgeois face à une montée de la lutte de classe en France et plus généralement dans d'autres pays d'Europe occidentale. Personne n'a été dupe de la fausse symétrie opérée par le gouvernement français en dissolvant simultanément la Ligue Communiste et l'organisation pro-nazie Ordre Nouveau. Le gouvernement français avait permis et fait protéger par la police le meeting raciste organisé par Ordre Nouveau le 21 juin à la salle de la Mutualité. Il avait permis aux bandes fascistes d'apporter leur armement dans cette salle; il fit accompagner ces mêmes bandes à la fin du meeting lorsqu'elles ramenèrent ce matériel à leur siège. Il a été également mis en lumière que le dispositif policier opposé à la contre-manifestation avait été conçu de manière à entrainer des pertes sérieuses à la police et tous les démentis officiels sur ce sujet n'ont convaincu personne. La machination gouvernementale avait par conséquent les buts suivants: d'une part pouvoir frapper la Ligue Communiste, d'autre part renforcer au sein de la police un syndicat indépendant favorable au fascisme, au détriment du syndicat autonome, majoritaire dans la police, et s'opposant de plus en plus à la conception de l'actuel ministre de l'intérieur sur le maintien de l'ordre.

L'appel de la Ligue Communiste à une contre-manifestation anti-fasciste ne visait aucunement à engager des combats de rue, une guerilla urbaine, dans laquelle l'avant-garde révolutionnaire se substituerait à une manifestation de masse de la classe ouvrière. Au contraire, l'action de la Ligue Communiste avait pour but d'attirer l'attention des travailleurs contre le danger fasciste potentiel grandissant à l'ombre de la complicité gouvernementale et de montrer que le seul moyen de vaincre le fascisme réside dans une défense adéquate et organisée de la classe ouvrière et non dans de vains appels à l'Etat bourgeois. L'organisation Ordre Nouveau aux effectifs et à l'auditoire réduits, ne constitue que la pointe avancée du fascisme. Derrière elle se profilent des menaces plus inquiétantes, en premier lieu les prétendus syndicats de la CFT appuyés par le patronat pour semer la terreur dans certaines entreprises (voir Peugeot à St-Etienne, Citroen,...). En outre, le processus actuel de décomposition de l'UDR donne lieu à des phénomènes troubles, à des manifestations de racisme et d'anti-sémitisme, dans lesquels commence à s'accumuler un potentiel fasciste qui, ultérieurement, pourrait donner lieu à une menace de masse. Le gouvernement constitué par Messmer au lendemain des élections s'efforce de rassembler les énergies d'une bourgeoisie en décrépitude en face d'une puissante montée des masses laborieuses à la recherche d'une solution socialiste à la crise du régime capitaliste.

En moins de 6 mois, une succession de mouvements de masse a montré que l'UDR n'avait obtenu aux élections qu'une victoire à la Pyrrhus. Lycéens et étudiants sont descendus dans les rues par centaines de milliers, mettant en cause la fonction de l'armée capitaliste. Des dizaines de milliers de femmes, soutenues par l'écrasante majorité de la population ont bafoué l'ignoble loi contre l'avortement. Les intellectuels, les artistes, se sont dressés contre "l'ordre moral" proclamé par le ministre des affaires culturelles. Enfin et surtout,

LIBERATION, août-septembre 1973

...répression en France

dans toutes les régions de France, la classe ouvrière -- depuis les OS et en particulier les travailleurs immigrés, jusqu'aux ouvriers les plus qualifiés -- se dresse non seulement pour de meilleures conditions de travail et d'existence, mais contre l'ordre capitaliste. Un moment endiguée par l'espoir d'une victoire électorale de "l'Union de la Gauche", la montée des masses se manifeste avec une vigueur de plus en plus grande.

L'exemple le plus éclatant, le plus riche de signification, qui a acquis un retentissement national, est celui que donnent les ouvriers de Lip à Besançon. Menacés de licenciements en raison de la faillite annoncée de cette entreprise, les travailleurs de chez Lip ont commencé par mettre de côté un important lot de montres en garantie du paiement de leur travail, puis ils ont décidé de fabriquer et de mettre en vente au prix de revient de nouvelles montres. Ainsi fonctionne désormais, en violation ouverte du code bourgeois, une usine sans patron, dont l'outillage et les matières premières sont utilisées par les travailleurs, les montres produites vendues -- le tout au milieu de la sympathie générale des travailleurs de France. Quelques milliers d'hommes et de femmes ignorent ainsi la propriété capitaliste, l'autorité patronale, le code bourgeois, et le gouvernement ne fait rien dans ce domaine par crainte de provoquer une explosion sociale.

C'est dans de telles conditions qu'il a décidé son opération contre la Ligue Communiste dont les progrès, bien qu'encore faibles, l'inquiétaient. Par une opération en quelque sorte préventive, il s'agissait de frapper l'organisation d'extrême-gauche la plus forte et ce avec l'espoir qu'elle se trouverait isolée des masses, assurant ainsi le succès de l'opération.

Le calcul du gouvernement français a échoué sur toute la ligne. Il n'a fallu que quelques jours pour que le traquenard soit démasqué, pour que le danger fasciste et la complicité gouvernementale apparaissent au grand jour. Et, ce qui est de loin le plus important, tout le mouvement ouvrier, et avec lui de larges couches démocratiques, ont dénoncé la manoeuvre gouvernementale et pris la défense de la Ligue Communiste et de ses militants. Jamais encore une telle unanimité ne s'était manifestée en France: PCF et Parti Socialiste, CGT, CFDT et FO, FEN, Ligue des Droits de l'Homme, qui n'avaient pas réagi à l'annonce de la tenue du meeting raciste, et les formations d'extrême-gauche ont pris fait et cause pour la Ligue Communiste. Qui aurait pensé il y a quelques semaines encore que le PCF, par son quotidien l'"Humanité", mènerait une campagne intense et enverrait Jacques Duclos pour intervenir en son nom dans un meeting contre la dissolution de la Ligue Communiste ! En termes rageurs, le ministre de l'intérieur a exprimé à la télévision sa fureur face à la mobilisation générale qui s'est faite contre cette agression. Enfin, des milliers d'hommes et de femmes ont compris la leçon qu'avait voulu donner la Ligue Communiste, à savoir que la lutte contre le fascisme ne pouvait se limiter à une dénonciation politique mais impliquait une action prolétarienne, y compris une lutte physique, pour briser un tel danger dans l'oeuf.

Le mouvement ouvrier et les masses laborieuses de France ont répondu avec une unanimité rarement vue dans le passé. Internationalement, des manifestations de solidarité se sont produites, notamment dans les pays d'Europe voisins de la France, où l'exemple de Mai 68 a eu les plus grands échos et où l'on saisi de la façon la plus claire l'enjeu de la situation. Les calculs du gouvernement français ont été déjoués, mais la répression n'est pas enrayée. La Ligue Communiste reste encore dissoute, Alain Krivine et Pierre Rousset sont encore en prison, de nombreux militants trotskystes sont poursuivis. La solidarité doit donc se poursuivre en France et internationalement pour imposer l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste et la libération des emprisonnés, pour assurer la pleine libérté d'expression, d'organisation et de manifestation des organisations révolutionnaires, en particulier pour qu'aucune atteinte ne soit portée à la parution de la presse trotskyste, pour annuler toutes les mesures anti-démocratiques que le gouvernement français a prises depuis Mai 1968.

Mais la lutte ne peut trouver sa fin dans le rétablissement des libertés qui ont été piétinées par l'arbitraire gouvernemental. C'est vers de grandes épreuves de force que s'oriente la lutte des classes en France. La lutte pour faire reculer la répression gouvernementale sera, pour l'avant-garde révolutionnaire internationale, le point de départ pour préparer les travailleurs à ces grandes épreuves dans lesquelles ils auront à affronter des forces capitalistes rendues d'autant plus féroces qu'elles sont le dos au mur et défendront par tous les moyens leurs profits et leurs privilèges.

Le Secrétariat Unifié de la IV Internationale assure de sa solidarité totale les militants de France victimes de la répression. Le mouvement trotskyste en France, créé en 1929, a connu bien des vicissitudes. Il a traversé avec courage l'épreuve sanglante de l'occupation nazie et du régime de Pétain. Déjà dissous au lendemain de Mai 68, il ressurgit beaucoup plus puissant l'année suivante avec la création de la Ligue Communiste. La nouvelle épreuve -- personne n'en peut douter -- se terminera par de nouveaux progrès de la IV Internationale en France.

Front Unique pour libérer Alain Krivine et Pierre Rousset! Front Unique pour imposer l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste ! Front Unique pour briser la répression ! Vive la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière de la jeunnesse, des masses laborieuses de France pour un gouvernement des travailleurs jetant les bases d'une société socialiste !

libération

Robert Lemieux condamné à la prison!

17 JUILLET/73: Coup de tonnerre à l'occasion du quatrième procès de Jacques Rose qui se déroule depuis plusieures semaines aux assises criminelles. Après que son "client", J. Rose se soit vu reconnaître coupable "d'avoir été complice", après le fait, avec son frère, Paul Rose, pour enlèvement de Pierre Laporte (et oui, celui qui fréquentait les caids de la pègre), Me Robert Lemieux est également condamné à 30 mois de prison par cette même cour bourgeoise, et est jetté, sur le champ, menottes aux poignets, en cellule. Il n'a pu dire un seul mot en sa défense.

Le Juge Guy Mathieu, de la Cour du Banc de la Reine, accuse, et l'a condamné pour cela, Robert Lemieux de neuf outrages au tribunal qui auraient été commis au procès de J. Rose.

Cette attaque brutale contre le défenseur des arrêtés d'Octobre 70, dont J. Rose, qui lui risque 14 ans de prison, démontre, malgré tous les acquitements, que le gouvernement cherche toujours à frapper dur les militants qui s'opposent au statu quo. Même les onze jurés à ce 4e procès se sont plaint et ont rendu public une longue lettre dans laquelle ils dénoncent l'espionnage et les pressions de la part de la police et des autorités, dont ils sont victimes.

Dans une conférence, Me Nicole Daigneault, qui travaille en collaboration avec Robert Lemieux, a déclaré que les témoignages d'amiété et de solidarité, provenant de tous les coins de la Province, ne cessent d'affluer. Actuellement une cinquantaine d'avocats, plusieurs représentants du mouvement ouvrier, tels Marcel Pépin et Louis Laberge, ainsi que des organisations de gauches, appuient Robert Lemieux et demande sa libération immédiate. En dernière minute nous apprenons que Me Lemieux est libéré sur parole et que son procès est fixé à la fin de juillet.

Résolution de la LSO/LSA:

Bilan de la montée ouvrière du printemps 1972

(Nous publions ici des extraits de la résolution politique sur le Québec, adoptée au congrès bi-national d'avril de la Ligue Socialiste Ouvrière/ League for Socialist Action (affiliée à la Quatrième Internationale). Il s'agit d'extraits de la section qui porte sur les grèves du printemps 72. La résolution dans son ensemble sera bientôt publiée sous forme de brochure par les Editions d' Avant-Garde, 226 est, rue Ste-Catherine, Montréal 129 -- NDLR)

La résistance acharnée des patrons et des politiciens bourgeois lors du conflit à La Presse reflète les difficultés croissantes de l'économie du Québec aggravées par l'oppression nationale. La bourgeoisie et l'Etat québécois tentent de faire supporter par les travailleurs le coût de ces difficultés, essayant de diminuer le salaire réel des travailleurs et leur niveau de vie. Au début de 1972, le gouvernement québécois tenta de faire montre de la même intransigeance face aux travailleurs du secteur public et parapublic (enseignants, travailleurs d'hôpitaux, employés d'Etat), espérant qu'une défaite de ces travailleurs exercerait une forte pression sur les travailleurs du secteur privé, particulièrement dans la petite industrie et les services là où la bourgeoisie nationale est concentrée.

Tous les membres de la CEQ, la moitié des membres de la CSN, ainsi qu'une grande partie de ceux de la FTQ se sont rangés de l'autre côté lors de cette épreuve de force critique. La grève des 210,000 employés du secteur public et parapublic, d'avril 1972, fut la plus grande grève dans l'histoire du Québec et même du Canada. Etant limitée à un secteur particulier de la force ouvrière, la grève n'était pas "générale" au sens classique du terme, mais ce fut la première grève qui unissait tous ces travailleurs employés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec.

Les travailleurs ont fait table rase de leurs divisions, intersyndicales, interprofessionnelles ou inter-métiers traditionnelles avec la formation du Front Commun du secteur public. Ils étaient les éléments les plus militants et les plus politisés de la classe ouvrière québécoise. --nouvellement organisé, relativement expérimenté et bien éduqué malgré leurs bas salaires avec une proportion de femmes de plus de 50%. Beaucoup étaient de récents diplômés de CEGEP ou d'université, centre du nationalisme et de la radicalisation.

Alors que les syndicats mettaient de l'avant des revendications économiques communes--principalement une augmentation de salaires de 25% sur trois ans, un salaire minimum de $100 par semaine et une pleine sécurité d'emploi--la grève, en tant que confrontation importante avec le gouvernement, a atteint un haut niveau politique de par ses implications. Les travailleurs du secteur public défiaient la "politique de revenu" de Bourassa et paralysaient la marche de l'appareil étatique québécois.

En dépit de la force de frappe massive des syndicats impliqués, malgré la sympathie populaire envers les grévistes, le gouvernement a pu laisser faire la grève et après 11 jours il y mit fin en faisant passer la loi d'urgence 19 à l'Assemblée Nationale, donnant pouvoir au gouvernement de régner sur les travailleurs par décret.

La direction du Front Commun n'a pas su projeter une stratégie politique--laquelle aurait inclu des mobilisations massives des membres dans des actions unies afin d'approfondir la lutte et de se renforcer, une information complète sur les progrès des négociations, un appel de solidarité aux autres secteurs de la société du Québec (étudiants, travailleurs du secteur privé, etc...). Surtout, l'approche routinière de la grève comme une lutte tout simplement économique signifiait que sur le plan politique, le seul où une telle confrontation peut être résolue, les travailleurs manquaient de ce seul instrument capable d'exprimer leurs intérets.

Le gouvernement, reconnaissant cette faiblesse, se contenta de laisser la grève s'essoufler, publiant sa propagande à forte dose à l'effet que les malades dans les hôpitaux souffraient, que les assistés sociaux crevaient de faim en attendant leurs chèques, etc...suivie d'injonctions brutales, de sentences d'emprisonnement contre les contrevenants, et ultimement, la loi d'urgence obligeant le retour au travail. Les grévistes, non préparés à cette nouvelle situation, furent forcer d'y obéir.

La montée de mai

Cependant, la combativité de la classe ouvrière du Québec n'a pas été fondamentalement abattue par cette défaite. Quand le gouvernement, se trompant sur l'étendue de sa victoire, entreprit des procédures judiciaires pour imposer des amendes vengeresses contre les syndicats du secteur hospitalier et obtenir l'emprisonnement des dirigeants syndicaux pour avoir défier les injonctions, une vague d'indignation se répandit parmi la classe ouvrière québécoise, indignation qui a atteint son point culminant quand une sentence d'un an de prison fut imposée aux trois dirigeants du Front Commun. Le jour de l'incarcération des dirigeants, les travailleurs ont massivement débrayé à travers-tout le Québec.

Près de 100,000 travailleurs se mirent en grève pour une période qui dura neuf jours, dans une explosion spontanée de colère et d'opposition à l'offensive du gouvernement contre le syndicalisme. C'était une grève illégale à l'échelle nationale, et le plus significatif en cela était le fait que cette action fut entreprise sans la participation des dirigeants syndicaux officiels, à part quelques responsables au niveau local. Un grand nombre de travailleurs du secteur privé qui n'avaient pas bougé en avril rejoignirent les travailleurs du secteur public qui allaient en grève pour la deuxième fois. Comparée à celle d'avril, la grève de mai a montré un plus haut niveau de militantisme, d'auto-organisation, et de conscience. Ce fut, de plus, une grève directement politique avec des buts au-delà des questions économiques: libération des chefs syndicaux et le retrait des lois d'urgence.

Avec l'entrée d'un grand nombre de travailleurs industriels dans la lutte, des industries importantes furent fermées de même que des régions entières du Québec étaient sérieusement paralysées.

Le mouvement a atteint un point extrêmement élevé. A Sept-Iles les travailleurs se sont rendus complètement maîtres de la ville; les manufactures, les mines, les magasins furent tous fermés. Les syndiqués décidaient quel magasin serait ouvert. On a élévé brièvement des barricades sur la seule route menant à la ville et l'aéroport fut fermé pendant un certain temps. Le rapport de forces était tellement favorable aux travailleurs que la force policière de la ville qui est d'environ 100 policiers est restée hors de vue. Durant quelques jours la ville est restée virtuellement aux travailleurs. Des assemblées de grève, qui réunissaient des masses de travailleurs, furent tenues quotidiennement afin de prendre les décisions sur les questions clés. Un journal de grève, quotidien, fut publié. Le conseil de ville, virtuellement impuissant, fut obligé de se réunir et de passer des résolutions en faveur des grévistes contre sa volonté. La station de radio était entre les mains des grévistes. Dans cette courte période de quelques jours, l'expérience de Sept-Iles a démontré comment une situation de double pouvoir se développe et en

(suite à la page 11)

(suite de la page 10)

quoi consiste certains de ses aspects.

A travers la nation, une des premières actions de la part des grévistes fut l'occupation des postes de radio et télévision. Les grévistes commencèrent à diffuser la véritable image de la révolte et de ses causes. Plus de 12 stations furent prises. Par cette action les travailleurs ont montré une grande compréhension du rôle crucial d'une information véridique et à jour, dans la construction du mouvement, des moyens de coordination, et de la nécéssité de rejoindre et de convaincre le public en même temps qu'ils avaient une perception aigue du caractère mensonger des moyens d'information contrôlés par les patrons. Des lignes de piquetage mobiles, dans un geste de sympathie avec la grève, ont obligé les quotidiens montréalais à fermer leurs portes pour une journée.

Des exemples d'auto-administration surgirent. A l'Institut Albert-Prévost, un hôpital psychiatrique, le personnel médical et de soutien expulsa l'administration et commença à administrer l'hôpital lui-même en collaboration avec les patients.

Reflétant indirectement la puissance de la grève, une scission se manifesta ouvertement au sein du gouvernement Bourassa; deux ministres menacèrent de démissionner, l'un d'eux allant jusqu'à mettre en doute publiquement la possibilité que le gouvernement puisse rencontrer les exigeances des travailleurs à l'intérieur des priorités et des restrictions budgétaires imposées par Ottawa et le régime fédéral.

En tant qu'action massive et spontanée, Mai ne pouvait manquer d'exprimer la colère générale des travailleurs québécois. Elle catalysa leur frustration et leur ressentiment face aux bas salaires, aux conditions de travail exécrables et à l'oppression nationale.

Sans une direction générale la grève a finalement pris fin. Cette expression de masse de l'indignation des travailleurs a obligé le gouvernement à faire des concessions significatives. Il ignora son propre décret d'avril afin de réouvrir les négociations et vers la fin de l'automne 1972 accorda la formule de sécurité d'emploi et les $100 de salaire minimum (pour 1975). Néanmoins ces gains sont loin de rencontrer les revendications originales des travailleurs.

Le mouvement de grève d'avril-mai, la plus importante lutte de classes dans l'histoire du Québec, fut une expérience riche de leçons et laissera son empreinte sur les luttes de classes à venir. Plus que n'importe quoi d'autre, ce mouvement a démontré le militantisme, le caractère explosif et la puissance de la classe ouvrière au Québec - son potentiel révolutionnaire. Le Globe and Mail de Toronto, ce porte-parole sagace de la bourgeoisie canadienne, a vite reconnu ce danger quand il déclara en mai:

"Alors que les déclarations passées des dirigeants du Front Commun furent assez alarmants, l'image la plus troublante de la situation présente est l'évidence qu'elle présente de la profonde pénétration de leur idéologie dans les couches inférieures de la direction et chez les syndiqués de la base en général au Québec. Les grèves et la violence se sont largement répandues et le nombre de participants est considérable. Nous sommes témoins de la montée d'une troisième force politique au Québec, une force hors des structures politiques normales de gouvernement et d'opposition; une force qui vise en fait à la déstruction de ces structures. Ce potentiel est extrêmement dangereux et il devra être contenu et désarmé par les autorités légitimes." (souligné par nous)

libération

Argentine:

Péron tente de calmer la mobilisation de masse

par DENIS ROBERT

Une vague d'occupation déferle sur l'Argentine. La fièvre occupationniste atteint les stations de radio, les écoles, les hôpitaux, les établissements industriels, les bureaux du gouvernement, etc...

A Buenos Aires, une conserverie a été occupée par les travailleurs qui réclament le ré-engagement de travailleurs congédiés pour activité syndicale, l'achat d'une ambulance, une assistance médicale disponible à tous moments et que les employés engagés sur une base temporaire soient engagés sur une base permanente.

Le jour suivant, les cheminots occupaient les bureaux de la compagnie de chemins de fer San Martin et Mitre, exigeant que les travailleurs de la base se voient offerts des positions comportant des responsabilités et que les travailleurs congédiés pour activités politiques soient ré-engagés.

L'occupation des postes de radio a été un point commun de ces actions. On occupe partout, que ce soit à Rosario, à Mar del Plata, Buenos Aires où ailleurs, les travailleurs, déçus par l'immobilisme des autorités péronistes, passent à l'action.

Lors de son arrivée en Argentine, Péron fut accueilli par une foule enthousiaste. Deux millions de personnes, selon les estimés officiels s'étaient déplacées pour accueillir le "leader absolu de la nation". Mais, la fête ne s'est pas déroulée comme prévu. Une fusillade éclata qui laissa 34 morts et 400 blessés sur l'aéroport d'Ezeiza. Ce qui révèle les contradictions sociales aigues qui secouent l'Argentine sous le nouveau gouvernement Péroniste.

Devant cette montée du militantisme ouvrier, les autorités, prudentes, prennent une attitude circonspecte. Elles ne se servent pas encore de la force bien que l'armée est intervenue pour empêcher que la station de radio de Paso de los Libres ne soit occupée. Néanmoins, on pouvait sentir un certain malaise au sein des dirigeants qui craignent que la situation ne devienne incontrôlable. Des mesures de sécurité imposantes ont été prises pour protéger le Palais de Justice, par exemple.

La mobilisation croissante des travailleurs argentins limite considérablement les possibilités de manoeuvre de la bourgeoisie par ailleurs passablement éculées.

Les revendications économiques, sociales et politiques des masses argentines vont bien au delà de ce que veut et peut concéder l'ordre bourgeois à Buenos Aires...même paré de la démogagie populiste du nouveau régime.

Les semaines qui viennent vont voir en Argentine, de nouvelles mobilisations massives, mettant en avant d'autres revendications. C'est dans le but de diriger ces explosions spontanées contre le régime bourgeois péroniste, pour transformer la situation pré-révolutionnaire actuelle en Argentine en lutte des travailleurs pour le pouvoir étatique, que le Parti Socialiste des Travailleurs (PST) s'efforce de construire un parti révolutionnaire de masse comme partie intégrante de la Quatrième Internationale trotskyste.

libération

James P. Cannon: LA RADICALISATION DU PASSE ET DU PRESENT

En 1922, James P. Cannon, fondateur du mouvement trotskyste américain, était à Moscou avec Max Eastman (à gauche) et William D. ("Big Bill") Haywood. C'est à Moscou, quelques années plus tard, que Cannon trouva les écrits supprimés de Trotsky, écrits qui le convainquèrent de la justesse des positions de Trotsky.

(J.P. Cannon est le fondateur du mouvement trotskyste américain et occupe aujourd'hui le poste de président honoraire du Socialist Workers Party. Il est également l'auteur de la brochure "Le parti révolutionnaire", disponible à la Librairie d'Avant-Garde à Montréal. Nous publions ici des extraits traduits d'une interview avec Cannon qui eut lieu à son domicile à Los Angeles en Californie en mai 1973. Intitulé "La radicalisation du passé et du présent", le texte intégral de Cannon est publié dans Intercontinental Press du 16 juillet, disponible au prix de $ .50 en écrivant à P.O. Box 116, Village Station, New York 10014 -- NDLR)

par J.P. CANNON

Au début, notre travail se faisait presque exclusivement autour du Parti Communiste. Pour nous, la tâche était la création d'un cadre de révolutionnaires, et tout ce qu'il y avait comme révolutionnaires s'y trouvaient. On se considéra une fraction du parti; non pas un parti autonome, mais un groupe oppositionnel. Et on insistait continuellement sur les grandes questions. Bien sûr, il y avait Trotsky, et la question de la révolution russe et du stalinisme et ainsi de suite. Notre journal était quasiment un journal de cadres, plutôt qu'un journal d'agitation. Il y avait quelques débats et conflits à ce sujet -- quelques-uns d'entre nous voulaient passer directement au travail de masse. Nous n'avions pas les cadres, et les masses n'étaient pas prêtes pour l'action de masse.

Et cela était profitable. Nous avons, peu à peu, construit une sorte de cadre solide. Est-ce que vous vous demandez comment ils se sont tenus ensemble? J'y ai répondu une fois dans un discours de congrès. J'ai dit que les pionniers et les dirigeants de la vieille garde étaient dotés d'une forme particulière d'ignorance. Ils n'ont jamais appris à s'arrêter. Ils n'ont jamais appris à céder. Et cela, ils ne l'ont pas appris jusqu'à ce jour.

(...) Les cadres staliniens étaient partout dans les campus. Vous voyez, les staliniens avaient été très actifs dans les campus, et ils possédaient des organisations étudiantes fortes, construites sur les mots d'ordre anti-guerre et anti-fascistes.

Cela est intéressant du point de vue d'où vous trouvez vos cadres, et de ce que vous faites avec ces cadres. On prend les cadres là où on peut, et on les alloue là où il y a la plus grande nécessité.

(...) L'évolution des années 30 constituait la radicalisation classique dans l'histoire américaine. Cette radicalisation s'est produite sous l'impacte de la terrible dépression, et des souffrances d'une telle envergure que la présente génération peut difficilement le comprendre. Chose intéressante à retenir, je crois, c'est que la radicalisation trouva sa première expression, non pas dans la classe ouvrière, mais dans les cercles intellectuels et littéraires. Le PC avait attiré une grande périphérie de sympathisants et d'amis parmi les intellectuels.

Et plusieurs des jeunes radicaux, recrutés ou influencés par le PC, sont devenus des militants dans le mouvement des chômeurs, un mouvement qui, à l'époque, était beaucoup plus grand et qui avait une audience beaucoup plus large que le mouvement syndical.

Je crois que c'est intéressant à retenir par rapport au débat sur la valeur du grand travail que nous faisons pour recruter des étudiants du collège.

Plusieurs des cadres les plus puissants du PC étaient d'origine collégienne, des gens qui avaient participé à la vie mouvementée des organisations étudiantes -- une vie de débats, de conflits et de manifestations. Ils ont, par la suite, appliqué

leurs capacités au mouvement des chomeurs pour en devenir des dirigeants. Quand la situation économique s'est rétablie un peu, et que quelques emplois s'offraient, ces cadres participaient à l'implantation dans les usines.

Je suis certain que si un recensement était possible à faire parmi les effectifs du PC pendant la grande radicalisation dans les syndicats, on trouverait que plusieurs d'entre eux avaient été recrutés dans les campus ou dans le mouvement des chômeurs.

A ce sujet il importe de ne pas oublier que dans un mouvement militant on s'acquiért certaines capacités, on apprend à fonctionner dans une organisation de masse. Il ne s'agit pas de quelque chose avec lequel on est né, mais de quelque chose qu'il faut apprendre. Et on peut peut-être s'attendre à quelque chose de semblable lorsque la radicalisation atteindra encore la classe ouvrière. Le PC y est arrivé d'une manière sans dessein, mais nous devons en être conscients.

Un camarade jeune qui a appris à confronter des organisations adverses dans les luttes étudiantes et dans les débats, etc., et qui a eu de l'expérience dans le mouvement anti-guerre avec les staliniens, avec les détraqués et avec tout le reste, ce camarade sera d'une très grande valeur quand nous aurons l'occasion de travailler dans un mouvement syndical vivant. Avant tout, lorsque nous parlons d'une orientation syndicale, comme le font certains qui voient cette question comme une panacée, il ne faut pas oublier qu'une petite organisation doit pénétrer dans le mouvement syndical munie d'un plan conscient, et là où elle peut réaliser le plus de gains. Cela s'applique aussi à l'implantation. Voilà ce qu'a fait le PC durant les années 30 et ce qu'on a fait lorsqu'on a commencé à rassembler des cadres formés. Et on ne fait pas toujours de l'implantation là où on veut, mais là où il y a une ouverture.

(...) Pour revenir à cette question de savoir si on devrait avoir une orientation syndicale. Nous ne répondons pas: "Non, il nous faut une orientation étudiante." Nous n'avons jamais modifié notre conception d'un parti prolétarien. Nous ne faisons que recruter là où il y a des ouvertures. Nous ne modifions pas notre idée fondamentale que les cadres vont pénétrer les syndicats. Et nous recrutons des travailleurs en même temps si nous le pouvons. N'est-ce pas une façon plus effective pour y répondre? Certaines personnes étaient pas mal énervées par cette absence d'orientation syndicale, apparemment. Comme si on l'avait laissée tomber, ce qui n'est pas du tout vrai!

(...) ...Nous ne pouvons pas fabriquer la radicalisation des travailleurs; nous ne pouvons qu'attendre son arrivée. Nous pouvons peut-être la prévoir, mais il ne faut pas tenter de la fabriquer ou tenter de dire qu'elle existe si ce n'est pas le cas. Les travailleurs ne bougent pas en Amérique aujourd'hui. Je dirais qu'ils ont une attitude attentiste. Je ne crois pas qu'il s'agit d'une attitude de soumission ou de dispersion comme ce fut le cas au début des années 30. Attendre et regarder. Et les prix montent et les salaires sont gelés constamment -- les travailleurs voient cela. On n'a pas besoin de leur envoyer des communiqués; ils le voient chaque fois qu'ils échangent leur chèque de paie à l'épicerie.

Si en Europe il y a un grand mouvement de travailleurs, ce mouvement aura son influence ici, comme ce fut le cas pendant les années 30. J'ai mentionné comme exemple les travailleurs du caoutchouc, mais la grève avec occupation à Flint, je crois, était une réaction retardée de l'exemple français. Peut-être plusieurs ne l'ont pas reconnu, mais voilà la réalité.

Dans cette période, nous n'allouons pas assez de ressources au problème de confronter nos adversaires dans la lutte pour la direction de la gauche. Nous pouvons profiter du calme, si calme il y a, dans l'activité des masses, comme dans le mouvement anti-guerre, pour passer un peu de temps à régler les comptes avec quelques-uns de ces bâtards qui se disent représentants de la gauche.

Le PC vient en premier, bien sûr. Nous faisons beaucoup dans ce domaine, mais pas assez. Et le ton n'est pas assez dur ni assez méprisant. Il n'y a pas de débat avec les staliniens. Comme vous savez, il ne s'agit pas d'un dialogue entre messieurs ayant des opinions différentes. Il s'agit d'une lutte acharnée de vie ou de mort entre les plus grands traitres jamais vus au monde, et l'avant-garde révolutionnaire. Il s'agit d'un combat, et c'est comme ça qu'il faut le traiter. Il ne faut jamais les lâcher en oubliant l'historique du combat.

(...) Nous ne sommes pas simplement un groupe de bon types dans la communauté radicale dans son ensemble. "Nous essayons tous de réussir, essayons de s'entendre et de coopérer" et ainsi de suite. Non. Nous cherchons à construire notre parti et l'organisation de jeunesse socialiste-révolutionnaire. Nous sommes en faveur de la coopération et des fronts communs sur tous les points d'accord, mais comme vous savez, le front commun tel que défini par Lénine n'était pas simplement une forme de coopération; c'est aussi une forme de lutte. Dans les actions unitaires, nous nous montrons les plus militants et les plus dynamiques et nous nous attirons les travailleurs les plus radicaux. D'autre part, comme c'est le cas d'habitude, les alliés hésitent et nous les fustigeons. Pas pour rompre le front commun, mais pour donner l'exemple.(...)

libération

Vol. 3 No.8 (26) spécial-octobre 1973 25 cents

CHILI: POURQUOI LA DEFAITE DU MOUVEMENT DE MASSE?

L'essor des masses avant le coup d'Etat

par LA REDACTION

Proclamant que sa mission était de lutter pour "la libération de la patrie du joug marxiste", une junte militaire composée de quatre hommes a expulsé le président Salvador Allende le 11 septembre, a pris le contrôle du gouvernement, a déclaré l'état de siège et a imposé la censure et un couvre-feu.

Des descentes chez des dirigeants ouvriers ont commencé. La junte annonça que Allende s'était suicidé et qu'il avait été inhumé. L'agence de Presse Associée rapportait qu'une "liste de dirigeants Socialistes et Communistes bien connus était diffusée et qu'on leur aurait donné l'ordre de comparaître au ministère de la Défense sans quoi ils seraient arrêtés. Plus de 100 membres des partis Communiste et Socialiste étaient arrêtés à Santiago et à Valporaiso, une ville portuaire où des unités navales avaient initié le coup d'Etat tôt hier."

L'offensive contre la gauche a également frappé les exilés se trouvant au pays. Quelques deux milles exilés de la dictature militaire en Uruguay et au Brésil jouissaient de l'asile politique sous Allende comme par exemple, Hugo Blanco, le dirigeant trotskyste du mouvement paysan péruvien.

Tous les aéroports ont été fermés, les frontières chiliennes ont été bloquées et les étrangers qui sont "dans une situation illégale ou irrégulière" doivent se rapporter à la police.

Les corporations américaines touchées par les nationalisations effectuées par le régime Allende, ont réagi aux nouvelles d'une façon tout à fait typique: "Les rapports sur le coup d'Etat ont fait monter le prix du cuivre de 3 cents....à la New York

(suite à la page 2)

les leçons pour la lutte au québec

libération

par ALAIN BEINER

La crise pré-révolutionnaire qui ébranlait le Chili vient de se trancher en faveur de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Cette triste défaite du mouvement de masse vient malheureusement confirmer les prévisions des socialistes révolutionnaires, et dégonfler les illusions très répandues au Québec quant à la possibilité de refaire ici le cas "exceptionnel" du Chili pour parvenir à la libération nationale et sociale. En plus d'apporter leur soutien militant le plus ample à la résistance des masses chiliennes, les militants ouvriers et indépendantistes au Québec ont le devoir d'en tirer les nombreuses leçons qui en ressortent pour l'élaboration d'une stratégie socialiste juste, chez nous.

La montée au pouvoir de l'Unité Populaire à la fin de 1970 reflétait la profondeur de la radicalisation ouvrière qui avait mené à la situation de crise sociale, de division dans le camp de la bourgeoisie et de mobilisation constante, mais le programme et les vacillations conscientes de ce gouvernement de collaboration de classe ont gravement limité cette radicalisation, et ont préparé la voie à la défaite.

Pour les dirigeants des partis Socialiste et Communiste, les deux partis ouvriers de masse qui participaient avec des partis bourgeois (comme le Mouvement d'Action Populaire Unitaire, le Parti Radical, etc.) dans l'Unité Populaire, il était possible de parvenir au socialisme en passant par des étapes graduelles et en faisant bloc avec les secteurs "nationalistes" de la bourgeoisie chilienne. Selon eux, la victoire électorale d'Allende confirmait la possibilité d'une voie essentiellement pacifique et électorale au socialisme.

Cette idée va à l'encontre de toutes les leçons de la lutte de classe depuis 100 ans, des leçons qui prouvent que les capitalistes ne céderont jamais leurs privilèges pacifiquement. Il est impossible pour les travailleurs d'établir le socialisme sans le renversement de l'appareil étatique de la classe capitaliste et sans la mise en place de leur propre appareil, y compris leurs propres organisations de défense armées. L'établissement d'un tel Etat ouvrier exige l'expropriation des capitalistes, autochtones et étrangers, et l'élimination des rapports de propriété capitaliste. Dans une telle lutte, la participation aux élections bourgeoises peut servir seulement de supplement aux mobilisations de masse extra-parlementaires, sous la direction d'un parti révolutionnaire.

Cette perspective était rejetée par les partis réformistes au Chili. L'Unité Populaire n'a pas effectué aucun changement qualitatif, ne mettant point en question les institutions fondamentales de l'Etat ni de l'économie, refusant la mobilisation et l'armement indépendants des masses et laissant ainsi intacts la puissance de la bourgeoisie, son armée et sa police, ses tribunaux, etc. Allende déclarait sa "confiance absolue" en la "loyauté" des forces armées, qui, selon lui, étaient au service du peuple ! Luis Corvalan du Parti Communiste Chilien qualifiait de "signe de méfiance envers l'armée", les propositions d'armer les masses !

L'expérience au Chili confirme non seulement la justesse de l'analyse marxiste de l'Etat et de la nécessité d'une révolution socialiste, mais aussi le caractère traitre et capitulationniste des partis Communistes et Social-Démocrates à l'échelle mondiale. D'où la nécessité de construire une nouvelle direction de la classe ouvrière sous forme de partis autentiquement révolutionnaires, capable de suivre une politique indépendante par rapport à l'ordre bourgeois. Un tel parti aurait pu briser l'emprise réformiste et collaborationniste de l'Unité Populaire sur les masses, en mettant de l'avant un programme de revendications transitoires projetant un pont entre la combativité et les luttes actuelles des masses, et l'établissement d'un Etat ouvrier.

Au Chili, toutes les conditions objectives étaient favorables à une telle victoire: non seulement une économie urbaine moderne et industrialisée et une classe ouvrière extrêmement puissante et combative, mais aussi une radicalisation de la petite-bourgeoisie pauvre et une désorientation et une division au sein de la bourgeoisie. Ce qui manquait c'est un parti révolutionnaire à influence de masse, capable de diriger les masses dans la préparation de leur propre défense, indépendamment de l'Etat bourgeois.

La construction d'un tel parti exigeait une position claire et nette sur la nécessité de l'indépendance politique des travailleurs, et une opposition sans ambiguités ni concessions à la nature réformiste du régime et des forces qui le soutiennent. Il fallait une indépendance totale par rapport à la coalition de front populaire, refusant tout soutien électoral aux candidats de ce front incluant des partis bourgeois et petit-bourgeois.

Pour le Parti Communiste du Québec, il était tout autre. Le régime d'Allende constituait "la base qui permettra aux travailleurs de pousser plus à fond leur prise du pouvoir, qui leur permettra, avant longtemps, d'instaurer le socialisme." (Combat, 22 octobre, 1971) Mais comme nous le voyons aujourd'hui, l'Unité Populaire, comme tout front populaire, préparait plutôt la défaite des travailleurs, en les liant à l'Etat bourgeois et à la tentative d'une fraction de la bourgeoisie de recruter la collaboration des partis ouvriers réformistes à la sauvegarde du capitalisme.

Cette leçon est indispensable à la lutte pour le socialisme au Québec. Les masses ouvrières et opprimées doivent maintenir une indépendance totale par rapport aux partis et à la politique bourgeoise. En aucun cas est-ce que les masses peuvent "utiliser" un parti bourgeois pour avancer leurs intérets, ni exprimer la moindre confiance en de tels partis. En ce sens, l'appui officiel ou officieux des dirigeants syndicaux au PQ bourgeois comporte les mêmes dangers que la politique des réformistes au Chili, et ne peut que désarmer les masses québécoises et les engager à un projet pro-capitaliste. Toute alliance avec quelque parti bourgeois que ce soit ne peut en aucun cas remplacer l'organisa-

(Suite page 2)

libération

(Suite de la page 1)

tion politique propre aux travailleurs.

Assimiler la leçon-clé de la défaite du mouvement de masse au Chili c'est mettre au premier plan la nécessité aujourd'hui pour les centrales syndicales québécoises de rompre avec la politique bourgeoise et de lancer leur propre parti politique, un parti capable d'adopter un programme anti-capitaliste qui avancerait la lutte de classe des travailleurs et des autres opprimés.

Cette lutte pour l'indépendance de classe des travailleurs, prérequise à la victoire de la lutte nationale et socialiste au Québec constitue la pierre angulaire du programme de la Ligue Socialiste Ouvrière et de la Ligue des Jeunes Socialistes. Seules la LSO et la LJS, de pair avec les autres partis de la Quatrième Internationale à travers le monde, ont été capables d'analyser la vraie nature du régime Allende et d'avertir les masses des dangers d'une telle collaboration de classe. Seule la construction de partis révolutionnaires de masse armés du programme de la Quatrième Internationale peut éviter de pareilles défaites dans l'avenir, que ce soit au Chili ou au Québec. C'est dans cette voie que s'engagent la LSO et la LJS.

Les bureaucrates syndicaux et le Parti Communiste du Québec trouvent lamentables le coup d'Etat au Chili et la chute du régime d'Allende -- ils craignent que les masses québécoises en tirent les conclusions que la "voie pacifique et électorale au socialisme" ne peut qu'aboutir à la défaite, et qu'il est illusoire d'aller en guerre contre les capitalistes enmême temps qu'on leur demande de participer au gouvernement.

Pour la LSO et la LJS, au contraire, la justesse de ces conclusions est incontestable, et la vérité est révolutionnaire.

[redacted]

(Suite de la couverture)

Commodity Exchange", selon le New York Times.

Dans l'espace d'une journée quelques compagnies parlaient de reprendre les activités au Chili "si le gouvernement nouvellement établi était réceptif à l'investissement".

Le rôle de l'Impérialisme Américain

David Binder du Times a signalé dans un article intitulé "Les Etats-Unis ne sont pas surpris", que les fonctionnaires américains essaient "d'éviter toute espèce d'idée d'engagement dans le renversement du Président Salvador Allende Gossens."

George Gedda de la Presse Associée écrivait que des observateurs diplomatiques avaient dit qu'ils s'attendaient à ce que Washington, anticipant les accusations selon lesquelles il serait tenu responsable du coup, permettrait un interval décent avant de reconnaître le nouveau régime cela pour éviter une identification trop proche avec la junte naissante."

Des larmes de crocodile ont été versées sur "la tragédie chilienne" même par des porte-parole de l'impérialisme tels le New York Times. La rédaction du New York Times affirmait le 12 septembre "qu'il ne doit y avoir aucune base d'aucune sorte pour laisser soupçonner une intervention étrangère". Mais le fait est que le coup du 11 septembre est l'aboutissement de trois ans de sabotages et de subversion contre le Chili par les Etats-Unis.

Peu après l'arrivée au pouvoir d'Allende en 1970, les Etats-Unis ont coupé les crédits au Chili, de même que la Banque Mondiale et la Banque Inter-américaine de Développement. La seule forme "d'aide" au Chili qui n'ait pas été arrêtée a été l'entrainement des officiers militaires chiliens aux Etats-Unis.

Le blocus économique américain du Chili avait pour but d'étrangler l'économie du pays, de miner la popularité d'Allende, et de préparer le renversement de son régime.

Même avant qu'Allende prenne le pouvoir, l'ITT et la CIA pressaient les Etats-Unis à prendre des mésures pour empêcher son élection, et plus tard sa montée au pouvoir. L'ITT a offert d'aider ce projet avec $1 million.

Comment les Etats-Unis étaient impliqués directement dans l'organisation immédiate du coup, n'est pas connu. Binder rapporte toutefois que "dans certaines conversations il y a trois semaines, des experts américains de la diplomatie et de l'espionnage prédisaient qu'un militaire surviendrait bientôt à cause d'une nervosité croissante dans les forces armées à propos de l'expansion de groupes armés de travailleurs dans des bases autour de Santiago."

Un coup contre les masses

Le renversement d'Allende par les forces armées représente un coup au peuple du Chili et de toute l'A-

Plus de 1000 Québécois sont descendus dans la rue à Montréal le 13 septembre, pour dénoncer le coup d'Etat et pour prouver leur solidarité avec les masses chiliennes.

(Suite page 3)

libération

le bilan des événements au chili

Construisons une vaste campagne de défense contre la répression au Chili!

LIBERATION, octobre 1973/3

(Suite de la page 2)

mérique Latine. La victoire électorale de l'Unité Populaire d'Allende en septembre 1970 a été le résultat d'une montée puissante des masses ouvrières et paysannes chiliennes. Des réformes dramatiques ont été gagnées par cette mobilisation.

Une hausse générale des salaires de 35% a été gagnée. Des nationalisations importantes ont été effectuées et les programmes de réforme agraire ont été accélérés. Des prisonniers politiques ont été libérés et une unité spéciale anti-émeute de la police a été démantelée.

C'était nécessaire de poursuivre ces gains d'une façon révolutionnaire conséquente, ce qui exigeait un parti révolutionnaire de masse, du type léniniste. En l'absence d'un tel parti, il n'y avait aucune force capable d'organiser et de guider les masses paysannes et ouvrières dans une lutte victorieuse pour le pouvoir.

Allende et ses partisans prétendaient que son élection avait ouvert la voie à une transition pacifique au socialisme. Toutefois ceci était démenti par le fait que des partis pro-capitalistes participaient à la formation de l'Unité Populaire. Allende détournait les masses de prendre la voie vers une révolution socialiste. Son cours réel était la collaboration de classe.

Cette politique, qui a marqué les fronts populaires des années 30, a été suivie par les partis Socialiste et Communiste au Chili, les éléments principaux de l'Unité Populaire. Ils sont en grande partie responsables d'avoir rendu possible le coup d'Etat droitier. Suivant cette politique, Allende, et les dirigeants des partis Communiste et Socialiste qui l'ont appuyé, ont continuellement affirmé leur confiance dans l'armée. "Je suis de plus en plus convaincu que les forces armées du Chili sont une expression du peuple et alors sont irrévocablement et essentiellement professionnelles et démocratiques", disait Allende dans un interview publié le 14 février 1971 dans le journal quotidien "Clarin" de Buenos Aires.

Allende a joué un rôle clé en construisant le prestige et le poids politique des forces armées en nommant des généraux à son cabinet durant des périodes de crise. Non seulement est-ce que Allende se trompait sur les forces armées, mais aussi il craignait les masses, surtout ce qu'elles feraient si elles étaient armées.

Le ministre de l'Intérieur José Toha a dit bien clairement dans le même numéro du journal "Clarin" que "le gouvernement réaffirme sa décision de ne pas accepter l'existence de groupes armés d'aucune sorte; les fonctions se rapportant à l'ordre et à la sécurité sont exclusivement sous la jurisdiction des forces armées et des Carabiniers."

Déjà, en avril 1972, Libération soulignait le danger d'un coup d'Etat droitier et proimpérialiste au Chili, l'incapacité d'Allende d'y résister et la nécessité de suivre la voie "de la mobilisation des masses, de la formation de comités d'usine, de paysans, d'étudiants, de soldats et de sous-officiers; de comités de quartier, de milices d'auto-défense, en vue de la prise du pouvoir réelle par la classe ouvrière elle-même. La seule voie est l'organisation et la préparation des masses en vue de résister militairement à toute tentative de coup d'Etat réactionnaire, en vue de l'affrontement inévitable avec la bourgeoisie et ses bandes armées. Et cette organisation ne sera elle-même possible que si les révolutionnaires regroupés dans un parti de combat indépendant de l'Unité Populaire stimulent et étendent les luttes, les occupations, les grèves ouvrières et paysannes, en leur donnant des perspectives politiques claires, ce qui signifie avant tout combattre toutes les illusions sur le caractère de l'Unité Populaire, toutes les illusions sur les voies pacifiques au socialisme."

Allende a fait tout son possible pour bloquer l'armement des masses qui voulaient se défendre au cas d'une tentative de coup d'Etat. En janvier dernier, il a permis le passage d'une loi autorisant l'armée à effectuer des fouilles et à saisir des armes à travers le pays.

Au moment du coup d'Etat le 11 septembre, Allende déclara "qu'un secteur de la marine" s'était révoltée et qu'il "attendait maintenant une décision de l'armée de défendre le gouvernement".

Au Chili, une censure très forte est en effet établie et l'importance du mouvement de résistance n'est pas encore connue. Les commentaires dans la presse capitaliste sont unanimes pour dire que les chefs militaires doivent procéder prudemment et avec du sang-froid pour éviter la guerre civile.

libération

La 4ième Internationale sur la nature du régime Allende

(Nous publions ici des extraits de la résolution adoptée au mois de décembre 1971, par le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste fondé par Léon Trotsky auquel adhère la Ligue Socialiste Ouvrière -- NDLR)

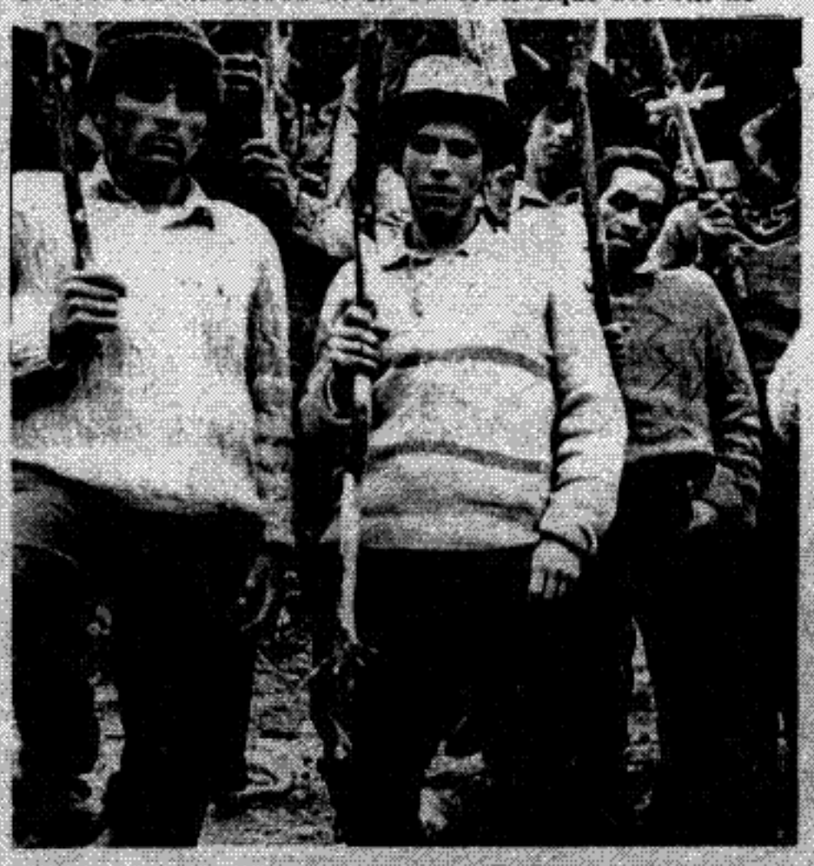
La nature essentiellement réformiste du gouvernement Allende est d'ailleurs conforme avec le programme présenté avant et après les élections. Fondamentalement, ce programme prévoit l'achèvement de la réforme agraire chrétienne-démocrate, la suppression de la mainmise impérialiste directe sur l'exploitation des matières premières, l'étatisation d'une série de secteurs industriels et la nationalisation des banques. Ce programme, s'il était appliqué intégralement, modifierait profondément la structure économique chilienne, les rapports de force entre les classes, la répartition du revenu national et le rôle politique joué par les différentes forces. Mais il n'introduirait pas de changement qualitatif - le Chili resterait un pays capitaliste dominé par la loi du profit intégré dans le système impérialiste mondial.

Dans un pays aux structures économiques et sociales très avancées par rapport au niveau moyen des pays néo-coloniaux, il est plus clair que jamais que la perspective d'une révolution démocratique bourgeoise séparée de la révolution socialiste, n'a pas la moindre justification objective. La seule révolution possible au Chili est une révolution à dynamique socialiste sans aucune solution de continuité et à un rythme relativement rapide. L'émancipation par rapport à l'impérialisme - étant donné la symbiose étroite entre impérialisme et bourgeoisie nationale - ne pourra se concrétiser que par l'expropriation totale de la classe dominante indigène. Toute ambiguité, toute échappatoire à ce sujet aurait des conséquences désastreuses et désarmerait les forces motrices de la révolutionqui doivent acquérir une compréhension claire de ce qu'elles saisissent d'instinct et s'efforcent de réaliser empiriquement.

L'idée qu'une telle dynamique révolutionnaire puisse s'épanouir pleinement jusqu'à l'issue victorieuse sans briser le cadre politique de la vieille société, grâce à une évolution "pacifique" et non par une rupture de l'appareil étatique (administration et establishment militaire) pour repartir sur de nouvelles bases, signifie se tromper délibérement, oublier les leçons de l'histoiresséculaire du mouvement ouvrier, être incapable de saisir la logique implacable de la situation qui se développe dans le pays. Loin d'être une innovation théorique, comme le prétendent les charlatans de tout acabit et ceux qui, par empirisme ou opportunisme, piétinent la méthode marxiste, la conception de la "voie chilienne" n'est qu'un nouvel avatar de l'idéologie réformiste que le marxisme a combattu depuis le début du siècle et qui à des étapes cruciales a déjà fait beaucoup de ravages dans le mouvement ouvrier d'autres parties du monde. Le point essentiel est qu'au Chili le problème du pouvoir n'a été aucunement résolu ni même n'a commencé à l'être. Il ne pourra être affronté effectivement et résolu que par la voie révolutionnaire.

De tout ce qui précède il découle que toute forme de collaboration de classe avec la bourgeoisie ou des secteurs de la bourgeoisie doit être résolument repoussée. Cela implique que les masses chiliennes doivent lutter pour remplacer le gouvernement de coalition de l'UP par un gouvernement ouvrier et paysan d'où soit exclue toute participation de partis ou de groupes qui représentent, ne fut-ce qu'indirectement, les intérêts de la bourgeoisie et d'autres couches d'exploiteurs. Cela signifie que le processus révolutionnaire doit être approfondi et stimulé par la création d'organismes de double pouvoir, d'organismes authentiques de démocratie prolétarienne, issus directement des entreprises, des campagnes, des campamientos, des écoles, et dont les membres soient élus, puissent être révoqués à tout moment et ne jouissent d'aucun privilège matériel.

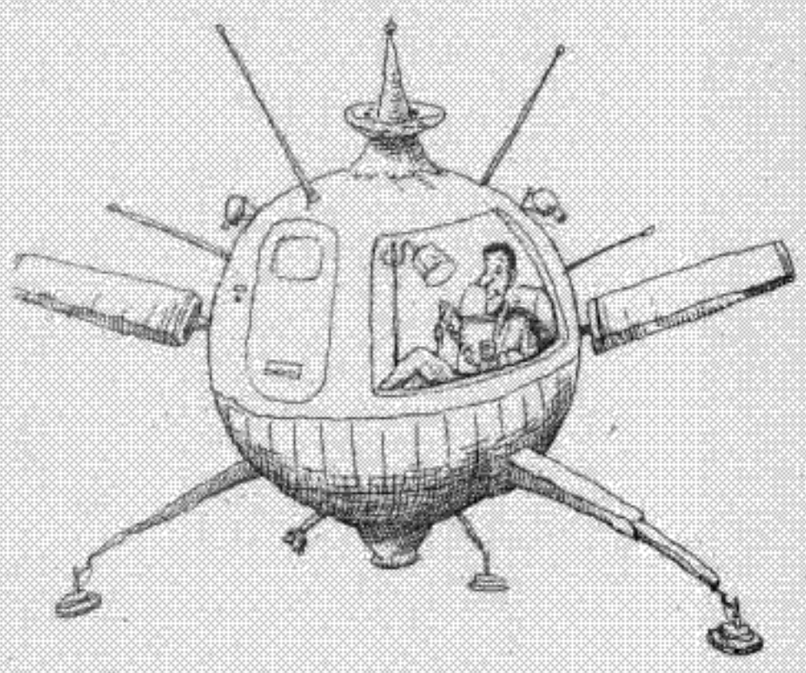
Par ailleurs le Chili ne sera pas une exception



Un des facteurs qui a contribué à la victoire droitière, c'est le refus d'Allende d'aller jusqu'au bout en expropriant les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. Les paysans pauvres, comme ceux dans la photo, se voyaient obligés d'effectuer leur propre réforme agraire en occupant les grandes terres.

historique: le renversement du régime capitaliste ne pourra pas se réaliser sans l'intervention décisive d'un parti révolutionnaire, avant-garde consciente des masses. Les tâches qui appartiennent à un tel parti ne sauraient être déléguées au Parti Communiste. Ce parti, profondément marqué par une longue tradition stalinienne, est l'expression d'une bureaucratie ouvrière autochtone, et de couches du prolétariat relativement conservatrices qui ne se mobilisent pas dans la crise actuelle avec le même dynamisme que la jeune génération. Il maintient toutes ses conceptions traditionnelles, n'ayant rompu sous aucune forme le cordon ombilical qui l'attache à la bureaucratie soviétique. Les tâches du parti révolutionnaire ne sauraient être déléguées non plus au Parti Socialiste. Celui-ci a élargit son audience de masse, notamment parmi les ouvriers des jeunes générations, a adopté dans ses organismes des positions qui le placent à la gauche du PC (Véritable fer de lance du réformisme); mais il n'a pas la structure d'un parti de combat, n'a pas de liens solides et constants avec les masses qu'il influence et apparaît plus comme un conglomérat de tendances et de groupes que comme une formation homogène; en fin de compte il a traits caractéristiques d'une organisation centriste. Il faut repousser, en tous cas, toute conception se basant -- explicitement ou implicitement -- sur l'hypothèse, que grâce au dynamisme du processus révolutionnaire et à la puissance du mouvement de masse, grâce à l'affaiblissement de la bourgeoisie et de sa décomposition progressive probable, et à des conditions où l'impérialisme serait acculé à renoncer à une intervention militaire, le prolétariat pourrait arriver au pouvoir même en l'absence d'un véritable parti révolutionnaire léniniste.

Libération se lit partout...



Abonnes-toi $1 pour 8 numéros

libération

UQAM--le COPE d'accord avec Bourassa:

Pour ou contre la gratuité scolaire au Québec?

par JOHN LEJDERMAN

La Presse du 14 septembre fait état de l'existence d'un rapport qui sera éventuellement soumis à l'Assemblée Nationale. Ce rapport a été distribué récemment aux directeurs des services financiers des universités. La gratuité scolaire et le pré-salaire étudiant sont carrément rejetés dans le rapport.

Depuis la grève de cinq semaines l'année dernière contre les expulsions pour raisons financières, les étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), ont commencé à débattre la question de remplacer les modalités actuelles de paiement des frais de scolarité. Au cours de ce débat cet automne, deux approches fondamentales se sont développées à ce sujet.

La majorité de la direction du Comité d'organisation provisoire des étudiants (COPE) exige l'"assouplissement des modalités de paiement" afin d'"empêcher des expulsions pour raisons financières". Cette proposition s'est traduite pendant la grève l'année dernière en la décision de participer à un comité de crédit de l'administration pour décider lesquels des étudiants étaient "assez pauvres" pour mériter une remise des échéances de paiement. Cette tendance dans le COPE s'oppose à la gratuité scolaire en principe.

L'autre position, appuyée par la Ligue des Jeunes Socialistes (LJS) et le FRAP, consiste en une opposition à toute expulsion pour raisons financières, dans le cadre d'une lutte pour la gratuité scolaire.

L'argument le plus hypocrite avancé dans le rapport gouvernemental, et malheureusement par la majorité du COPE, c'est d'affirmer "que la majorité des contribuables ne sont pas prêts à accepter que le gouvernement finance les études des enfants des familles fortunées."

D'abord, si ce ne sont que des enfants des "familles fortunées" qui sont à l'université, c'est justement un argument qui milite en faveur de l'abolition des frais de scolarité et de l'ouverture de l'université aux étudiants venant des familles moins "fortunées". Deuxièmement, si les "contribuables" (c'est-à-dire les travailleurs) refusent de payer des impôts encore plus élevés, sur des revenus déjà trop bas et sous le coup de l'inflation, c'est tout à fait naturel. Si le gouvernement de Bourassa insiste pour faire payer la note de la gratuité scolaire aux travailleurs plutôt que de taxer les corporations qui surexploitent le Québec, alors ce n'est pas la gratuité scolaire qu'il faut rejeter mais le système de taxation.

La direction du COPE répète ad nauseum qu'ils ne veulent pas faire payer leurs "privilèges" aux travailleurs. Si les dirigeants du COPE, eux, se considèrent des privilégiés, venant de "familles fortunées", c'est leur affaire, mais les travailleurs québécois, par le biais de leurs syndicats, ont toujours réclamé la gratuité scolaire pour l'ensemble des étudiants.

Pour la LJS, la gratuité scolaire signifie non seulement l'abolition des frais de scolarité et des manuels scolaires, mais aussi, un pré-salaire pour tous les étudiants. Le système actuel de prêts-bourses ne garantit pas à l'étudiant de pouvoir payer ses frais de subsistance, à moins de vivre en dessous du seuil de la pauvreté, et la menace d'un lourd endettement décourage surtout les étudiants pauvres. La grande majorité des étudiants sont effectivement exclus de subventions significatives parce que le gouvernement considère qu'ils dépendent de leurs parents même quand la réalité est tout autre.

Selon le rapport gouvernemental, il faudrait "d'abord un changement social important" avant que l'Etat prenne en charge le financement complet de l'éducation. La LJS est pleinement d'accord avec le gouvernement, sauf qu'elle est armée du programme socialiste capable de faire progresser le combat pour ce "changement social important". En rejetant la gratuité scolaire, une composante-clef du programme socialiste, la majorité de la direction du COPE se range, sur cette question, du côté de ceux qui résistent farouchement à une telle transformation radicale du Québec.

libération

Dossier chilien

Vol. 3 No. 9 (27) | octobre 1973 | 25 cents

Elections: quel choix pour les travailleurs?

Indépendance et socialisme

Manon Léger•Ligue Socialiste Ouvrière

Oppression nationale et exploitation capitaliste

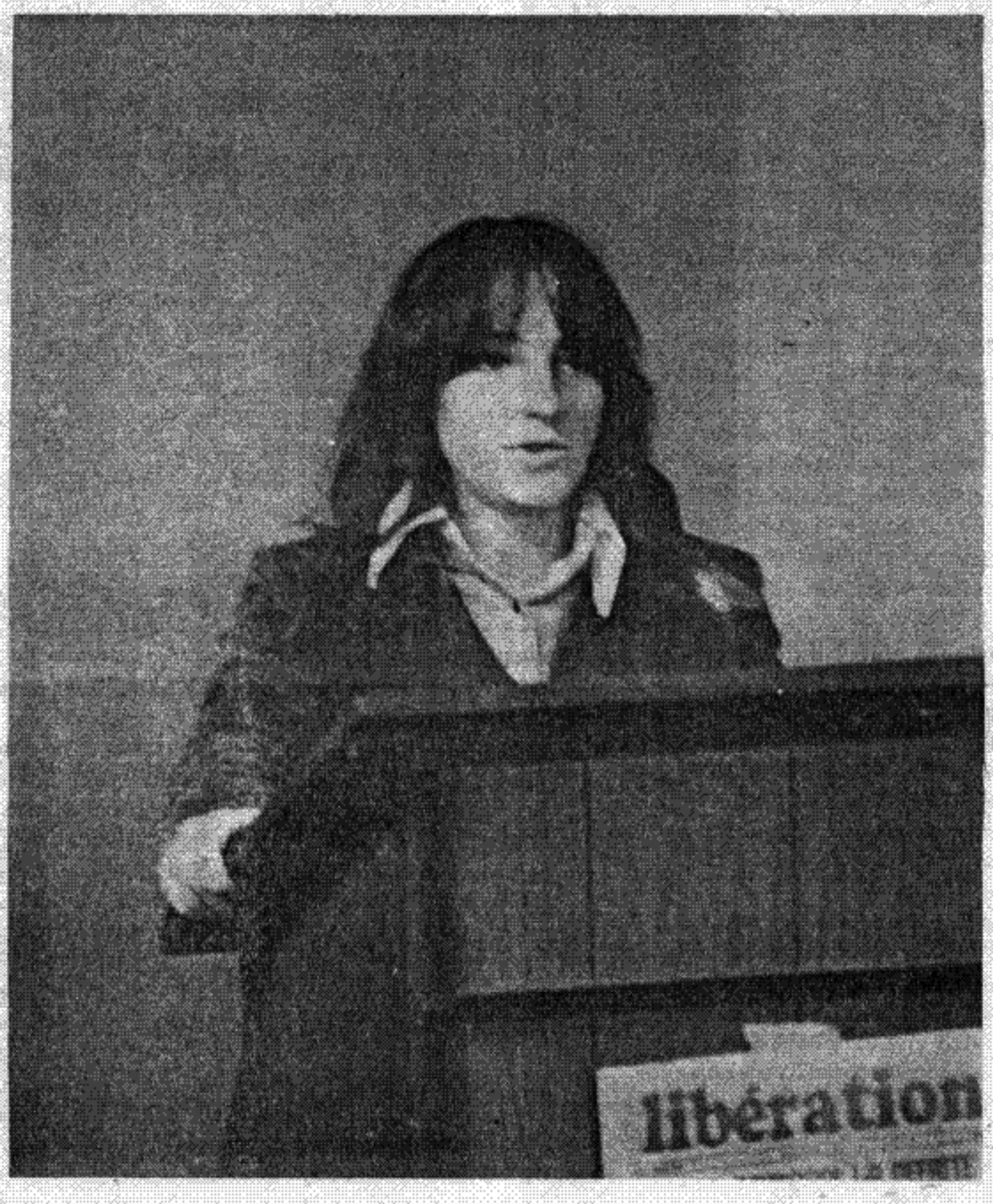
Robert Bourassa•Parti Libéral

La lutte pour le droit à l'avortement:

Retirez les accusations portées contre le Dr Morgentaler!

L'INDEPENDANCE et le SOCIALISME!

Contre tous les partis bourgeois



Richard/Libération

Dans le comté de Mercier/Montréal: MANON LEGER

Le programme de la LSO

La société québécoise se trouve en pleine crise: le gouvernement entretient des liens avec la pègre; des lois-matraques et des injonctions sont utilisées pour briser les grèves, des médecins qui pratiquent des avortements sains sont arrêtés et frappés de lourdes peines et les étudiants à l'Université du Québec qui ne peuvent pas payer les frais de scolarité sont exclus.

De pair avec l'anglicisation des Québécois à l'école et au travail, le pillage de notre économie et de nos ressources naturelles, l'esclavage domestique des Québécoises, l'inflation débridée des prix de l'alimentation, le chômage, la surexploitation des travailleurs et des petits cultivateurs, la répression politique, etc., ces tares qui ravagent le Québec caractérisent fidèlement le gouvernement de Bourassa.

Il faut chasser Bourassa et les libéraux du pouvoir! Mais les autres partis politiques majeurs, comme l'Union Nationale, les Créditistes et le Parti Québécois, n'offrent pas une alternative réelle: le programme de chacun est également engagé à maintenir la puissance et les privilèges des millionnaires, surtout ceux du Canada-anglais et des Etats-Unis. Le programme de chacun n'offre rien au monde ordinaire, c'est-à-dire aux travailleurs et aux opprimés. Aucun de ces partis ne propose une solution à la crise qui sévit sur le Québec.

Le programme de la Ligue Socialiste Ouvrière exprime les intérêts des masses ouvrières et opprimées, et propose une solution radicale aux problèmes brûlants qui préoccupent la vaste majorité des Québécois:

Pour l'émancipation nationale

Depuis l'écrasement de la rébellion des Patriotes en 1838, de puissantes luttes nationales ont périodiquement ébranlé le Québec, se dirigeant contre la domination du Québec par l'impérialisme canadien-anglais et américain; contre la violation de nos droits nationaux, comme l'autodétermination, et contre les déformations économiques, sociales et culturelles provo-

(suite à la page 2)

de la Ligue Socialiste Ouvrière: seule alternative à Bourassa pour les travailleurs et les opprimés du Québec!

(suite de la page 1)

quées et perpétuées par cette domination étrangère.

L'Etat fédéral à Ottawa nie le droit des Québécois d'établir leur propre Etat indépendant, malgré l'appui massif à cette option parmi les nationalistes et dans le mouvement ouvrier. L'impérialisme -- qui parle anglais en Amérique du Nord -- avec la complicité du gouvernement du Québec, garde la langue française dans un statut inférieur. Un véritable système de castes a été créé entre anglophones et francophones au Québec, basé sur la langue du travail (l'anglais), sur la qualité et la quantité des écoles (supériorité des institutions anglophones) et sur un écart de 45% entre le salaire du francophone et le salaire du non-francophone.

L'économie du Québec, malgré son caractère industrialisé, souffre de plusieurs des déformations communes aux pays coloniaux et semi-coloniaux. Le Québec constitue pour l'impérialisme, avant tout une source de main-d'oeuvre bon marché et de ressources naturelles. Les investissements se dirigent surtout vers les industries d'extraction, au détriment des industries manufacturières lourdes, créant des salaires plus bas, plus de chômage, une très grande disparité régionale, une importante dépendance sur les importations, et sur les fluctuations de prix du marché mondial.

Une planification de l'économie capable d'enrayer ces déformations exige nécessairement l'expropriation sous le contrôle ouvrier, des monopoles étrangers qui dominent notre économie. Inutile de s'attendre à ce que des capitaux québécois puissent racheter ces monopoles possédés à l'étranger, pour ouvrir une période de développement capitaliste "québécois", car de tels capitaux n'existent pas. Une telle planification de notre économie exige également le contrôle de l'Etat sur les banques.

Depuis la conquête militaire du Québec, l'Eglise catholique a été un des alliés les plus fervents de l'impérialisme étranger, exerçant une importante influence dans l'Etat et dans tous les domaines de la vie nationale, y compris dans les syndicats jusqu'à très récemment. Au lieu de permettre la séparation de l'Etat et l'Eglise, comme dans la plupart des pays capitalistes, l'impérialisme se servait de l'influence réactionnaire de cette institution féodale pour mieux garder les Québécois à genoux, et pour mieux empêcher le développement du Québec.

La répression politique exercée par le gouvernement du Québec contre les nationalistes, les médecins qui pratiquent des avortements, les militants syndicaux et contre la gauche est également dictée par l'impérialisme et, en dernière analyse, maintenue par lui, par le truchement de l'armée canadienne. La lutte contre les lois répressives (mesures de guerre, loi 51, etc.), pour le respect des droits démocratiques et pour la libération de tous les prisonniers politiques, se heurte directement contre la domination impérialiste du Québec.

En tant que nation opprimée en lutte pour son émancipation, les Québécois doivent appuyer totalement la lutte des autres nationalités opprimées au Québec pour leurs droits. A ce titre il faut soutenir les luttes des Amérindiens, surtout celle qui se dirige contre le projet de la Baie James.

●Pour l'indépendance nationale par l'expulsion conséquente de l'impérialisme; de son armée, son système monétaire et tarifaire et ses alliances militaires (OTAN, NORAD, etc.)!

●Pour l'unilinguisme français; pour que toutes les écoles subventionnées par l'Etat soient de langue française; pour que tous les ma[illegible]els scolaires obligatoires soient en fr[illegible]ais; pour le retrait de la loi 63; pour le français comme langue du travail!

●Pour l'expropriation de tous les monopoles étrangers, sous le contrôle ouvrier; pour la nationalisation des banques; pour la planification de l'économie dans l'intérêt des masses québécoises et visant une industrialisation capable d'enrayer la disparité régionale, le chômage, etc.!

●Pour la séparation de l'Etat de de l'Eglise; pour la sécularisation du système scolaire, des tribunaux, des hôpitaux, etc; pour l'expropriation des richesses de l'Eglise catholique afin de financer la construction massive de logements à loyer modique!

●Fin à la répression politique au Québec; pour la libération de tous les prisonniers politiques et le retrait de la loi 51!

●Solidarité avec la lutte de libération des autres peuples opprimés du monde, telle que l'héroique lutte des masses chiliennes, cambodgiennes, irlandaises et vietnamiennes!

●Autodétermination aux Amérindiens du Québec, jusqu'à la formation d'un Etat indépendant; pour le contrôle total par les Indiens sur les réserves et les autres terres qu'ils habitent; non au projet de la Baie James!

La libération de la femme

Un des aspects-clé de la radicalisation au Québec est la montée d'un mouvement de libération de la femme, axé surtout aujourd'hui autour de la lutte contre les lois fédérales interdisant l'avortement, et pour défendre les victimes de cette loi injuste, comme Morgentaler, MacHabée, etc.

Les Québécoises, de plus en plus nombreuses, se rendent compte du fait que l'infériorité et la soumission qui leur sont imposées, et qui sont plus sévères qu'au Canada-anglais, ne découlent pas de la biologie féminine, mais bien d'un système social qui en profite. Le maintien de la famille patriarcale comme prison de la femme permet à la bourgeoisie et à son Etat, de se décharger plusieurs de leurs responsabilités sociales sur la femme, et cela sans frais.

L'oppression de la femme permet également à la bourgeoisie d'avoir recours aux femmes lorsqu'il faut une expansion de la main-d'oeuvre pour des salaires bien inférieurs à ceux des hommes. Lorsque la femme décide de vendre sa force de travail aux patrons, elle n'est pas pour autant libérée de l'esclavage domestique -- élever les enfants, faire le ménage, préparer les repas, faire la buanderie, etc.

C'est cet esclavage domestique et la surexploitation de la femme au travail qui expliquent pourquoi le gouvernement perpétue l'oppression de la femme en tant que sexe "moins intelligent, moins capable, né pour servir l'homme, etc." Cette oppression de la femme est consolidée à travers toute une idéologie, à travers des lois discriminatoires, et à travers le cantonnement de la femme à certains métiers "féminins", en général les emplois les plus abrutissants et les moins payants.

Si l'avortement est interdit par le code criminel et par l'Eglise catholique, c'est pour nier aux femmes le contrôle sur leur corps, pour empêcher les femmes d'avoir des relations sexuelles en dehors de la procréation et de l'expansion de la famille et pour emprisonner davantage la femme dans la famille. Chaque année, des milliers de Québécoises sont obligées de courir le grand risque de s'avorter elles-mêmes ou de se faire avorter clandestinement par des charlatans.

D'autres sont obligées d'accoucher même lorsque tel n'est pas leur choix, elles sont chargées d'élever les enfants, et en l'absence de garderies financées par l'Etat, elles sont enchaînées au foyer pour soigner les enfants.

●Pour l'égalité politique et sociale complète de la femme; contre toutes les lois discriminatoires aux femmes; contre l'exclusion de la femme des lieux publics (e.g. tavernes)!

●Retrait des accusations portées contre le Dr Morgentaler et contre le Dr MacHabée; pour l'abrogation des lois sur l'avortement; pour le maintien de l'avortement dans le régime de l'assurance-maladie; pour l'éducation sexuelle et la contraception disponibles à tous!

●Salaire égal à travail égal; fin à la discrimination contre la femme au travail et sa restriction aux postes les plus serviles et les moins payants; pour un congé de maternité payé aux femmes enceintes sans perte de salaire!

●Opportunités égales aux femmes dans le système scolaire; fin au cantonnement de la femme aux cours domestique, de secrétariat et d'enseignement; inscription prioritaire aux femmes dans tous les départements d'étude, dont la femme est généralement exclue!

●Pour des garderies gratuites, financées par l'Etat et contrôlées par ceux qui s'en servent, ouvertes 24 heures par jour; pour la socialisation des autres services domestiques qui sont imposés à la femme (buanderie, préparation des repas, ménage, etc.), subventionnés par l'Etat!

Fin au chômage et à l'inflation

Le niveau de chômage au Québec se chiffre généralement au double du niveau en Ontario, et les salaires plus bas rendent beaucoup plus aigue la crise de l'inflation. Les travailleurs ne peuvent plus tolérer ces deux problèmes majeurs!

Sous peine de se vouer lui-même à la destruction ou à la transformation en organisation de chômeurs, le mouvement ouvrier québécois ne peut plus tolérer l'incapacité du gouvernement de fournir du travail à tous. Les plus durement frappés par la crise du chômage sont les femmes, les jeunes et les unilingues français.

Si le nombre d'emplois et le niveau des salaires ne montent pas, il est tout autre pour les prix, surtout les prix de l'alimentation. Les travailleurs ne sont plus capables de manger de la viande de qualité. Depuis l'été de '72, l'indice du coût de la vie a augmenté d'au moins 8.3%, taux d'inflation jamais vu depuis 22 ans. Dans les 4 mois qui viennent de s'écouler, les prix plus particulièrement des produits alimentaires ont subit une augmentation vertigineuse. Par exemple, les légumes frais ont augmenté de 48%, les fruits de 33%, le boeuf de 27%, la volaille de 30%, le porc de 36%, etc.

Les politiciens bourgeois tentent de nous faire croire que c'est la faute des cultivateurs, du mauvais temps, de la pénurie mondiale, et de la pénurie de protéines servant à l'alimentation du bétail. Mais les rapports financiers des principales compagnies alimentaires indiquent que la source de la nouvelle crise de l'inflation se trouve ailleurs. Pendant les trois derniers mois, la laiterie Dominion Dairies a haussé ses profits de 41%; le pain Weston, de 82%, les magasins Dominion, de 92%, et les profits de la BC Packers ont augmenté de 212%!

La capacité de l'ouvrier de travailler et même de manger est à la merci du patronat. Lorsque les travailleurs tentent de riposter, la liberté syndicale et les droits démocratiques sont bafoués. Des injonctions et des lois-matraques sont adoptées par le gouvernement et les tribunaux, des scabs sont engagés pour briser les grèves et les travailleurs sont lockoutés. Toute la puissance de l'Etat capitaliste est lancée contre les travailleurs et le spectre d'un contrôle sur les salaires est brandi.

Les revendications suivantes que nous proposons pour solutionner la crise du chômage et de l'inflation, sont indispensables à la survie même de la classe ouvrière:

●Pour une réduction de la semaine de travail, sans réduction de salaire, de façon à diviser le travail existant entre ceux qui sont jetés sur le pavé par l'automation et la rationalisation capitaliste, 40 heures de salaire pour 30 heures de travail!

●Pour la nationalisation sous le contrôle ouvrier des usines qui ferment leurs portes; pour un vaste programme de travaux publics pour créer des emplois et les ser-

La candidate:

Manon Léger a été nommée par la Ligue Socialiste Ouvrière comme candidate dans le comté de Mercier/Montréal, où elle affrontera nul autre que le premier ministre Robert Bourassa. Manon est l'une des dirigeantes de la LSO et membre du comité de rédaction du journal Libération. Elle avait été candidate pour la LSO à deux reprises en 1970, au niveau provincial et municipal. En octobre '70, elle recueillait plus de 7,000 votes; on se rappelle que Manon (alors candidate contre Drapeau) avait mené une campagne contre la Loi des Mesures de Guerre qui lui avait même valu d'être arrêtée. Elle travaille comme employée de bureau; elle a 26 ans et est née à St-Hyacinthe.

Le gérant de campagne:

Paul Kouri qui a été nommé gérant de la campagne, est actuellement organisateur national de la Ligue des Jeunes Socialistes, membre du comité de rédaction du journal Libération et l'un des dirigeants de la LSO. Paul était pour l'année 1972-73, enseignant au secondaire et militant au Syndicat des enseignants de Champlain (CEQ). Il est présentement étudiant à temps partiel à l'Université du Québec. La LJS a adopté à l'unanimité lors de sa conférence du 22 septembre d'appuyer et de participer activement à la campagne de la LSO. Paul a 26 ans et est né à Ponteix, petite ville canadienne-française de la Saskatchewan.

vices essentiels qui nous manquent!

●Embauche prioritaire aux femmes, aux jeunes et aux unilingues français!

●Dans chaque convention collective, une échelle mobile des salaires en rapport avec la hausse du coût de la vie; pour une augmentation automatique des rentes, et des prestations du Bien-être et de l'assurance-chômage; pour l'ouverture des livres de comptabilité de toutes les compagnies!

●Pour la nationalisation des grandes compagnies et des chaînes alimentaires sous le contrôle ouvrier!

●Liberté syndicale; aucun contrôle sur les salaires ni restriction sur le droit de grève; retrait de la loi 19 et plein droit de grève aux travailleurs de la fonction publique et para-publique; contre les scabs et les briseurs de grève!

La lutte étudiante

Les écoles dans la société québécoise sont au service des riches. Les écoles sont chargées d'entrainer les travailleurs futurs et les gérants futurs du système, pour en faire des rouages soumis du capitalisme. Les écoles perpétuent systématiquement l'idéologie de la classe dirigeante, ainsi que l'oppression de la femme, des Indiens, des travailleurs et de la nation québécoise dans son ensemble.

Aujourd'hui on tente de rationaliser l'éducation à cause de la crise fiscale de l'Etat, cela en fonction des besoins conjoncturels des grandes corporations qui dominent le Québec. L'Etat est en train de couper les facilités d'éducation, les cours, les salaires des enseignants et des employés de soutien, et les prêt-bourses aux étudiants. De plus en plus d'enseignants sont mis à la porte, et le nombre d'étudiants par classe augment.

Voici quelques revendications importantes qui visent la transformation du système scolaire et une fin à l'attaque contre le droit à l'éducation. Seule la lutte de masse peut arracher ces revendications.

●Pour la gratuité scolaire à tous les niveaux; contre toute expulsion pour raisons financières à l'U du Q; pour des manuels scolaires gratuits, pour un pré-salaire étudiant!

●Taxez les corporations pour défrayer les coûts de l'éducation!

●Pour des emplois garantis dans leur compétence, à tous les diplômés!

●Pour le contrôle étudiants-professeurs-employés de soutien sur toutes les écoles, CEGEP, universités, y compris dans le domaine de l'embauche des professeurs et des administrateurs, et dans la définition des cours (e.g. sexologie et science juridique à l'UQAM)!

●Pour la liberté d'association et d'organisation politiques aux étudiants, professeurs et employés de soutien; pas de flics sur les campus!

●Pour le droit aux opprimés et aux travailleurs d'utiliser les facilités et les ressources de l'université pour promouvoir leurs luttes et avancer leurs intérêts!

Appel aux centrales syndicales

Gagner l'ensemble de ce programme, c'est solutionner les problèmes les plus brûlants des masses ouvrières et opprimées; c'est expulser l'impérialisme du Québec et détruire la puissance de la bourgeoisie. Ce programme exige le renversement non seulement de Bourassa et des libéraux, mais de toute la classe capitaliste. Gagner l'ensemble de ce programme, c'est conduire les masses laborieuses au pouvoir!

Mais la tâche de diriger la lutte pour ce programme anti-capitaliste ne repose pas sur l'unique candidat de la Ligue Socialiste Ouvrière, mais plutôt sur l'ensemble du mouvement ouvrier et avant tout sur les puissantes centrales syndicales québécoises.

Malheureusement, les centrales ne sont pas à la hauteur de cette tâche, n'étant pas encore capables d'une politique indépendante par rapport à la bourgeoisie. Les syndicats québécois doivent rompre avec la politique et les partis de la bourgeoisie, y compris le PQ, et ils doivent se transformer en instruments de combat des travailleurs, capables de lutter pour la mise en vigueur du programme.

En aucun cas est-ce qu'une alliance entre les syndicats et le PQ bourgeois peut-elle profiter à la lutte ouvrière pour les revendications immédiates ou pour le socialisme. En aucun cas est-ce que la confiance exprimée aujourd'hui dans le PQ par la plupart des dirigeants syndicaux, peut-elle faire autre chose que désarmer les travailleurs et les opprimés, les mettre à la remorque de l'ennemi de classe et assurer la défaite des travailleurs.

L'exemple de la chute de l'Unité Populaire au Chili en dit long sur ce genre de collaboration de classe. La responsabilité pour la victoire de la junte militaire tombe largement sur les épaules des dirigeants des partis ouvriers de masse, le Parti Socialiste et le Parti Communiste. Sous prétexte de "frayer la voie au socialisme" en alliance avec les secteurs "nationalistes" de la bourgeoisie chilienne, les dirigeants de ces deux partis ont formé une coalition gouvernementale avec des partis bourgeois et petits-bourgeois (comme le MAPU et le Parti Radical, etc.).

C'est cette alliance réformiste qui a lié les organisations de la classe ouvrière aux institutions de l'Etat bourgeois (surtout à l'ancienne armée), au maintien de la puissance économique de la bourgeoisie et qui les a bornées au cadre d'un programme acceptable aux partis bourgeois, laissant les masses sans politique indépendante et sans organisations de défense armées devant le coup d'Etat pro-impérialiste.

Pour un parti des travailleurs

Pour que le mouvement ouvrier québécois puisse entreprendre la lutte pour l'indépendance et le socialisme, et s'armer politiquement pour lutter côte à côte avec les travailleurs du monde entier et surtout avec ceux du Canada-anglais qui font face au même Etat capitaliste oppresseur à Ottawa, la LSO propose les mesures suivantes aux centrales syndicales:

●Pour la création d'un parti des travailleurs, opposé à tous les partis bourgeois; un parti qui ne se limitera pas aux élections, mais qui participera et renforcera toutes les luttes de masses et qui défendra les intérêts des opprimés à l'Assemblée Nationale et à tous les paliers de la vie nationale! Nous soumettons le programme ci-haut élaboré pour considération et adoption par un tel parti de classe;

●Pour le lancement d'un journal ouvrier quotidien, une version permanente du Quotidien Populaire publié lors de la grève à La Presse; un journal qui pourrait fournir des informations véridiques et le point de vue des travailleurs dans tout conflit avec la bourgeoisie; le journal pourrait fournir une coordination nationale à toute grève et lutte de masse, capable de faire appel à des actions de solidarité à travers le Québec!

●Pour la démocratie syndicale et l'unité syndicale dans l'action; plein droit de parole et de vote à tous les membres sur les conventions collectives; contrôle des membres sur les dirigeants, qui doivent être révocables à tout moment; les permanents syndicaux ne doivent pas être payés plus que l'ouvrier moyen, de façon à ne pas s'éloigner des problèmes de la base, et à ne pas se donner des privilèges!

Appel à la gauche

La campagne électorale de la LSO n'a pas pour but de remplacer une telle organisation politique des masses ouvrières, mais plutôt de stimuler cette transformation des syndicats en leur montrant la voie en avant, et de fournir une alternative véritable à tous les partis bourgeois dans au moins un comté. En l'absence d'un tel parti de masse des travailleurs capable de présenter un choix de classe dans tous les comtés du Québec, nous faisons appel à tous ceux dans le mouvement ouvrier qui sont déjà convaincus de la nécessité de l'action politique de classe des syndicats et qui s'opposent aux partis bourgeois, pour qu'ils présentent également des candidats ouvriers et socialistes.

Nous dénonçons les obstacles à la présentation de tels candidats ouvriers, surtout le $200 de dépot qui est perdu pour tout candidat qui ne recueille pas la moitié des votes du gagnant. Nous exigeons aussi l'accès égal à tous les mass média, pour tous les candidats, aux frais de l'Etat.

Malgré l'envergure modeste de notre campagne électorale en termes du nombre de candidats et de ressources matérielles, son importance pour la nation québécoise est de taille. La crise du capitalisme au Québec va en s'aggravant: l'anglicisation se poursuit de plus bel, les prix montent en flèche, l'air et l'eau sont de plus en plus pollués, la femme se voit encore nier le droit démocratique à l'avortement, surtout les pauvres, et les compagnies respectent de moins en moins la liberté syndicale (Firestone, Canadian Gypsum, etc.).

Le mouvement ouvrier a la puissance objective qu'il faut pour renverser la domination capitaliste, pour balayer les ordures et la corruption qu'elle a enfantées et pour ouvrir la voie à la libération de l'humanité. Le mouvement ouvrier, surtout dans les grèves du printemps 72, a fait preuve d'une combativité exemplaire et d'une inclination innée à mettre en question l'ordre actuel.

La Ligue Socialiste Ouvrière possède le programme de combat qui peut servir de guide conscient au mouvement ouvrier sur la voie vers la prise du pouvoir et le renversement du capitalisme. Seul le programme de la LSO, de toutes les formations politiques au Québec, propose une solution réelle à la crise du capitalisme.

C'est dans le but de faire progresser ce programme et de relier la puissance objective et la combativité du mouvement ouvrier, au but de l'indépendance et du socialisme, que la Ligue Socialiste Ouvrière se présente dans les prochaines élections au Québec. Votez pour Manon Léger dans le comté de Mercier/Montréal!

libération

Amorce d'une vaste campagne de défense

Morgentaler est soutenu par le mouvement ouvrier

par BRENDA ZANNIS

Le 11 septembre, près de 300 personnes, représentant des syndicats, des groupes de libération de la femme, diverses organisations politiques et de quartier, des ménagères, des travailleurs et étudiants, réunies en assemblée, ont voté unanimement pour la formation d'un comité pour la défense du Dr Henry Morgentaler, accusé sous treize chefs d'accusation en vertu des lois sur l'avortement.

Les revendications de base de ce comité, telles qu'adoptées par une grande majorité de l'assemblée, sont: le retrait des accusations portées contre le Dr Morgentaler, l'abrogation des lois sur l'avortement, et la contraception et l'avortement libres et gratuits. Le comité de coordination composé de 12 personnes, élues à l'assemblée, inclut des représentants de la Corporation des Enseignants du Québec (CEQ), du Front Commun pour l'Abrogation des Lois sur l'Avortement (FCALA), du Centre des Femmes, de la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO), de l'Association pour la Défense des Droits Sociaux (ADDS), de la Ligue des Jeunes Socialistes (LJS) ainsi que Lise Payette, Luce Guilbault et le Dr Maurice Jobin. D'autres représentants viendront s'ajouter à ce comité de coordination, tel qu'un représentant du Conseil du Travail de Montréal (FTQ) et un du Conseil Central de Montréal (CSN).

Ce très large appui constitue une riposte face à l'escalade des attaques contre le droit à l'avortement. Bien que le Dr Morgentaler soit maintenant la cible des attaques lancées par le gouvernement, de concert avec d'autres forces de la réaction, la cause ne se limite aucunement à l'individu même. Morgentaler est devenu le symbole au Québec et au Canada-anglais, de la lutte féministe pour l'avortement libre qui se développe à l'échelle mondiale. La victoire ou la défaite de la lutte pour le droit à l'avortement sur demande dépend beaucoup de l'aboutissement de la campagne pour la défense de Morgentaler.

Des comités pour la défense du Dr Morgentaler sont en voie de formation à travers le Canada anglais. Aussi, le lancement d'un comité international de défense a été annoncé par plusieurs Américains bien connus, y compris le psychologue, Albert Ellis. Le 13 septembre, un comité de défense anglophone a été mis sur pied à Montréal par 75 personnes, dans le but d'organiser une campagne dans la communauté anglophone. La campagne du côté anglophone a déjà établi un local en permanence et a déjà reçu un appui très large et d'importantes contributions financières.

Examinons plus en détail les faits qui entourent l'inculpation de Morgentaler:

Juin 1970: première arrestation de Henry Morgentaler un mois après qu'il ait eu réclamé la légalisation de l'avortement à Ottawa devant les femmes de la Caravane pour l'Avortement; janvier 1973: la Cour Suprême des Etats-Unis proclame les lois interdisant l'avortement inconstitutionnelles; février 1973: un troisième chef d'accusation porté contre le Dr Morgentaler, une perquisition par la police de Montréal au Centre des Femmes et la saisie de leurs archives; mars 1973: le Dr Morgentaler déclare à une conférence de presse organisée par le FCALA qu'il pratique depuis quelques années des avortements illégaux dans des conditions saines à sa clinique; juin 1973: déclaration de Castonguay annonçant qu'il s'oppose personnellement à l'avortement et qu'il y aurait probablement de nouvelles accusations portées contre Morgentaler; juillet 1973: l'arrestation d'un autre médecin montréalais, le Dr Yvan MacHabée, suite à une déclaration télévisée de sa part où il se dit en faveur de l'abrogation des lois sur l'avortement; 15 août 1973: arrestation du Dr Morgentaler sous "accusation privilégiée" signée par Choquette. Quatre nouvelles accusations, avec des conditions imposées à la liberté sous cautionnement y compris qu'il garde le silence complet sur sa cause, sur la question de l'avortement et sur n'importe quel autre sujet; 30 août 1973: six nouveaux chefs d'accusation contre Morgentaler. A la fois l'opposition à l'avortement s'organise non seulement par le gouvernement et les tribunaux, mais par l'Alliance de la Vie qui faisait des lignes de piquetage devant la clinique de Morgentaler pour exiger sa fermeture, et par le Mouvement Naturiste Social qui organise des lignes de piquetage et des assemblées contre l'avortement.

Le MNS essaie de mobiliser les nationalistes contre l'avortement en disant que si l'avortement était reconnu comme droit de la femme, cela nous mènerait droit au génocide de la nation québécoise. Si l'on veut parler de génocide et d'extinction, il

faudrait plutôt regarder le programme d'assimilation linguistique du gouvernement qui vise à détruire notre langue et de par ce fait même à détruire notre identité nationale.

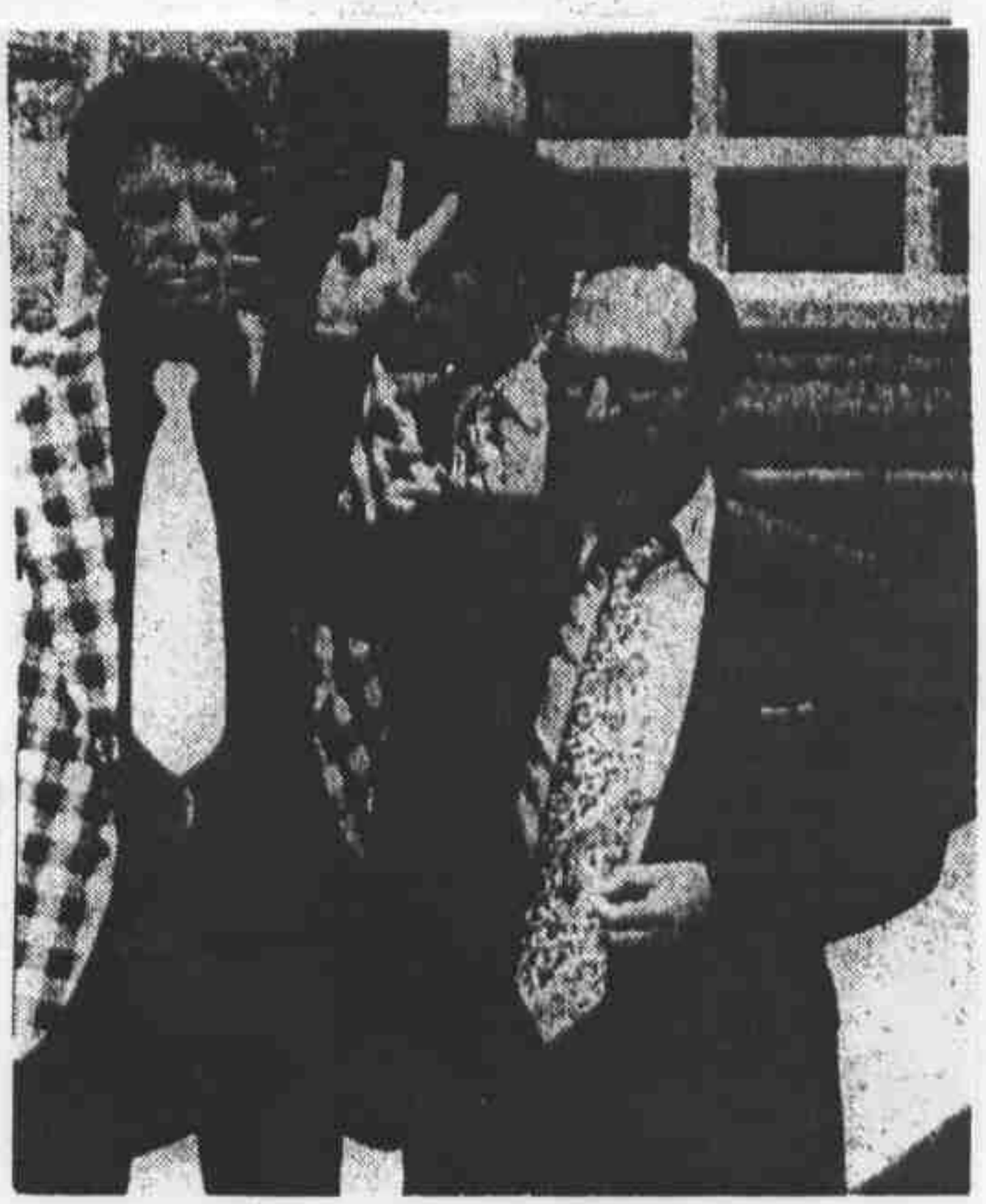
Au Québec, la répression contre le droit à l'avortement est beaucoup plus forte qu'au Canada-anglais; sous les mêmes lois fédérales. Le Québec étant une nation opprimée, a une situation politique et sociale différente de celle qui existe au Canada anglais. La très forte influence de l'Eglise catholique est sans doute un facteur très important dans la difficulté pour les Québécoises de se procurer un avortement dans de saines conditions au Québec. On voit aussi que la répression policière, et autres est plus prononcée et que les lois en ce qui concerne la femme sont plus arriérées et plus sévères. Nier le droit à l'avortement, c'est un des moyens-clés pour maintenir l'oppression de la femme. Donc les forces réactionnaires font tout pour nier ce simple droit démocratique.

Mais le gouvernement n'arrive pas à étouffer le sentiment très large et toujours croissant en faveur du droit à l'avortement ni à étrangler le mouvement. En fait depuis l'intensification des attaques, le mouvement s'est élargi, notamment avec l'entrée des syndicats dans la lutte pour le droit à l'avortement et pour le retrait des accusations portées contre le Dr Morgentaler.

La prise de position par les trois principales centrales syndicales en faveur de cette campagne, représente une importante reconnaissance de la part des syndicats de l'oppression de la femme et de la nécessité de la combattre. Le CTM(FTQ), par exemple, appuie la campagne à partir de la constatation que "les lois actuelles qui régissent le droit à l'avortement empêchent les femmes à revenu modeste d'avoir les mêmes droits que les femmes qui sont financièrement avantagées et qui peuvent se payer le prix exhorbitant d'un avortement, légal à l'étranger ou illégal au Québec." Mais en même temps les syndicats reconnaissent les aspects politique et sociaux que soulève la question de l'avortement. Ces prises de position aident énormément le développement de la conscience parmi les syndiqués de la nécessité d'aller au-delà de la lutte des syndicats pour les revendications économiques, dans le sens de transformer les syndicats en instruments de combat qui défendent les intérêts de tous les opprimés du Québec.

La lutte pour le droit à l'avortement est actuellement l'aspect central de la lutte pour la libération de la femme. La lutte de la femme pour le contrôle de son corps s'attaque aux conceptions de la société capitaliste, conceptions qui veulent que la femme soit une machine à faire des enfants et à les élever et non pas une personne indépendante de la famille patriarcale. La lutte étant amorcée, les appuis de toutes parts venant nombreux, il est donc important, maintenant que les élections au Québec sont annoncées pour le 29 octobre, que le comité de défense de Morgentaler défie tous les candidats de prendre position sur cette importante question qu'est l'avortement.

Déjà, le Comité a reçu l'appui de Manon Léger, la candidate de la Ligue Socialiste Ouvrière dans le comté de Mercier/Montréal (le comté de Bourassa). Il faut construire d'autres activités comme les lignes de piquetage du 24 septembre qui ont réuni plus de 300 personnes, autour du procès de Morgentaler qui vient de commencer. On peut entrer en contact avec le Comité de Défense en s'adressant au C.P. 1234, Place D'Armes, Montréal.



Le Dr Morgentaler, lors de son arrestation le 15 août dernier.

EDITORIAL

La grève du rail brisée, faute de direction

Ecartant toute prétention de neutralité entre les classes sociales au Canada, le Parlement fédéral a adopté en toute hâte, le 1er septembre, une loi d'urgence obligeant les cheminots à reprendre le travail, sous prétexte, bien sûr, de l'"intérêt public". Si les grévistes ont dû, finalement, respecter cette mesure, c'est en grande partie à cause des faiblesses et des vacillations de leurs dirigeants.

Devant le choix de mener une véritable bataille de classe ou bien de capituler à la bourgeoisie, la direction syndicale a opté pour le dernier. Comme l'a expliqué R.C. Smith de la Fraternité Canadienne des Cheminots, ils pouvaient soit riposter par "un combat militant et courageux, soit obéir à la loi...Nous avons décidé que la deuxième voie est la meilleure."

Malgré cette capitulation lâche de leurs dirigeants, des milliers de cheminots ont courageusement bravé le décret parlementaire en poursuivant la grève pendant plus d'une semaine.

Toute la stratégie de la bureaucratie syndicale fut élaborée en fonction de l'idée de ne pas irriter les membres du Parlement, ni l'opinion publique bourgeoise. La stratégie de grèves rotatives, qui devait éviter l'intervention du Parlement, n'a réussi qu'à drainer le militantisme et les ressources financières des travailleurs.

En tant que caste parasitique motivée en premier lieu par ses propres intérêts et par la protection de ses privilèges, et chargée d'agir comme arbitre entre les travailleurs et la bourgeoisie, la bureaucratie ouvrière a vu dans la grève des cheminots non pas un moyen de mobiliser les masses contre le capitalisme, mais plutôt un simple moyen de pression pour obtenir quelques concessions du capitalisme. Si les bureaucrates syndicaux respectent religieusement les institutions de la société bourgeoise c'est parce qu'ils réalisent que leur existence dépend du "pacte social" négocié entre le capital et le travail, c'est-à-dire que la bureaucratie syndicale dépend de la survie du capitalisme.

C'est seulement en assimilant les leçons de la défaite de la grève du rail que les ouvriers québécois et canadiens peuvent se préparer pour les futures batailles. Une nouvelle direction, conséquente et clairvoyante, basée sur un programme de lutte de classes -- et non de collaboration de classe -- en est la prérequise indispensable. Les cheminots conduits de l'avant dans la grève, qui devaient diriger la résistance à la loi-matraque, constituent des éléments d'une nouvelle direction militante, et prouvent la possibilité d'un tel projet.

libération

Date limite des articles: vendredi le 28 septembre

Rédacteur-en-chef: Alain Beiner
Rédactrice-adjointe: Manon Léger
Gérant: André Doucet

B.P. 641, Succ. "N" Montreal 129. Publie tous les mois. Abonnements: 8 numeros pour $1.00, 24 numeros pour $2.75. Les articles signes n'engagent que leur auteur; le point de vue de la redaction du journal s'exprime dans les editoriaux. Imprime chez Payette et Simms Inc., St-Lambert, Quebec. Depôt legal a la Bibliotheque nationale du Quebec et a la Bibliotheque nationale (sic) d'Ottawa. "Courrier de deuxieme classe -- enregistrement No. 2511."

L'impérialisme U.S. en crise au Cambodge

par DANIEL MARTIN

La situation dans laquelle se trouve le régime pro-impérialiste de Lon Nol au Cambodge, se détériore de plus en plus. Le régime ne contrôle maintenant que la capitale de Phnom-Penh, et quelques autres villes, alors que les forces de libération contrôlent environ 85% du pays.

Dans son numéro du 23 juillet, la très influente revue américaine Newsweek commente ainsi la situation, immédiatement avant l'arrêt des bombardements américains: "Ce qui est le plus probable, c'est que les insurgés serrent encore le noeud coulant autour de Phnom-Penh. A la différence du Vietnam, il ne s'agit pas ici d'une influence militaire. Un attaché militaire de l'ouest affirme honnêtement que les communistes gagnent la guerre. On les a bombardés à l'extrême, et pourtant ils reviennent aussi forts."

Presque tous les autres rapports confirment aussi que les forces du régime tombent en panne.

"Merci beaucoup"

Cette situation constitue un très sérieux problème pour l'impérialisme américain. Si la guerre civile au Cambodge est remportée par les forces de libération, et si les ouvriers et paysans prennent le pouvoir, l'ensemble de l'Asie du Sud-est serait encore moins stable. Une telle victoire aurait tendance à inspirer une extension rapide de l'insurrection, au Sud-Vietnam, en Thailande et ailleurs.

La gravité du problème pour l'impérialisme se voit par la férocité de l'assaut militaire américain sur le Cambodge. Le pays avait subi, jusqu'au 15 août, au moment où le congrès avait obligé Nixon à suspendre provisoirement les bombardements, 160 journées consécutives d'attaques intenses à coup de B-52. Durant les dernières quatre années et demi, les Etats-Unis ont déversé plus de 240,000 tonnes de bombes uniquement sur le Cambodge, c'est-à-dire 50% plus de bombes classiques qu'on avait déversé sur le Japon pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Cette vaste destruction a ruiné une partie importante du pays et a laissé d'innombrables milliers de Cambodgiens morts, blessés et sans domicile.

La menace d'une reprise des bombardements demeure très imminente. Environ 400 chasseurs aériens américains et 175 B-52 sont sur un pied d'alerte en Thaïlande, à Guam et à bord des porte-avions avoisinants. Le président Nixon a déclaré qu'il prendra "l'action appropriée" si la situation la mérite. Dans l'intervalle, le Pentagone a annoncé que le régime saigonnais pourrait "légalement" utiliser l'équipement militaire américain pour envahir le Cambodge, afin de s'attaquer aux "regu-ges vietnamiens".

Mais les mains de Nixon sont liées. Devant affronter les masses américaines dégoûtées de la Maison Blanche surtout suite aux révélations de Watergate, le président n'est pas prêt à affronter le congrès sur la question du Cambodge.

Face à ce fait, Washington rechercherait un compromis avec l'ancien chef cambodgien le prince Norodom Sihanouk. Selon le numéro du 27 août de la US News and World Report, périodique américain qui tend à exprimer le point de vue du Pentagone, "le sentiment général (à Phenompenh) c'est que deux possibilités existent: ou bien le gouvernement s'écroule après une défaite militaire ou bien se produit, à travers les pourparlers avec les forces rebelles, un nouveau régime, mené peut-être par le prince Norodom Sihanouk, qui fut expulsé dans un coup qui a mené à l'éclatement de la guerre en 1970."

Dans un tel projet de gouvernement de coalition, avec Sihanouk à sa tête, les impérialistes espéreraient garder intactes l'état capitaliste et le capitalisme. Ils espéreraient mater et co-opter les forces libératrices, qui sont, pour la plupart, rassemblées dans le FUNK.

Il est maintenant clair que, depuis le début de juillet, les bureaucraties dominantes des plus grands états ouvriers, de Moscou et de Pékin, font tout ce qui leur est possible afin de pousser Sihanouk vers la formation d'un gouvernement de coalition.

"Vers la fin de la semaine" a rapporté le magazine Time, dans son numéro du 16 juillet, "il y avait des indices de l'effet de la pression des grands pouvoirs en vue de pousser le Cambodge vers un cessez-le-feu...Sihanouk a révélé des informations provenant de Chou-En Lai, selon lesquelles les accords de Paris interdisaient à la Chine de procurer toute nouvelle aide militaire aux insurgés." Ceci pourrait amener le prince à la table de conférence.

Au lieu de fournir aux révolutionnaires cambodgiens l'armement sophistiqué requis pour endiguer l'aviation américaine, Pékin et Moscou n'ont donné que de petites quantités d'armes de deuxième ordre --même cela est coupé maintenant!

Au lieu d'avertir l'impérialisme que s'attaquer au Cambodge c'est s'attaquer à la Chine et à l'Union soviétique, ces bureaucrates ont recherché et préparé une détente avec Washington. Pendant que Nixon buvait du champagne à Pékin, pendant que Brejnev faisait le tour des EU dans sa "Lincoln Continental" neuve tout en portant un veston décoré du sceau présidentiel, des pluies de bombes déferlaient sur le peuple cambodgien.

Au lieu d'encourager le peuple cambodgien à intensifier la lutte, Pékin et Moscou ont fait pression afin de préparer un cessez-le-feu, la paix des classes. D'aucune façon ils ne sont intervenus afin de construire un mouvement international anti-guerre. Ils n'ont absolument rien fait dans ce sens. Ils se contentent de parler d'une "époque nouvelle de paix mondiale".

Les castes bureaucratiques privilégiées à Moscou et à Pékin ont placé au dessus de l'intérêt de la révolution mondiale, leurs intérêts nationaux étroits. En faisant pression sur le peuple cambodgien dans le sens d'abandonner la lutte, ils espèrent gagner de l'impérialisme quelques concessions diplomatiques et commerciales en échange. Le fait qu'ils trahissent la révolution mondiale n'entre pas dans leurs délibérations. C'est là une trahison consciente de l'internationalisme révolutionnaire.

Depuis longtemps les marxistes révolutionnaires font l'expérience des coalitions telles que celle qui fait l'objet de ces discussions. Historiquement, une participation dans des coalitions gouvernementales les comprenant la bourgeoisie a débouché sur le suicide des forces ouvrières et paysannes qui y sont impliquées. De telles coalitions ne peuvent avoir qu'un programme bourgeois, programme de défense du capitalisme. Ils se donnent comme but de faire entrer les forces ouvrières dans l'état capitaliste, de mâter le mouvement de masse et la lutte révolutionnaire. Une fois que le rapport de forces est en leur faveur, les bourgeois s'en servent afin de supprimer leurs ennemis de classe.

Le passé de Sihanouk démontre les dangers que pose une telle coalition au Cambodge. Pendant plus de 20 ans, ce prince dirigeait le gouvernement capitaliste cambodgien. La "neutralité" de son gouvernement a servi d'abri aux intérêts impérialistes qui dominaient l'économie cambodgienne. Pendant l'escalade lancée par Washington contre le Vietnam, la neutralité de Sihanouk a fait le jeu des impérialistes. Voilà pourquoi, entre autres, Washington a pu tenir au secret son bombardement du Cambodge avant l'invasion de 1970. Sihanouk n'a pas voulu que le bombardement soit publicisé, de peur que cela l'oblige à prendre des mesures plus sévères contre les agresseurs américains tant détestés.

Le fait qu'il existe déjà une alliance entre le FUNK et Sihanouk, à savoir, leur gouvernement en commun en exil à Pékin, pose la question d'une façon aigue. Les ouvriers et paysans cambodgiens ne peuvent pas se hisser au pouvoir par l'entre-

(suite à la page 6)

Victoire partielle pour la Ligue Communiste francaise!

La vaste campagne internationale de défense contre l'interdiction de la Ligue Communiste (Section française de la Quatrième Internationale) a déjà arraché une importante victoire partielle du gouvernement de Pompidou. Alain Krivine et Pierre Rousset, deux dirigeants de l'ex-Ligue Communiste arrêtés lors de l'interdiction de l'organisation fin juin, ont été libérés le 2 août et le 31 août, respectivement.

Le Comité Québécois contre la Répression en France poursuit la campagne de défense, jusqu'à la levée de l'interdiction et le rétablissement des droits démocratiques de la Ligue Communiste!

...Cambodge

mise de cette alliance. Ils doivent se doter d'une direction qui comprend le danger de la collaboration de classes à l'intérieur d'une coalition. Cette direction doit chercher à mobiliser les masses dans une lutte indépendante de la classe capitaliste, autour d'un programme révolutionnaire qui débouche sur une lutte dirigée vers la conquête du pouvoir étatique. Sans ce facteur-clé, les efforts combatifs et héroiques des masses cambodgiennes ne peuvent déboucher sur une victoire révolutionnaire.

Reste à voir si une coalition peut se faire. Jusqu'à date, Sihanouk déclare son désintéressement.

Quoiqu'il arrive, ceux qui défendent le droit des peuples cambodgien et indochinois à l'auto-détermination doivent continuer à exiger le retrait total et immédiat de toute présence et aide militaires américaines du Sud-est asiatique.

libération

Contre le péronisme en Argentine:

Le PST: pourquoi on s'est presenté aux élections...

José Paez, candidat du PST.

(Nous publions ici la conclusion du rapport présenté par Juan Carlos Coral au congrès extraordinaire du Parti Socialiste des Travailleurs qui s'est tenu à la fin de juillet dernier. Le PST, organisation argentine sympathisante de la Quatrième Internationale, a décidé à ce congrès, de se présenter dans les nouvelles élections présidentielles prévues pour le 23 septembre. Coral contestera la présidence, alors que José Paez, dirigeant syndical de Cordoba, se présentera à la vice-présidence. Le PST se présente contre Péron et les deux autres candidats bourgeois -- NDLR)

par JUAN CARLOS CORAL

Ainsi, dans la logique des événements, et face à cette réponse combative de classe des travailleurs, la bourgeoisie a réagi avec la dernière alternative que lui restait: la plus large alliance de classe qu'ait connue ce pays, dans laquelle on prend pour acquis l'hégémonie des secteurs financiers internationaux, mais où aussi sont intégrées l'oligarchie foncière et la bourgeoisie nationale. Cette alliance s'est concrétisée, bien sur, autour de Péron comme le grand chef bonapartiste qui se donne le rôle d'arbitre dans les conflits entre les secteurs de la bourgeoisie, et qui jouit de l'appui de la classe ouvrière.

Péron était une espèce de réserviste de l'impérialisme à Madrid et il lui est donc facile de remplir le rôle de dirigeant ouvrier et populaire. Sur un autre niveau, il envoya sa bénédiction enregistrée à tous les secteurs du mouvement péroniste: Osinde et Rucci, Galiberti et Lopez Rega. Tous avaient la bénédiction de Péron, naturellement la jeunesse et les secteurs combatifs reçurent un encouragement spécial parce que c'était un bon moyen de maintenir les illusions des travailleurs et du peuple sur ce faux dirigeant révolutionnaire.

Mais au moment d'assumer le pouvoir, il sera tenu à se définir face aux problèmes concrets. Et Péron se trouvera alors démasqué devant une classe ouvrière qui a vécu pendant 18 ans dans l'attente et qui est intervenue héroiquement en faveur de son retour.

Devant la structure archaique et latifundiste, il a répondu par une taxe diplomatique sur les revenus potentiels de la terre, tout en maintenant les vieilles structures et les privilèges. Face au problème de la décapitalisation du pays par la libre fuite des profits sur les investissements étrangers, Péron a répondu avec une limite de 12.5%; un plafond qui n'est pas respecté maintenant que c'est libre. Face au problème que nous réclumons la nationalisation des banques, il a répondu simplement avec la nationalisation des dépots bancaires, ce qui les permet de diriger les crédits vers les secteurs qui les intéressent.

Face, finalement, à tous les aspects de la surexploitation ouvrière, ils ont répondu avec la fameuse augmentation des 20,000 pesos (1000 pesos = $1), qui ne fait que ratrapper le niveau des salaires des premiers mois de cette année.

Mais aussi la classe ouvrière prépare, à travers notre parti, sa réponse à cette politique bourgeoise; la mobilisation révolutionnaire des masses; la conquête du pouvoir par la classe ouvrière à travers notre programme révolutionnaire.

Cette réponse consiste à discréditer toutes les illusions utopiques et réactionnaires, de révolutions nationales. Car notre économie n'est qu'un rouage du réseau organisé qu'est l'économie capitaliste mondiale. Il n'y a pas de possibilité de nous libérer de l'impérialisme sans sortir du cadre du système capitaliste. Il n'y a pas de possibilité de s'échapper de l'exploitation impérialiste avec des formulations tier-mondistes ou de révolution nationale, sans changer les rapports de production. C'est-à-dire, initier la révolution socialiste, à travers la révolution permanente comme l'ont montré les exemples de la Russie, de Cuba et du Vietnam.

Cette réponse politique nous la mettons de l'avant avec un instrument: un parti de cadres, parfaitement disciplinés et conscients du fait qu'ils seront les dirigeants du processus révolutionnaire qui se développe.

Et nous autres, camarades, nous avons maintenant à résoudre le problème de rassembler tous ces éléments en utilisant ces nouvelles élections. Quand tous les autres sont pris dans leurs propres manoeuvres, sans pouvoir s'en sortir, nous donnerons l'exemple d'organisation et de conviction, et nous ferons preuve, non de la confusion -- qui est leur marque déposée -- mais de la clarté -- qui est notre avantage --, si nous lançons une réponse immédiate.

Il ne s'agit pas ici de préparer le parti pour une fonction électorale, mais de mettre les élections au service de la construction du parti. Durant cette période, comme durant toute autre période, nous tentons d'accomplir la triple tâche révolutionnaire qu'expliqua Lénine ainsi: agitation au sein des masses, propager nos idées et éduquer nos cadres. Voilà le sens de notre intervention dans les élections.

...Argentine

Ce que je veux signaler, pour terminer, c'est qu'à cette étape il faut surtout une conscience de l'urgence avec laquelle il faut éduquer les cadres. Car c'est certain que l'instabilité de cette dernière alliance de classes, l'instabilité et la décadence de la bourgeoisie et des classes dominantes dans le gouvernement, nous place devant une perspective révolutionnaire. Et quand arrivera ce moment, de la force de l'organisation et de la capacité des cadres de notre parti dépendra si cette crise révolutionnaire termine en une tragédie, comme la révolution espagnole, ou en une révolution historique, comme la révolution russe de 1917.

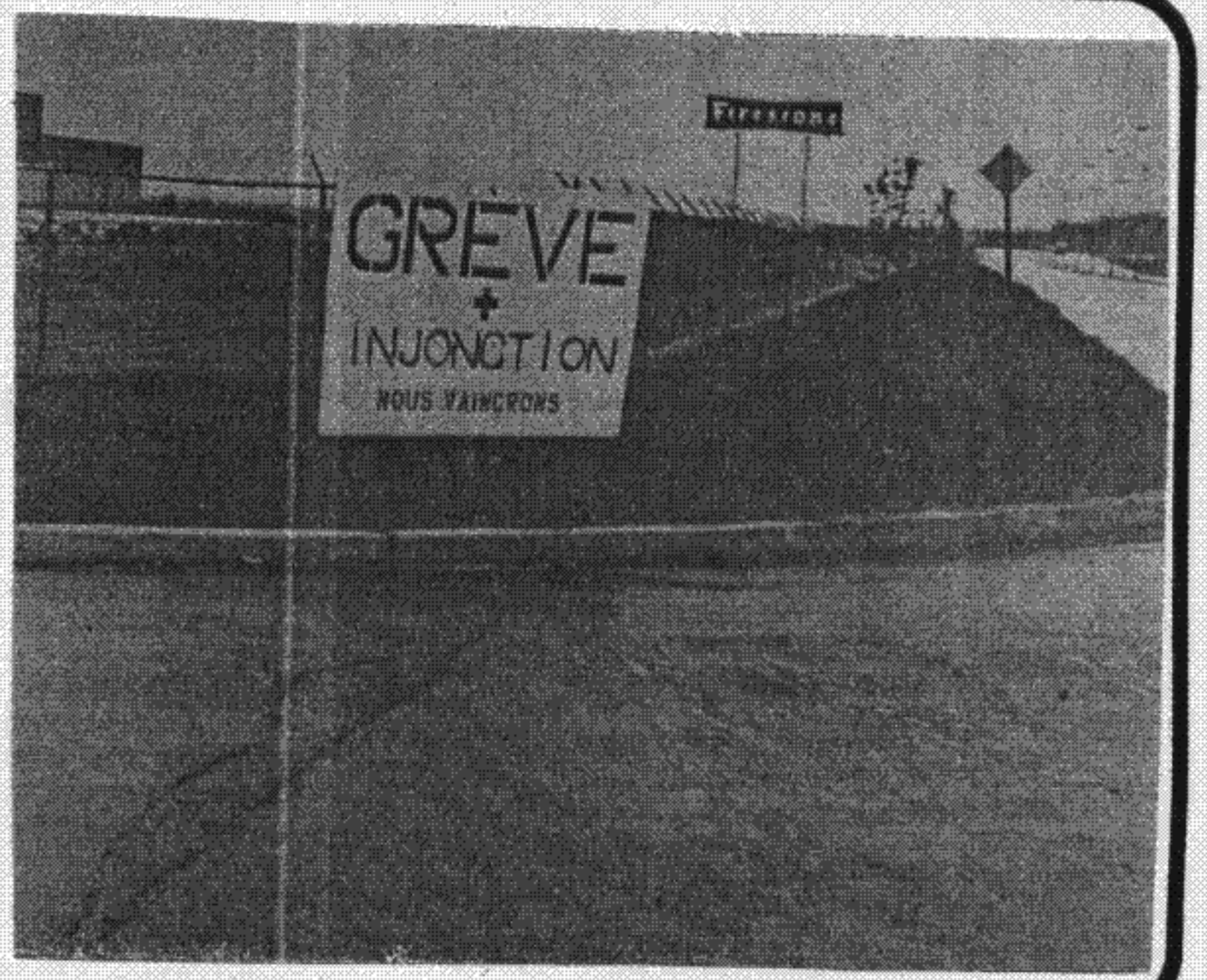
libération

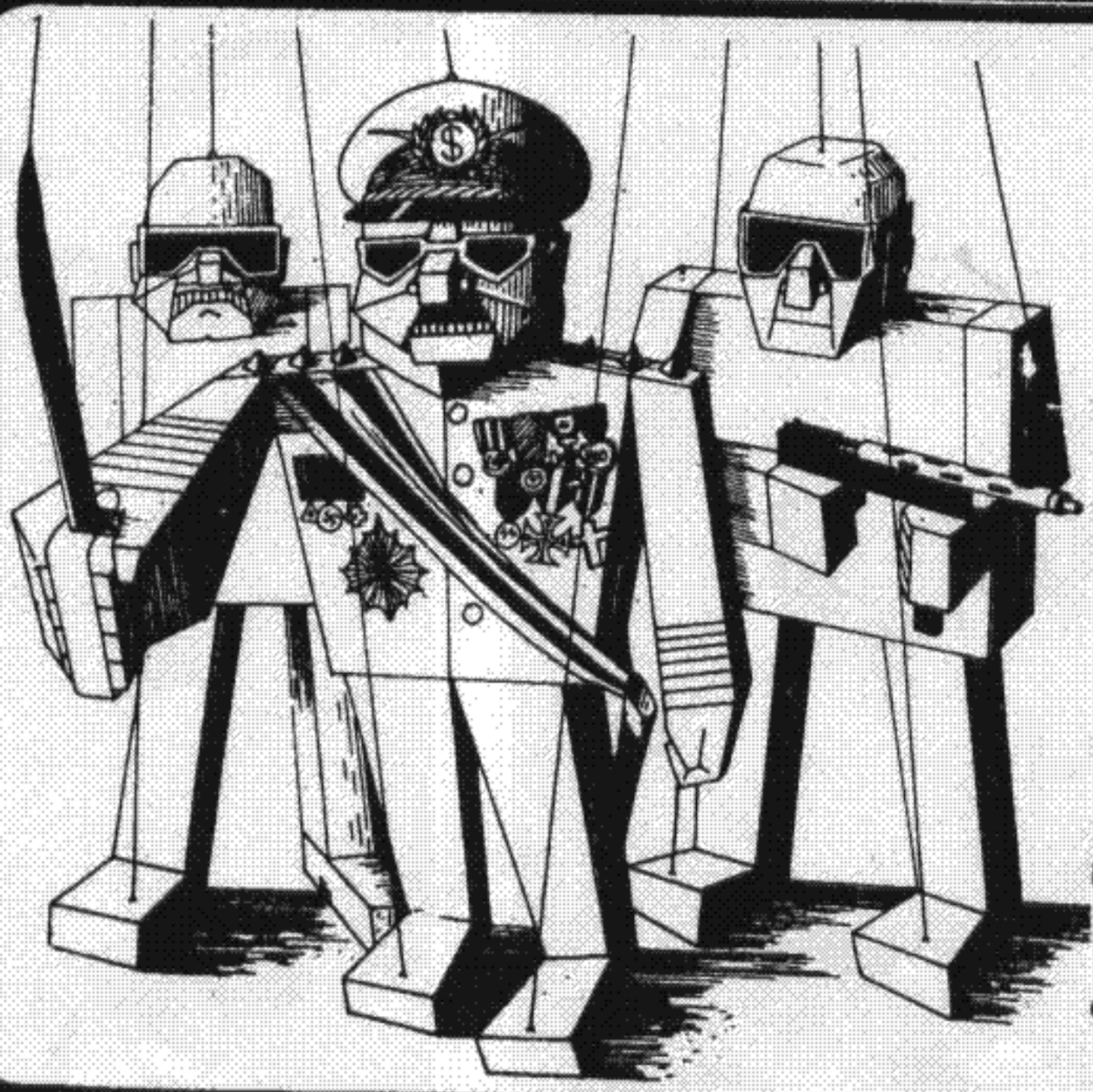
Vol. 3 No. 10 (28) novembre-décembre 1973 25 cents

ELECTIONS: Rien n'est réglé

Lançons le combat pour le parti des travailleurs!

...4





CHILI: Le sang des masses opprimées coule encore.

Interview avec Hugo Blanco

...6

Les socialistes dénoncent l'agression sioniste contre les peuples arabes...3

libération

L'assemblée du 21 octobre du PQ a montré que des milliers d'ouvriers appuient ce parti bourgeois. Au lieu de proposer un parti basé sur les syndicats, le FRAP voulait "défier" les candidats bourgeois à "s'engager" à défendre les revendications ouvrières!

Les faiblesses de la position du FRAP:

Débat: le parti des travailleurs

(Nous publions ici des extraits d'une lettre envoyée le 27 octobre aux membres du Front d'Action Politique (FRAP) dans le cadre d'un débat entre la Ligue Socialiste Ouvrière et le FRAP sur la question de stratégie électorale face au scrutin du 29 octobre. La rédaction considérerait favorablement la publication d'une réponse du FRAP, ou de toute autre contribution au débat. La lettre de la LSO est disponible dans son entier, en écrivant à Libération, B.P. 641, Succ "N", Montréal H2X 3M6 -- NDLR)

"...Dès sa formation en 1970, le FRAP s'engagea à promouvoir l'action politique indépendante parmi les travailleurs par la construction d'une organisation politique ouvrière. Même après que les syndicats aient eu terminé leur participation dans le FRAP, cela est demeuré le but proclamé du FRAP...

"Selon le Journal du FRAP (juin-juillet 1973), ses priorités se concrétisèrent par deux mots d'ordre, dont l'un était "pour l'indépendance de la classe des travailleurs, réalisable, dans une organisation politique indépendante, c'est-à-dire en dehors de tous les partis qui veulent maintenir d'une manière ou d'une autre le régime capitaliste.

"...Malgré la position positive du FRAP sur la question d'un parti des travailleurs, ce point essentiel est absent de l'Appel à tous les travailleurs'. (octobre 1973) Bien que votre appel fait indirectement allusion à la nécessité d'un tel parti, on ne l'avance nulle part explicitement.

"Vous expliquez dans l'appel que 'nous n'avions pas de véritable choix...'. Vous résumez aussi les diverses initiatives prises depuis 1955 par des syndicalistes, y compris les "comités populaires" de la CSN qui peuvent aller dans le sens de la formation par les travailleurs d'un parti qui leur serait propre.

"Pourquoi ne faites-vous pas de la question d'un parti des travailleurs, un élément central de votre appel électoral? Pourquoi ne défiez-vous pas la direction syndicale pour qu'elle prenne ses responsabilités en tant que direction et même pour qu'elle remplisse son mandat? Vous pouvez répondre qu'il était trop tard dans ces élections pour le lancement d'un parti des travailleurs par les syndicats ou par la convocation d'un congrès d'urgence qui organiserait des assemblées dans tous les comtés pour nommer des candidats ouvriers. Mais en tant que groupe qui fait combat pour gagner les travailleurs à une perspective d'action politique indépendante, il est nécessaire pour vous d'expliquer aux travailleurs ce que, à votre avis, auraient dû faire les syndicats.

"Etant donné que le mouvement syndical n'avait pas amorcé, à l'échelle nationale, la construction d'une organisation politique des travailleurs avant la convocation d'élections, quelle est la conception de votre appel pour l'organisation d'"assemblées publiques régionales des travailleurs syndiqués et non-syndiqués"?

"...Votre appel néglige aussi de souligner que c'est la direction syndicale actuelle qui est responsable pour l'absence d'un véritable choix dans ces é-

lections et pour l'absence d'un tel parti des travailleurs. La direction actuelle du mouvement ouvrier organisé, dans ces élections, appuie implicitement ou explicitement le PQ, bien que cet appui ne soit pas ouvertement ou directement déclaré. Cette position va clairement à l'encontre des résolutions et des initiatives prises par les travailleurs et citées dans votre 'Appel'. Il s'agit donc d'une trahison des intérêts de la classe ouvrière par la direction syndicale...

"... Tout en admettant dans votre appel que 'tous les partis actuellement en présence sont contre les travailleurs', vous donnez à ces mêmes partis une dernière chance de se 'rectifier', en demandant aux candidats individuels de ces partis de 's'engager' publiquement à défendre sans compromis, les revendications du 'manifeste des grévistes'.

"Malgré votre opposition au PQ et votre appui à un parti des travailleurs, une position affirmée antérieurement, il nous semblerait que votre position a été modifiée et même diluée pour la rendre acceptable à la direction syndicale. Peut-être la formule 'pas de chèque en blanc, nos revendications d'abord' devait montrer que les candidats bourgeois ne pouvaient pas appuyer le 'manifeste des grévistes', et qu'il fallait donc présenter nos propres candidats. Malheureusement, ce n'est pas la façon juste de poser l'indépendance de la classe ouvrière. Cette approche est, en fait, à l'envers. Au lieu de prendre comme point de départ l'action politique de classe des travailleurs et la nécessité de rompre avec le PQ et les autres partis bourgeois, vous approchez la question d'un point diamétralement opposé: 'Nous savons d'avance que bon nombre des candidats actuels vont refuser de s'engager à soutenir toute et chacune de ces revendications.' Il en découle que vous attendez à ce qu'un bon nombre de candidats y répondent dans l'affirmatif, et que vous êtes prêts à appuyer de tels candidats des partis bourgeois.

"Il nous faut un parti des travailleurs précisément parce que quiconque dans un parti bourgeois (y compris le PQ) ne peut absolument pas défendre les intérêts des travailleurs, y compris d'anciens syndicalistes comme Robert Burns, car ces gens adhèrent à un parti qui n'est pas responsable aux travailleurs mais qui y est fondamentalement opposé. Les candidats bourgeois peuvent démagogiquement se déclarer partisans de n'importe quoi, y compris du 'manifeste des grévistes'.

"Le fait même que les travailleurs auraient à aller au parti des autres (c'est-à-dire au parti de leurs patrons) pour demander des promesses d'appui aux candidats qui ne sont ni choisis par les travailleurs ni responsables à eux, nie le besoin de l'indépendance politique des travailleurs. L'action politique de classe des travailleurs signifie non pas un vote à ceux qui 's'engagent' à soutenir les luttes ouvrières, mais plutôt que le mouvement ouvrier désigne ses propres candidats qui y sont responsables et qui sont révocables par le mouvement ouvrier. Ces candidats feraient partie d'une organisation politique de classe qui se mettra également

...FRAP

à l'avant-garde des luttes extra-parlementaires. Ne serait-il pas plus éducatif pour les travailleurs qui lisent votre appel, de souligner qu'ils ne doivent point se fier aux fausses promesses des candidats bourgeois, qu'ils ne peuvent se fier qu'à leurs propres candidats? Comme vous l'admettez vous-mêmes, tous les partis présentement en lice, ont refusé de défendre les travailleurs en grève dans le secteur public en 1972. Voir les candidats en tant qu'individus, indépendamment du caractère de classe du parti qu'ils représentent, n'est tout simplement pas un point de vue de classe.

"... A tout moment, mais surtout en période électorale, les travailleurs ne cherchent pas seulement des réponses aux questions liées aux conventions collectives et aux lois ouvrières du gouvernement. Toutes les diverses questions politiques et sociales qui dominent dans une conjoncture donnée, doivent être reprises par la direction politique de la classe ouvrière, ou par ceux qui aspirent à devenir cette direction. Dans ces élections par exemple, en plus des attaques anti-syndicales et anti-ouvrières, les questions d'inflation, de chômage, d'oppression nationale, des droits de la femme et de la lutte des Amérindiens sont toutes à reprendre par le futur parti des travailleurs.

"...Malheureusement le FRAP a perdu une bonne opportunité de démontrer concrètement ce que vous voulez dire lorsque vous parlez de l'action indépendante de la classe ouvrière - qui n'est pas un rêve pouvant se réaliser dans un avenir lointain, mais que nous les travailleurs détenons le pouvoir pour le faire maintenant - ce qui manque, c'est une direction pour la diriger..."

libération

La défense de Morgentaler et la campagne pour l'avortement légal

par SYLVIE CHARBIN et BRENDA ZANNIS

Le Dr Morgentaler se trouve présentement devant les tribunaux à cause de sa position déclarée et de principe pour le retrait des lois sur l'avortement ainsi qu'à cause de sa déclaration audacieuse remontant à mars 1973, alors qu'il déclarait avoir lui-même pratiqué plus de 5,000 avortements dans sa clinique montréalaise. Cette attaque gouvernementale contre le Dr Morgentaler s'inscrit dans le cadre plus large des tentatives de l'Etat fédéral qui visent essentiellement à miner le sentiment et le mouvement croissants pour le droit de la femme à l'avortement.

Le procès du Dr Morgentaler prend maintenant la forme d'un procès des lois-mêmes. Il a plaidé non-coupable tout en admettant avoir pratiqué les avortements pour lesquels il se trouve accusé. Sa défense se base sur deux arguments légaux: la nécessité, et l'article 45 du code criminel (qu'il était raisonnable de pratiquer l'opération étant donné l'état de santé de la personne et toutes les autres circonstances de l'espèce).

Les témoins de la défense ont démontré qu'il existe des dangers autant psychologiques que physiques pour une femme à qui l'on refuse un avortement: danger d'une sérieuse dépression, tentatives de suicide sinon de suicide réussi, recours à des charlatans, ou tentative de s'avorter elle-même. Un psychiatre qui a témoigné dans ce procès déclarait qu'une femme à qui l'on refuse l'avortement est presque certaine de subir à long terme des conséquences psychologiques.

Le Dr Morgentaler a déclaré qu'au tout début lorsque les femmes venaient le voir pour obtenir son aide, il refusait, mais qu'après avoir résolument abordé cette question en toute conscience, il a décidé qu'il était de son devoir en tant que médecin de les aider. Il savait très bien que s'il ne les aidait pas, elles trouveraient les moyens de se faire avorter et qu'elles n'hésiteraient pas du tout à encourir même de grands risques pour leur santé. Il a déclaré, un fait confirmé par plusieurs autres témoins, qu'il n'a jamais refusé à une femme l'avortement sur la base d'une incapacité de rencontrer ses honoraires.

La poursuite s'est ensuite lancée dans sa contre-preuve utilisant toute une série de témoins opposés à l'avortement. L'attitude de ces témoins vis-à-vis des femmes était en contradiction totale avec celle adoptée par les témoins de la défense qui avaient clairement déclaré qu'il revenait à la femme de décider. L'avocat de la poursuite même, avançait un concept paternaliste selon lequel la majorité des femmes enceintes, veulent à un moment donné un avortement mais qu'à force d'aide et de dissuasion, elles changent d'avis et acceptent leurs grossesses. Cette même ligne de pensée était mise de l'avant par un de ses témoins qui prétendait qu'une femme désirant un avortement est une femme simplement paniquée et qu'elle n'est donc pas en position de prendre une décision raisonnable; cette dernière doit être "rassurée", on doit faire appel à sa "maturité" et à son "sens des responsabilités".

Les témoins de la poursuite prétendaient que le foetus est un être humain, insinuant clairement que le foetus a priorité sur la femme. Derrière tout cela se cache une attitude chauvine envers les femmes; les considérant comme des êtres irrationnelles incapables de prendre des décisions pour elles-mêmes; comme des êtres sacrificatoires qui doivent accepter une grossesse non-désirée quelque soit les conséquences qu'elles peuvent encourir, au nom "d'un être humain potentiel".

Le dernier témoin pour la défense a déclaré clairement que les médecins ne sont pas capables de déterminer quand commence la vie et ont eux-mêmes conclu qu'il s'agit d'une question morale, et qu'en tant que question morale, il revenait à la femme impliquée de décider pour elle-même.

(Suite page 2)

Daniel Martin/Libération

(Suite de la page 1)

Au moment où ces lignes sont écrites, nous attendons avec impatience le verdict de ce procès historique. Quelque soit le verdict, il est presque certain que cela ne se terminera pas en cour, et il est presque également certain que ce procès aura de sérieuses implications en ce qui concerne les lois existantes contre l'avortement.

Malheureusement, au moment où le procès permet le développement d'une campagne de défense réellement large pour le Dr Morgentaler, des questions et des débats très cruciaux divisent le Comité de défense. C'est à la réunion du 4 octobre, suite à la dernière assemblée générale, du comité de coordination que ces divergences ont atteint un point culminant, alors qu'on a tenté d'expulser deux membres, l'une de la Ligue des Jeunes Socialistes (LJS) et l'autre de la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO).

Pourquoi cette chasse aux sorcières continue-t-elle depuis la fondation du Comité de défense, par un petit groupe qui est majoritaire au comité de coordination et qui s'en sert comme tactique contre ceux qui ne sont pas d'accord avec sa politique? Il est clair que cette tactique de chasse aux sorcières est utilisée pour camoufler les vrais débats, et pour frustrer les propositions émises par les trotskystes de la LJS et de la LSO dans le sens d'organiser une puissante campagne de défense pour le Dr Morgentaler, en organisant des manifestations, des assemblées de masse, des lignes de piquetage, etc. La tâche urgente de défendre Morgentaler, le but déclaré du comité lors de sa fondation le 11 septembre, a donc été considérablement affaiblie.

Il est de plus en plus clair qu'il y a deux points de vue très divergents sur la véritable question derrière le débat, celle de savoir quelle stratégie il nous faut pour gagner le droit de la femme à l'avortement. Pour plusieurs dans le Comité de défense, y compris la LJS et la LSO, la lutte pour l'avortement, comme toute autre lutte des opprimés et des exploités, ne peut se gagner que par des actions de masse; que les masses n'apprennent que dans la lutte les plus importantes leçons quant à la source de leur oppression et quant à la voie à suivre vers la victoire.

Selon l'autre point de vue, les masses n'apprennent pas dans la lutte, et il faut les "éduquer" individuellement au niveau du quartier avant qu'elles puissent comprendre leur oppression et leur exploitation et avant de pouvoir engager des luttes collectives. Les partisans de cette position s'opposent aux actions de masses et même aux assemblées générales.

Laquelle de ces deux stratégies a été plus efficace jusqu'ici pour élargir le sentiment en faveur de l'avortement au Canada et au Québec? A la fin de 1969 (il y a quatre ans), seulement 21% de la population canadienne favorisait le droit de la femme à l'avortement. Peu après, il y avait un mouvement organisé pour l'abrogation des lois sur l'avortement, un mouvement muni d'une stratégie d'actions de masses qui a initié plusieurs manifestations et assemblées publiques. Les statistiques montraient alors que 44% favorisaient l'avortement. Cette année, après la croissance du mouvement pour l'avortement et après toute une série d'actions militantes, les sondages indiquent que 61% de la population favorisent l'avortement.

Cependant, ceux qui proposaient comme orientation "l'éducation dans les quartiers" ont contribué très peu sinon rien au sentiment croissant en faveur de l'avortement. Le peu de sentiment qu'ils ont pu provoquer, ne se dirigeait point contre les lois étatiques. L' "éducation" était en réalité contre-posée à la lutte de masse. Pour ces gens l'obstacle n'est pas la bourgeoisie, son gouvernement, ses lois et sa police, mais plutôt l' "idéologie" ou l' "ignorance" des masses.

Cette notion fausse et idéaliste exprime un manque de confiance dans la capacité des masses d'apprendre et de gagner des choses à travers des actions politiques indépendantes dirigées contre l'Etat. C'est pourquoi les partisans de cette campagne "d'éducation dans les quartiers" dénoncent continuellement les actions de masse proposées pour avancer la lutte des opprimés.

Mettons ce débat sur la stratégie dans le contexte concret de la cause de Morgentaler. Il est assez clair que le gouvernement centre son attaque contre le droit à l'avortement en poursuivant Morgentaler. Le procès de Morgentaler est devenu une brûlante affaire politique où, d'une part, le gouvernement attaque les droits de la femme, et d'autre part, Morgentaler met la loi sur l'avortement en procès.

C'est pour cela que la défense de Morgentaler doit être vue comme la tâche la plus immédiate de ceux qui veulent sérieusement gagner le droit de la femme à l'avortement. Il faut à tout prix repousser cette attaque contre la femme en exigeant ouvertement que les accusations portées contre le médecin soient retirées et que les lois actuelles sur l'avortement soient abrogées!

Malheureusement, ce point de vue n'est pas partagé par tout le monde dans le Comité de défense pour le Dr Morgentaler. Ce sont les mêmes gens qui favorisent une campagne d' "éducation dans les quartiers" pour avancer le mouvement pour l'avortement, qui minimisent l'importance de défendre Morgentaler au profit de la "popularisation" de la notion de l'avortement et la contraception libres et gratuits. Est-ce la meilleure stratégie pour défendre le Dr Morgentaler? Non, évidemment!

Au lieu de voir que la cause de Morgentaler nous offre une occasion par excellence pour mobiliser

(Suite de la page 2)

les masses contre les lois discriminatoires, ils proposent une stratégie qui ne peut que limiter la lutte au salon! Ceux qui veulent sérieusement gagner le droit de la femme à l'avortement ont vu que la défense de Morgentaler constitue la question concrète autour de laquelle on peut organiser un puissant mouvement contre l'Etat qui lui est le vrai coupable dans cette affaire.

La LJS et la LSO ont continuellement mené une lutte conséquente contre ceux qui voient dans la défense de Morgentaler une petite bebelle à côté de la "vraie" lutte pour l'avortement, au lieu de reconnaître son importance réelle, car il est impossible aujourd'hui d'avancer cette lutte pour l'avortement en passant outre l'attaque de l'Etat contre le Dr Morgentaler.

libération

Trois ans après le 16 octobre 1970:

La crise des mesures de guerre qui en était responsable?

par THERESE FAUBERT et ARTHUR YOUNG

Le gouvernement savait-il que des terroristes projetaient d'enlever des personnalités du monde politique; a-t-il décidé de ne pas empêcher les enlèvements pour pouvoir porter un coup décisif au mouvement nationaliste québécois? A l'occasion du troisième anniversaire de la crise des mesures de guerre, ces questions et bien d'autres se posent. Des preuves importantes semblent suggérer que le gouvernement savait que les enlèvements allaient avoir lieu, mais n'est pas intervenu de façon à les empêcher; que deux personnes jouant des rôles-clés dans les opérations felquistes d'alors, pouvaient être des agents provocateurs de la police; que les autorités connaissaient le lieu de séquestration de Laporte ainsi que l'identité de ses ravisseurs, mais n'ont pas agi pour les trouver.

Ainsi, la version gouvernementale sur les événements qui auraient entouré la mort de Laporte a très peu de crédibilité, sinon aucune.

L'explication officielle du gouvernement sur la crise d'octobre '70 a été ébranlée par toute une série de révélations publiées presqu'exclusivement par Le Devoir et le Toronto Star.

Le Devoir dans son éditorial du 11 août commentait ainsi les révélations: "A vrai dire, on ne sait même plus de façon certaine qui, dans cette macabre affaire, sont les méchants... On ne peut que se demander si certains des présumés 'méchants' n'étaient pas en fait des agents provocateurs... Les éléments que regroupent maintenant les journalistes McKenzie et Lebel (Toronto Star), en soulevant la possibilité d'une infiltration policière depuis le départ, conduisent à se demander si une partie des militants felquistes n'ont pas été carrément manipulés par des collègues à la solde de la police."

Le soupçon qu'il s'agissait d'une provocation, semble bien fondé. Le 30 août, le Star révélait que Claude Larivière et Jean-André Prieur, deux personnes-clés dans le FLQ, étaient d'anciens agents policiers. Larivière confirmait dans un interview au Devoir qu'il avait joué un rôle-clé durant la crise, en servant d'intermédiaire et de soutien entre les deux cellules felquistes, en trouvant des repaires pour les frères Rose et Simard, et en fournissant une aide financière aux différentes cellules. De son côté, Prieur a joué un rôle semblable bien que moindre. Il était le chef artisan du système de financement du FLQ en utilisant de fausses cartes de crédit. Il travaillait à produire de faux papiers d'identité. En tant que personne transmettant les messages entre les deux cellules clandestines, Larivière était dans une bonne position pour influencer toutes les décisions vitales.

Au moment de son arrestation, Larivière donnait à la police un document de 50 pages relatant son activité felquiste. Ce document n'a jamais été produit comme pièce à conviction lors des procès. "Il donne nettement l'impression d'avoir été en fait, au jour le jour, de tout ce qui s'est passé au sein du FLQ pendant la crise d'octobre..." déclarait un journaliste du Devoir qui l'interviewait. Larivière n'a jamais été appelé à témoigner à aucun procès. Il a plaidé coupable aux accusations de complicité dans l'enlèvement et le meurtre de Pierre Laporte. Malgré le rôle central qu'il y avait joué, il a été condamné à deux ans d'emprisonnement et était libéré sur parole moins d'un an après son incarcération. Tout récemment il recevait $10,000 du Conseil fédéral des Arts.

Les antécédents politiques de Larivière sont pour le moins disparates; il a participé dans toute une série de mouvements on ne peut plus contradictoires. En 1970, alors qu'il était lui-même un officiel du Parti Québécois, il écrivait une lettre au premier ministre, en le félicitant de sa victoire du 29 avril 1970, où il précisait: "Je crois qu'en effet le Québec ne pouvait dans les circonstances faire de meilleur choix." René Lévesque, chef du Parti Québécois, disait le 23 août qu'il y avait preuve que Larivière s'était infiltré dans les rangs du PQ et du mouvement syndical.

Larivière avait conduit les frères Rose et Francis Simard à St-Luc sur une ferme. Les trois fugitifs étaient poursuivis par la police provinciale et municipale, la GRC et l'armée suite à la mort de Laporte. Larivière avait alors insisté pour que les fugitifs passent à la frontière américaine où selon lui un groupe de révolutionnaires noirs pourvoirait à leur ravitaillement et leur fournirait l'argent nécessaire. Il disait à l'époque qu'il était chargé par la cellule Libération d'avancer cette proposition. Les frères Rose, soupçonnant un piège, auraient toutefois catégoriquement refusé de s'exiler malgré les efforts répétés de Larivière pour les en

convaincre.

Peu de temps après, Prieur se présentait à la ferme. Comment se fait-il qu'il était au courant que les fugitifs se trouvaient cachés là? Sitôt arrivé, il demandait aux Rose et à Simard pourquoi ils refusaient de fuir aux Etats-Unis. (Comme par hasard, Mme Prieur, qui avait quitté son mari, vivait avec son ami sur la ferme où Larivière avait caché les trois felquistes. Une fois revenue de sa surpriseMme Prieur a commencé à se demander comment il pouvait savoir que la cellule Libération avait proposé à ces trois derniers de passer aux E-U et pourquoi il insistait tellement pour les y forcer.)

Mais les trois felquistes persistèrent dans leur refus, bien que Jean Prieur leur ait offert de les conduire lui-même de l'autre côté de la frontière. Il a de plus demandé à sa femme d'endormir les Rose et Simard d'une manière quelconque afin de les faire passer aux EU malgré eux. Elle a déclaré que l'attitude de Jean Prieur lui faisait terriblement peur. Elle avait l'impression qu'il savait beaucoup de choses sur ce qui se produisait. "Il a parlé de la possibilité que toute l'affaire se termine par une fusillade en règle". Prieur et Larivière étaient-ils des agents-provocateurs? Ont-ils, sous des ordres gouvernementaux, fourni l'aide nécessaire pour les enlèvements et les ont-ils poussé à les faire? Tous les deux ont nié les accusations, mais les questions demeurent. Si la ré-

...crise d'octobre

ponse est affirmative, cela signifie que Trudeau et Bourassa ont comploté pour rendre possible la crise felquiste.

Les marxistes se sont toujours opposés au terrorisme, comme étant une stratégie dépourvue de contenu politique et isolée des luttes de masse. Le terrorisme fournit aux autorités un prétexte "légitime" pour réprimer la gauche dans son ensemble, et donne crédibilité au mythe de la classe dirigeante qui veut que ce soit ceux qui veulent changer la société qui sont responsables pour la violence. Ce n'est pas par hasard que la tactique la plus commune des agents policiers soit de s'infiltrer dans les mouvements radicaux pour préconiser des actions terroristes. Ils sont très bien au courant des conséquences non-révolutionnaires de telles actions.

Plusieurs mois à l'avance, le cabinet fédéral avait cherché un moyen de discréditer le mouvement indépendantiste et avait considéré la possibilité d'une crise du type FLQ au Québec. Le 29 avril, le Parti Québécois recevait un pourcentage impressionnant du vote soit 24% du suffrage exprimé. En une semaine, le cabinet avait établi un comité pour considérer entre autres choses "les mesures à prendre dans le cas où la loi sur les mesures de guerre s'appliquerait en raison d'une insurrection.

Ottawa pensait de toute évidence qu'il fallait faire quelque chose pour affaiblir le mouvement indépendantiste québécois; et que le dévoilement d'une "insurrection appréhendée" par les nationalistes québécois servirait leurs fins.

Si en fait, le gouvernement voulait précipiter une crise autour des enlèvements, cela expliquerait un autre fait curieux: le semblant d'incompétence absolue de la part de la police.

Les enlèvements ne pouvaient que très difficilement venir comme une surprise pour les autorités. Dès le début de 1970, il y avait des rumeurs qui circulaient parmi la gauche québécoise, à l'effet qu'un enlèvement politique se produirait. La police était sans aucun doute au courant de ces rumeurs.

Dès le mois de mars, la police avait découvert que Jacques Lanctôt, un participant ultérieur dans l'enlèvement de James Cross, projetait un enlèvement, celui du consul israélien. Le 21 juin, trois personnes, y compris le frère de Lanctôt, étaient arrêtés et accusés de complot d'enlèvement à l'endroit du consul israélien. Les documents trouvés par la police lors de ces raids étaient identiques aux déclarations du FLQ durant les enlèvements Cross-Laporte. La police savait sûrement que les trois rumeurs d'enlèvement avaient une certaine substance. Toutefois, après l'enlèvement de Laporte, les autorités ont refusé d'agir. Le Toronto Star rapportait dans son édition du 30 juillet: "Dans les quelques heures qui ont immédiatement suivi l'enlèvement de Pierre Laporte, le 10 octobre 1970, la police avait construit une évidence démontrant que le séparatiste radical, Paul Rose, était le suspect-clé, mais les autorités politiques ont ordonné un délai dans son arrestation".

Selon des sources bien informées en provenance du service policier, la Sûreté du Québec était en position d'arrêter Rose et d'encercler le repaire probable des ravisseurs plusieurs jours avant que le ministre du Travail soit trouvé assassiné le 17 octobre. Plusieurs personnes reliées au cas ont dit au Toronto Star qu'un ordre de ne pas procéder à l'arrestation de Rose est venu du cabinet provincial.

Un informateur pour la police de Montréal déclarait au Toronto Star que les policiers avaient surveillé étroitement les allées et venues de Rose pendant deux ans, et qu'ils connaissaient bien la maison de la rue Armstrong où Laporte avait été séquestré durant quatre mois. Comment alors expliquer que la maison de la rue Armstrong n'a pas fait l'objet de fouille, alors qu'il y en a eu 5,000 en octobre...

Tout semble indiquer que la police suivait des ordres visant à ne pas mettre la main sur les ravisseurs, ainsi qu'à ne pas retrouver Laporte. Trudeau avait toutes les raisons de vouloir prolonger la crise de façon à causer le plus de dommages possible aux mouvements ouvrier et nationaliste québécois. La mort de Laporte s'inscrivait très bien dans ce genre de plan; la propagande fédéraliste pourrait ainsi rattacher la gauche non seulement à la violence, mais également à l'assassinat.

Bourassa n'était pas pressé d'intervenir pour sauver la vie de Laporte pour une autre raison. Des rapports policiers ont indiqué que les campagnes électorales de Laporte avaient été hautement financées par le crime organisé. La GRC seule, selon Le Devoir, a 18 rapports hautement confidentiels décrivant les rapports de Laporte avec le crime organisé durant l'année précédant 1970. Bourassa qui connaissait l'existence de ces rapports, a nommé Laporte au ministère du Travail. Bien qu'étant un personnage central dans l'administration, Laporte demeurait (vivant) un danger latent de déclenchement d'un Watergate.

Comme le journaliste du Toronto Star, Robert McKenzie rapportait: "Si Laporte était en vie aujourd'hui, les révélations qui ont trait à ses rapports avec les dirigeants du crime organisé montréalais auraient ébranlé les fondements du gouvernement du premier ministre Bourassa. Puisque le Parti Libéral de Bourassa est le rempart majeur contre le Parti Québécois, séparatiste, il n'est pas exagéré de suggérer que le fédéralisme canadien même était en péril". Evidemment s'il était mort, Laporte pourrait devenir un martyr national. Ce qui est clair, c'est que le dernier geste public posé par Laporte consistait dans l'envoi d'une lettre à Bourassa où il implorait de façon désespérée une fin aux raids policiers. La réponse a été la déclaration de la Loi des mesures de guerre et en quelques jours Laporte était trouvé mort.

Comment Laporte est-il mort? Il y a beaucoup de contradictions à ce sujet. Dans son éditorial du 11 août Le Devoir disait: "On ne sait pas encore, en effet, comment Pierre Laporte est mort et on le sait même moins que jamais." Et dans ce même éditorial la question du motif était soulevé: "En effet, il semble bien que les felquistes qui ont enlevé M. Laporte voulaient surtout le forcer à signer des aveux compromettants....On imagine, l'impact qu'aurait eu après la lecture télévisée du manifeste du FLQ, le discours d'un ministre libéral énumérant ses turpitudes. Les gens qui avaient élaboré un tel projet n'avaient aucune raison de tuer M. Laporte. Dès lors, nouvelle question: que s'est-il passé?

Quelle est donc la vérité en ce qui concerne la crise d'octobre? La crise dans son ensemble est entourée d'un épais mystère. Toutefois suffisamment de révélations sont sorties et bien que de caractère partiel et limité, ces révélations indiquent que les vérités principales se trouvent cadenassées dans les filières gouvernementales. Les Québécois ont droit à la vérité et les travailleurs canadiens-anglais ont également le droit de savoir. Après tout, ce sont nous les Québécois qui avons été emprisonnés, dont les maisons ont été fouillées simplement parce que nous étions des militants nationalistes ou syndicaux. Nous avons le droit de savoir le fond de cette histoire.

Le Devoir dans son éditorial du 11 août appelait à la formation d'une commission d'enquête et déclarait: "L'enjeu est tel, cependant, qu'il faut tout essayer pour lever le voile complètement sur cette affaire". Le Toronto Star ainsi que la Société St-Jean Baptiste de Montréal se sont ralliés à la demande d'une commission d'enquête. Une telle enquête doit être entièrement publique. La 'confession" de Larivière, et tous les autres documents policiers et gouvernementaux reliés de façon quelconque à la crise d'octobre doivent être publiés, ainsi que doivent être connues toutes les communications entre Ottawa, Québec, Washington et Londres qui ont eu cours lors de la crise d'octobre. L'enquête devrait être financée entièrement par l'Etat, et devrait posséder tous les pouvoirs d'investigation.

Les commissaires devraient être choisis parmi les victimes de la Loi des mesures de guerre, soit les gens qui ont été emprisonnés, parmi lesquels on retrouve des gens du monde syndical, du Parti Québécois ainsi que bon nombre de militants indépendantistes non-affiliés à une organisation en particulier. Alors seulement, la vérité pourra être mise à nu dans cette affaire non seulement macabre, mais également d'importance vitale.

CHILI: "le massacre d'un peuple sans défense"

(Environ une semaine après le coup sanglant au Chili, le révolutionnaire péruvien Hugo Blanco, en exil à Santiago, a pu fuir au Mexique. Son évasion fut arrangée par le gouvernement suédois, qui lui a offert l'asile politique. Blanco fut accompagné par le trotskyste argentin Eduardo Creus et par un camarade brésilien Juliao Bordao. Nous publions ici des extraits d'un interview qui a été réalisé à Mexico le 28 septembre. L'interview dans son ensemble a été publié dans Intercontinental Press, P.O. Box 116, Village Station, New York 10014 -- NDLR)

QUESTION: La répression au Chili, quelle importance avait-elle?

BLANCO: Les militaires ont commencé la répression avant le coup, pour tenter de désarmer et de démobiliser le peuple. Ils ont fait des descentes dans les usines. Par exemple, ils ont effectué un raid dans une usine d'électronique à Arica dans le nord... Toutes ces descentes ont été effectuées en vertu de la soi-disante Loi sur le contrôle des armes qui fut adoptée par le bloc droitier au parlement au point culminant de la dernière offensive anti-gouvernementale en octobre 1972. Pourtant, l'Unité Populaire (UP -- la coalition de collaboration de classe que dirigeait Allende) ne s'y opposa pas activement. Les députés de l'UP s'en sont abstenus et Allende n'y a pas opposé son veto.

(...)Ces descentes, de plus en plus nombreuses, ont permis à la droite de mettre à l'épreuve la force du mouvement ouvrier, et sa capacité de résister. Ils ont également amorcé un processus de répression sélective qui visait à décapiter le mouvement ouvrier et les partis de gauche. On a frappé les bastions de la gauche dans le quartier industriel, dans les bidonvilles et dans les écoles comme l'Universidad Técnica, et des militants d'avant-garde ont été capturés et emprisonnés. Pendant toute cette première phase de la répression, les militaires et la police jouissaient de l'acquiescement d'Allende et de la direction de l'UP.

Lorsqu'ils ont lancé leur terreur massive le 11 septembre, les militaires ont également profité de la ligne défensive hésitante du gouvernement de l'UP. L'UP fit appel aux ouvriers en faveur d'un surveillance constante des usines. Ils ne firent pas appel en faveur de la saisie des usines mais seulement en faveur de la surveillance, ce qui signifiait que les ouvriers devaient continuer à travailler pour les patrons et même pour les impérialistes. Et après une journée abrutissante de travail, où on est sensé suivre le mot d'ordre de l'UP d'augmenter la production pour gagner "la bataille de la production", les ouvriers devaient y rester la nuit pour surveiller l'usine! Evidemment, ceux qui sont restés étaient principalement de l'avant-garde. Et puis, c'est essentiellement l'avant-garde qui a été prise aux usines lorsque les militaires ont lancé l'attaque.

Le jour du coup, les militaires ont lancé une attaque massive contre les usines et contre les bidonvilles afin de massacrer l'avant-garde. Parallèlement, ils ont tenté de rassembler tous les dirigeants des partis de gauche, aussi bien que les ministres et les députés de l'UP.

Ensuite, la répression s'est dirigée contre les cadres intermédiaires. Les militants dans les usines ont été congédiés, arrêtés et tués. Les universités ont été fermées. L'Université de Concepcion, un centre bien connu de l'extrême gauche, a été fermée et formellement abolie. On a révoqué les diplômes des gradués. A l'Universidad Técnica, les militaires ont effectué un massacre dès le premier jour du coup, tuant environs 600 personnes. Il y a eu également massacre à l'Instituto Pedagogico.

(...)Le gros de la répression s'est dirigé contre les quartiers industriels et contre les bidonvilles, dont Lo Hermida, La Legua et Nueva Havana furent les lieux de massacre. Plusieurs usines nationalisées où l'organisation des travailleurs avait atteint son niveau suprême, furent détruites. (...)

Les forces armées ont été transformées en machine meurtrière. Plusieurs personnes furent tuées au moment d'être prises, ou au lendemain, comme bon semblait aux militaires. Le but de la répression fut d'expulser la gauche de toutes les usines et centres, en les tuant, en les repoussant et en les arrêtant. De cette façon, le mouvement ouvrier fut décapité.

QUESTION: L'expérience chilienne, qu'a-t-elle prouvé quant à la théorie de la "voie pacifique" au socialisme?

CREUS: Cette théorie était peu rattachée à la réalité. La lutte de classe n'a jamais cessé. Les ouvriers occupaient des usines et les paysans s'emparaient des terres, sans demander la permission de l'UP. D'autre part, les droitiers attaquaient constamment le gouvernement. Ils ont poussé le gouvernement à utiliser la police pour réprimer les ouvriers qui voulaient accélérer le processus de socialisation. Par exemple, à plusieurs reprises lorsque les ouvriers occupaient les usines, c'était le gouvernement d'Allende lui-même qui les expulsait. A d'autres moments, le gouvernement réprimait les gens des bidonvilles qui militaient en faveur de la distribution directe des aliments et des vivres. Eventuellement, la droite accentua sa répression et commença à lancer des attaques contre les usines et contre les quartiers pauvres pendant qu'Allende était au pouvoir.

Au cours de tout ce processus, le rôle des partis Communiste et Socialiste était de freiner la mobilisation populaire. Un élément de leur politique fut le "dialogue" avec la droite et la campagne en faveur de la production. Ils n'ont pas dit aux ouvriers de s'organiser afin d'accélérer le processus, mais plutôt de travailler de plus en plus fort, même dans les usines encore entre les mains des impérialistes.

Bien que les masses furent sur l'offensive pendant la majeure partie de la durée du pouvoir de l'UP, elles étaient retenues par leurs directions réformistes. Lorsque la droite a pris l'offensive en octobre, les réformistes ont maintenu les masses dans une position strictement défensive. Les ouvriers ont vu la nécessité de s'armer. Ils discutèrent l'organisation de comités de défense. Mais le gouvernement d'Allende affirmait qu'il n'était pas question de forces armées outre les Carabiniers (escouade anti-émeute) et les militaires.

L'armée chilienne brûle les livres.

QUESTION: Quelle importance avait la résistance au coup?

CREUS: Il n'y a pas eu de résistance organisée. Les ouvriers voulaient lutter, mais en l'absence d'une organisation authentiquement révolutionnaire il ne pouvait pas y avoir de résistance organisée. Il y avait une certaine résistance de la part de franc-tireurs. Il y avait une certaine résistance de la part de groupes encerclés dans des places comme l'Instituto Pedagogico, mais ils furent massacrés. A l'Universidad Técnica ils ont tenté de résister, mais ils furent massacrés. On a résisté dans le bidonville de La Legua, mais il y a eu massacre comme à Lo Hermida.

QUESTION: Le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) avait il proposé une alternative à la direction réformiste de l'UP?

BORDAO: A aucun moment le MIR n'a réellement cherché à arracher les masses de l'emprise réformiste de l'UP. Voilà la clef à toute évaluation du MIR. Pendant la période précédant l'avènement au pouvoir d'Allende, on pouvait caractériser la ligne politique du MIR comme ultra-gauchiste. Ils effectuaient des vols de banques et faisaient tout ce qui est associé à la guérilla urbaine. Mais à aucun moment n'ont-ils tenté d'arracher les massés au réformisme. Ils se sont plutôt lancés dans des actions "avant-gardistes".

Au moment où Allende fut élu, le MIR a changé sa ligne, en réalité ce n'était que le revers de la médaille. A la place d'une politique de guerre de guérilla urbaine, ils ont capitulé devant Allende, en adoptant une ligne essentiellement opportuniste. Bien qu'ils aient maintenu leur indépendance organisationnelle par rapport à l'UP, ils en sont essentiellement arrivés à soutenir sa politique. La ligne du MIR, en fait, s'est fondue dans celle de l'UP. Ils lancèrent des attaques périodiques contre l'UP, mais l'aspect central était l'appui à l'UP.

C'est-à-dire, de même qu'ils n'ont pas cherché à gagner les masses du réformisme pendant la première phase de leur activité, ils ne l'ont pas fait plus dans la seconde phase. Ils avaient plutôt tendance à appuyer l'aile gauche du Parti Socialiste, l'aidant à empêcher les travailleurs les plus militants d'aller au delà du cadre de l'UP.

QUESTION: Quel rôle jouent les fascistes dans la répression?

CREUS: Tout le monde caractérise la junte de gouvernement fasciste. Nous ne croyons pas que ce

qui existe au Chili soit le fascisme. Je ne dis pas ceci pour embellir la junte ni pour minimiser sa culpabilité. Ceci ne signifie pas que la junte est moins barbare; elle ne peut guère être plus barbare. La réalité est que si les militaires n'ont pas établi un régime fasciste, ce n'est pas parce qu'ils ne veulent pas le faire. Le fascisme, tel que nous le définissons, est un mouvement de masse qui se sert de bandes politiques pour reprimer les masses. Mais au Chili, il n'y a que les noyaux embryonnaires de ce type de bandes fascistes.

A l'heure actuelle, la répression est presque uniquement opérée par les forces armées. Si les fascistes y sont impliqués, nous n'en avons aucune nouvelle. D'autre part, les fascistes y contibuent en dénonçant des gens de gauche et en fournissant à la junte des camions et tout ce dont elle a besoin. Mais la répression, les massacres, sont opérés par les forces armées.

QUESTION: Que peut-on faire dans les autres pays pour minimiser l'ampleur de la défaite?
BLANCO: Il faut développer une campagne internationale pour freiner la répression au Chili. En premier lieu, il faut stopper les exécutions et les assassinats souvent quotidiens. Deuxièmement, il faut gagner un traitement plus humain pour les prisonniers et forcer les militaires à abolir leurs tribunaux spéciaux. Les manifestations qui ont eu lieu à travers le monde, au lendemain du coup, se sont immédiatement faites sentir. Quelques jours après les premiers massacres, il était évident que les militaires tentaient de se restreindre un peu. Puis je crois que cette campagne doit se poursuivre afin de sauver plusieurs vies de cette boucherie quotidienne.

La situation des étrangers au Chili est extrêmement grave. Le monde n'a pas vu tel pogrom hystérique depuis les années du nazisme. C'est une chose qui doit préoccuper non seulement les organisations de gauche mais toutes les organisations qui se disent pour les droits humains.

Il faut revendiquer que le gouvernement chilien permette le départ du pays de tous les exilés politiques. Le Chili a signé le traité latino-américain et si le Chili nie ce droit de départ à un seul exilé, il viole le traité. Il faut donc revendiquer que ce traité soit respecté et que soient enlevées les barricades qui entourent les ambassades latino-américaines.

Il faut, à la fois, lutter pour assurer aux exilés de nouveaux asiles pour qu'ils ne soient pas renvoyés dans leurs pays d'origine. Par exemple, renvoyer des Brésiliens dans leur pays signifie tout simplement les tuer au Brésil au lieu de le faire au Chili. Les organisations qui défendent les droits humains doivent faire campagne pour faire sortir les exilés et pour trouver une place hors de danger. Il y a en fait des Brésiliens qui se sont vus obligés de se réfugier dans leur propre ambassade, car face à la terreur déclenchée par la junte chilienne ils ont préféré la mort dans leur propre pays.

On devrait mentionner que plusieurs des Brésiliens qui se trouvaient au Chili n'avaient jamais participé au mouvement révolutionnaire. Ils étaient au pays pour étudier, pour travailler et pour d'autres raisons apolitiques. Mais le simple fait qu'ils doivent s'enfuir du Chili, où c'est un crime capital aujourd'hui d'être Brésilien, veut dire qu'ils ne peuvent pas retourner au Brésil. D'y retourner sous ces conditions, c'est irrévocablement assumer le statut de criminel politique.

Il est urgent de mettre à jour cette campagne de terreur presque sans précédent perpétrée par la junte contre la population. Malgré les histoires de résistance armée, ce qui se passe est essentiellement le massacre d'un peuple sans défense.

Comment organiser le mouvement de défense au Québec

par PIERRE-RENE PERRIN

Des derniers Chiliens arrivés à Montréal, ceux-ci affirment que le nombre de morts atteint maintenant 50,000, que les arrestations, tortures et exécutions continuent massivement, que plus de 25,000 prisonniers sont internés dans le stade national de Santiago, dans les prisons et dans les camps de concentration, que le refus de l'ambassade canadienne d'accorder des sauf-conduits à des centaines de réfugiés persiste. Voilà maintenant, le bilan approximatif de la répression du régime militaire contre les masses paysannes et ouvrières chiliennes.

Depuis le coup d'Etat du 11 septembre, des actions de solidarité se sont manifestées à travers le monde contre la répression militaire au Chili. Au Québec, des comités de solidarité Québec-Chili se sont formés dans les principales villes. A Montréal, les trois centrales syndicales: la CSN, la FTQ et la CEQ, le secrétariat Québec-Amérique Latine et plusieurs autres groupes populaires ont lancé un large comité central de solidarité Québec Chili. On sait que plus de 1,000 Québécois sont descendus dans la rue à Montréal le 13 septembre, pour dénoncer le coup d'Etat et pour prouver leur solidarité avec les masses chiliennes.

Cette solidarité ne tarda pas à s'étendre en milieu étudiant. Des comités de solidarité furent formés dans les CEGEP du Vieux-Montréal, de Rosemont, d'Edouard-Montpetit, dans les universités du Québec, de Montréal et de McGill. C'est sur une base très large que furent formés ces comités, pour regrouper le plus d'étudiants possible, afin de défendre les droits démocratiques des Chiliens. Au CEGEP du Vieux-Montréal fort de ses 40 militants étudiants et enseignants, le comité de solidarité Québec-Chili organisa une grande réunion de solidarité regroupant plus de 500 personnes. Des étudiants occupèrent la salle du conseil d'administration, pendant une réunion, pour protester contre le directeur général du CEGEP du Vieux-Montréal, M. Desjardins, ancien gérant de la compagnie Royal Electric, filiale de la ITT. On sait que la ITT, compagnie multi-nationale très puissante, est l'un des principaux formateurs du coup d'Etat au Chili. Toutes ces actions de solidarité exprimèrent un précédent au Québec pour un évènement international.

Pour une campagne de défense d'une telle envergure, il est déplorable que le mouvement syndical n'a pas pu prendre l'initiative de lancer une grande manifestation de masse contre la répression au Chili, semblable à celle du 1er mai. Les dirigeants syndicaux comme Michel Chartrand ont réussi, sous prétexte de "ne pas provoquer quelque chose pendant les elections", à convaincre la majorité du comité de solidarité à Montréal de rejeter une telle manifestation, en faveur d'une assemblée. C'était finalement les comités étudiants qui devaient appeler une manifestation le 16 octobre (anniversaire des mesures de querre) immédiatement avant la dite assemblée du comité central, une manifestation qui a attiré environ 200 personnes.

Malheureusement, dans l'absence des organisations de masse comme les syndicats, la manifestation a pu être dominée par les mots d'ordre sectaires et ultra-gauchistes scandés par le Groupe Marxiste Révolutionnaire: "Québec-Chili, à bas la bourgeoisie; une seule solution, la révolution;" etc. De tels mots d'ordre ne peuvent que fausser la situation au Chili et isoler la campagne de solidarité, en projettant l'illusion que les tâches politiques actuelles au Chili sont offensives alors que les masses chiliennes se trouvent massacrées et sans défense devant la répression militaire sanglante.

Une puissante campagne de masse capable d'apporter un soutien réel au masses chiliennes, ne peut se concrétiser qu'en adoptant des mots d'ordre qui correspondent aux tâches politiques défensives et qui sont susceptibles de mobiliser le plus grand nombre de Québecois contre la répression de la junte. Plus que jamais les masses chiliennes ont besoin d'un puissant mouvement de défense plutôt qu'une poignée de militants étudiants qui savent exprimer leur "conscience révolutionnaire pure".

Seuls des mots d'ordre comme: "Libérez les prisonniers politiques!", "Fin à la répression!", "Sauf-conduit aux exilés politiques!" peuvent constituer la base d'un tel mouvement large.

Le refus d'accepter les réfugiés de la part de l'ambassade canadienne constitue une complicité de notre gouvernement impérialiste avec le coup d'Etat. La reconnaissance de la junte militaire par le gouvernement canadien en est la preuve complète. C'est pourquoi il nous faut des revendications au mouvement de défense réclamant du gouvernement canadien l'ouverture des portes de son ambassade à Santiago. La visite prochaine de représentants de la junte militaire au Canada pour expliquer "la situation au Chili" montre bien la nature de nos gouvernants face à des assasins...

C'est aux travailleurs et aux étudiants de tirer les principales lecons du drame chilien. D'abord la bourgeoisie et l'impérialisme n'hésitent pas à employer la subversion et la violence contre les ouvriers. L'ennemi de la classe ouvrière est donc le capitalisme. Aussi il est extrêmement dangereux pour les masses ouvrières de se donner une direction, comme l'Unité Populaire au Chili, qui n'est qu'une coalition entre partis bourgeois et partis ouvriers réformistes, qui accepte des compromis avec la bourgeoisie, comme l'a fait Allende avec l'armée. La nécessité de l'indépendance politique totale de la classe ouvrière est donc une leçon-clé de cette expérience.

LIBERATION, novembre 1973

libération

Manon Léger de la LSO dénonce l'agression israélienne contre le peuple arabe

(Le communiqué suivant, écrit avant le cessez-le-feu contre-révolutionnaire imposé aux peuples arabes par les impérialistes et les staliniens de Moscou, a été émis le 18 octobre par Manon Léger, candidate de la Ligue Socialiste Ouvrière dans Mercier pendant la récente campagne électorale -- NDLR)

"Si Bourassa reste muet sur la question de la guerre au Moyen Orient, ce n'est pas parce que c'est 'hors de juridiction provinciale', mais plutôt parce qu'il voit trop de parallèles entre l'agression d'Israel contre les masses arabes et l'agression de l'Etat fédéral contre le peuple québécois.

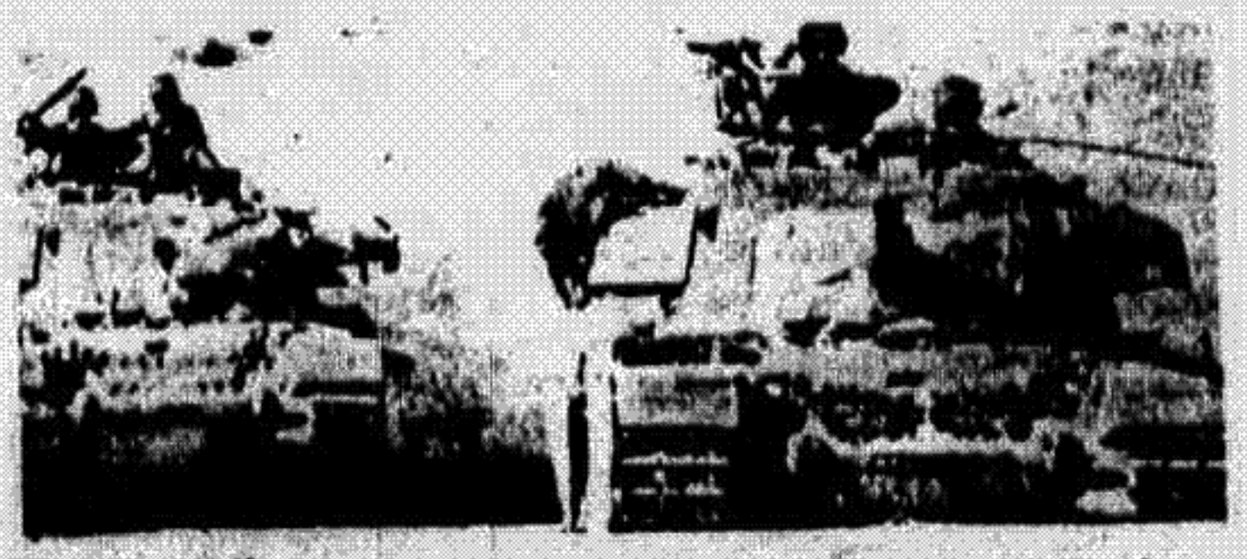
"En tant que socialiste et indépendantiste, je suis de l'avis que les Québécois doivent à tout prix briser les cadres de cette juridiction provinciale' imposée par Ottawa, pour dénoncer à haute voix l'agression israélienne actuellement perpétrée contre les masses arabes. La responsabilité de la guerre au Moyen Orient repose entièrement sur le gouvernement d'Israel. Les accusations sionistes voulant que l'Egypte, la Syrie et les autres nations arabes soient les agresseurs sont aussi racistes et hypocrites que les accusations voulant que les Québécois soient responsables pour leur oppression nationale!

"Israel constitue un Etat colon et pro-impérialiste qui s'est violemment établi en volant les terres arabes et en bafouant les droits du peuple arabe. L'établissement même d'Israel en 1948 exigeait l'expulsion violente de centaines de milliers de Palestiniens de leur patrie.

"Les buts expansionnistes d'Israel sont surtout clairs depuis la guerre de 1967 alors qu'on a saisi encore plus de terres des Arabes pour refaire les frontières israéliennes. Au lieu de remettre ces terres aux Arabes, le gouvernement israélien y a envoyé des milliers de colons. Depuis le début de cette nouvelle guerre, il est évident qu'Israel cherche à voler encore plus de terre au peuple arabe.

"L'impérialisme mondial, surtout américain, arme et finance cette politique expansionniste afin de s'assurer du maintien de l'ordre capitaliste au Moyen Orient par truchement de l'Etat d'Israel. Le napalm utilisé par Israel contre les Arabes est le même que les EU ont utilisé contre les Vietnamiens, et pour les mêmes buts -- pour nier à un peuple opprimé le droit de contrôler ses terres et de déterminer son avenir. Il est clair que l'existence même d'Israel, un Etat fondé sur la misère et la surexploitation de millions d'Arabes, est incompatible avec le respect des droits et avec la volonté de la majorité au Moyen Orient.

"Au nom de la Ligue Socialiste Ouvrière, je fais appel à tous ceux qui cherchent à établir la paix au Moyen Orient d'appuyer la juste lutte des Palestiniens et des autres peuples arabes en faveur de l'autodétermination et de l'émancipation nationale. Nous exigeons une fin à toute aide destinée à Israel, et nous déclarons notre solidarité entière avec l'Egypte, la Syrie et avec les autres pays arabes dans leur lutte contre l'agression perpétrée par Israel et soutenue par l'impérialisme mondial!"



Des chars d'assaut israéliens en Egypte.

Non aux expulsions!

Le combat socialiste au sein du NPD au Canada-anglais

par WALTER BELYEA

Tout récemment le NPD ontarien lançait une nouvelle vague d'attaques contre des militants dissidents en expulsant George Addison et Cliff Mack en raison de leur appartenance à la League for Socialist Action (LSA) et aux Young Socialists (YS), ailes Canadiennes-anglaises de la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO) et de la Ligue des Jeunes Socialistes (LJS), respectivement. En gros, ces actions s'inscrivent dans l'extension d'une chasse aux sorcières qui a eu pour effet d'écarter du parti bon nombre de partisans du caucus Waffle. Dans un article en date du 24 septembre dernier, le Labor Challenge, journal publié à Toronto qui reflète le point de vue de la LSO/LSA, reproduit la lettre d'expulsion signé Gordon Vichert, secrétaire du NPD ontarien, de pair avec une réponse par Dick Fidler.

Vichert justifie ainsi les expulsions de membres de la LSA/LSO: "Il est clair que les cadres de la Quatrième Internationale veulent travailler contre la direction démocratiquement choisie du NPD ainsi que contre la politique du NPD; à partir d'un point de vue qui est en opposition fondamentale avec le socialisme démocratique du NPD".

L'article qui répond à ces expulsions démontre que la LSA diffère de la direction du NPD en ce qu'elle a pour but de "mobiliser le parti sur la base d'un programme et des actions à la fois électorales et extra-parlementaires, qui peuvent avancer la conscience de classe des travailleurs et la puissance indépendante de la classe ouvrière." Et de plus, la raison pour laquelle la LSA travaille au sein du NPD est parce que le NPD constitue "un parti ouvrier basé sur les syndicats, financé par ceux-ci et qui leur est responsable".

Le NPD constitue "la forme par laquelle la classe ouvrière confronte aujourd'hui les partis politiques des capitalistes". En ce sens, le NPD représente à la fois un pas en avant et un frein au développement révolutionnaire de la classe ouvrière. La LSA a toujours ouvertement posé la nécessité de "construire un parti révolutionnaire de masse du type léniniste, sélectif dans son recrutement et muni de cadres disciplinés -- un parti de combat".

Il est essentiel de construire une aile gauche ayant une perspective de lutte de classe au sein du NPD pour que les masses ouvrières canadiennes-anglaises rompent avec la politique réformiste pour se placer sur la voie du socialisme révolutionnaire. Un pré-requis essentiel dans la construction d'une aile gauche viable est le droit incontestable aux tendances et à l'expression de toutes idées politiques au sein du NPD.

En tout temps les militants doivent être prêts à contre-carrer toute tentative visant l'expulsion ou l'interdiction de militants avançant des points de vue dissidents. La direction bureaucratisée du NPD expulserait ses adversaires politiques plutôt que d'avoir à débattre leurs idées politiques devant les membres de la base. Les expulsions et les exclusions de militants ouvriers affaiblissent et divisent les organisations de la classe ouvrière face à la classe dirigeante. De plus, la logique de ces mesures anti-démocratiques peut être employée par la classe dirigeante contre n'importe quelle organisation de la classe ouvrière allant des partis politiques jusqu'aux syndicats mêmes. Finalement ces mesures organisationnelles ne supprimeront pas la dissension au sein du NPD, car aussi longtemps que cette dissension est "enracinée dans la lutte de classe, les courants militants reviendront inévitablement à la surface pour contester la voie collaborationniste de classe de la direction."

Alors que le NPD n'est qu'une force politique marginale au Québec à cause de sa position profédéraliste, de telles actions anti-démocratiques sont symptômatiques de toutes les organisations ouvrières bureaucratisées. Les lecteurs assidus de Libération se souviendront d'articles sur le combat d'Yvon Doucet, un militant dans le Syndicat de la construction de Montréal (CSN), qui a été victimisé pour avoir organisé un caucus de militants.

Les socialistes et les militants syndicaux qui ont reconnu la nécessité d'un parti des travailleurs au Québec, basé sur les centrales syndicales, peuvent facilement voir la nécessité de fonder un tel parti sur le principe d'y reconnaître le droit d'existence de toutes les tendances politiques, de façon à leur permettre de gagner les membres à leur point de vue. Une telle perspective est le seul moyen efficace de contrer l'instauration d'une bureaucratie enracinée, se basant sur les couches les plus conservatrices et privilégiées du parti et qui s'isole de plus en plus des membres de la base.

La formation d'un parti des travailleurs au Québec donnerait aux travailleurs une organisation politique propre où la classe ouvrière québécoise pourrait élaborer une politique indépendante face aux partis bourgeois. Le droit d'expression de tous les points de vue serait indispensable à un tel parti dans l'élaboration d'un programme de combat pour l'indépendance et le socialisme.

C'est précisément dans ces luttes contre les faux-dirigeants réformistes de la classe ouvrière que les militants révolutionnaires feront l'apprentissage de l'art de la politique révolutionnaire. La formation de caucus de membres de la base, la lutte pour la formation d'une direction de rechange est une partie vitale du processus de former un parti révolutionnaire pour combattre ces réformistes. C'est dans cet esprit que l'article spécial conclut: "La LSA et le YS réaffirment son intention d'être partie de ce processus à savoir de continuer la lutte pour une politique socialiste dans le NPD".

libération

il nous faut 350 nouveaux abonnés

☐ Huit numéros .....$ 1.00
☐ Vingt-quatre numéros.....$ 2.75
☐ Souscription au journal.....$____

Nom _____
Adresse _____ Appt____
Ville _____ Zone/Cté_____
Etat/province _____ Tél_____

B.P. 641, Succ. "N" Montréal 129

Un des partisans de la Warriors Society qui a été arrêté par la Sûreté.

La Sûreté du Québec doit quitter la réserve de Caughnawaga!

Manon Léger, candidate de la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO) dans Mercier, a vigoureusement condamné aujourd'hui l'incursion dans la réserve de Caughnawaga et l'arrestation de huit militants indiens, par la Sûreté du Québec le 15 octobre.

"De la même façon que l'Etat fédéral et les grosses compagnies étrangères refusent de laisser le Québec aux Québécois, le gouvernement et la police des Blancs refusent aux Indiens le contrôle sur leurs réserves. Si les Indiens de Caughnawaga considèrent que la présence de Blancs sur la réserve met en danger la survie même de leur culture et de leurs droits nationaux, Bourassa n'a pas le moindre droit d'y envoyer ses flics pour protéger les Blancs et pour imposer aux Indiens leur présence.

"Depuis l'arrivée des Blancs au Canada, les Indiens ont été pillés, massacrés et jetés dans des réserves. Maintenant ces réserves ne sont plus aux Indiens, alors que la police des Blancs va y faire la loi. Parallèlement à ces événements, Bourassa est en train de voler les terres des Indiens et des Inuits dans le nord pour la réalisation du projet de la Baie James, un projet fortement dénoncé par les Indiens, les Inuits, les syndicats et de très larges couches de la population québécoise, et un projet qui intensifiera le génocide de la population autochtone.

"Je condamne énergiquement le système capitaliste, un système qui opprime et qui détruit les nationalités plus petites afin de protéger et d'augmenter le profit et les privilèges d'une minorités d'exploiteurs. Dans la présente campagne électorale, je m'engage à exiger: a) l'expulsion de la Sureté du Québec et de tous policiers blancs de Caughnawaga; b) la libération de tous les militants indiens arrêtés en luttant contre leur oppression; c) le contrôle total des Indiens sur les réserves et sur les autres terres qu'ils habitent; d) l'annulation du projet de la Baie James; e) le droit des Indiens à l'autodétermination , jusqu'à et y compris le droit à former un Etat séparé; f) la solidarité entre Québécois et Indiens dans la lutte contre nos oppresseurs communs -- l'Etat fédéral à Ottawa et ses serviteurs à Québec!

"Bourassa et ses policiers ne peuvent pas faire autre chose à Caughnawaga que ce que les Blancs ont toujours fait contre les Indiens -- semer le désordre, la destruction et perpétuer la surexploitation! Je suis entièrement solidaire avec les Indiens de Caughnawaga qui se battent pour leurs droits nationaux fondamentaux!"

libération

Chili: la lutte reprend

par JOHN LEJDERMAN

La junte militaire chilienne se donne beaucoup de mal pour vanter autour du monde les mérites de la "reconstruction nationale" et de sa "relance économique". Mais ses prétentions hypocrites ne peuvent cacher le fait que la bouleversante répression sanglante contre les masses chiliennes continue. Depuis le coup d'Etat, d'il y a huit mois, les massacres contre la classe ouvrière et la gauche ont atteint une ampleur jamais vue en Amérique Latine. Selon Hortensia Allende, le nombre des victimes se situerait entre 15,000 et 80,000.

L'assaut de la junte, cependant, ne lui a pas permis d'échapper à une détérioration économique importante. Les statistiques officielles elles-mêmes montrent que l'inflation, de septembre 1973 à janvier 1974, a reduit le pouvoir d'achat des consommateurs de 50%. La Opinion (quotidien important de Buenos Aires) rapporte dans son édition du 16 janvier que "la pénurie des biens de consommation qu'on remarque depuis quelques temps est aussi sévère qu'aux derniers jours du régime Allende". Le 19 janvier, le même journal rapporte que "les ménagères chiliennes ont repris leurs protestations contre le manque de biens de consommation essentiels dans les marchés à travers le pays...". Une fois encore le bruit des casseroles vides que l'on frappe pourrait bien résonner au Chili.

La junte s'est révélée incapable d'améliorer la situation économique en dépit de l'afflux de l'aide économique et des crédits accordés depuis le coup par les différentes puissances économiques (y compris le Canada). Cela a érodé l'appui que certaines couches des classes moyennes ont accordé initialement à la junte et ouvre la possibilité pour la classe ouvrière, à condition qu'elles se servent d'une stratégie juste, d'isoler politiquement le régime Pinochet et de mettre fin à la répression.

La classe ouvrière chilienne a payé un énorme prix pour la politique désastreuse de collaboration de classe que l'Unité Populaire a pratiqué. Cette politique a désarmé politiquement les masses chiliennes devant la menace d'un coup militaire. La politique de construire une alliance de classes multiples basée sur la perspective de réformer le capitalisme pour l'amener au socialisme par la voie pacifique a laissé les masses non préparé à se mobiliser pour affronter l'aile droite et les militaires.

Allende, en collaboration avec le PS et le PC, a dit aux masses de ne pas se fier à elles-mêmes, à son pouvoir de classe en tant qu'ouvriers et paysans, mais plutôt à se fier à la "loi et à l'ordre", à la Constitution et même aux militaires "progressistes". Quand le coup survint il était déjà trop tard. Il n'y avait pas de parti révolutionnaire de masse qui aurait pu les armer avec une direction différente, un programme différent et une perspective différente. Le réformisme et la collaboration de classes ont dressé le chemin vers le désastre.

Depuis le coup, le régime militaire a pu porter un coup immense au mouvement ouvrier organisé et a pu abolir plusieurs gains économiques et sociaux remportés par les travailleurs chiliens; il n'a pas réussi à briser la résistance passive -- et quelques fois active -- de la classe ouvrière.

Arturo Munoz Ledo, président de l'Organisation Internationale du Travail, a déclaré, au Mexique (selon La Opinion du 8 janvier) que "les travailleurs chiliens protestaient massivement contre le nouveau régime et que le taux d'absentéisme avait atteint 35%". Depuis le coup, les travailleurs se sont mis plusieurs fois en grève: arrêt de travail de trois jours au chantier de construction du métro de Santiago; grève de 24 heures à la mine de cuivre El Teniente; 48 heures de grève à la mine de charbon Lota ainsi qu'une grève d'une heure à la Sumar en solidarité avec l'ambassadeur suédois. Harald Edelstam, qui depuis lors a été expulsé du Chili.

En janvier dernier, les boulangers de Santiago disaient que la pénurie de pain était principalement due, non au manque de farine, mais à l'absentéisme des travailleurs qui atteignait 40%.

La liste des grèves et des gestes de protestations des travailleurs est encore plus longue. Mais il est important de remarquer la nature défensive et limitée de ces actions qui, pour la plupart, ont tourné autour de la montée en flèche des prix. La signification de telles protestations est qu'elles démontrent que la classe ouvrière n'a pas été complètement écrasée et atomisée. Elles indiquent la bonne voie que doit suivre la résistance chilienne -- premièrement minimiser les pertes en cadres et en militants; commencer à rendre confiance aux travailleurs à travers leurs propres actions défensives et briser les forces qui appuient maintenant la junte en prenant avantage du mécontentement croissant, inévitable et déjà visible, de la petite-bourgeoisie pauvre qui réalisent que la junte ne peut résoudre leurs problèmes.

La campagne internationale de dénonciation de la répression et qui vise à sauver la vie des prisionniers politiques est un facteur-clé qui permettra aux masses chiliennes de se relever des coups reçu par la junte. Pendant que certains éléments puérils de la gauche ont dénoncé les efforts internationaux d'aide aux prisonniers et aux refugiés politiques -- les qualifiant de 'libéraux' -- et opposant le besoin de solidarité à une "résistance armée"illusoire, ils ont montré une ignorance complète du caractère réel de la résistance chilienne en ce moment.

Des milliers de prisonniers politiques sont entre les mains de la junte -- notamment plusieurs des dirigeants importants de la classe ouvrière et des partis de gauche. Plusieurs centaines d'autres cadres se sont enfuis du Chili en quête d'asile, mais ont encore besoin d'aide.

Le gouvernement canadien a eu une attitude complice lors de la chute d'Allende et de la répression sanglante qui s'ensuivit. Non seulement le gouvernement canadien a-t-il pris part aux pressions économique exercées contre le gouvernement Allende; mais, après le coup, Trudeau et Sharp ont excusé ceux qui ont pris part au coup, fermé les yeux sur la répression et ignoré les milliers de personnes qui cher-

(Suite de la page 2)

...Chili

chaient refuge à l'étranger dans leurs tentatives d'échapper à la junte. On a pu voir le rôle véritable du Canada à travers les révélations contenues dans un télégramme envoyé de Santiago par M. Ross, l'ambassadeur du Canada au Chili, de même que par le refus du Canada d'ouvrir ses portes aux réfugiés.

Que Mitchell Sharp détienne le porte-feuille du ministère des Affaires Etrangères symbolise bien le caractère réel du rôle joué par le Canada en Amérique Latine. Sharp, ancien dirigeant de Brascan, une des compagnies impérialistes les plus importantes du Brésil, est un complice de longue date de la brutale dictature militaire dans ce pays. M. Sharp peut facilement supporter les massacres sanglants perpétrés au Chili.

Au Québec et à travers le Canada, le mouvement de solidarité avec le Chili doit empêcher le gouvernement canadien de se laver les mains en ce qui concerne sa complicité avec la junte. Le malaise largement répandu, ressenti par les Québécois et le peuple canadien à cause du rôle du Canada, surtout en ce qui concerne les réfugiés, peut être transformé en campagne pour forcer le gouvernement canadien à ouvrir ses portes à tous les réfugiés chiliens; leur fournir des logements, de l'éducation et des emplois; et mettre fin aux relations diplômatiques et commerciales avec la junte. Une telle campagne politique, dirigée contre le gouvernement libéral est la plus importante responsabilité du Comité de Solidarité Québec-Chili.

Déjà un bon travail a été fait pour dénoncer le rôle du gouvernement canadien. Mais il est nécessaire de faire davantage. Une campagne politique de masse, avec une base large, peut mettre la régime libéral sur la défensive en ce qui concerne sa politique face aux réfugiés et au Chili.

Le Comité de Solidarité Québec-Chili, et les différents Comités étudiants Québec-Chili, grâce à l'appui important exprimé, particulièrement par les syndicats, peuvent jouer un rôle dirigeant dans une campagne pan-canadienne pour obliger Trudeau à ouvrir les portes.

Réussir serait un coup puissant porté contre les assassins et serait d'un grand secours pour la résistance chilienne.□

Libérez Luis Vitale

Les cas de prisonniers politiques aussi connus que Luis Corvalan, secrétaire général du Parti Communiste chilien ou de Clodomiro Almeyda du Parti Socialiste chilien, sont connus à travers le monde. On connait malheureusement moins un autre cas urgent -- celui de Luis Vitale, un dirigeant du mouvement trotskyste chilien et de la Quatrième Internationale.

Vitale, historien marxiste renommé en Amérique Latine et auteur d'une Histoire du Chili en six volumes, a passé deux mois au stade national où il a été battu plusieurs fois et où il est presque mort de faim. On ne sait pas où il est détenu en ce moment. Sa vie est gravement menacée.

De 1959 à 1962, Vitale fut l'un des dirigeants nationaux de la Centrale Unique des Travailleurs.

Des lettres, exigeant la libération de Vitale, devraient être envoyées au régime Pinochet et au gouvernement canadien. Envoyez-en des copies au Comité de Solidarité Québec-Chili, 356 est, Ontario, Montréal, et au CCLA, Box 38, Station "B", Toronto.

EDITORIAL

Bourassa tente de désamorcer la lutte pour un Québec français

Dès les premières rumeurs sur l'imminent projet de Bourassa d'amender la loi 63, la réaction de nombreux personnages et organisations qui défendent les privilèges de la minorité anglophone ne s'est pas faite attendre. Ces cris d'alarme racistes n'expriment aucunement une volonté de défendre des droits justes, mais bien le désir de protéger et renforcer des privilèges linguistiques et économiques injustes qui ont été conquis par la force sur le dos des Québécois et maintenus par l'impérialisme canadien et américain.

Malheureusement, les défenseurs de l'oppression nationale des Québécois n'ont rien à craindre des amendements proposés par le gouvernement, un gouvernement fidèle aux intérêts impérialistes et incapable de mener une lutte victorieuse contre notre oppression nationale.

Le projet de Bourassa ne peut point améliorer le sort du français ni mettre un terme à l'anglicisation effrénée. Au lieu de s'attaquer aux privilèges de la minorité anglophone, Bourassa veut s'en prendre aux immigrants non anglophones pour les confiner, eux aussi, au ghetto francophone.

Tant que la minorité opprimante jouit d'un système scolaire parallèle, financé par l'Etat, et des salaires nettement supérieurs à ceux des francophones, tant que l'anglais reste la langue du travail, il est tout à fait normal que l'immigrant soit attiré à intégrer à la communauté anglophone. Mais là n'est pas la source du mal. Ce sont ces privilèges et ces exigences du capitalisme au Québec qui attirent les immigrants qu'il faut abolir, en commençant par la loi 63 dans son entier.

Ce n'est pas seulement les immigrants non anglophones qu'il faut intégrer à la communauté francophone, mais tous les citoyens du Québec, en commençant par les anglophones, en faisant du français la seule langue de travail et d'instruction publique. S'en prendre aux immigrants pour leur imposer une langue d'opprimés, c'est tenter de faire croire aux Québécois que l'immigrant est responsable de l'anglicisation. C'est tenter de détourner les luttes nationales contre la domination impérialiste pour les diriger contre l'immigrant.

(suite à la page 10)

libération

Date limite des articles:
mercredi le 13 mars

Rédacteur-en-chef: Alain Beiner
Rédactrice-adjointe: Manon Léger
Gérant: André Doucet

B.P. 841, Succ. "N", Montreal 129. Publie tous les mois. Abonnements: 8 numeros pour $1.00, 24 numeros pour $2.75. Les articles signes n'engagent que leur auteur; le point de vue de la redaction du journal s'exprime dans les editoriaux. Imprime chez Payette et Simms Inc., St-Lambert, Quebec. Depôt legal à la Bibliotheque nationale du Quebec et à la Bibliotheque nationale (sic) d'Ottawa. "Courrier de deuxième classe — enregistrement No. 2611."

...la langue

Si la domination de l'anglais n'était pas protégée par le gouvernement, mais plutôt renversée, la tâche d'intégrer les immigrants à la communauté francophone et à notre lutte contre la domination impérialiste serait vite réalisée. Cela est confirmé par la position prise le 5 mars par la Fédération des associations italiennes du Québec (FAIQ) qui affirme que les Italiens ne s'objecteraient pas à l'élimination du libre choix des parents de choisir la langue d'enseignement de leurs enfants si une telle imposition du français comme langue d'instruction s'appliquerait "à tous les immigrants présents et futurs et à tous les citoyens du Québec sans aucune considération de la langue parlée."

La lutte pour un Québec français passe par l'abolition totale de la loi 63, par l'imposition du français comme seule langue de travail et d'instruction publique au Québec et par une opposition intransigeante à toute mesure qui détourne la lutte nationale de la source du mal. Ce tour de passe-passe de Bourassa ne désamorcera point la lutte pour la défense de la langue française.□

libération

lettre de trotsky aux socialistes révolutionnaires en indochine

Nous publions ici pour la premièr fois en français, un article de Léon Trotsky intitulé "Sur la déclaration de l'opposition de gauche en Indochine". Trotsky écrivit ce texte en septembre 1930 sous forme de lettre adressée à ses camarades qui allaient peu après construire l'une des plus importantes sections de la Quatrième Internationale. Les trotskystes vietnamiens ont été capables de contester l'emprise du Parti Communiste stalinien sur les masses ouvrières et paysannes jusqu'au moment où en 1945 le PC arrêta et exécuta leurs dirigeants. Dans ce texte, Trotsky explique l'importance-clef de la question nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux et la nécessité pour le parti révolutionnaire de lutter contre l'oppression nationale. Dans un premier temps, les trotskystes vietnamiens hésitèrent à reprendre et à défendre les revendications nationales des ouvriers et paysans pauvres, mais suite à cette lettre ils ont fait de ces revendications, une composante-clef de leur programme.

La déclaration, en autant que je puisse juger vu mes connaissances insuffisantes des conditions en Indochine, exprime correctement, dans ses traits essentiels, les tâches des communistes indochinois. Les observations suivantes visent à compléter la déclaration, la rendre plus précise et éliminer les malentendus possibles.

1. Il est nécessaire de parler clairement, plus en profondeur et avec plus de précision de la question agraire: du rôle et de la signification des propriétaires terriens semi-féodaux et de ceux qui détiennent de grands espaces en général; et de quelle surface de terre la révolution aurait à sa disposition pour en faire la distribution si elle expropriait les grands propriétaires terriens au bénéfice des paysans pauvres. La question paysanne est laissée complètement de côté dans la déclaration.

A moins que le régime d'esclavage colonial ne soit renversé, l'expropriation des grands et moyens propriétaires terriens est impossible. Ces deux questions, la question nationale et la question de la terre, doivent être liées le plus étroitement possible dans la conscience des travailleurs et des paysans. Evidemment cette question exige une étude détaillée. Une telle recherche a peut-être déjà été faite. De toute manière, la déclaration devrait contenir une formulation claire de la révolution agraire.

2. Il est dit, à la page deux de la déclaration, que les masses "croyaient naivement que l'indépendance nationale pourrait les sortir de la pauvreté; mais ces derniers temps un grand nombre parmi eux ont vu leur erreur." Evidemment, ceci est une formulation incorrecte. L'indépendance nationale, telle qu'on peut la voir par la déclaration elle-même, est un élément nécessaire de la révolution indochinoise. Cependant il est difficile de croire que c'est de cette façon que toute la paysannerie indochinoise en est venue à comprendre la nécessité d'un renversement révolutionnaire de la domination impérialiste française. Et il est plus que douteux que les masses indochinoises aient déjà compris ce qu'il y avait d'illusoire et d'inadéquat dans une révolution qui ne serait que nationale. Ici les communistes voient un grand champ d'agitation et de propagande. Il serait très dangeureux de croire que les masses ont déjà compris quelque chose qui ne leur a pas encore été expliqué, ou qui ne peut leur être expliqué que dans le contexte vivant de la lutte des masses. C'est précisement dans les intérêts d'un tel travail explicatif qu'il est nécessaire, comme mentionné plus haut, de lier tous les besoins, revendications et protestations des paysans, pour la terre, l'aide financière, contre le militarisme et ainsi de suite, avec la lutte contre l'impérialisme étranger et ses agents "nationaux", c'est-à-dire, la bourgeoisie indochinoise.

3. A la page trois nous lisons ce qui suit: "Toute théorie de collaboration de classes ne constitue qu'un camouflage idéologique pour la domination de la classe capitaliste". La pensée exprimée ici est complètement correcte, mais elle est mise de l'avant d'une façon pouvant prêter à des malentendus. Nous ne rejetons pas toute collaboration entre les classes. Au contraire, il y a un genre de collaboration de classes que nous cherchons de toutes nos forces: la collaboration entre le prolétariat et les éléments les plus pauvres de la paysannerie, de même que ceux des couches les plus exploitées et les plus opprimées de la petite bourgeoisie. Ce genre de collaboration révolutionnaire entre les classes, qui ne peut être réalisée seulement à condition qu'on lutte sans compromis contre la bourgeoisie nationale, est telle qu'elle transforme le prolétariat en véritable dirigeant de la nation, si par le terme nation on entend l'écrasante majorité des masses opprimées et exploitées des villes et de la campagne en opposition au bloc anti-national entre les classes possédantes et l'impérialisme.

4. A la page quatre on déclare que le nationalisme, "qui de tous temps a été une idéologie réactionnaire, ne peut que forger de nouvelles chaînes pour la classe ouvrière." Ici le nationalisme est pris de façon abstraite comme une idée suprasociale transcendante qui reste toujours réactionnaire. Ceci n'est ni la façon dialectique ni la façon historique de poser la question, et cela ouvre la porte à des conclusions incorrectes. Le nationalisme n'a pas toujours été une idéologie réactionnaire, loin de là, de même qu'il n'en est pas toujours une aujourd'hui. Peut-on dire, par exemple, que le nationalisme de la grande révolution française était une force réactionnaire dans la lutte contre l'Europe féodale? En aucune façon. Même le nationalisme de la bourgeoisie allemande retardataire et lâche de la période 1848-1870 (la lutte pour l'unification nationale) représentait une force progressive contre le Bonapartisme.

En ce moment le nationalisme du paysan indochinois le plus arriéré, dirigé contre l'impérialisme français, est un élément révolutionnaire comparé au cosmopolitanisme faux et abstrait des Francs-Maçons et des autres types de bourgeois démocratiques, ou à l'"internationalisme" des Sociaux-Démocrates, qui volent ou aident à voler le paysan indochinois.

La déclaration affirme, correctement, que le nationalisme de la bourgeoisie est un moyen de se subordonner les masses et de les déjouer. Mais le nationalisme des masses populaires est la forme élémentaire de la haine justifiée et progressive contre leurs oppresseurs les plus expérimentés, les plus capables, et les plus implacables, c'est-à-dire, les impérialistes étrangers. Le prolétariat n'a pas le droit de tourner le dos à ce genre de nationalisme. Au contraire, il doit démontrer en pratique qu'il est le combattant le plus conséquent et le plus dévoué dans la lutte pour la libération nationale en Indochine.

5. Aussi, en page quatre, on retrouve la déclaration qui affirme que "les travailleurs indochinois eux-mêmes exigent" une lutte simultanée pour l'indépendance nationale, les libertés démocratiques et la révolution socialiste. Cette formulation prête aux critiques sous plusieurs aspects. Premièrement, une vague référence à l'opinion des ouvriers n'est pas encore une preuve: il y a plusieurs tendances et des points de vue variés au sein des travailleurs, dont plusieurs sont fausses. De plus, il est extrêmement douteux que les ouvriers indochinois aient réussi à faire le lien, dans leur pensée, entre les éléments nationaux, démocratiques et socialistes de la révolution. Ici encore, une tâche qui ne devrait que commencer à être l'axe central du travail du Parti Communiste, semble être présentée comme étant déjà achevée. Finalement, et ce n'est pas le moins important, il n'est pas clair selon cette formulation, quelles "libertés démocratiques" sont discutées. La phrase suivante parle ouvertement de la "conquête des libertés démocratiques par le moyen de la dictature du prolétariat". C'est, le moins qu'on puisse dire, une formulation imprécise. Le concept de liberté démocratique est compris par les démocrates vulgaires comme voulant dire liberté de parole et de la presse, droit de réunion, élections libres, etc. La dictature du prolétariat, à la place de ces libertés abstraites, met dans les mains du prolétariat les moyens matériels et les outils de sa propre émancipation (en particulier les presses à imprimer, les salles de réunions, etc.). D'un autre côté, la révolution démocratique ne se limite pas seulement à ces soi-disant libertés démocratiques. Pour les paysans, la révolution démocratique est avant tout la solution de la question agraire et la disparution du fardeau fiscal et du militarisme, qui est impossible sans libération nationale. Pour les travailleurs, le racourcissement des heures de travail est la pierre de touche de la démocratie, parce que c'est la seule chose qui puisse leur donner la possibilité de participer réellement à la vie sociale du pays. Toutes ces tâches peuvent être résolues, et ne le seront complètement, que par la dictature du prolétariat, qui se base sur les masses semi-prolétariennes des villes et des campagnes. Voilà évidemment, ce que nous devrions expliquer maintenant aux travailleurs avancés.

Mais la dictature du prolétariat est quelque chose à laquelle nous devons encore arriver, c'est-à-dire, les masses, au nombre de plusieurs millions sont encore à être amenées à cette perspective. Dans notre travail d'agitation aujourd'hui, nous sommes obligés de partir de ce qui existe. La lutte contre le régime sanguinaire de l'occupation française devrait être menée avec des slogans appelant pour une démocratie conséquente et complète. Les communistes devraient être les meilleurs combattants et les plus courageux contre l'injustice militaire, pour la liberté de parole et de réunion, et pour

une Assemblée Constituante Indochinoise. Nous ne pouvons en arriver à la dictature du prolétariat par un reniement, à priori, de la démocratie. Ce n'est qu'en luttant pour la démocratie que l'avant-garde communiste peut rassembler la majorité de la nation opprimée autour d'elle et de cette façon avancer vers la dictature; cette lutte va aussi créer les conditions pour la transition à la révolution socialiste, en liaison étroite avec le mouvement du prolétariat mondial.

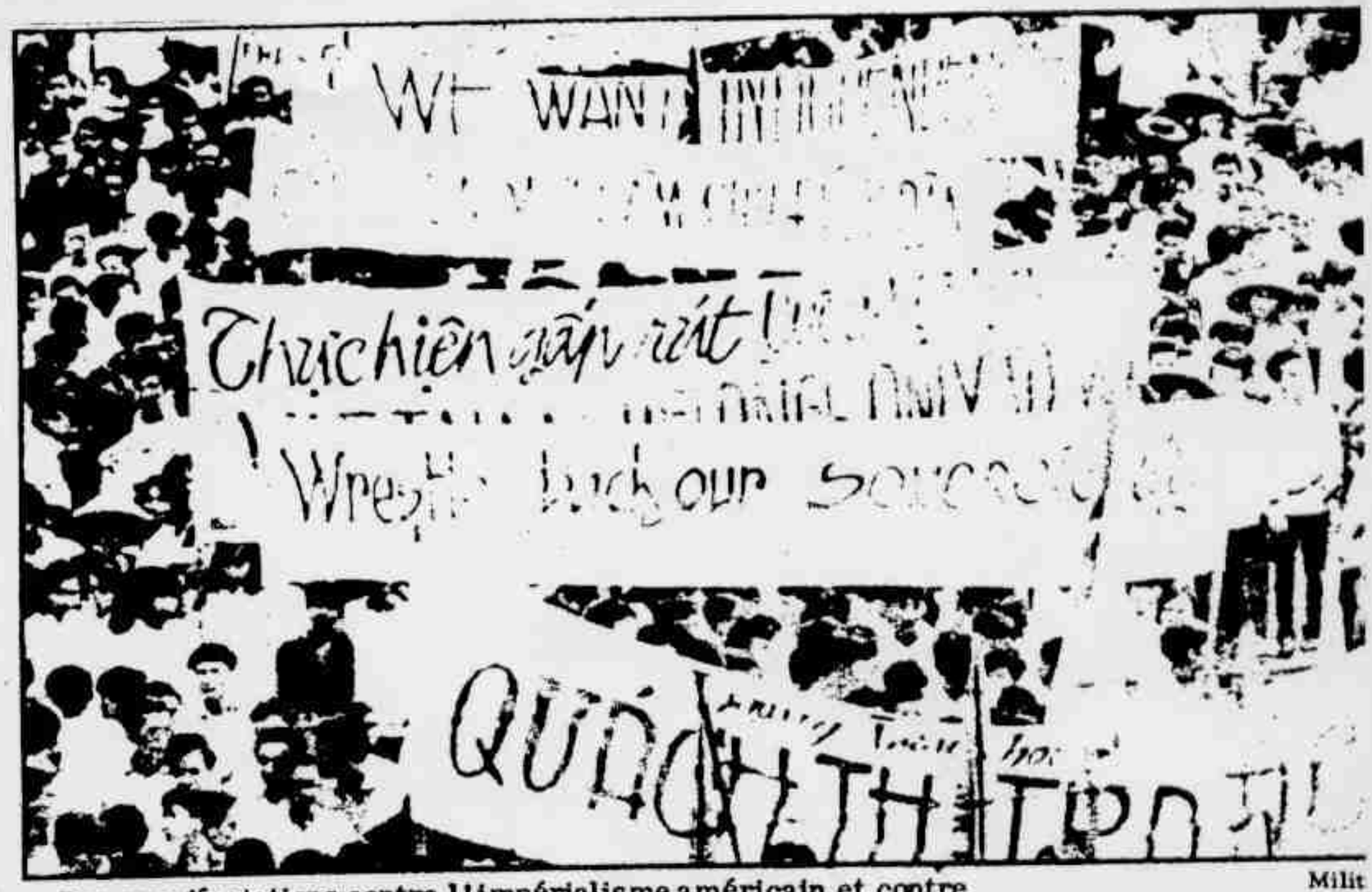
Il me semble que beaucoup de ce qui a été dit sur cette question dans le manifeste des communistes chinois peut s'appliquer aussi à l'Indochine.

6. Encore à la page quatre, il est déclaré que trois partis communistes et trois partis nationalistes ont fusionné récemment pour former un Parti Communiste unique d'Indochine. La référence à ce fait n'est mentionnée qu'en passant, en deux lignes. Cependant, du point de vue de l'Opposition, autant que de celui de la révolution indochinoise dans son ensemble, il s'agit ici de la question centrale. Que veulent ces six groupes -- en particulier, ces trois groupes nationalistes? Quel est leur programme et leur composition sociale? N'y a-t-il pas là le danger qu'un Kuomingtang indochinois ne soit créé sous le nom de Parti Communiste. La déclaration affirme assez correctement que notre tâche par rapport à ce parti nouvellement formé est d'introduire la clarté idéologique. Mais, justement pour réaliser ceci, la déclaration elle-même devrait, en autant que possible, définir la véritable nature du parti nouvellement formé, plus complètement et avec plus de précision. Ce n'est que sur cette base qu'il nous sera possible de déterminer notre politique envers lui.

7. Les slogans sur lesquels se termine la déclaration (page 5) sont en partie trop abstraits et en partie incomplets. Ils devraient être plus précis et élaborés à la lumière de ce que nous avons dit plus haut (question agraire, élément national, slogans démocratiques comme slogans de transition, journée de huit heures, etc.).

J'ai procédé, dans mes critiques, sur la base d'une pleine confiance dans notre concordance de pensée; à cet égard la déclaration ne laisse aucun doute. Le but des opinions présentées ici est d'en arriver à une déclaration formulée plus soigneusement. D'autre part, il est évident selon moi que mes critiques souffrent, en retour, d'abstraction dû au fait que je ne suis pas familier avec la structure sociale et l'histoire politique de l'Indochine. Pour cette raison, je ne propose aucune formulation particulière. Mes commentaires ne sont émis que dans un seul but: de souligner la méthode à utiliser pour arriver à des réponses plus précises et plus concrètes sur la question de la révolution en Indochine.□

LIBERATION, mai 1974/7



Milit

Des manifestations contre l'impérialisme américain et contre ses fantoches saigonnais ébranlèrent le Vietnam du Sud en 1966. Déjà, en 1930, Léon Trotsky saisit la portée révolutionnaire internationale de la lutte de libération nationale en Indochine, une lutte qui se poursuit aujourd'hui malgré la signature en janvier 1973 d'un "accord de paix" imposé aux Vietnamiens par le Pentagone et le Kremlin. Le coût du programme saigonnais d'entretien et de remplacement d'armes fut de $284.7 millions pendant la première année de "paix", environ 75% du niveau de 1972, alors que la guerre battait son plein!

Ta Thu Thau fut un dirigeant nationaliste révolutionnaire en Indochine avant d'être recruté au marxisme en France. Ta et les autres fondateurs du mouvement trotskyste vietnamien furent expulsés de la France à la fin de 1930 pour avoir organisé des manifestations contre la répression française en Indochine. De retour au Vietnam, Ta fonda la Ta Doi Lap (Opposition de gauche).

Quatrième

La Lutte et Le Militant furent les organes de l'Opposition de gauche trotskyste au Vietnam et, assez souvent, les cibles d'attaques des autorités coloniales françaises.

Quatrième Internationale

libération

La fête des travailleurs est née à Chicago en 1886

(Nous publions ici la traduction d'un article signé Larissa Reed qui porte sur les origines du 1 mai, fête internationale des travailleurs. L'article a paru dans le numéro du 1 mai 1946 du journal torontois Labor Challenge, l'organe du mouvement trotskyste à l'époque -- NDLR)

Les patrons craignent et détestent la fête du 1 mai depuis qu'elle est née le 1 mai 1886. En temps de guerre et de réaction débridée, ils tentent toujours de l'interdire. Lorsque les ouvriers débrayent au mépris des exploiteurs, des policiers et des fièrs-à-bras y sont lancés contre eux pour briser leurs manifestations. En plus de cette violence, les patrons ont recours à la déception. Ils tentent de monter les ouvriers mal renseignés contre l'idée du 1 mai, en présentant cet événement comme une affaire étrangère à ce continent, organisé par des "agitateurs étrangers".

En réalité la fête du 1 mai trouve ses origines sur le continent nord-américain, spécifiquement aux Etats-Unis. Ce fut le point culminant d'un puissant mouvement national des travailleurs américains en lutte pour la journée de travail de huit heures et pour des conditions de travail adéquates. La crise industrielle des années 1880 entraîna une misère intolérable pour les ouvriers. Un million de personnes furent jetés sur le pavé. Les salaires furent radicalement coupés; la journée de douze heures fut transformer en 14 ou 16 heures. Dans les moulins de textile, les hommes gagnaient $1.25 par jour, les femmes 80 cents. Quant aux moulins dans le sud, des enfants âgés de six ou sept ans travaillaient 12 heures pour une somme de 10 cents.

C'est en révolte contre ces conditions meurtrières que les ouvriers commencèrent à s'organiser par centaines de milliers dans les Chevaliers du Travail, le principal mouvement syndical de l'époque aux Etats-Unis et au Canada.

Le 1 mai 1886 aux Etats-Unis, une grève nationale fut appelée en faveur de la journée de huit heures. Chicago, le centre de l'industrie de la viande et de la machinerie agricole, se trouva au centre du mouvement de grève. Le patronat de la ville regarda avec effroi les 80,000 ouvriers qui participèrent au premier défilé du 1 mai.

Deux jours après, la police tira sur les piquets devant l'usine McCormick Harvester Works, tuant quatre ouvriers et en blessant plusieurs autres.

Le lendemain, une gigantesque assemblée de masse fut tenue à Haymarket Square (à Chicago) pour protester contre l'attaque meurtrière. Soudainement, une bombe éclate au milieu de la foule. L'auteur de la bombe ne fut jamais trouvé, mais il fut généralement établi qu'il s'agissait là d'un acte tout probablement d'agent provocateur à la solde des patrons. Pour les policiers, l'éclatement de la bombe fut le moment opportun pour tirer sur les ouvriers. Dans le désarroi qui s'en suivit, ils se tirèrent également les uns sur les autres. Quelques policiers furent tués, mais trois fois plus d'ouvriers trouvèrent la mort ou furent blessés.

Les patrons saisirent l'occasion pour monter une campagne encore plus féroce contre les ouvriers, les syndicats et contre le mouvement pour une journée de huit heures. Des centaines de dirigeants ouvriers et de travailleurs furent arrêtés. La presse des patrons réclamait encore plus de sang.

Huit dirigeants ouvriers de tendance anarchiste furent trouvés coupables de meurtre capital et quatre d'entre eux furent pendus un an et demi plus tard.

La tragédie de Haymarket, au lieu d'écraser le jeune mouvement ouvrier comme l'attendèrent les patrons, ne fit qu'endurcir sa volonté et sa résistance. La tragédie éveilla les ouvriers aux Etats-Unis et au Canada et les inspira à renouveller le combat, cette fois-ci forts de la participation ouverte des ouvriers d'Europe. En 1890, lors de son premier congrès, l'Association Internationale des Ouvriers émit un appel aux ouvriers d'Europe, les invitant à se joindre aux ouvriers américains dans des manifestations du 1 mai contre l'ennemi capitaliste.

C'est dans le sang de Haymarket qu'est née la fête du 1 mai, fête qui a réuni les ouvriers de toutes les nations, de couleurs et de croyances. Depuis sa naissance, le 1 mai est devenue le symbole de la solidarité ouvrière internationale et de la lutte unie et indépendante des ouvriers contre les oppresseurs capitalistes.

Plus de 30,000 travailleurs et étudiants sont descendus dans la rue l'année dernière à Montréal et dans les autres villes du Québec pour fêter le 1er mai. Le rétablissement de cette tradition ouvrière est un des acquis de la nouvelle radicalisation.

libération

Dans la "grande" tradition du bill 63

Le bill 22, une autre mesure au service de l'impérialisme

par ALAIN BEINER

La présentation à l'Assemblée nationale le 21 mai du projet de loi 22 sur "la langue officielle" a réussi à diviser la population du Québec sur la question linguistique une fois de plus. Cette profonde polarisation réflète le "système de castes" imposé au Québec par l'impérialisme à travers l'histoire, système qui a bloqué l'établissement du français comme langue nationale unique au Québec en privilégeant la minorité anglaise et en condamnant les masses francophones à une double exploitation.

Les francophones sont obligés de connaître l'anglais au travail, sont cantonnés aux emplois les plus abrutissants et sont les premiers à être mis à pied. Les capitaux canadiens-anglais ou américains contrôlent 80% des richesses des compagnies privées à Montréal, ainsi que les dix plus grandes compagnies industrielles au Québec.

La liberté de choisir la langue d'enseignement dans une telle situation ne peut qu'accélérer le processus d'anglicisation et bafouer le droit légitime de la majorité opprimée de sauvegarder sa langue. Le maintien d'un système parallèle d'écoles publiques en anglais pour la majorité opprimante constitue non pas un "droit acquis" mais plutôt un "droit" conquis, c'est-à-dire un privilège que l'impérialisme a arraché au dépens des droits nationaux des francophones.

Vouloir réserver les écoles anglaises exclusivement aux anglophones en y excluant les francophones et les immigrants n'amoindrit en rien ni la pression d'anglicisation ni la discrimination dont sont victimes ceux de la langue française. Le droit de la nation québécoise opprimée au français comme véritable langue nationale exige nécéssairement l'élimination des privilèges de la minorité anglophone, c'est-à-dire le français comme seule langue de travail, de l'instruction publique et de l'administration gouvernementale, ce qui porterait un coup dur à l'oppression nationale des Québécois. Etudié de cet angle, le bill 22 est inoffensif à l'impérialisme...

Par cette nouvelle loi-cadre, Bourassa tente de récupérer le sentiment et les luttes contre la loi 63 et contre l'anglicisation à l'école et au travail, en accordant quelques concessions tout à fait formelles. Ces "concessions" (ou "ambiguités", selon les journaux anglophones) telles l'"abolition" de la loi 63, le français "langue officielle", l'obligation des immigrants non anglophones à fréquenter l'école française et l'"incitation" des compagnies à accepter la "francisation", ne traduisent pas en réalité le moindre progrès pour la défense de la langue française. Dans cette perspective il n'est pas du tout exclu que le gouvernement favorisait une certaine "opposition" de la part de la minorité anglophone.

La revue Time, porte-parole fidèle de l'impérialisme, ne semble pas affolée par le bill 22: "Il se peut très bien que le gouvernement Bourassa espérait, par truchement d'une ambiguité délibérée, apaiser les aspirations nationalistes extrêmes des partisans du PQ, tout en laissant largement intacts les droits des anglophones. Si telle était la stratégie de Québec, elle a connu une défaite désastreuse."

Effectivement, l'opposition raciste au bill 22, exprimée dans un premier temps par les journaux de l'impérialisme canadien, comme le Montreal Star, et même par des éléments syndicaux anglophones comme la direction réactionnaire de la Provincial Association of Catholic Teachers (PACT--Association provinciale des enseignants catholiques), n'a pas empêché la quasi-totalité des organisations francophones de déclarer la guerre au nouveau projet de loi.

Cette opposition venant des partisans d'un Québec français semble avoir modéré la position du Montreal Star. Dans son numéro du 1 juin, les manchettes reprennent plutôt les paroles d'un prof de la Colombie-Britannique qui affirme "qu'en dépit du brouhaha public", le bill 22 représente "pour la plupart, une mesure relativement modeste et politiquement équilibrée".

Le professeur McWhinney suggère à la communauté anglophone qu'il serait "beaucoup plus constructif et politiquement sage" de participer à la commission parlementaire pour souligner les quelques "défauts" du projet de loi et d'éviter "toute tentation dans le sens de créer une 'alliance malsaine' avec les autres adversaires du nouveau bill 22..."

Quel est le véritable contenu du projet de loi 22? Si la loi 63 est abrogée, le principe de cette infâme loi se trouve intact dans le nouveau bill et même glorifié vu qu'un anglophone unilingue a maintemant l'interdiction de passer à l'école française! A condition de connaître quelques mots d'anglais (très peu de Québécois s'y trouveront exclus), les élèves de langue française peuvent encore se joindre aux milliers qui ont déjà transféré à l'école anglaise. En vertu du bill 22, les anglophones seront toujours privilégiés d'un système parallèle d'écoles subventionnées par l'Etat, car les commissions scolaires ont l'interdiction de "cesser l'enseignement en cette langue sans l'autorisation préalable du ministre de l'Education." (Article 48, Chapitre V)

Yves Michaud du journal Le Jour, dont la position est loin de favoriser l'unilinguisme français, explique ainsi cette section du projet de loi: "La toute petite réserve à l'effet que les élèves devront connaître suffisamment la langue anglaise pour être admis dans le secteur anglophone, loin d'être une mesure propice à freiner l'assimilation linguistique, pourrait conduire au contraire à une véritable curée vers les cours d'immersion en langue anglaise. Et l'on verra sans doute des parents francophones prendre l'habitude de parler anglais à la maison afin de mieux préparer leurs enfants à fréquenter l'école anglaise."

Pour Claude Ryan du Devoir, le bill 22 est à ce chapître même pire que son prédécesseur: "Non seulement la totale liberté de choix demeure en vigueur avec ses corollaires maintenant prévisibles, mais le gouvernement ne semble même plus disposé à imposer à ses immigrants un séjour en incubateur francophone."

Pour ce qui est de l'article 49 sur les immigrants qui affirme que "les élèves qui ne connaissent suffisamment aucune des langues d'enseignement reçoivent l'enseignement en langue française", un projet favorisé par Ryan et, avec quelques modifications, par le PQ, le projet de loi prouve l'inconséquence d'une telle mesure discriminatoire qui nierait aux immigrants les privilèges dont jouissent les anglophones, en les cantonnant au ghetto de la langue française."

Aux dires de la revue Time, "relativement peu d'enfants d'immigrants seraient touchés par le bill. Au cours des neuf premiers mois de 1973, pas moins de 42% des 17,490 immigrants arrivés au Québec ne parlaient que l'anglais, alors que seulement 28%--4,879 -- ne parlaient ni français ni anglais." Le gouvernement a même aboli un paragraphe de la loi du ministère de l'immigration qui faisait devoir au ministre de prendre des dispositions, de concert avec le ministre de l'Education, pour que les immigrants apprennent le français et envoient leurs enfants dans les écoles françaises!

Pour ce qui est de la section sur la langue officielle, les articles du projet de loi expliquent bien que tel n'est pas du tout le cas, que l'anglais reste aussi officiel que le français. La version an-

(suite à la page 10)

...la loi 22

glaise ou l'usage de l'anglais est evidemment reconnu partout, au niveau des lois, des documents officiels, de l'administration publique, des tribunaux et même à l'Assemblée nationale! Le français n'est officiel que dans l'article du projet de loi!

Comme le résume Claude Ryan d'un air approbateur: "Le français devient la seule langue officielle mais les droits des anglophones, si ils sont plus clairement délimités, ne cessent d'exister d'aucune façon."

Quant à la langue du travail, le professeur McWhinney se réjouit du fait que Bourassa s'est gardé de la "folie de quelque action législative, basée sur la coercition ou sur des sanctions de droit criminel, dirigée contre le monde des affaires." McWhinney, qui siègait comme membre anglophone sur la commission Gendron, est de l'avis que si on procédait à la "mise en vigueur honnête et objective des critères précisés dans le nouveau bill 22... plusieurs sinon la plupart des grandes corporations internationales oeuvrant actuellement dans la Province de Québec seraient déjà qualifiées pour l'octroi de contrats par le gouvernement du Québec, ou pourraient être qualifiées assez rapidement sans grande dépense d'énergie ou de ressource." Autrement dit, les "incitations" de Bourassa et Cloutier aux entreprises impérialistes ne changeront en rien la situation de l'ouvrier francophone.

Pour ce qui est du parti d'opposition à l'Assemblée nationale, le PQ n'a exprimé que des critiques tout à fait insignifiantes à l'égard du bill 22. Au lieu de diriger vers les écoles françaises seulement les immigrants qui ne connaissent ni l'anglais ni le français, le PQ favorise une mesure semblable qui est aussi discriminatoire et inutile: le PQ veut intégrer à l'école française tous les immigrants à l'exception de ceux venant de pays anglophones. Autre "grande" divergence: le PQ ne veut permettre à aucun élève dont la langue maternelle est française et qui n'est pas déjà inscrit à l'école anglaise, de quitter le secteur français de l'éducation.

La critique la plus claire du PQ à l'égard du bill concerne le maintien des privilèges anglophones. Pour ce parti bourgeois nationaliste les droits de la minorité ne sont pas suffisamment protégés par Bourassa! "Je dirais même à nos amis anglophones que même si, bon dieu, nous ne sommes pas d'accord sur tout, au moins ils ont des garanties plus claires de leurs droits dans le programme du PQ que dans ce tas d'indiscrétions qu'on nous présente." Cette affirmation de René Lévesque a été reprise à la une du Montral Star du 23 mai sous le titre: "Le PQ se joindra aux Anglais".

Lévesque, qui présentait le point de vue du PQ à une conférence de presse le 22 mai, soulignait que "contrairement" au projet de loi 22, le programme du PQ pour l'indépendance du Québec "promet explicitement le maintien d'un système intégral d'écoles publiques pour les élèves dont la langue maternelle est l'anglais et pour ceux qui assistent déjà à de telles écoles".

Interrogé sur la position des six députés libéraux de langue anglaise qui ont voté contre le bill 22 en première lecture, dont l'un a qualifiée de "fascisante" toute atteinte aux privilèges des anglophones, Claude Charron a déclaré à la même conférance de presse qu'ils avaient "parfaitement raison...Les anglophones ont le droit aux écoles dans leur propre langue au Québec...Je comprends leur souci."

A son tour, Jacques-Yvan Morin, chef parlementaire du PQ, a qualifié l'opposition des anglophones d'une "attitude que nous pouvons appuyer et à mon avis en tant que porte-parole de l'opposition, nous allons les appuyer sur ce point dans la commission parlementaire et à l'Assemblée."

A croire les manchettes du Jour sur la position du PQ, il s'agit d'une opposition de principe: "Guerre au bill 22," "Le PQ ne ménagera rien pour bloquer le projet", etc. Mais rendu au 26 mai, Morin engageait les membres du PQ à s'abstenir des manifestations de masses contre le bill, et mentionnait la "possibilité" de reporter à l'automne (alors que le bill sera adopté) des actions dans la rue, sous prétexte de ne pas vouloir "favoriser l'élection de Trudeau"! "Il faut d'abord mettre l'accent sur la commission parlementaire..."

Tout comme avec les libéraux, le "courage" du PQ face aux immigrants et son impuissance face aux privilèges de la minorité anglaise n'expriment pas du tout un respet moral de "droit minoritaires" qui serait "acquis", mais bien la dépendance presque totale du Québec sur les capitaux impérialistes anglophones, dépendance qui se poursuivra sous un gouvernement péquiste "indépendant".

Le bill 63 avait provoqué des manifestations massives (comme celle-ci) en 1969. Le bill 22 risque d'en faire autant, malgré la "modération" du PQ.

libération

Argentine:

Assassinat de trois trotskystes

(Dans le dernier numéro de Libération, nous vous informions de l'assassinat de trois militants ouvriers du PST -- Partido Socialista de los Trabajadores -- organisation sympathisante de la Quatrième Internationale en Argentine. Nous publions maintenant un article à ce sujet paru dans le numéro de juillet de la revue Imprecor, organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- NDLR)

Le meurtre des trois membres du PST, tous trois militants syndicalistes connus, fait partie d'une véritable campagne terroriste lancée par les fascistes et la bureaucratie syndicale pour écraser l'opposition ouvrière aux projets péronistes d'"institutionnalisation". Nous indiquions diverses autres attaques contre les locaux du PST et contre ses militants. Depuis lors, de nouveaux attentats eurent lieu. Le même 30 mai au soir, huit individus armés enlevèrent trois membres du PST dans la zone de Lanus. "Nous avons déjà assassiné trois de vos camarades, il y en aura bientôt six", affirmèrent-ils. Battus, les yeux bandés, ils furent emmenés dans une maison et y furent battus durant plus d'une heure avant d'être relâchés. Les agresseurs se déclarèrent eux-mêmes être membres de l'administration et de la police de Lanus.

Les attaques des fascistes et des bureaucrates ne se limitent pas au seul PST. Durant les mois d'avril et de mai, on estime à plus de 50 les attaques contre des locaux de groupes péronistes de gauche et des organisations sympathisantes. Des menaces de mort furent adressées à des dirigeants du Frente de Izquierda Popular (Front de la Gauche Populaire) et du Partido Revolucionario Cristiano (Parti Révolutionnaire Chrétien). Rubben Poggione, un membre de la Fédération de la Jeunesse Communiste fut tué dans le Nord de Buenos Aires, peu avant le début du 10e Congrès national de son organisation. La semaine précédente, la résidence d'un médecin communiste et deux locaux du PC furent attaqués à la bombe. En plus des assassinats, il y eut des arrestations de militants manifestants pour des objectifs qui n'ont pas l'appui du gouvernement péroniste. Le 25 mai, furent arrêtés 250 manifestants demandant la libération des prisonniers politiques qui sont détenus dans la prison de Villa Devoto. Le 29 mai, soixante personnes furent appréhendées par la police au cours d'une manifestation en commémoration du mouvement insurrectionnel de Cordoba en 1969.

Les funérailles des trois militants assassinés du PST réunirent plus de 4000 personnes. Y étaient présents de très nombreux membres des syndicats et des organisations politiques; elles prirent l'allure d'une vaste démonstration de solidarité avec les victimes des attaques fascistes. Des dizaines d'organisations politiques et étudiantes envoyèrent des messages de solidarité.

Le quotidien de Buenos Aires "Noticia", citant Juan Coral un des dirigeants du PST qui prit la parole lors des funérailles, écrit: "le terrorisme est utilisé comme un instrument pour renforcer le Pacte Social" (la politique anti-ouvrière du gouvernement). De plus, il attaqua le gouvernement pour ne pas avoir pris les mesures adéquates afin de prévenir des assassinats comme celui qui eut lieu dans le Nord de Buenos Aires. Il accusa la bureaucratie syndicale de perpétrer de tels crimes pour briser la combativité ouvrière.

Le PST appela "tous les travailleurs et les organisations populaires, ainsi que tous les partis politiques et

Suite à la page 2

Suite de la page 1

les organisations de jeunesse qui sont en faveur de la défense des droits démocratiques à s'unir dans l'action", afin de réclamer une enquête et la condamnation des responsables de ces crimes. Coral annonça que le PST avait demandé au gouvernement qu'il lui accorde le droit d'avoir des armes dans ses locaux pour organiser l'autodéfense. Cette demande fut faite lors d'une réunion, le 31 mai, entre Coral et le ministre de l'Intérieur, Benito Llambi. Durant cette rencontre ce dernier affirma que la police fédérale argentine était la meilleure du monde. Si c'est le cas demanda Coral: "Pourquoi n'ont-ils pas mis la main sur aucun des responsables des centaines d'attaques contre la classe ouvrière?"

Durant les funérailles Coral résuma les positions du PST sur les mesures à prendre dans la situation actuelle: "...si des résultats concrets n'apparaissent pas dans les 15 ou 30 jours après le début de l'enquête promise contre les activités terroristes, nous considérerons que le gouvernement a avoué sa complicité avec les bandes d'assassins d'extrême-droite. Dans cette période de pactes et d'accords secrets d'attaques criminelles, de conspirations, nous appelons à la formation d'un Accord d'Unité d'Action pour la défense des libertés civiles. Et comme le général Peron, qui semble être mêlé à tant de manoeuvres contre les travailleurs et le peuple, nous lui demandons aussi de prendre une position claire en faveur de cette initiative que nous devons prendre sur le champ afin de défendre les droits démocratiques. Finalement, nous réclamons la formation d'une commission parlementaire qui possède le pouvoir d'arrêter et d'interroger. Cette commission doit avoir l'appui de toutes les organisations confrontées aux attaques terroristes fascistes et de tous les secteurs du mouvement ouvrier qui ont subi les coups de la bureaucratie criminelle."

Lors de la réunion du Comité exécutif du PST, Nahuel Moreno souligna le besoin de former des brigades ouvrières et populaires anti-fascistes et des piquets de défense du mouvement ouvrier contre ces attaques ininterrompues.

"Avanzada Socialista", le journal du PST, rapporta dans ses colonnes les réponses positives que son appel à la formation d'un front unique reçut de la part du "Bloque de base" et du "Peronismo de base" (organisations de la gauche péroniste), du syndicat des travailleurs de l'industrie pharmaceutique, de la "Lista Marron Metalurgica" de Villa Constitucion (tendance lutte de classe du syndicat de la métallurgie), de l'UDELPA (Union del Pueblo Adelante), du "Partido Intransigente" et du Parti Communiste.

Entre 4,000 et 5,000 personnes ont participé aux funérailles des trois Trotskystes argentins assasinés le 30 mai. Des grèves dans plusieurs usines et écoles secondaires ont dénoncé ces meutres. Le PST a reçu des messages de sympathie de tous les groupes de gauche, des syndicats et d'autres partis.

libération

Ouvrez les portes du Canada aux réfugiés chiliens!

(Ecrit par Jon Cole, cet article a paru dans le numéro du 24 juin de Labor Challenge, bi-mensuel socialiste publié à Toronto. La traduction de l'anglais était faite par Suzanne Chabot -- NDLR)

Le Comité canadien pour la justice aux prisonniers politiques d'Amérique Latine (CLA) a accusé: "Ottawa est maintenant en train de dissuader activement les victimes de la junte chilienne de venir au Canada."

L'accusation, formulée dans un circulaire du CLA, le 17 juin, est basée sur des informations recues du Chili, incluant une feuille d'information publiée en mars par l'ambassade canadienne. Aucune de ces informations n'a été publiée ailleurs.

Plusieurs réfugiés chiliens ont accusé le Canada dé juger les applications des réfugiés d'après des critères économiques plutôt qu'humanitaires--cette accusation est pleinement confirmée par le matériel publié par le CLA.

La feuille d'information de l'ambassade établit que "dû à la situation défavorable de la main-d'oeuvre au Canada, nous ne pouvons accepter des gens dont le métier est très peu ou pas du tout en demande au Canada." On ne mentionne pas la situation de la main-d'oeuvre au Chili, où, comme le CLA l'indique, "200,000 travailleurs ont été congédiés pour raisons politiques et ne peuvent trouver aucun autre emploi."

Surtout, la feuille d'information ne tient pas compte de la répression politique qui continue au Chili, des milliers de prisonniers politiques, du refus complet aux droits humains, des arrêts et des exécutions arbitraires qui se produisent à tous les jours.

Le gouvernement a annulé son "programme spécial" limité pour le Chili, mais les clauses de la loi sur l'immigration, laquelle pourvoit pour des raisons spéciales aux "minorités opprimées" et aux réfugiés, restent en vigueur. L' "Information générale" fournie par l'ambassade du Canada évite soigneusement de laisser savoir aux Chiliens que de telles clauses existent. La seule mention du "programme spécial" est une référence minime "au nombre limité d'immigrants qui étaient dans une catégorie exceptionnelle et dans des circonstances exceptionnelles."

Toute personne qui n'est pas complètement découragée par la feuille d'information a à faire face à une période de quatre à cinq mois de formalités, d'interviews, d'examens et de délais, dont tous ont pour effet d'empêcher les réfugiés de venir au Canada. Le circulaire du CLA trace les grandes lignes des procédures à travers lesquelles doit passer un candidat:

"Le premier formulaire qu'ils remplissent demande des détails sur leur âge, leur éducation, les langues parlées, le genre d'emploi, et ainsi de suite. Seulement si ce formulaire est approuvé, ils en recoivent un second dans lequel ils expliquent pourquoi ils sont qualifiés pour le statut de réfugié. Mais le second formulaire doit être mallé à l'ambassade--peu d'adversaires de la junte veulent confier des informations politiques au courrier de la junte.

"Si le second formulaire est approuvé, le candidat doit passer à travers une vérification de sécurité et d'autres interviews qui peuvent durer aussi longtemps que quatre semaines. Si les fonctionnaires canadiens leur disent que c'est possible, les candidats peuvent, à ce stade, demander le statut de réfugié--mais ils ne se rendent pas à ce stade sans avoir rencontré toutes les exigences normales de l'admission comme non-réfugiés!"

Le CLA a précédemment protesté contre les soi-disant "interviews de sécurité" auxquels les réfugiés sont soumis. Des questions telles que "A quel parti politique appartenez-vous et comment est-il organisé?" et "Quelles relations avez-vous avec la résistance au Chili?" ont été posées aux réfugiés, avec le résultat d'un rejet s'ils refusent de répondre. Un tel interrogatoire est destiné à exclure du Canada les militants de gauche, et à fournir au RCMP (et leur contrepartie d'Amérique Latine) des informations sur la gauche au Chili.

"Les candidats qui passent les interviews, doivent avoir un examen médical à leurs frais," continue le circulaire. Dans un pays où le revenu moyen est moins de 25,000 escudos par mois, un examen médical coûte plus de 50,000 escudos--plus que le revenu pour deux mois! Ce fait seul empêche plusieurs Chiliens de venir au Canada.

"Quatre à cinq mois peuvent être nécessaires entre la première lettre et la décision finale du Canada--mais même à ce moment-là les procédures ne sont pas complètes.

"Les candidats qui sont acceptés doivent encore obtenir de la junte un permis d'émigrer, payer leur propre billet d'avion et, dans les mots de l'ambassade, se procurer assez d'argent pour s'entretenir jusqu'à ce qu'ils commencent à gagner un salaire au Canada."

"Les barrières bureaucratiques et économiques que le Canada a érigées empêchent les fugitifs politiques de venir au Canada. Ottawa a claqué la porte à ceux qui fuient la terreur militaire au Chili."

En même temps qu'il fait de son mieux pour empêcher le plus de réfugiés chiliens de venir au Canada, Ottawa continue sa politique de garder les réfugiés au Canada dans un état d'insécurité. En mai les "permis temporaires" accordés à quelques réfugiés chiliens ont expiré. Plutôt que de leur accorder le statut d'immigrant--ils ont été au Canada sept mois!--le ministère de l'Immigration a simplement renouvelé les permis temporaires.

Aussi longtemps qu'ils ont un permis temporaire, les réfugiés n'ont aucun droit légal. Les permis peuvent être révoqués n'importe quand. Parmi les centaines de réfugiés ayant un permis temporaire, aucun ne s'est vu accorder le statut d'immigrant.

Plusieurs familles sont divisées par la politique du gouvernement--plusieurs réfugiés doivent laisser leur femme et leurs enfants au Chili ou dans des camps de réfugiés d'autres pays. Quelques-uns ont dû attendre jusqu'à six mois pour obtenir du gouvernement des procédures pour leurs applications pour faire venir leurs parents.

La publication par le CLA de nouvelles informations sur la politique inhumaine d'Ottawa devrait donner une nouvelle impulsion à la campagne pour ouvrir le Canada aux réfugiés chiliens, et pour accorder à tous les réfugiés le statut légal au Canada.

libération

morgentaler devant la cour suprême--

l'appui militant des syndicats est décisif

par MARIE-CLAIRE DAVID

Le 2 octobre prochain, commencera le procès du Dr Henri Morgentaler à la Cour Suprême du Canada. Si Morgentaler était acquitté, dans cette Cour de dernière instance, il créerait un précédent historique favorisant l'établissement du droit à l'avortement. Dans le cas contraire, Morgentaler se retrouverait derrière les barreaux. De plus, les avortements bien faits seraient presqu'impossibles à obtenir et ce serait un coup dur et un recul pour l'ensemble du mouvement de libération des femmes au Canada.

On se rappellera qu'un jury de 12 personnes avait acquitté Morgentaler en novembre dernier. La couronne a réagi vivement à cet acquittement en traînant Morgentaler devant la Cour d'appel du Québec afin de renverser la décision du jury. La Cour lui a infligé une peine de 18 mois d'emprisonnement et l'a laissé libre sous cautionnement jusqu'à la décision de la Cour Suprême.

Cette décision de la Cour Suprême aura des répercussions importantes, non seulement pour Morgentaler, mais pour le Dr Machabee, le Dr Tanguay et Joanne Cornax, l'infirmière du Dr Morgentaler, qui ont subi les mêmes accusations. Le Dr Machabee et Joanne Cornax se sont vus privés de l'enquête préliminaire habituelle par une méthode d'accusation privilégiée par Jérôme Choquette, ministre de la Justice au Québec. La Cour de première instance a ensuite suspendu leur procès et celui de Tanguay jusqu'au jugement porté sur Morgentaler par la Cour Suprême.

Ici, au Québec et au Canada, plusieurs attaques ont été faites au mouvement pour le droit à l'avortement. Bourassa, lors d'une déclaration aux journaux, a dit qu'il avait l'intention d'encourager la natalité au Québec, parce que ses économistes lui ont prédit une baisse de la main-d'oeuvre en 1978-80 au Québec. Une des façons d'encourager la natalité, c'est de décourager l'avortement. Il déclarait d'ailleurs que "le gouvernement peut intervenir de plusieurs manières pour s'occuper de la dénatalité au Québec".

On peut voir qu'avec cette politique, le gouvernement essaie de renforcer le rôle des femmes comme machines à bébés.

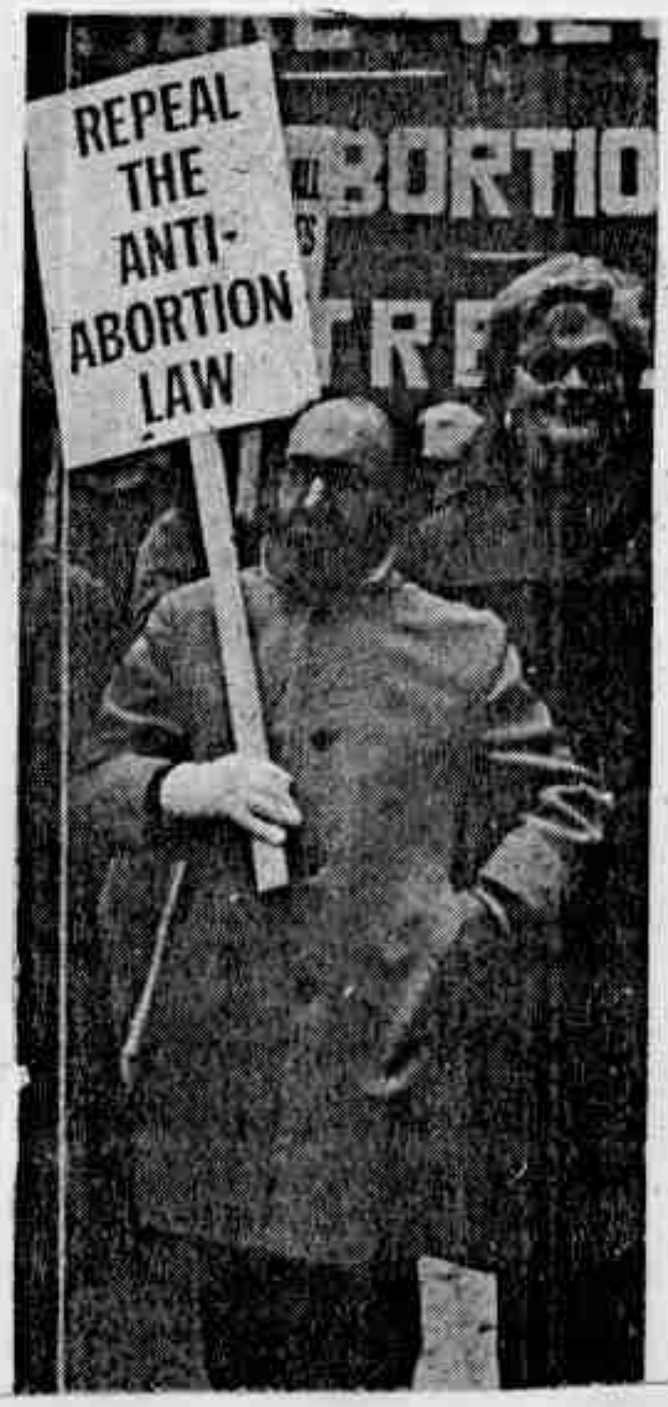
Les femmes sont écoeurées de se faire traiter de cette façon. Elles sont écoeurées de se faire dire ce qui est bon ou mauvais pour elles. Ce sont leurs droits démocratiques qu'on viole constamment.

Ailleurs au Canada, d'autres attaques sont portées au mouvement pour l'avortement. Récemment, le Conseil métropolitain de Toronto a refusé d'accorder une subvention au centre de contraception et de contrôle des maladies vénériennes parce qu'il comprenait un service de références pour l'avortement. A Régina, en Saskatchewan, les femmes qui désirent un avortement doivent maintenant payer des frais allant jusqu'à $200, alors que par le passé, les avortements étaient défrayés par l'Assurance-maladie. Plusieurs villes ont établi des normes minimales pour les femmes non-résidentes de ces villes, et certains hôpitaux ont refusé de pratiquer des avortements pour des femmes qui sont enceintes de plus de 12 semaines. La liste des attaques peut continuer longtemps.

Par exemple, après les élections fédérales, Otto Lang, ministre de la Justice, a démontré la politique anti-femmes du gouvernement. Il a déclaré qu'une étude avait été entreprise sur l'application des avortements dans les hôpitaux et il a continué en disant que si cette étude démontrait une trop grande liberté dans les hôpitaux, la loi serait changée de telle façon que le gouvernement puisse poursuivre légalement les hôpitaux sur l'accusation "d'échec à exercer une responsabilité". Il a même déclaré que le slogan qui affirme que la femme devrait contrôler son corps, est un slogan "bête".

Il s'ouvre actuellement une autre grande période de lutte pour Morgentaler et tous les comités qui le défendent. Ce refus du gouvernement canadien d'accorder cette liberté fondamentale aux femmes dénote clairement l'écart entre les lois et la réalité sociale. Nous savons depuis longtemps que la majorité de la population appuie l'avortement sur demande. C'est un fait qui a été prouvé lors d'un sondage Gallup que 2 Canadiens sur 3 croient que la décision doit être laissée à la femme avec son médecin.

D'autres sondages prouvent que les femmes qui ont les moyens financiers s'en sortent toujours tandis que les



Suite à la page 2

libération

Suite de la page 1

femmes de la classe ouvrière n'ont pas les moyens d'aller à New York, si elles ne peuvent pas obtenir un avortement au Québec.

La lutte pour le droit à l'avortement est une lutte politique extrêmement importante pour le mouvement de libération de la femme à l'heure actuelle, non seulement au Canada, mais à travers le monde. Partout, les femmes se battent pour abroger les lois de l'avortement dans les pays où elles ont été "réformées", comme au Canada.

En France, à Paris, en mai dernier, 50,000 personnes ont manifesté pour l'abrogation des lois archaiques sur l'avortement qui datent de 1920. C'est depuis 1971, que les Françaises luttent pour ce droit. En Allemagne, poussées par le mouvement en France, les femmes ont commèncé à revendiquer le même droit et elles ont commencé à s'organiser. Sous cette pression, le gouvernement a dû faire quelques concessions et il a réformé la loi.

Tous ces efforts du gouvernement à restreindre encore plus l'accessibilité de la femme à l'avortement, démontrent que la lutte pour défendre Morgentaler va être encore plus exigeante que jamais auparavant, car il se trouve au point central des attaques contre les femmes. Il y aura des actions entreprises à travers le Canada pour le défendre. Entre autres, Morgentaler a été invité par les comités de défense au Canada-anglais, à faire une tournée à travers le pays entre le 8 et le 18 octobre. Ici, à Montréal, une ligne de piquetage s'organise pour le 2 octobre, date de la présentation de l'appel de Morgentaler à la Cour Suprême.

Il est important, maintenant, comme auparavant, que tous les groupes, syndicats, groupes de femmes ou autres, qui sont en mesure de participer activement à cette lutte, collaborent très étroitement avec les comités de défense. Certains syndicats ont déjà exprimé, lors de leurs congrès, leur désir de prendre position sur les questions des femmes. La CEQ, la CTM (FTQ), et la CSN ont toutes trois adopté des résolutions favorisant le droit des femmes à l'avortement.

Toutes les personnes intéressées à défendre le droit fondamental des femmes à contrôler leurs corps devraient faire un effort spécial pour se joindre à cette lutte, considérant que c'est un tournant décisif qui peut être d'extrême importance pour la victoire de l'ensemble du mouvement de libération des femmes.

Ce sont les syndicats qui peuvent faire de la campagne de défense de Morgentaler, une campagne de masse.

libération

Le terrorisme des racistes blancs s'intensifie

Hugo Blanco sur l'Angola

(Nous traduisons de l'espagnol un article de Hugo Blanco qui porte sur la violence raciste des blancs envers le peuple angolais. Depuis que l'article a été écrit, le gouvernement du Portugal a annoncé le 10 août un plan qui prévoit l'indépendance de l'Angola d'ici deux ans à partir de la formation ou de la création d'un gouvernement provisoire, une fois le cessez-le-feu signé. Selon le plan, ce gouvernement doit inclure en plus de membres de tous les mouvements de libération, des blancs. Sur les trois organisations principales du mouvement de libération, le MPLA et l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola) semblent favoriser le projet de la junte portugaise. Seul le FNLA (Front National de Libération de l'Angola) s'oppose au plan et poursuit la lutte pour l'indépendance immédiate. --NDLR)

par HUGO BLANCO

L'Angola est un pays dont la population est composée de 6 millions de Noirs, d'un demi-million de blancs et de plusieurs centaines de milliers de métis.

Les racistes blancs, face à la perspective d'une indépendance éventuelle de cette colonie, ont intensifié depuis le 25 avril leur activité contre la population noire et font tout ce qui est possible pour empêcher cette indépendance qui ne maintiendra pas un gouvernement blanc.

Depuis assez longtemps maintenant, le PCDA (Parti Démocrate Chrétien d'Angola -- blancs) a utilisé le tribalisme pour diviser la population noire.

Almeida Santos, le ministre portugais de la Coordination interterritoriale, se trouvait dans la capitale angolaise le 26 mai. Il a été accueilli par une manifestation indépendantiste de 20,000 personnes dont la majorité était noire.

Mais, il y a eu aussi une contre-manifestation des blancs dont la plupart étaient des hommes d'affaires et des chauffeurs de taxi qui ont insulté le ministre.

Quelques jours plus tard, un homme d'affaires blanc tuait un Noir parce qu'il avait crié "Vive le général Spinola!"

Le 11 juillet, un chauffeur de taxi blanc a été trouvé mort près d'un quartier noir. Cela a servi de prétexte au déclenchement d'actions terroristes contre la population noire.

Des groupes de blancs, principalement des hommes d'affaires et des chauffeurs de taxi se dirigèrent vers la station de radio officielle pour y chercher Norberto Castro, et vers les Studios du Nord pour y chercher Sebastian Coelho. Ces deux annonceurs de radio étaient accusés par les blancs d'avoir incité les Noirs.

Plus tard, ils se dirigèrent vers Cazenga, le quartier où le chauffeur de taxi mort avait été trouvé. Armés de grenades, de pistolets, de matraques et d'autres armes, ils commencèrent à attaquer tous les Noirs passant en véhicules. Ensuite, après avoir été dispersés par la police, ils se dirigèrent vers un autre quartier -- Cuca -- pour continuer le même genre d'actions. Les autorités blanches rendirent compte de 3 morts et de 30 à 40 blessés, tous des Noirs.

Le 13 juillet au matin, les amis et la famille des morts sont allés revendiquer les corps à l'hôpital. Puis, ils ont mené une marche de protestation et de deuil en portant les corps dans les rues principales de Luanda jusqu'à ce qu'ils soient arrêtés par la police qui s'est emparée des corps.

Puisque les actions des terroristes blancs continuent avec l'accord de la police blanche, le 15 juillet, une colonne de 5,000 soldats et officiers noirs s'est formée. Ils ont marché aux quartiers généraux de l'armée afin d'y revendiquer la protection des communautés noires. Le général Franco Pinheiro fut forcé d'accepter cette requête. Pendant ce temps-là, les civils noirs qui avaient accompagné les soldats et qui avaient été arrêtés en cours de route, se faisaient attaquer par la police.

De plus, ce jour-là, se produisit une grève générale des ouvriers noirs en signe de deuil et de protestatio
En dépit de la forte répression p
cière, la grève fut un succès. Les piquets de grève furent interdits sur les lieux de travail; donc, ils se placèrent eux-mêmes dans la banlieue des quartiers noirs.

Pendant l'après-midi, l'enterrement de 5 victimes du terrorisme blanc eut lieu. La marche funèbre partit de la Ligue Nationale Africaine et fut accompagnée par plus de 20,000 personnes dont plusieurs blancs.

Plus tôt, les membres des familles ainsi que d'autres Noirs qui s'étaient réunis à la Ligue Nationale Africaine avaient rejeté l'attitude du Conseil gouvernemental qui donnait des compensations aux familles et payait les funérailles, en déclarant qu'une telle attitude constituait "un affront à la dignité des Angolais" qui voulaient "des mesures de protection et non des aumônes".

A Luanda eut lieu une réunion plénière d'étudiants, de professeurs et d'administrateurs de toutes les écoles secondaires et de toutes les universités qui ont décidé d'appeler trois jours de deuil académique avec l'occupation de toutes les écoles pour revendiquer l'arrêt immédiat, le procès et l'expulsion du pays de tous ceux qui avaient été impliqués directement ou indirectement dans ces crimes.

De plus, les étudiants universitaires ont conclu un accord pour demander la démission des corps gouvernementaux en empêchant les organes représentatifs de l'université de contacter le gouvernement angolais aussi longtemps que le gouvernement provisoire du Portugal et le Mouvement des Forces Armées n'auraient mis explicitement en pratique des mesures anticolonialistes.

La répression a pris diverses formes:

On rapporte l'assassinat de plus de 100 Noirs.

La programmation de la radio a été mise sous contrôle gouvernemental et les assemblées syndicales ont été suspendues.

Les Angolais disent que le gouvernement s'est engagé à écraser leurs protestations et que, pour cette raison, le gouvernement est en train de laisser la main libre aux partis racistes et ultradroitiers. Par ailleurs, ils disent aussi que le couvre-feu est mis en pratique pour que les Noirs ne puissent agir librement et afin de faciliter le terrorisme des blancs. Ils dénoncent concrètement la RUA (Résistance Unie de l'Angola) qui est formée de groupes de commandos blancs, groupes organisés pour commettre des actes terroristes et pour provoquer des événements. Les Angolais indiquent aussi que cette organisation paramilitaire a offert de l'argent à quelques gouvernants du Portugal afin qu'ils restent dans le pays après la déclaration de l'indépendance. La RUA jouit d'un certain appui de la presse et de la radio, des forces armées ainsi que de divers appareils policiers.

De plus, les Angolais sont d'opinion que les derniers événements ont renforcé l'unité de la population noire et rehaussé ses désirs d'indépendance.

Interview avec Hugo Blanco:

La situation actuelle en Amérique Latine

(L'interview suivante a été donnée par Hugo Blanco à un reporter français. Blanco, présentement exilé en Europe, était à la tête du mouvement paysan "La Convencion" de 1958 à 1963, au Pérou. Hugo Blanco arrivera au Canada vers la mi-novembre et fera une tournée à travers le pays jusqu'au début de décembre. Pour de plus amples informations à propos de sa visite à Montréal, vous pouvez vous adresser à la Ligue Socialiste Ouvrière, 861-3018 -- NDLR)

QUESTION: Comment caractérises-tu la situation actuelle au Pérou et le régime de Velasco-Alvarado?

REPONSE: Le gouvernement péruvien est surtout le représentant des secteurs bourgeois "desarrollistes" (prétendant au développement) nationaux aussi bien qu'impérialistes. Nous ne nous faisons aucune illusion au sujet de la possibilité qu'il puisse changer son caractère de classe, et nous ne croyons pas non plus qu'il soit capable de se libérer de l'impérialisme. Ce qui arrive, c'est que parfois il s'incline plus vers le nationalisme bourgeois, accentuant ses frictions avec l'impérialisme, liant cela à une politique populiste.

Nous avons toujours appuyé et nous donnerons notre appui critique à toutes les mesures progressistes du régime. Mais nous n'avons jamais appuyé et nous n'appuyerons jamais ce gouvernement ni aucun autre gouvernement bourgeois: nous luttons avec intransigeance pour un gouvernement des travailleurs.

On comprend mieux le cas péruvien si on le situe dans le contexte de l'Amérique latine. Les secteurs bourgeois -- même ceux que l'impérialisme a obligé à servir d'intermédiaires -- maintiennent des querelles permanentes avec celui-ci lorsqu'il s'agit de la répartition de la plus-value ou lorsqu'ils désirent diminuer leur dépendance. Selon leur puissance majeure ou mineure, ces secteurs déterminent les différents régimes de l'Amérique latine.

A cela, il faut ajouter la méthode politique qui permet d'exploiter les masses. Quelques secteurs sont en faveur de gouvernements forts, comme celui du Brésil, d'autres sont prêts à faire des concessions aux masses et pour rester dans le cadre d'une démocratie relative, comme celle qui existe au Pérou. Cela dépend aussi de la marge de manoeuvres que leur laisse la lutte des masses.

Entre ces deux facteurs il y a un rapport, mais ce n'est pas un rapport mécanique. Je veux dire par là que les secteurs impérialistes ne seront pas toujours en faveur de gouvernements forts, et les secteurs bourgeois nationalistes pas toujours en faveur d'une politique "populiste". Je considère qu'au Pérou, il est vrai qu'en général les secteurs "désarrollistes" nationaux sont en faveur du "populisme".

En Argentine, en 1955, tous les secteurs bourgeois, même ceux qui avaient appuyé Peron, s'unirent en faveur du putsch répressif. Une chose pareille eut lieu au Chili, où tous les secteurs bourgeois -- avec en tête l'impérialisme nord-américain -- fraternisèrent pour faire le putsch.

Le coup d'Etat du Chili a changé les rapports de forces en Amérique latine en ce qui concerne leur attitude face aux masses. Une de ses conséquences a été la constitution du bloc de gouvernements forts et pro-impérialistes: Chili, Brésil, Bolivie et Uruguay. Ce bloc ne représente pas seulement une attaque contre les peuples de ces quatre pays, il est aussi une grave menace contre les autres peuples des pays sud-américains. Vu de loin, il est difficile de calculer combien est proche le danger d'un coup d'Etat réactionnaire au Pérou. Mes camarades du FIR signalent dans leur journal "Palabra Socialista" que ce danger existe, bien que sous une forme latente et non immédiate.

Nous, les révolutionnaires, nous devons faire pression pour la constitution d'un Front Unique d'Action, composé par tous ceux qui s'opposent au putsch (les trotskystes l'ont fait en 1955 en Argentine et en 1973 au Chili). Nous devons faire appel aux directions réformistes des masses pour les inciter à lutter contre le putsch.

Nous ne croyons pas qu'elles le feront réellement. Leur politique anti-putsch est une politique de capitulations et de concessions faites aux secteurs "putschistes", freinant ainsi l'avance des masses. Ce qu'ils obtiennent avec cette méthode, ce n'est que la déroute des masses et leur propre défaite.

Notre politique anti-putschiste consiste à animer et diriger le mouvement des masses. La progression indépendante des travailleurs, sur le plan économique et politique, affaiblit objectivement le secteur "putschiste".

La meilleure façon de démasquer devant les masses les directions anti-putschistes est de les inviter à prendre une attitude anti-putschiste réelle et conséquente, attitude qu'elles ne seront pas capables de prendre.

QUESTION: Quelle est l'attitude du Parti communiste péruvien?

REPONSE: Le Parti Communiste Péruvien appuie le mouvement bourgeois, freinant et trahissant les luttes

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

revendicatives des masses. Il utilise dans ce but la direction bureaucratique de la Confédération Générale des Travailleurs du Pérou, d'obédience communiste.

QUESTION: Comment se pose actuellement le problème de la défense des libertés démocratiques, et à quoi correspond l'initiative que tu as prise d'envoyer récemment une lettre ouverte au gouvernement Velasco?

REPONSE: La campagne pour les libertés démocratiques prend un aspect important dans la lutte du peuple péruvien, particulièrement en cas de danger d'un coup d'Etat. La répression des mouvements de masse, les arrestations de ceux qui ont participé à ces mouvements et la déportation des révolutionnaires favorisent surtout les secteurs de droite qui sont en faveur du putsch. J'ai envoyé, dans ce sens, une lettre ouverte au gouvernement péruvien, demandant qu'il permette le retour de nous tous, qui ont été déportés comme "gauchistes".

La meilleure manière de lutter pour les libertés démocratiques, c'est d'organiser, autour de ce dénominateur commun, de larges mouvements de masses. Cette méthode est en opposition avec l'attitude réformiste qui accorde sa confiance essentiellement aux démarches légales, en opposition aussi avec l'attitude ultra-gauchiste qui exige de tous ceux qui luttent pour les libertés démocratiques qu'ils acceptent en plus d'autres préalables politiques. La méthode réformiste n'est pas juste, car on ne peut pas avoir confiance en un appareil judiciaire ou étatique qui se trouve être entre les mains de la classe ennemie. La méthode ultra-gauchiste n'est pas juste non plus parce qu'elle élimine la possibilité de créer de larges mobilisations qui pourraient avoir une influence politique importante.

En France, il existe un "Comité de Solidarité avec les Victimes de la Répression au Pérou". J'espère que tous les Français qui sont en faveur des libertés publiques au Pérou collaboreront pour animer ce Comité.

QUESTION: La mobilisation des masses paysannes et le mouvement d'occupation des terres ont été extrêmement profonds dans les années 1958-1963. Quel bilan tires-tu de ton activité pendant cette période?

REPONSE: La mobilisation et l'organisation des masses paysannes ont commencé sur des mots d'ordre élémentaires. C'est pour cela qu'elles ont réussi à englober de grandes masses. Si nous avions commencé avec des mots d'ordre d'un niveau très élevé, nous serions probablement restés tout seuls, discutant entre nous de questions très révolutionnaires.

Au début, la lutte contre le réformisme se réduisait à lutter plutôt pour nos revendications que pour définir des méthodes de lutte. Les réformistes (PCP) utilisaient la mobilisation des masses pour leurs propres manoeuvres. Nous utilisons les revendications pour la mobilisation des masses.

Celles-ci ont appris à apprécier la puissance de leur mobilisation. Au début, on utilisa cette force principalement pour obtenir ce que la loi bourgeoise pouvait leur accorder. Mais très vite elle déborda la légalité bourgeoise et on constitua des embryons du double pouvoir (c'est-à-dire la naissance d'un pouvoir paysan, opposé au pouvoir bourgeois). On prit la terre, on organisa une réforme agraire réelle, on établit des tribunaux populaires et l'on dirigea les travaux publics, etc. Un aspect important était l'organisation de la défense.

Lorsque les paysans se sentirent organisés, puissants et à la tête de la lutte, ils comprirent aussi qu'il était nécessaire d'avoir des armes pour défendre leurs conquêtes et ils commencèrent à s'armer. Cela ne fut pas une action spontanée. Nous avons fait le projet, nous l'avons expliqué, nous avons commencé à préparer la défense armée et nous nous sommes mis à la tête du mouvement. Mais il aurait été stupide de commencer le travail dans la vallée de la Convencion par la méthode qui se définit elle-même comme "politico-militaire"; nous aurions été répudiés par les masses dès le commencement et il nous aurait été impossible d'amener les paysans à une compréhension de la nécessité de la lutte armée.

Le grand défaut du mouvement de la Convencion et du Cuzco fut l'absence d'un parti. Tous les aspects de la lutte -- même celui de la lutte armée -- auraient été plus puissants et mieux organisés s'il y avait eu un parti; un parti formé dans la chaleur de la mobilisation des masses.

Cette grave lacune et aussi le fait que c'était seulement un mouvement paysan régional furent la cause de la déroute de la résistance armée. Cependant, des conquêtes fondamentales ont pu être préservées. Et le plus important est que la paysannerie de cette zone conserve une tradition de lutte qui jouera le rôle qui lui correspond dans la révolution péruvienne.

J'ai écrit un livre au sujet de cette expérience: "Tierra o Muerte". Malheureusement, et je ne sais pas pourquoi, on ne l'a pas édité en français. Je crois que des études critiques faites par les protagonistes de cette lutte représentent un facteur important pour l'éducation de la gauche.

QUESTION: Que penses-tu de la "stratégie" de la guérilla?

REPONSE: Je suis contre la "stratégie" guérilleriste comme je serais aussi contre la "stratégie" de la grève générale, ou la "stratégie" de la grève avec occupation des usines, ou encore la "stratégie" des barricades. Toutes ces stratégies sont des tactiques très utiles si on les emploie dans certains pays et dans certaines circonstances, étudiant à tout moment la réalité concrète de chaque pays.

QUESTION: Quel est ton jugement sur le bilan de l'Unité Populaire au Chili?

REPONSE: Le gouvernement Allende était en fait un Front Populaire, car bien que les deux grands partis ouvriers étaient majoritaires dans son sein, il s'y trouvait aussi un secteur du parti radical, qui est un parti bourgeois. Le fait que ce secteur ait été minuscule, ou seulement l'ombre de la bourgeoisie, ne change pas le caractère de Front Populaire qu'avait l'Unité Populaire.

Dans des cas comme celui-ci, cette "ombre" de la bourgeoisie fut maintenue à l'intérieur du Front Populaire, pour montrer aux bourgeois qu'il leur était possible d'y rester, que les partis ouvriers étaient pleins de bonnes intentions à leur égard, et qu'ils étaient disposés à mener une politique bourgeoise.

Ce qui s'est passé au Chili a été une politique de collaboration de classe au service de la bourgeoisie. Les directions réformistes du PC et du PS ont joué le rôle de frein dans le mouvement de masse dont l'essor était à son point culminant. La "voie pacifique" a démontré une fois de plus qu'elle était la voie la plus sanglante et qui menait le plus sûrement vers un coup d'Etat réactionnaire.

A chaque instant le réformisme a ligoté les mains des masses. Malheureusement il n'y a pas eu un parti révolutionnaire qui aurait pu offrir un choix clair; le MIR a joué un rôle centriste en ne dénonçant pas publiquement l'Union Populaire comme réformiste, en signalant seulement "des secteurs réformistes en son sein", et en encourageant ainsi les espoirs des masses qui croyaient en la possibilité d'un changement de l'Union Populaire.

La répression s'intensifie en Argentine

Le 10 octobre, la police de la ville de Cordoba en Argentine s'est introduite de force dans le local du Partido Socialista de los Trabajadores (PST -- Parti Socialiste des Travailleurs, organisation sympathisante de la Quatrième Internationale) et a arrêté les 15 personnes qui s'y trouvaient.

A peu près au même moment, un raid était mené contre le local du Parti Communiste.

Les personnes arrêtées au local du PST furent battues férocement et gardées en prison pendant 48 heures. Elles furent ensuite libérées sans qu'aucune accusation ne soit portée contre elles.

Les policiers ont complètement démoli le local du PST. Ils ont peint partout sur les murs les slogans "Viva la Policia!" et "Viva las Tres A!" ("Vive la Police!" et "Vive les trois A!"). Les "trois A" représentent l'Alliance Anticommuniste Argentine, un groupe d'assassins de droite qui est déjà responsable de l'assassinat de plusieurs membres bien connus de la gauche en Argentine.

Les attaques contre le PST et le PC à Cordoba, s'insèrent dans le contexte d'un assaut général de la droite contre l'avant-garde du mouvement ouvrier de cette ville. Cordoba est la forteresse des tendances de la lutte de classe dans le mouvement ouvrier argentin.

L'offensive de la droite a commencé en février dernier, quand un coup mené par la police locale et les fiers-à-bras à la solde de la bureaucratie syndicale réactionnaire renversa le gouverneur libéral péroniste élu. Peron sanctionna plus tard ce coup en forçant le gouvernement élu à donner sa démission et en plaçant la province sous l'administration du gouvernement national.

A la fin de septembre, les droitiers ont accompli un nouveau pas dans leur offensive. Ils ont renversé le conseil du syndicat de l'automobile de Cordoba, le SMATA. Le dirigeant déposé du SMATA à Cordoba, était René Salamanca, un syndicaliste militant bien connu.

Ensuite, le 10 octobre, la police mena un raid contre le syndicat de Luz y Fuerza (lumière et pouvoir électrique), dirigé par Augustin Tosco, militant indépendant et dirigeant syndical le plus connu du pays. Par la suite, le syndicat fut mis sous la tutelle du ministre national du Travail.

Le PST a fait face à des attaques meurtrières dans d'autres villes qu'à Cordoba. Il a été actif à travers le pays en essayant de construire une tendance de lutte de classe dans les syndicats.

Après la fin de semaine du 11 au 13 octobre, deux membres du PST ont été enlevés par un groupe de droite de Buenos Aires et torturés pendant plusieurs heures avant d'être relâchés. Dans la ville de Mendoza, le local du PST a été détruit par une bombe.

Le PST a revendiqué l'arrêt de la complicité de la police avec les groupes de droite et a commencé une poursuite légale contre le gouvernement, demandant une indemnisation pour les attaques portées contre ses membres et ses locaux.

Les protestations contre la terreur officielle et non officielle de la droite en Argentine peuvent être envoyées à Maria Estela de Peron, Casa de Gobierno, Buenos Aires, Argentina.

libération

Nahuel Moreno

Interview sur la répression en Argentine

Le régime collabore avec les bandes fascistes

(L'interview suivante avec Nahuel Moreno, un des dirigeants du Partido Socialista de los Trabajadores (PST -- Parti Socialiste des Travailleurs, une organisation sympathisante de la Quatrième Internationale en Argentine) a été obtenue le 7 octobre à Buenos Aires. Depuis le mois de septembre, le PST est l'une des principales cibles de la répression droitière. Au cours de la première fin de semaine de novembre, trois membres du parti furent enlevés et abattus, dont César Robles, l'un des dirigeants nationaux du PST et dirigeant de la grève des débardeurs sous la dictature d'Ongania. L'état de siège fut imposé au pays par le gouvernement le 6 novembre et une des premières mesures de la police fut une descente au siège national du PST à Buenos Aires le 7 novembre. Une campagne internationale de défense s'amorce en faveur des droits démocratiques en Argentine et contre le sort infligé au PST -- NDLR)

QUESTION: Qu'est-ce que l'AAA?

REPONSE: Premièrement, je voudrais clarifier la confusion qui existe autour de ces initiales. Selon certains journaux bourgeois, les initiales AAA représentent l'Alianza Anticomunista Argentina (Alliance Anticommuniste d'Argentine), selon d'autres, c'est l'Alianza Antimperialista Argentina (Alliance Anti-impérialiste d'Argentine). Quel que soit le nom qu'elle porte, il ne peut y avoir aucun doute quant à son caractère politique; c'est une organisation terroriste typiquement fasciste. Ses liens avec un secteur du gouvernement et avec les forces répressives sont évidents, et il y a des faits pour prouver cette affirmation.

QUESTION: Qu'est-ce que vous pouvez nous dire sur les actions des guérilleros?

REPONSE: Malheureusement, en déclarant une mini guerre civile contre un gouvernement qui jouit de l'appui de 90% de la population et de 98% de la classe ouvrière, les groupes de guérilla tendent objectivement à provoquer la violence de la part de la droite.

Ils fournissent aussi un prétexte aux actions de la droite et à la législation réactionnaire du gouvernement. En niant la légitimité du gouvernement, ils balaient les opinions du mouvement ouvrier et ignorent la nécessité "d'expliquer patiemment" dans le but de convaincre le mouvement ouvrier de ne pas donner un appui politique à un parti bourgeois.

Pour tout dire en un mot, tous les gouvernements bourgeois sont illégitimes pour nous, en tant que marxistes, mais ce n'est que dans les plus exceptionnelles circonstances objectives que nous déclarons la guerre civile contre eux.

Si, de nous-mêmes, nous déclarons la guerre civile, comme les guérilleros le font, notre action prend le caractère d'une aventure malheureuse qui aide les réactionnaires.

Ce qui est nécessaire plus que jamais, c'est la mobilisation et l'unité des masses ouvrières et des organisations armées de façon à ce que nous puissions nous défendre dans la rue contre les attaques paragouvernementales des gangs armés. En même temps, nous devons dénoncer systématiquement ces gangs pour démontrer que ce sont eux, et non nous, qui utilisent des méthodes terroristes.

QUESTION: Quelle est la probabilité immédiate d'un coup?

REPONSE: Si les guérilleros augmentent considérablement leurs actions et que la police ne peut leur tenir tête, la possibilité d'un coup comme celui au Chili ou comme celui en Uruguay va en résulter bientôt. Plus probablement, ce serait la variante uruguayenne, sauf dans une situation extrême et inhabituelle.

Pour le moment, nous ne voyons aucune probabilité d'un coup. Nous ne devons pas oublier que le gouvernement actuel est une conséquence indirecte de la défaite infligée à la dictature militaire par la classe ouvrière. Ce n'était pas une défaite totale; c'était partiel et négocié. Mais c'était une défaite.

Cet état de choses est diamétralement opposé à la situation au Brésil, en Uruguay, ou au Chili avant que les coups militaires ne surviennent. Dans ces pays, les prises de pouvoir militaires sont arrivées après plusieurs, pas deux ou trois, années de démocratie bourgeoise. Cela ne signifie nullement que nous aurons plusieurs années de démocratie bourgeoise. Cela signifie seulement que jusqu'à maintenant, la bourgeoisie et les forces armées n'ont pas décidé de changer leur direction.

Un changement brusque dans la lutte de classe -- qui peut survenir dans la prochaine période, depuis que le mouvement ouvrier a gardé intacte sa capacité de lutter -- mettrait une fois encore la possibilité d'un coup à l'ordre du jour.

QUESTION: Quelle est la position du PST sur l'invitation du président à une conférence nationale, qui était étendue à tous les partis politiques aussi bien qu'aux syndicats et aux organisations bourgeoises?

REPONSE: Bien sûr, nous avons accepté. Pour plusieurs raisons.

Premièrement, c'est un meeting officiel à caractère semi-parlementaire. Ne pas y assister signifierait risquer la légalité que notre parti a gagné avec tant de difficultés.

Deuxièmement, 98% du mouvement ouvrier appuie le gouvernement actuel. C'est un appui critique, et il s'érode, mais c'est un appui. Nous voulons, et nous cherchons, des opportunités pour confronter publiquement un gouvernement qui jouit de l'appui du mouvement ouvrier. Notre but dans de tels rassemblements est de démontrer que le gouvernement est l'ennemi de classe des travailleurs.

La troisième raison est que nous considérons un des grands avantages de la légalité comme étant une chance qu'elle nous donne de publiciser les positions du parti à l'intérieur de la classe ouvrière. De tels meetings sont utiles pour cela. Des millions de travailleurs apprennent nos positions par le biais des médias d'information.

QUESTION: Que fait le PST présentement?

REPONSE: J'ai déjà été trop long, aussi je donnerai -- presque en style "télégraphique" -- trois faits qui vous permettront de tirer vos propres conclusions.

Premièrement, sur les dix régions dans lesquelles notre parti est actif, sans aucun doute la région nord du grand Buenos Aires a reçu le coup le plus intense. C'est là que nos camarades ont été assassinés. A cause des attaques des gangs fascistes, nous avons été forcés de fermer quatre des cinq locaux que nous avions là. Dimanche, le 6 octobre, nous avons réussi une épreuve sévère dans cette région -- en organisant une assemblée générale des membres et des sympathisants ouvriers dans la zone nord.

Pour ces assemblées générales, nous offrons habituellement un dîner, parce que les sessions durent toute la journée. Nous vendons des billets à l'avance aux membres et aux sympathisants. Pour faire le point, 800 billets ont été vendus et 650 camarades ouvriers ont assisté à l'assemblée générale -- ceci dans une région durement attaquée par les réactionnaires. Ce fut un succès complet.

Deuxièmement, notre parti imprime maintenant plus de 25,000 copies d'Avanzada Socialista. Plus de 22,000 sont distribuées aux membres et aux sympathisants, faisant du journal l'hebdomadaire politique le plus influant du pays. Le pourcentage de renouvellement des abonnements est très haut.

Troisièmement, la direction centrale du syndicat de Ledesma est composée des membres du parti. L'un de nos membres était le dirigeant de toute la grève des travailleurs du sucre dans le nord du pays.

Protestation lors des funérailles de trois membres du Parti Socialiste des Travailleurs de l'Argentine assassinés en mai dernier.

La tournée de Hugo Blanco au Canada

"Il faut amorcer une campagne contre la répression en Argentine!"

par SUZANNE CHABOT

Hugo Blanco, révolutionnaire péruvien de renommée mondiale et dirigeant de la Quatrième Internationale, était de passage à Montréal les 5 et 6 décembre derniers, dans le cadre d'une tournée à travers le Canada. Cette tournée, parrainnée par plusieurs groupes de gauche et syndicats, a reçu un accueil chaleureux ainsi qu'un appui substantiel de la part des militants de chacune des villes visitées.

Dès son arrivée à Montréal, Hugo Blanco a donné une conférence de presse dans les locaux du Conseil central de la CSN. Des journalistes montréalais y ont assisté et on a pu remarquer notamment la publication dans Le Jour d'un assez long article expliquant les positions politiques de Hugo Blanco.

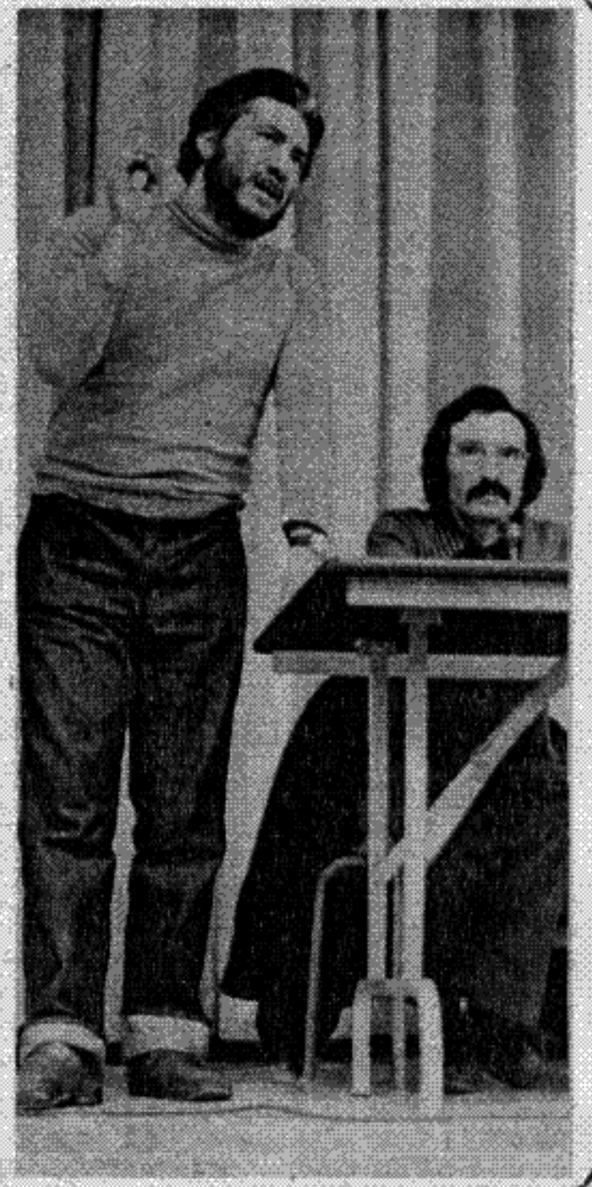
Environ 250 à 300 personnes sont venues entendre Blanco le 5 décembre, lors de la conférence anglophone que celui-ci présentait à l'Université McGill. Sur le côté francophone, à peu près 150 personnes ont répondu à l'invitation. Ces deux conférences traitaient du même sujet: la situation politique en Amérique Latine après le coup d'Etat droitier au Chili.

Hugo Blanco a exposé la nature du régime Allende, c'est-à-dire un gouvernement réformiste de collaboration de classe, et il a expliqué comment la nature-même de ce régime a été la cause du coup d'Etat au Chili. Il a aussi décrit la situation de répression qui existe depuis que la junte militaire a pris le pouvoir. Il a aussi parlé de la résistance clandestine qui, malgré les mesures extrêmes de répression, se développe peu à peu utilisant les moyens restreints qui sont à sa portée. Il a bien expliqué qu'il s'agissait d'une forme de résistance très primitive, comme par exemple l'organisation de cuisines communautaires, enlevant ainsi l'illusion qu'une résistance armée se développait au Chili.

La tournée de Blanco en était une d'information, mais elle voulait aussi dégager un message bien précis sur la nécessité de la solidarité internationale et sur les effets positifs qui ont découlé des campagnes de solidarité.

"De telles campagnes", a dit Blanco, "constituent un des meilleurs moyens pour faire pression sur un gouvernement et lui arracher ainsi des gains importants. C'est grâce à l'une de ces campagnes de solidarité internationale, si je suis vivant à l'heure actuelle. Aussi, je lance un appel pour qu'une telle campagne soit menée activement contre la répression qui s'amorce en Argentine, pour appuyer le peuple chilien et pour contraindre les gouvernements des pays capitalistes à ouvrir leur porte aux réfugiés."

On a appris après le passage d'Hugo Blanco à Montréal que la campagne de solidarité internationale pour la libération de Luis Vitale avait obtenu gain de cause le 28 novembre dernier.



Interview avec Juan Coral :

La répression s'intensifie en Argentine

Juan Coral du PST argentin adresse la parole à Chicago le 9 mars dernier pendant sa tournée en Amérique du Nord.

(Nous publions ici la traduction d'une interview donnée par Juan Carlos Coral, dirigeant du Parti Socialiste des Travailleurs, une organisation sympathisante de la Quatrième Internationale en Argentine, lors de sa récente tournée aux Etats-Unis d'une durée de deux mois. Cette interview est reprise du numéro du 14 mars du Militant, hebdomadaire trotskyste américain -- NDLR)

Question Quelles sortes d'activités exercent les escouades terroristes de droite, telles que l'Alliance Anticommuniste Argentine (AAA)?

Réponse L'année dernière, il y a eu toutes sortes d'attaques de groupes parapoliciers clandestins. Ils ont assassiné des militants, bombardé les locaux de groupes politiques et émis des menaces d'intimidation.

Il y a eu des jours où des douzaines de bombes explosaient simultanément dans le grand Buenos Aires et dans d'autres villes importantes du pays.

L'AAA émets des listes publiques de ceux qu'elle a l'intention de tuer. La première liste a été publiée en relation avec une élection syndicale et c'était la première fois que l'AAA se manifestait publiquement. A cause de cela, la liste a été simplement considérée comme une intimidation, mais lorsque les exécutions ont commencé et que d'autres listes sont apparues, une panique générale s'est répandue parmi ceux qui étaient menacés.

L'AAA a émis une liste composée d'individus éminents au niveau national, et plusieurs de ceux-ci se sont exilés, se sont cachés ou sont morts. Mon nom était parmi ceux de cette liste.

De plus, l'AAA a des listes locales qu'elle fait circuler dans telle région, telle université ou telle usine. Par exemple, les sept camarades du PST qui ont été assassinés avaient été menacés par l'AAA.

Ces meurtres ont continué jusqu'à ce jour, quoique durant les derniers mois, l'AAA n'en n'a pas réclamé la responsabilité en son propre nom.

Question Quel a été le rôle du gouvernement?

Réponse En réalité, les actions armées des groupes terroristes de droite ne constituent que la partie la plus spectaculaire d'une offensive générale. Quand les terroristes clandestins sont incapables d'accomplir leurs objectifs, le travail est ensuite complété par le terrorisme institutionnalisé du gouvernement.

Par exemple, dans le cas du PST, ils ont été incapables de nous forcer à nous soumettre par l'intimidation, les bombardements de nos locaux et l'assassinat des membres du parti. Aussi, le gouvernement a ensuite essayé de finir le travail par une descente aux bureaux nationaux de notre parti et par l'arrestation de plusieurs membres.

Question Combien de prisonniers politiques y a-t-il? Est-ce qu'on utilise la torture?

Réponse Il y en a probablement des centaines à n'importe quel moment, mais il est impossible d'obtenir un chiffre exact. Il y a de grandes battues mais plusieurs sont relâchés tout de suite et la plupart quelques jours après. Quelques-uns sont détenus pendant une période plus longue. Par exemple, quatre membres du PST qui ont été arrêtés sous les lois d'état de siège sont détenus depuis plusieurs semaines maintenant et aucune accusation n'a été portée contre eux.

La torture est utilisée par le gouvernement mais en général seulement contre les guérilleros ou ceux qu'il suspecte d'avoir des informations sur les guérilleros.

Question De quelle manière s'est dégagée la répression gouvernementale?

Réponse Prenez le cas des journaux. Un journal qui a fermé l'an dernier et qui a causé beaucoup de discussions fut le quotidien Noticias qui reflétait les points de vue des Montoneros. Il a été fermé pour cette raison, pour être le journal quotidien d'un groupe "subversif".

Mais les cas de Cronica et La Calle qui ont fermé à la fin de l'année, sont différents. Ce sont des journaux commerciaux. Cronica a une diffusion quotidienne de 800,000 exemplaires dans le grand Buenos Aires seulement.

Aussi, je veux souligner qu'il s'effectue une escalade. Ils ont commencé à fermer les journaux associés aux groupes de guérilleros mais maintenant ils vont jusqu'à fermer quelques quotidiens capitalistes.

Et de la prohibition des rassemblements associés avec les guérilleros, ils sont passés à la prohibition des rassemblements qui n'ont rien à voir avec les guérilleros.

Le dernier rassemblement à être défendu était prévu pour le 26 février. C'était une protestation de masse contre la fermeture de La Calle et de Cronica.

Toutes sortes de groupes allaient y participer, y compris le Parti Radical qui est le plus grand parti d'opposition. Plusieurs législateurs et représentants d'autres partis, y compris moi-même, devaient aussi parler.

Mais le rassemblement a été interdit parle gouvernement qui prétextait que, puisqu'il y aurait une concentration de 50,000 à 60,000 personnes, il pourrait y avoir des confrontations entre fractions. Aussi, en fait, tous les rassemblements sont maintenant bannis.

Question D'importants journaux américains essaient de dépeindre la situation en Argentine comme une guerre privée entre les extrémistes de gauche et de droite, avec un gouvernement qui essaie d'arrêter cette guerre. Est-ce qu'une version similaire a été présentée en Argentine?

Réponse Bien sûr, Péron a dit la même chose lorsqu'il était encore en vie. Chaque fois qu'on le questionnait à propos de la violence, Péron disait que la violence est un problème étranger au gouvernement, qu'elle était due aux conflits entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite.

Maintenant, le gouvernement déclare que la preuve qu'il n'a rien à voir avec la violence est qu'il y a des morts des deux côtés. Et j'ai répondu même dans des réunions avec le président, que oui, il y a des morts des deux côtés, mais il y a des prisonniers seulement d'un côté -- la gauche. Et c'est ce qui prouve la complicité du gouvernement.

Question Quelle est la situation générale en Argentine, quelles conclusions générales le PST tire-t-il?

Réponse La marche vers la droite s'est maintenue et s'est approfondie, mais il n'y a pas eu de changement qualitatif dans la situation. Ce devrait être clair que cette poussée de droite a été menée à l'intérieur du cadre de la démocratie capitaliste.

Ayant fait cette clarification qu'il n'y a pas eu de changement qualitatif, on peut dire que cette poussée vers la droite a été permanente. Ca n'est pas contradictoire. Aucune concession n'a été faite à la gauche.

A ce moment, un point tournant est atteint. D'un côté, il y a les extrémistes de droite qui veulent gouverner sans faire de concessions libérales ou démocratiques; c'est-à-dire qu'ils veulent convertir l'Argentine en un autre Chili.

De l'autre côté sont ceux qui veulent maintenir les formes démocratiques bourgeoises et réprimer les excès fascistes.

Le PST cherche par tous les moyens possibles à organiser l'opposition la plus large possible contre la violence de droite et à organiser la défense des droits démocratiques.

Par exemple, le rassemblement concernant la fermeture des deux journaux a été initié par nous. Que les Radicaux veuillent parler à un tel rassemblement en défense des droits démocratiques fut un développement important.

Question Pensez-vous que les gens dans ce pays peuvent avoir un effet sur la poussée de droite en Argentine?

Réponse L'expérience chilienne a démontré l'efficacité des mobilisations internationales de solidarité. Au Chili, les tortures et la répression ont diminué quelque peu grâce aux activités d'organisations comme l'USLA (Comité américain pour la justice aux prisonniers politiques latino-américains).

En Argentine, nous devons travailler à prévenir un autre Chili.

Morgentaler jeté en prison: Intensifions la lutte pour le droit à l'avortement!

"Ce sont les femmes qu'on amènera à l'hôpital parce qu'elles auront été victimes de charlatans, ce sont elles qui saigneront, qui mourront et qui subiront des lésions graves. A qui la responsabilité de ces souffrances?" C'est à la suite de cette déclaration que le Docteur Morgentaler a commencé à purger ses 18 mois de prison pour avoir pratiqué un avortement illégal.

Morgentaler avait été acquitté par un jury il y a plus d'un an. Mais ce jugement ayant déplu à l'Etat, celui-ci l'a fait renverser par la Cour d'Appel du Québec. Morgentaler a donc fait appel à la Cour suprême qui a tout simplement cautionné le geste de la Cour d'Appel. Cette dernière décision constitue un sérieux coup contre le droit des femmes à l'avortement et contre le mouvement de libération des femmes dans son ensemble. Pendant que le gouvernement canadien fait une publicité monstre pour "l'année internationale de la femme", il continue ainsi à restreindre la liberté des femmes en leur niant le droit fondamental de contrôler leurs propres corps.

Le jugement de la Cour suprême a provoqué un vaste mécontentement qui a pris la forme de nombreux appels à l'action à travers le Canada et ailleurs. A Montréal, le lendemain de la décision, une cinquantaine de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre l'emprisonnement de Morgentaler. Le Jour a pris position en faveur de la libération de Morgentaler dans son éditorial du 11 avril dernier. Plusieurs actions ont

éditorial

déjà eu lieu et d'autres sont prévues par divers comités de femmes à travers le Canada. De plus, un groupe de 17 dirigeants religieux américains ont demandé que la sentence de Morgentaler soit commuée et la National Organisation of Women (NOW) aux EU a appelé pour un boycottage des produits canadiens en guise de protestation.

Selon un récent sondage Gallup, en octobre 1974, 62% des citoyens du Canada croyaient que l'avortement devrait être une question personnelle entre la femme et son médecin. De quel droit le gouvernement canadien statue-t-il des lois qui vont à l'encontre de la majorité de la population et à l'encontre des intérêts des femmes?

L'emprisonnement du Dr Morgentaler ne peut qu'encourager les mouvements qui s'opposent à l'avortement, comme ceux qui proposent maintenant des amendements encore plus restrictifs aux lois actuelles sous prétexte que la vocation première de la femme est la maternité.

La décision de la Cour suprême ouvre la porte à la condamnation d'autres médecins qui pratiquent des avortements et obligera encore plus de femmes à risquer leur vie entre les mains de charlatans.

Pour ce qui est d'autres recours, les contraceptifs ne sont pas sûrs et sont souvent dangereux pour la santé faute d'une recherche adéquate. De plus, ils ne sont pas gratuits et ne sont pas vendus aux jeunes. L'éducation sexuelle est inexistante au Québec. Les comités thérapeutiques ne fonctionnent que dans 10% des hôpitaux du Québec. Les rares comités qui approuvent des avortements ne le font qu'avant la douzième semaine de grossesse et aux femmes qui n'ont jamais eu un avortement auparavant. Le problème est très sérieux quand on sait que le nombre de femmes qui se font avorter chaque année au Québec se chiffre entre 15,000 et 25,000.

La riposte doit être immédiate et le mouvement syndical québécois doit appuyer cette cause, initier des actions de masse pour exiger la libération de Morgentaler et intensifier la lutte pour l'abrogation des lois sur l'avortement.

libération

rédacteur en chef: ALAIN BEINER

Publié tous les mois. Les articles signés n'engagent que leur auteur, le point de vue de la rédaction s'exprime dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette et Simms Inc. à St-Lambert. Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec. Courrier de deuxième classe sous le numéro d'enregistrement 2611. Port de retour garanti.

b.p. 641, succ. "n", montréal 129, québec

LES CAUSES DE LA DEFAITE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN EN INDOCHINE

par SUZANNE CHABOT

Devant l'écroulement du régime de Thieu au Sud-Vietnam et la reddition de la capitale cambodgienne aux mains des forces de libération, il reste une question à laquelle les experts militaires et les grands pontes des affaires ne peuvent répondre: comment la machine militaire la plus puissante au monde a-t-elle pu être défaite par un peuple pauvrement armé, avec une économie arriérée?

La défaite américaine peut être expliquée par deux facteurs: premièrement, l'héroisme du peuple indochinois joint à la corruption et l'impopularité des fantoches impérialistes de la région, c'est-à-dire la dynamique de la révolution indochinoise; deuxièmement, le développement d'un puissant mouvement anti-guerre à travers le monde et particulièrement aux Etats-Unis mêmes, mouvement qui a lié les mains des agresseurs, les a forcés à retirer leurs troupes et les a empêchés de recommencer la guerre au dernier moment.

Comme les colonialistes japonais et français avant

Le mouvement anti-guerre québécois qui a organisé des manifestations comme celle-ci devant l'ambassade américaine à Montréal, a contribué à la défaite de l'impérialisme U.S. en Indochine.

eux, les Américains étaient alliés aux forces les plus corrompues et les plus répressives de la société indochinoise: les propriétaires fonciers, les chefs militaires, les capitalistes locaux. La lutte du peuple sud-asiatique est devenue révolutionnaire lorsqu'il a cherché à se délivrer de ses oppresseurs étrangers et internes.

Les Etats-Unis n'ont pas apporté la mort et la destruction en Indochine parce qu'ils voulaient défendre la démocratie: les dictateurs impitoyables qu'ils ont installés à Saigon et à Phnom Penh le confirment. L'intervention de Washington était plutôt basée sur des buts stratégiques de l'impérialisme mondial. Comme les documents du Pentagone le soulignent, les stratégistes américains cherchaient à utiliser le Vietnam comme une base contre la Chine. Ils voulaient écraser le mouvement de libération nationale et créer les bases nécessaires pour effacer les gains arrachés par l'établissement des Etats ouvriers nord-vietnamien et chinois. Ils espéraient qu'une victoire sur la révolution indochinoise arrêterait la montée de la révolution coloniale, faisant reculer les luttes révolutionnaires à travers le monde.

La dynamique de la révolution indochinoise et les buts de la politique américaine ont déjà été expliqués par la presse socialiste au Québec. Dans le numéro d'avril-mai 1966 de la Lutte Ouvrière, le prédécesseur du journal Libération, on pouvait lire: "L'auto-détermination a été clairement violée au Vietnam. Le gouvernement des Etats-Unis est intervenu dans une guerre civile et essaie de déterminer le résultat. Le 'State Department' prétend qu'il n'apporte que de l'aide au gouvernement de Saigon dans sa lutte contre le communisme tandis que, en réalité, le gouvernement de Saigon est une création des Etats-Unis... Les Etats-Unis ont créé ce gouvernement et l'ont appuyé dès le début. Le moment où les Etats-Unis se retireront du pays, ce gouvernement s'écroulera..."

La lutte révolutionnaire

Dans l'espace de quelques années, les troupes américaines ont été augmentées de 20,000 à 500,000 soldats. Le Pentagone a fait exploser 15 millions de tonnes de bombes et d'obus au Vietnam, l'équivalent de 500 bombes atomiques comme celle qui a été lançée sur Hiroshima. Le coût de l'intervention américaine a été estimé à $400 billions.

Faisant face à cet énorme pouvoir destructif, la révolution indochinoise a continué et s'est étendue. Même quand la direction du mouvement de libération faisait des compromis comme les Accords de Genève de 1954 qui ont fait reculer la lutte en permettant la division du pays en deux, le peuple, réalisant que ses besoins n'étaient pas satisfaits, s'est soulevé encore et a forçé la direction à agir, mettant fin au mythe de l'invincibilité militaire des Etats-Unis.

Actuellement, le Front de Libération Nationale contrôle tout le Vietnam du Sud et il semble que seul un compromis de la part de la direction des forces de libération pourrait maintenir le capitalisme en Indochine.

Le mouvement anti-guerre

Mais les batailles en Asie du Sud ne représentent qu'un côté de l'histoire. L'autre est représenté par le mouvement anti-guerre international qui a lié les mains de l'impérialisme américain. Les premières grandes manifestations contre la guerre au Vietnam ont eu lieu au printemps de 1965, en réponse au bombardement du Nord-Vietnam. Les manifestations sont devenues de plus en plus grandes, mobilisant jusqu'à un million de personnes en un seul jour. En 1968, la majorité des étudiants et des travailleurs s'opposaient à la guerre et leur indignation a été d'une force politique tellement puissante que Johnson ne s'est pas représenté à la présidence.

Une aile gauche s'est développée dans le mouvement anti-guerre, centrée sur le Comité de mobilisation des étudiants pour mettre fin à la guerre au Vietnam. Cette tendance, dans laquelle les trotskystes américains du Socialist Workers Party et de la Young Socialist Alliance ont joué un rôle dirigeant, luttait pour un mouvement anti-guerre militant, indépendant et orienté vers les masses.

La division la plus fondamentale à l'intérieur des rangs du mouvement anti-guerre américain était entre ceux qui voulaient des négociations et ceux qui revendiquaient le retrait inconditionnel et immédiat de toutes les forces américaines en Asie du Sud. La première revendication, mise de l'avant par le Parti Communiste et les forces pacifistes et réformistes, compromettait le droit du peuple indochinois de déterminer son propre avenir sans intervention étrangère. La deuxième revendication était clairement en faveur de l'auto-détermination, niant aux Etats-Unis quel que droit que ce soit d'être en Asie du Sud et plaçant l'entière responsabilité de la guerre sur le gouvernement américain. "Out now!" n'est devenu la revendication centrale du mouvement anti-guerre américain qu'après un long débat.

Les actions de masse

L'aile gauche du mouvement anti-guerre a lutté pour l'unité la plus grande possible autour de revendications de principe claires sur la question de la guerre; utiliser des tactiques qui ne seraient pas comprises et appuyées par la majorité du peuple américain n'aurait fait qu'isoler et détruire l'efficacité du mouvement. L'aile gauche a aussi lutté pour la démocratie la plus entière et la non-exclusion à l'intérieur du mouvement. Luttant pour ces conceptions, l'aile gauche du mouvement anti-guerre a joué un rôle décisif en poussant le mouvement de l'avant, en réponse particulièrement aux multiples manoeuvres de "paix" du gouvernement.

Un mouvement international

Le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis a joué le rôle le plus important. Cependant, dans certains pays, comme en Suède et en Australie, le mouvement a atteint des proportions massives. Au Canada, quoique le mouvement anti-guerre ait été petit, il a joué un rôle important, prodiguant quelques leçons fort valables.

La plupart des débats qui ont eu lieu dans le mouvement anti-guerre américain sur le programme et les perspectives, se sont reflétés au Canada. Une aile gauche militante s'est aussi développée dans le mouvement au Québec et au Canada-anglais, luttant pour la non-exclusion et les actions de masse centrées sur la revendication "Retrait immédiat et inconditionnel des troupes U.S.".

Le point le plus significatif peut-être du mouvement anti-guerre au Canada a été sa campagne pour dénoncer et pour protester contre la complicité du Canada dans l'agression américaine. L'aile gauche du mouvement a lutté contre les éléments pacifistes et réformistes qui défendaient le rôle du Canada dans la guerre ou pensaient que le gouvernement canadien, malgré son caractère impérialiste, pourrait jouer un rôle en aidant à mettre fin à la guerre.

Des dizaines de milliers de Canadiens-anglais et de Québécois, surtout des étudiants, se sont engagés dans

(Suite page 2)

libération

libération

(Suite de la page 1)

une action directe contre la guerre. Comme partie du mouvement anti-guerre international, le mouvement au Canada a fourni une aide de grande valeur aux Indochinois, limitant l'appui mondial à l'impérialisme américain et rendant plus difficile pour lui de continuer son agression.

Les socialistes révolutionnaires de la Ligue Socialiste Ouvrière ont joué un rôle dirigeant dans l'aile militante du mouvement anti-guerre. Ils considéraient comme un devoir élémentaire en tant qu'internationalistes, de construire la défense la plus efficace possible pour la lutte de libération indochinoise. Ils ont consacré toutes leurs ressources et leurs énergies à la lutte contre la guerre et la complicité canadienne et québécoise à cette guerre.

Depuis le début de la guerre, la presse socialiste révolutionnaire a condamné l'agression américaine, la complicité du Canada et a appelé pour la construction d'un mouvement anti-guerre de masse. Le journal Libération et son prédécesseur, La Lutte Ouvrière, ont suivi de près la situation en Indochine, marquant chaque événement majeur par des articles et des éditoriaux.

Un point important fait par les révolutionnaires a été l'absence d'aide adéquate à l'Indochine par la Chine et l'URSS, les plus puissants Etats ouvriers. Les bureaucrates de Moscou et de Pékin ont préféré conclure des ententes avec les impérialistes. Ils se sont entretenus avec Nixon pendant que ses bombes semaient la mort au Nord-Vietnam. Ils ont compromis la lutte des forces de libération au profit d'une "détente" illusoire avec l'impérialisme. A la fin, ils ont été capables d'imposer aux Vietnamiens les accords de Paris.

Les révolutionnaires ont expliqué que les accords représentaient un recul de la lutte de libération. Ces accords rendaient légitime le régime répressif et agressif de Thieu. Les accords ont duré deux ans au prix d'immenses souffrances et de nombreuses morts pour le peuple vietnamien. Ce fut seulement lorsque les forces de libération ont brisé le cadre des accords et lancé leur récente offensive que le régime saigonnais s'est écroulé et que s'est ouvert le chemin vers la victoire et la paix.

Avec la signature des accords de Paris en 1973, il n'était plus possible de construire des actions de masse contre la guerre. Mais la presse socialiste a continué son travail d'éducation. Libération a expliqué que les accords imposés par l'impérialisme américain et les bureaucrates staliniens de Moscou et de Pékin, n'apporteraient pas la paix en Indochine et qu'il fallait enrayer définitivement le gouvernement réactionnaire de Saigon et établir un Etat ouvrier au Vietnam pour que les forces de libération gagnent leur victoire finale. Actuellement, Libération fait encore campagne contre toute future intervention américaine au Vietnam et contre tout nouveau complot des impérialistes et des staliniens pour défaire la révolution indochinoise.

Les forces de libération à Danang s'emparent des chars d'assaut américains.

L'entrée des Khmers Rouges à Phnom-Penh.

La libération de Saigon: victoire pour tous les opprimés!

par AL CAPPE

Le 30 avril, la dictature corrompue de Saigon s'est écroulée et les forces du Front de Libération Nationale (FLN) sont entrées dans la ville. Trois heures et demie plus tôt, les dernières forces de l'armée américaine, qui ont causé des décennies de violence et de génocide au Vietnam, ont quitté l'ambassade américaine par hélicoptère.

Les forces de libération ont été accueillies par des acclamations et des applaudissements de la population lors de leur entrée à Saigon. L'ordre a été très vite rétabli dans la ville.

La victoire révolutionnaire du peuple vietnamien contre le pouvoir impérialiste le plus puissant représente une victoire pour les peuples opprimés à travers le monde. L'inspiration de leur triomphe s'est ressentie partout.

Les manchettes de la presse cubaine saluaient "le plus grand évènement insurrectionnel de notre temps". La direction cubaine a fait campagne pour un front uni des Etats ouvriers et du mouvement ouvrier international contre l'agression de Washington en Indochine.

Les victoires du Vietnam et du Cambodge ont été le thème des célébrations du 1er mai dans plusieurs pays et ont été saluées au ralliement du 1er mai à Montréal.

Les défaites de l'impérialisme américain en Indochine ont stimulé la lutte des masses en Asie. Les forces de libération au Laos, le Pathet Lao, ont fait des gains et les membres droitiers du gouvernement de coalition ont donné leur démission. Les hommes d'affaires américains ont commencé à fuir le pays. Les gouvernements de Thailande et des Philippines qui se sont associés aux efforts américains depuis longue date, ont été forçés, sous la pression des masses, à appeler pour une réévaluation de leurs relations et de leurs liens avec les Etats-Unis. L'attaque aérienne américaine qui vient d'être lancée du sol thailandais contre le Cambodge dans l'affaire Mayaguez a ensuite provoqué des grandes manifestations ainsi que l'ordre d'expulsion de tout soldat américain en Thailande.

Les dirigeants staliniens à Moscou et à Pékin n'ont pas répndu à la victoire vietnamienne avec le même enthousiasme que les travailleurs autour du monde ou que la direction cubaine. Ils craignent tout développement révolutionnaire qui renversera leur détente avec l'impérialisme. L'agence de nouvelles officielle en Chine, Hsinhua, a produit une déclaration de deux paragraphes, sept heures après la victoire vietnamienne. Un jour plus tard, l'agence Tass de Moscou a sorti une déclaration qui ne mentionne même pas le rôle des Américains au Vietnam.

Dans leur poursuite d'une "coexistence pacifique" avec l'impérialisme, Moscou et Pékin exerceront sans doute des pressions sur le FLN pour que celui-ci demeure à l'intérieur du cadre de son programme de "réconciliation nationale". Mais la réalisation de la réunification du pays, la réforme agraire et les droits démocratiques exigent non pas la "réconciliation" avec les forces capitalistes qui restent mais une lutte de masse vers une tranformation sociale du pays -- la révolution socialiste.

La suppression de tout pouvoir capitaliste au Vietnam est même nécessaire pour défendre les gains déjà acquis. Les Etats-Unis n'ont pas abandonné l'espoir d'une intervention directe dans les affaires des peuples d'Indochine. Cela est démontré dans les événements récents survenus au Cambodge où les EU ont utilisé la prise du bateau américain par les Khmers Rouges comme prétexte pour attaquer les navires cambodgiens et faire atterrir la marine. Comme le nouveau gouvernement cambodgien l'a expliqué le 16 mai, le Mayaguez était l'un des navires américains qui sont entrés récemment dans les eaux cambodgiennes "avec deux objectifs possibles: soit espionner, soit provoquer des incidents". Les EU ont aussi institué un embargo commercial contre les nouveaux gouvernements cambodgien et vietnamien.

Dans un effort pour sauver la face et discréditer le nouveau gouvernement vietnamien les EU ont combiné une évacuation massive des réfugiés avec une campagne de calomnies à propos d'un inévitable "bain de sang communiste". Plusieurs des "pauvres" réfugiés étaient des politiciens de Saigon, des officiers de l'armée, des fonctionnaires corrompus, des hommes d'affaires malhonnêtes et des collaborateurs des Américains qui sont descendus des avions américains habillés de vêtements dispendieux et suivis de leurs serviteurs qui portaient leurs lourds bagages. Parmi eux se trouvaient aussi des Vietnamiens trompés par une propagande sur la "terreur communiste" et plusieurs de ceux-ci ont déjà exprimé leur désir de retourner au Vietnam. Le gouvernement canadien, en contradiction flagrante avec son hostilité envers les réfugiés chiliens et sa déportation d'Haitiens, a offert d'aider les EU en acceptant des réfugiés au Canada.

La défaite américaine au Vietnam et au Cambodge a déclenché un débat sur sa signification dans les cercles dirigeants. Mais pour la classe ouvrière à travers le monde, la leçon est claire: la capacité des masses opprimées en lutte d'infliger des défaites à un système capitaliste mondial qui s'affaiblit.

libération

Défendons les droits des femmes:

Retirez les lois contre l'avortement!

par MARIE-CLAIRE DAVID

La bataille pour le droit des femmes à l'avortement s'intensifie. Le 9 juin, pour la deuxième fois, un jury a trouvé le Dr Henri Morgentaler non coupable. Mais il demeure en prison et les lois anti-avortement demeurent en place. Tandis que 62% de la population canadienne favorise le droit à l'avortement (selon le plus récent sondage Gallup), malgré les multiples protestations contre les lois sur l'avortement, et malgré les actions audacieuses de Morgentaler et de ses 116 collègues, médecins québécois qui ont avoué avoir aidé des femmes à se procurer des avortements "illégaux", le gouvernement se met clairement du côté des forces droitières et anti-femmes qui militent contre l'avortement au nom de "la vie".

Quelques semaines avant le dernier procès de Morgentaler, soit le 17 mai, le Front commun pour le "respect de la vie" a attiré quelques 6,000 personnes à un symposium anti-avortement sous le thème ironique de "la dignité de la femme et la liberté" à l'Oratoire St-Joseph à Montréal. Dans le cadre d'une campagne féroce, les forces anti-avortement envoient aussi des milliers de lettres aux journaux quotidiens et ont présenté une pétition au gouvernement fédéral le 29 mai portant un million de signatures en faveur d'une législation plus restrictive sur l'avortement.

Il est important de répondre à cette campagne massive au moment-même où le droit des femmes à l'avortement est si fortement remis en question.

L'Eglise Catholique est l'organisation la plus influente parmi les participants au "Front Commun pour le respect de la vie". Elle le subventionne en grande partie et constitue un excellent moyen de propagande. Les curés se servent souvent du sermon dominical pour influencer leurs paroissiens contre l'avortement. On se sert souvent des services de Pastorale (que l'Eglise subventionne) dans les écoles pour influencer les élèves contre l'avortement. Quand on pense aux déclarations des opposants à la distribution du manuel de la CEQ qui s'exclament que ce dernier "impose des valeurs aux étudiants", il y a lieu de se demander qui veut en imposer à qui...

Quand on se penche sur l'histoire de la politique de l'Eglise sur l'avortement, on se rend vite compte qu'elle a toujours considéré la femme comme ayant comme seule fonction dans la société, celle de procréer. Même si, à certaines époques, elle permettait l'avortement dans certaines circonstances, elle n'a jamais consulté les femmes, elle s'est toujours arrogé le pouvoir de décider pour elles ce qu'elles devaient ou ne devaient pas faire.

Au temps des Romains, l'avortement était permis comme moyen de contraception quoique la femme devait avoir le consentement de son mari. Mais au début de l'ère chrétienne, l'Eglise a déclaré que l'avortement était un péché grave et que c'était un acte criminel.

Au cours de plusieurs centaines d'années, l'Eglise a souvent changé de position, permettant même encore l'avortement dans certaines circonstances. La position actuelle de l'Eglise ne date que du XIXe siècle. En ce moment, le "droit" du foetus est considéré égal à celui de la femme et la contraception est "un crime contre la nature". L'Eglise croit maintenant que le foetus a le "plein droit" de vivre à partir du moment de sa conception et que la femme n'a pas le droit de se faire avorter même si sa vie est en danger. Cette position repose sur le fait qu'elle prétend que le foetus est un être humain au même titre qu'une personne avec pleins droits légaux!

Une autre tendance importante dans le Front Commun est celle des natalistes. Ce groupe est représenté par Marie-Josée Longchamps. Cette dernière est convaincue, et pour utiliser son propre langage, que "la chute de la natalité est le plus grave symptôme de la perte de notre cohésion nationale". Pour elle, l'avortement est le pire des maux pour les Québécois. D'après ces gens, le Dr. Morgentaler est coupable de "génocide de milliers de petits Québécois"! Il existe véritablement un problème de survie pour la nation québécoise, mais ce n'est pas l'avortement qui est la menace. C'est l'anglicisation forcée, la domination du Québec par l'impérialisme canadien et la négation du droit à l'autodétermination qui menacent le Québec. Ce n'est pas en demandant aux Québécoises de se sacrifier "pour la nation", en ayant un nombre illimité d'enfants, que le peuple québécois va acquérir une "cohésion nationale". C'est en se mobilisant massivement dans des luttes concrètes, par exemple contre la loi 22, pour le français comme seule langue de travail, d'éducation, etc., et contre le système capitaliste qui opprime la nation québécoise.

Longchamps, comme le gouvernement, comme l'Eglise, comme les médecins qui sont contre l'avortement, ne fait jamais mention des femmes dans ses propos fanatiques. Il ne leur est jamais venu à l'esprit que les femmes devraient pouvoir contrôler leurs corps et que leur droit à l'avortement est un droit démocratique fondamental pour leur libération. Quand comprendront-ils que des milliers de femmes ne sont pas protégées contre la grossesse par les moyens de contraception existants à cause de malaises et de leur manque d'efficacité! Que font-ils des 25,000 à 30,000 femmes qui se font "charcuter" chez des charlatans?

Comme "remède" à l'avortement, le Front Commun propose des garderies, des congés de maternité de 30 semaines avec salaire complet, un salaire pour la femme au foyer, un service de planification familiale, etc. Selon lui, tous les problèmes seraient réglés. Malgré que des mesures peuvent sûrement aider la situation de la femme, les femmes se trouveront toujours dans des situations où elles pourraient décider de ne pas avoir d'enfant et, dans ce sens, elles devraient avoir pleins pouvoirs sur le choix de leurs maternités.

La plupart des gens qui crient pour "le droit à la vie" et pour "la protection du foetus" manifestent une parfaite hypocrisie car que font ces mêmes gens quant aux conditions misérables des enfants qui n'ont pas été voulus et se font souvent maltraiter dans des orphelinats? Que font-ils des massacres effectués systématiquement par leurs gouvernements sur des milliers d'enfants vietnamiens?

Les prêtres, les politiciens et les médecins (des hommes) qui crient le plus fort contre le droit des femmes à contrôler leurs corps n'ont pas la moindre idée des souffrances qu'une femme peut éprouver à l'obligation d'avoir des enfants.

Derrière les accusations de "Pro-Vie", se cache leur désir de forcer les femmes à procréer pour maintenir l'institution de la famille patriarcale en les punissant de toute activité sexuelle hors du mariage, et même à l'intérieur de celui-ci, en leur infligeant à elles seules la responsabilité de s'occuper de leurs enfants et d'en assumer toutes les conséquences.

Le mouvement féministe doit leur répondre que les femmes doivent pouvoir se libérer de ce fardeau, qu'elles doivent pouvoir vivre sans cette peur et que nous voulons consacrer nos vies, au même titre que les hommes, à des choses qui nous intéressent. Cette liberté pour les femmes entraînera automatiquement une plus grande liberté pour les enfants car ils seront tous voulus. C'est le mouvement féministe qui lutte pour la protection de la vie, la vie des femmes, des hommes, des enfants et non pas les forces "Pro-Vie" qui proclament les droits du foetus pour justifier l'oppression des femmes.

Les forces anti-avortement font appel "à la vie et au bonheur". Les forces féministes font appel à la vie et au bonheur des femmes!

LIBEREZ MORGENTALER!

Contre les forces anti-avortement:

Mobilisons-nous pour libérer Morgentaler!

(Nous traduisons ici des extraits d'un article paru dans le numéro du 30 juin 1975 de Labor Challenge, un bimensuel socialiste révolutionnaire du Canada anglais. Le fait que la Commission des libérations conditionnelles ait récemment refusé la demande du Dr Morgentaler, la descente policière survenue le 25 juin dernier au Centre des Femmes et le sondage publié dans La Presse du 19 juillet 1975 qui révèle que 56.6% de la population au Québec croit que la décision de provoquer un avortement doit être prise uniquement par la femme concernée et son médecin, tous ces faits survenus après la publication de cet article renforcent l'intérêt qu'a celui-ci pour nos lecteurs. La traduction a été effectuée par Marie-Claire David -- NDLR)
par KATE ALDERDICE

A la veille de son deuxième procès, le Dr Morgentaler écrivait de la prison de Bordeaux, "...Je ne connais pas d'exemple dont la sentence (pour avoir pratiqué un avortement illégal-K.A.) a excédé la mienne tandis que les charlatans ont souvent eu des sentences très légères ou suspendues; c'était clair d'après le jugement, que je n'avais pas été condamné pour cet avortement en particulier mais à cause de mon défi à cette loi immorale."

Même le Dr Morgentaler ne pouvait prédire jusqu'où les cours et le gouvernement iraient pour tenter de le détruire lui et ce qu'il représente. Une deuxième fois, un jury l'a acquitté. Mais Henry Morgentaler est toujours emprisonné, victime d'une campagne de persécution de la part de ceux qui veulent renverser la lutte des femmes pour un avortement légal et sain.

La campagne de persécution contre Henry Morgetnaler fait partie d'une vaste tentative pour empêcher l'accessibilité des femmes à l'avortement (deux associés du Dr Morgentaler, l'infirmière Joanne Cornax et le Dr Yvan Macchabée ont été accusés d'avoir pratiqué des avortements illégaux).

La santé et la sécurité de Henry Morgentaler sont présentement les préoccupations les plus graves de ses défenseurs. Bien qu'il soit cardiaque, on lui a ordonné de laver les planchers, on a empêché qu'il reçoive des médicaments, et il a été jeté nu dans "le trou", une cellule d'isolement, où il a souffert d'une faible crise cardiaque. Il est clair qu'il est la cible d'une campagne d'humiliations et de harcèlement. La menace contre la santé du Dr Morgentaler s'ajoute à l'urgence de la campagne pour sa libération immédiate.

Le système de jury est menacé

Une question qui est devenue importante dans l'affaire Morgentaler est le refus du droit de procès par jury. Cela s'est démontré par le fait que la Cour d'Appel a remplacé l'acquittement du jury initial par un verdict de culpabilité. Henry Morgentaler purge actuellement 18 mois de prison alors qu'aucun jury ne l'a jugé coupable.

Le droit de procès par jury est un droit démocratique fondamental qui a été gagné il y a des siècles dans la lutte contre les prérogatives royales en Angleterre. Pourtant, les cours et les gouvernements ont démontré, dans leur campagne effrénée pour enfermer Morgentaler, qu'ils vont jouer sur ce droit fondamental pour arriver à leurs fins.

La Cour d'Appel du Québec et la Cour Suprême ont établi un précédent très alarmant avec leur décision. Le gouvernement a demandé l'appel du second acquittement. Sera-t-il renversé? Après tout, les juges ont maintenant leur propre précédent à suivre. Et que dire de l'avenir? Est-ce que nous pouvons nous attendre à ce que les cours se servent de ce pouvoir pour renverser des acquittements de jury en d'autres circonstances où les gens luttent pour leurs droits contre des lois réactionnaires? Par exemple, est-ce qu'on va l'utiliser contre les syndicats dans leurs luttes contre des lois anti-syndicales? Il est clair que la question de la défense du droit au procès avec jury en est devenue une de grande importance dans l'affaire Morgentaler.

Mais alors que c'est une question importante, ce n'est pas la seule question en jeu dans l'affaire, comme quelques-uns ont fait l'erreur de croire. L'affaire Morgentaler a tout à voir avec l'avortement. C'est justement parce qu'ils sont si déterminés à empêcher les femmes de faire des gains sur l'avortement qu'ils vont défier les droits démocratiques et qu'ils vont faire voir à tous que le système judiciaire sert les intérêts de ceux qui veulent renverser les luttes des femmes -- les intérêts de l'Eglise, de l'Etat et de la classe dirigeante.

La lutte pour le droit à l'avortement est devenue un phénomène international. Aux Etats-Unis, où le droit des femmes à l'avortement a été clairement établi par la Cour Suprême en 1972, l'Etat tente par tous les moyens de miner cette victoire.

Le point de vue des socialistes

Lorsque la question de l'avortement est devenue, il y a quelques années, la question-clé du mouvement de libération des femmes, les socialistes révolutionnaires de la Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action ont reconnu son importance dans la lutte pour le mouvement féministe. Une résolution adoptée au congrès de la LSO/LSA en avril 1973 se lisait comme suit:

"Le fait que l'oppression des femmes à tous les niveaux soit si étroitement liée au manque de contrôle de leurs corps, le fait que scientifiquement ce contrôle pourrait être maintenant accessible, mais que les lois réactionnaires l'empêchent, sont à la source même du problème; le fait que la classe dirigeante et ses partisans ont choisi de se servir de la question de l'avortement pour repousser la lutte féministe en entier.

"La question de l'avortement mobilise les femmes parce qu'elle abat si profondément le mythe que les femmes dans cette société sont des machines à reproduction.

"Ceux qui s'opposent à la libération des femmes ont fait de telle sorte que cette lutte est le point central des confrontations. Ils reconnaissent également que cette question est liée d'une façon intrinsèque à l'oppression des femmes, et ils s'organisent à un niveau international pour s'assurer que les femmes ne gagnent pas leur lutte pour l'avortement sur demande et que chaque pas en avant dans cette lutte soit repoussé. Autour de cette question s'est développée une confrontation idéologique importante entre les féministes et les défenseurs de l'oppression des femmes. L'opposition a mobilisé de son côté toutes les institutions les plus réactionnaires et les plus puissantes de cette société, à partir de l'Etat avec ses gouvernements, cours, police, écoles, médias d'information jusqu'à l'Eglise Catholique.

Depuis que ces lignes ont été écrites il y a deux ans, la question de l'avortement est non seulement restée la confrontation centrale mais elle est devenue encore plus importante. La classe dirigeante aimerait défaire la lutte des femmes pour le droit à l'avortement, car cela fait partie de la stratégie pour renverser le mouvement de libération des femmes et pour y arriver, ils ont choisi le cas Morgentaler comme terrain principal de lutte.

Nouvelles ouvertures

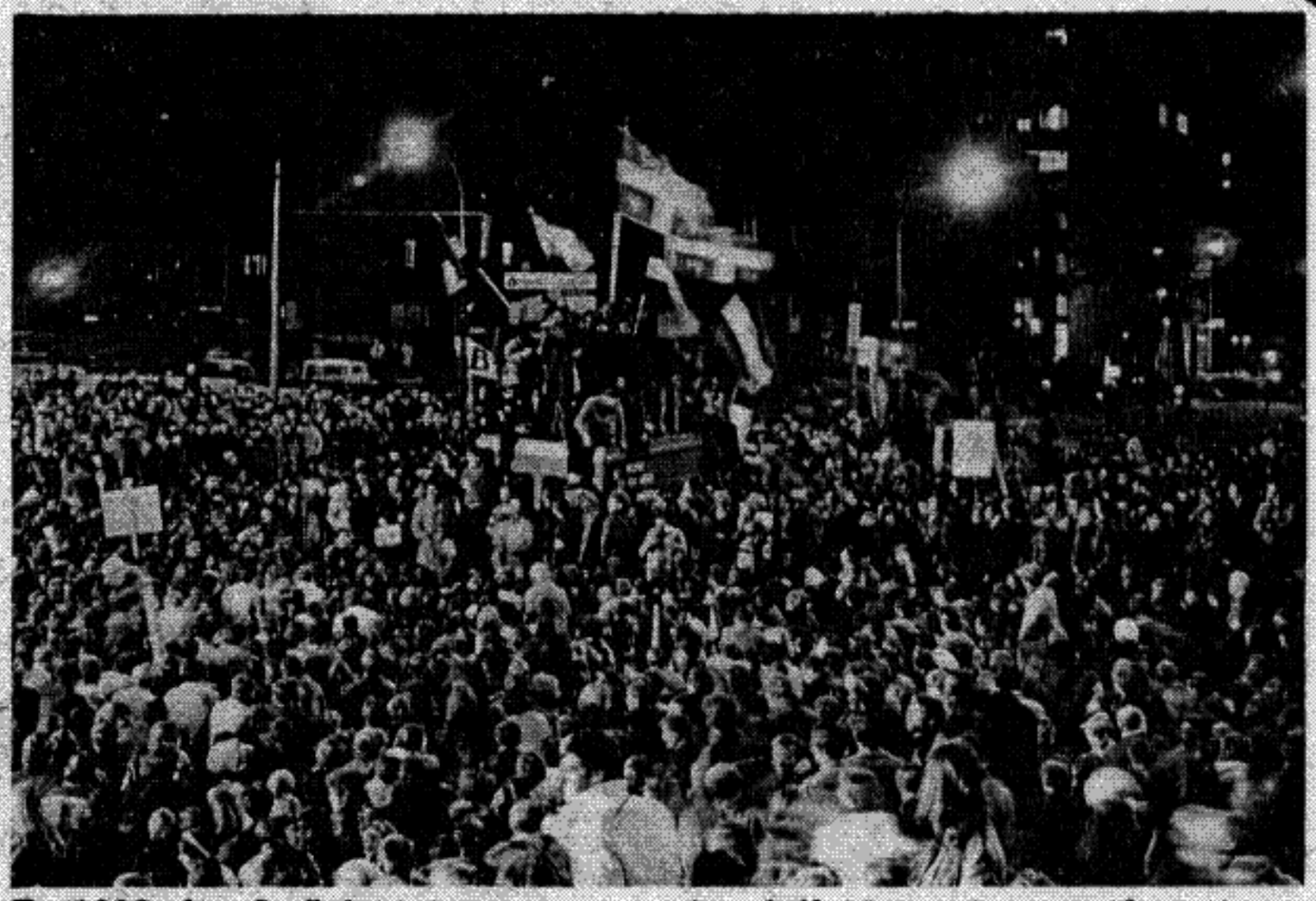
Plusieurs milliers de personnes sont maintenant intéressées au cas du Dr. Morgentaler à cause de la campagne furieuse menée contre lui. Quelques-uns sont concernés par le traitement brutal qu'il reçoit en prison, et la menace que celui-ci pose à sa santé et à sa vie. D'autres sont outragés par le renversement de la décision initiale du jury et le danger que cela représente pour les droits démocratiques les plus fondamentaux. Ou encore d'autres personnes ont été sensibilisées à travers cet exemple par l'injustice fondamentale commise par la loi sur l'avortement.

Le mouvement organisé pour l'abrogation des lois sur l'avortement a la responsabilité de rassembler autant de ces nouvelles forces que possible pour confronter de nouveau le gouvernement sur la question de ces lois anti-femmes, ce qui, après tout, a été la raison pour laquelle le cas de Morgentaler a commencé.

Une des nombreuses lignes de piquetage survenues devant le Palais de Justice à Montréal pour défendre le Dr Morgentaler.

Contre la loi 22:

Des écoles françaises POUR TOUS!



En 1969, les Québécois avaient riposté au bill 63 par des manifestations massives. De telles actions sont essentielles actuellement pour contrer la campagne réactionnaire des anglophones.

(Nous reproduisons ici le texte du discours donné par Suzanne Chabot, membre de la Ligue Socialiste Ouvrière, lors de la Tribune Socialiste du 19 septembre dernier -- NDLR)
par SUZANNE CHABOT

"Puisque nous sommes au Canada, c'est l'anglais qui devrait être imposé à tous les écoliers du Québec."

De tels propos sont exprimés journellement sur les ondes d'un des postes radiophoniques les plus populaires à Montréal, le poste anglophone CFCF, par un de ses animateurs, John Robertson, et par le député libéral George Springate. Ces propos s'insèrent dans le cadre d'une campagne raciste intensive lancée à travers le Québec et le Canada par des éléments réactionnaires de la communauté anglophone qui veulent faire abolir la loi 22; cette loi, selon eux, brime les "droits" des anglophones au Québec et nie la "liberté de choix" de la langue d'enseignement.

Les médias d'information anglophones qui ne se sont jamais préoccupés outre mesure du sort des immigrants utilisent maintenant le refus de la commission scolaire Jérôme Leroyer d'accepter dans les écoles anglaises quelques centaines d'enfants italiens qui avaient réussi les tests d'aptitude à la langue anglaise établis par la loi 22, comme prétexte pour lancer cette offensive réactionnaire.

Dans le cadre de cette campagne, une pétition adressée aux premiers ministres Bourassa et Trudeau leur demandant d'"abolir le bill 22 et restituer les droits fondamentaux que nous avons en tant que Canadiens de travailler et d'éduquer nos enfants dans la langue de notre choix" circule un peu partout. Aux dires des organisateurs de la campagne qui se fixaient un objectif de 2 millions de signatures, cette pétition avait déjà recueilli le 16 septembre dernier près de 500,000 signatures.

Cependant, plusieurs témoignages recueillis par La Presse démontrent que les employés des entrepôts militaires de Longue-Pointe ont été pratiquement forcés de signer cette pétition et de cotiser de $0.25 à cette campagne, et que certaines pressions étaient exercées dans d'autres entreprises, telles le CP, Bell Canada, Du Pont, etc., pour amener les employés à signer la pétition.

De plus, même si la loi 22 est une législation provinciale ne concernant que le Québec, la pétition a circulé un peu partout à travers le Canada, se rendant même jusqu'à Vancouver!

A cette campagne, s'ajoute celle amorcée depuis plus d'un an par les commissions scolaires anglo-protestantes qui contestent la validité constitutionnelle de la loi 22 devant la Cour suprême, argumentant que cette loi entre en contradiction avec l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Les commissions scolaires anglo-protestantes se basent sur deux articles de l'AABN dont l'un édicte qu'au Québec (et au Québec seulement), la législature provinciale et tous les tribunaux doivent être bilingues et dont l'autre garantit le droit des minorités provinciales à des écoles catholiques et protestantes. Au Québec, la religion a toujours été associée à la langue d'enseignement: écoles protestantes anglophones, écoles catholiques francophones.

On a même pu lire dans les journaux anglophones quotidiens, des lettres et des articles décrivant la situation des pauvres anglophones bafoués dans leurs droits, opprimés par la majorité francophone, et dont la langue était presque en voie de disparition...

Mais la situation est toute autre au Québec: ce n'est nullement l'anglais qui est menacé, mais le français! Ce que les éléments réactionnaires et racistes de la communauté anglophone défendent actuellement n'est pas leurs droits, mais leurs privilèges, comme l'a affirmé le britannique Gérald Slowe, membre de l'Institut des Linguistes, qui a étudié la situation au Québec et a fait un reportage pour Le Devoir en juillet dernier:

"A moins qu'on ne fasse des réformes importantes, les mots 'anglais' et 'succès' resteront liés. La présence au Québec d'une minorité d'expression anglaise qui domine le secteur économique et qui impose d'une manière consciente ou non sa langue à la majorité d'expression française constituait et constitue encore un épineux problème. Il ne peut y avoir aucune équité dans cette situation. Un peuple qui doit se débrouiller, même partiellement, dans une langue autre que la sienne est désavantagé. La minorité anglophone est enracinée dans un régime légal qui perpétue son existence.

"A notre avis, la législation québécoise a été établie de manière à ennuyer le moins possible la population anglophone actuelle. Cette génération ne peut en effet protester en prétextant que ses enfants qui naîtront perdront leurs droits; ils perdront tout simplement des privilèges."

Comme la loi 22 n'affecte en rien la minorité anglophone au Québec, il est clair que celle-ci se sert du problème des Italiens pour couvrir le but réel de cette campagne qui est de renverser, en produisant une hystérie raciste, toute concession, même mineure, accordée à la majorité francophone opprimée en ce qui concerne ses aspirations pour un Québec français. La montée raciste veut nier la légitimité des revendications linguistiques des Québécois, légitimité de plus en plus reconnue à travers la lutte menée par les Québécois et à travers les quelques concessions accordées par le gouvernement.

A cause de cette réaction d'opposition à la loi 22 de la part des anglophones, beaucoup de francophones sont confus sur la question et croient qu'ils doivent défendre cette loi. Le Journal de Montréal et Montréal Matin ont profité de cette confusion des francophones pour lancer des pétitions à l'appui de Bourassa et sa loi 22.

La loi 22 est le successeur du bill 63 qui a donné lieu à une montée du mouvement linguistique et qui a provoqué en 1969 des protestations massives de la part des Québécois. Ces actions de masse ont obligé le gouvernement à faire certaines concessions allant dans le sens de rendre un peu plus légitime la langue française au Québec. Dans la situation actuelle, de telles mobilisations de masse sont essentielles pour contrer la campagne réactionnaire des anglophones mais malheureusement, aucune réaction dans ce sens ne s'est encore fait sentir. Quelques organisations comme la Société Saint-Jean-Baptiste et le Mouvement Québec Français et quelques dirigeants syndicaux se sont limités à des dénonciations sans faire appel à l'action.

Et pourtant, il suffit d'examiner la loi 22 pour voir la nécessité de ces actions. Selon le gouvernement, cette loi a été adoptée dans le but de "revaloriser le français" au Québec et d'en faire la "langue officielle" par des règlements concernant la langue de travail, l'affichage public, l'étiquetage des produits mis sur le marché et finalement la langue d'éducation.

Dans le domaine de l'éducation où cette loi a été le plus contestée, la loi 22 propose que seuls les enfants ayant réussi les tests d'aptitude à la langue anglaise puissent fréquenter l'école anglaise, et que les enfants d'immigrants n'ayant pu les réussir soient automatiquement versés à l'école française. De plus, elle établit un gel des effectifs de chacune des commissions scolaires proportionnellement à la population anglophone desservie par chaque commission.

La Commission Royale sur le Bilinguisme et le Biculturalisme ainsi que plusieurs autres études ont souligné la position privilégiée des anglophones au Québec, position résultant du fait que les corporations canadiennes et américaines dominent le Québec. Les capitaux canadiens-anglais et américains contrôlent 80% des richesses des compagnies à Montréal et les 10 plus grandes compagnies industrielles au Québec. Au Québec, le capital parle anglais: c'est-à-dire que malgré ce que décrète le gouvernement en ce qui concerne le français comme "langue officielle", l'anglais demeure la langue de privilège au travail et la discrimination économique persiste contre les francophones et les immigrants non anglophones.

Les Italiens qui se situent, selon le rapport déjà mentionné, entre les Canadiens français et les Amérindiens (ceux-ci sont au niveau le plus bas) en ce qui concerne le revenu familial, l'occupation et le niveau de scolarité, rejettent le fait de se voir refuser des privilèges dont d'autres peuvent jouir, mais n'ont rien contre le français en tant que langue (l'italien est beaucoup plus près du français que de l'anglais) comme les associations italiennes l'ont d'ailleurs affirmé l'an dernier: "Si c'est l'école française pour tous, si tout le monde est traité de la même façon, nous nous conformerons aux décisions de la majorité."

Ainsi, on peut comprendre pourquoi à l'heure actuelle des immigrants veulent s'intégrer au système scolaire anglophone ainsi que des milliers de jeunes Québécois qui abandonnent leur langue et leur culture dans le même

(suite à la page 6)

...loi 22

but. En 1951, les francophones constituaient 82.5% dé la population totale. Au dernier recensement en 1971, ils n'étaient plus que 80.8%. L'argument de la "liberté de choix" dont se servent les anglophones dans leur campagne n'est qu'un écran de fumée pour masquer le fait qu'ils défendent leurs privilèges en tant qu'anglophones, car pour la majorité francophone, la "liberté de choix" se résume ainsi: soit apprendre l'anglais et s'assimiler au milieu anglophone, soit continuer à gagner les plus bas salaires. Leur droit fondamental d'étudier et de travailler dans leur propre langue leur a été nié depuis plus d'un centenaire de la Confédération.

La loi 22 n'est donc pas une solution au problème linguistique; elle rend les immigrants responsables de l'anglicisation sans toucher le réel problème qui est l'existence de deux systèmes d'éducation parallèles qui protègent les privilèges des anglophones et maintiennent l'oppression des francophones.

Le Parti Québécois (PQ) qui s'est toujours déclaré un ardent défenseur de la langue française a refusé jusqu'à date de mobiliser ses effectifs dans des actions de masse pour protester contre la loi 22. Ce qui est tout à fait compréhensible étant donné que dans son programme, il s'engage à "garantir à la minorité anglophone à tous les niveaux de l'enseignement des institutions scolaires publiques qui lui soient propres". Le Jour du 10 septembre dernier affirmait que bien avant le bill 22, "M. Lévesque avait proposé que l'on détermine un nombre défini de places d'écoles primaires et secondaires, réservées aux anglophones, nombre qui serait automatiquement révisé à l'occasion des recensements. Ces places seraient subventionnées sur la même base que l'enseignement public francophone. Ceux qui ne pourraient trouver place dans le secteur anglophone ainsi défini ne pourraient aller que dans le secteur privé."

Le PQ ne s'oppose à la position du gouvernement que dans la mesure où celui-ci impose un gel des places dans les écoles anglaises par commissions scolaires. Ce que le PQ propose, c'est d'"établir un quota global et laisser les anglophones administrer ce quota".

Le PQ, tout comme le gouvernement, est donc en faveur du maintien des privilèges des anglophones dans le domaine scolaire et ne s'attaque pas à la véritable source du problème linguistique au Québec.

Les partisans du journal Libération, pour leur part, ont participé aux actions initiées par les francophones en protestation contre la loi 22. Dès juillet 1974, Libération a analysé la portée de la loi 22 et a avancé la seule solution concrète à cet aspect du problème linguistique:

"Vouloir réserver les écoles anglaises exclusivement aux anglophones en y excluant les francophones et les immigrants n'amoindrit en rien ni la pression d'anglicisation ni la discrimination dont sont victimes ceux de la langue française. Le droit de la nation québécoise opprimée au français comme véritable langue nationale exige nécessairement l'élimination des privilèges de la minorité anglophone, c'est-à-dire le français comme seule langue de travail, de l'instruction publique et de l'administration gouvernementale, ce qui porterait un coup dur à l'oppression nationale des Québécois."

En adoptant la loi 22 et en s'opposant présentement d'une manière polie aux anglophones, le gouvernement tente de démontrer qu'il est du côté des francophones alors qu'il n'a rien fait réellement en faveur du français et qu'il n'a rien enlevé aux privilèges linguistiques des anglophones. Dans ce sens, la campagne réactionnaire des anglophones fait son jeu, lui donnant l'occasion de poser au défenseur de la langue française. Le gouvernement n'a pas attaqué frontalement les francophones, mais à travers le fait qu'il met le fardeau de l'anglicisation sur les épaules des immigrants, il a réussi à se servir de l'oppression nationale des Québécois pour diviser la classe ouvrière en opposant les travailleurs anglophones et immigrants aux travailleurs francophones.

Le seul moyen de surmonter les divisions entre les travailleurs anglophones, immigrants et francophones et d'assurer leur unité face au problème scolaire, est de les rallier à un programme qui reconnaît l'oppression nationale des francophones et qui met de l'avant le mot d'ordre pour un système scolaire intégré public et laic unilingue français. Ce système empêcherait la division de la population entre riches et pauvres (secteur privé et secteur public), catholiques et protestants, anglophones et francophones, en offrant un seul système pour tout le monde. Le processus d'élimination des privilèges de la minorité anglophone exige un système scolaire où toute la population apprend le français, cette langue étant celle de la majorité. Ceci n'empêcherait évidemment pas l'enseignement d'autres langues, y compris l'anglais, comme langue seconde.

La mobilisation anti-francophones a été possible par le fait qu'il y a eu un manque d'organisation et de combativité de la part de la direction du mouvement nationaliste et du mouvement ouvrier qui se subordonnent au PQ et par le fait que ce parti bourgeois se soumet aux privilèges anglophones quoiqu'il se déclare défenseur de la langue française. Cette lacune a permis aux racistes anglophones de mobiliser des travailleurs immigrants et anglophones et même quelques francophones, dont un bon nombre aurait pu être gagné à la lutte pour défendre les droits linguistiques des francophones. Il est nécessaire de faire comprendre aux travailleurs anglophones que leur intérêt réel en tant que travailleurs est de se joindre à la défense des plus opprimés -- les francophones -- au lieu de s'allier aux patrons anglophones.

Les travailleurs québécois se trouvent donc devant une double tâche: engager la lutte contre les éléments racistes et réactionnaires de la communauté anglophone qui veulent préserver leurs privilèges; et rallier les travailleurs immigrants et anglophones à leur cause contre le gouvernement sous le mot d'ordre "Contre la loi 22: des écoles françaises pour tous!"

Interview avec une militante:

Où en est la lutte pour l'avortement en Italie?

(Nous reproduisons ici des extraits d'un interview obtenu par Intercontinental Press, un hebdomadaire trotskyste d'analyse et d'information publié à New York, avec Titti Marrone, membre de la commission féminine du GCR (Gruppi Communisti Rivoluzionari--Groupe Communiste Révolutionnaire, section italienne de la Quatrième Internationale). Cet interview paru dans le numéro du 29 septembre 1975 d'Intercontinental Press a été traduit par Suzanne Chabot--NDLR)

Question: Peux-tu donner une brève description historique de la lutte pour les droits des femmes en Italie?

Réponse: Cela a pris beaucoup de temps avant que le mouvement féministe émerge en Italie, ceci étant dû à plusieurs facteurs, dont la tardivité de la révolution bourgeoise, le développement retardé de l'industrie, l'influence de l'Eglise catholique, et les vingt années de fascisme. Ces conditions ont résulté en une société très paternaliste dans laquelle il était difficile que la conscience des femmes se développe.

La question des femmes a été réellement soulevée pour la première fois par Anna Kulischoff en 1890. Elle était membre du Parti Socialiste, et comme le PS, elle soulevait le problème d'une façon humanitaire et morale.

Les premiers groupes féministes se sont formés au début du vingtième siècle. Ils se sont inspirés des suffragettes américaines, mais n'ont pas réellement réussi à influencer un grand nombre de femmes.

Au début du siècle, les femmes ont commencé à entrer dans l'industrie en petit nombre. Les femmes des industries textiles et de tabac ainsi que les travailleuses agricoles ont commencé à s'organiser contre les bas salaires et les longues heures de travail. Juste avant le début de la première guerre mondiale, les femmes ont participé aux luttes antiguerres.

Après la guerre, la grande majorité des femmes ont été rejetées du marché du travail. Une loi adoptée en 1919 (appuyée par le Parti Socialiste!) excluait les femmes des activités politiques et les empêchait d'assumer des fonctions publiques. Ensuite, il y a eu la montée du mouvement fasciste durant les années 20.

Dans les premières années, les fascistes prétendaient être intéressés par les problèmes des femmes. Mais après 1926, ils ont révélé leurs vrais visages. En 1927, les salaires des femmes ont été réduits à 50% de ceux des hommes. Après la crise de 1929, des lois ont été établies pour limiter encore plus les possibilités de travail pour les femmes. Les employeurs qui engagaient des femmes étaient forcés de payer une amende. Dans le secteur public, il avait été décidé que les femmes ne devaient par excéder 10% de la main d'oeuvre totale. Les différentes associations fascistes ont fait une propagande active sur le rôle des femmes en tant qu'épouses et mères seulement, et ont exalté le rôle de la famille. Mussolini a lancé un programme pour accroître la population, et par conséquent, la croyance que les femmes ne doivent qu'être les reproductrices de la race humaine.

Les fascistes se sont aussi servis du catholicisme. L'Eglise disait que les femmes devraient avoir plusieurs enfants car où il y a quantité, il y a pouvoir. L'Eglise en Italie jouissait d'un contrôle virtuel sur le système d'éducation et a établi différentes normes d'éducation pour les femmes. Les étudiantes devaient payer une taxe de 50% plus élevée que celle des étudiants mâles pour recevoir leur éducation.

Les femmes n'ont gagné le droit de vote qu'en 1945. En 1946, les codes civiles d'après-guerre ont rejeté l'idée de la suprématie du mâle par rapport aux femmes; mais les codes pénaux ont conservé quelques-unes des anciennes lois fascistes, par exemple celle interdisant l'avortement.

Question: Quelle est la situation en Italie par rapport à l'avortement?

Réponse: Il y a 3 millions d'avortements clandestins chaque année en Italie. La loi défendant l'avortement est celle mise en effet par les fascistes. Les femmes qui ont des avortements sont trouvées coupables de "crime contre la race". L'avortement est passible de un à cinq ans d'emprisonnement. Et la femme, et le docteur, sont passibles d'emprisonnement.

De plus, les contraceptifs ne sont pas légaux. Les contraceptifs peuvent être obtenus dans la plupart des pharmacies, mais ils ne sont par largement disponibles. Beaucoup de femmes du sud n'utilisent aucun contraceptif parce que l'Eglise leur a enseigné que c'était un péché mortel.

Dans cette situation, il y a plusieurs docteurs qui se font 300,00 lires (environ $500) pour chaque avortement clandestin. Il est calculé que ces docteurs font un profit de 700 billions de lires (plus d'un million de dollars) chaque année.

Les conditions dans lesquelles les femmes sont forcées d'obtenir des avortements illégaux sont très dangereuses, parceque la dilatation et le curettage est la méthode la plus commune. Et les femmes qui ne peuvent pas payer de docteur doivent l'effectuer elles-mêmes. Je ne pense pas que je doive décrire les méthodes qu'elles utilisent. Elles sont tout à fait communes à travers le monde.

Question: Quand a commencé la montée actuelle d'appui pour le droit à l'avortement?

Réponse: Les discussions sur la question de l'avortement ont commencé à l'automne de 1974. Après la victoire remportée quant au référendum contre le divorce, le Parti Radical et les groupes féministes ont fait campagne pour l'avortement, en grande partie à travers divers magazines, tels l'Espresso. Le problème a éclaté en janvier 1975 quand un membre fasciste du Parlement a dénoncé une clinique d'avortement du Parti Radical située à Florence et la police y a effectué une descente.

Soixante femmes ont été arrêtées, ainsi que Gianfranco Spandaccia, le secrétaire national du Parti Radical, Adele Faccio, qui était en charge du centre de Florence, et le docteur accusé de pratiquer les avortements. La presse bourgeoise a immédiatement commencé une campagne de dénonciation contre le Parti Radical et les "communistes" qui, selon elle, "mangeaient les enfants".

Le Parti Communiste n'a presque rien dit, mais les divers groupes de gauche extraparlementaires, le Parti Radical et le Parti Socialiste ont commencé une campagne dans leur presse exigeant la libération des femmes qui ont été arrêtées. La lutte pour l'avortement a immédiatement commencé à gagner l'attention de beaucoup de femmes dans le pays.

Aujourd'hui, nous avons la campagne autour du référendum sur l'avortement, S'il est réussi, le référendum va annuler l'ancienne loi en Italie, mais il ne peut pas présenter une nouvelle loi. Donc, il y a risque, même si le référendum gagne, que le gouvernement va réussir à passer une autre loi réactionnaire au Parlement. En anticipation de cette lutte, sept propositions sur l'avortement sont actuellement au Parlement provenant des sept différents partis.

Question: Quelle est la position du PC sur le référendum?

Réponse: Le PC n'appuie pas réellement la campagne sur l'avortement. L'UDI (Unione Donne Italiane--Union des Femmes Italiennes, une organisation féministe contrôlée par le PC) dit que le problème, n'est pas le droit à l'avortement, mais plutôt la contraception. Le PC a cette position parce qu'il ne veut pas avoir de troubles avec les Démocrates Chrétiens.

Question: Que fait le GCR dans la campagne autour du référendum sur l'avortement?

Réponse: Le GCR appuie le référendum en critiquant en même temps ses limites. Nous disons que les femmes ne peuvent pas compter sur le Parlement pour leur donner une nouvelle loi mais qu'elles doivent s'organiser et lutter pour le droit à l'avortement.

Nos camarades sont entrées dans des comités de fronts unis qui ont été construits autour de la revendication pour l'avortement légal et gratuit. Ici à Naples, nous avons organisé une pétition à l'université et un pamphlet distribué à la manifestion de grève générale du 24 mai demandant aux femmes travailleuses de signer le référendum (tout en soulignant ses limites). Dans notre travail aux écoles secondaires, nous avons organisé des discussions sur l'avortement et soulevé la question du référendum.

Question: Peux-tu évaluer l'impact qu'a la lutte pour l'avortement sur les femmes en Italie?

Réponse: Je pense que la lutte pour l'avortement a été particulièrement importante pour la naissance du mouvement féministe en Italie. En fait, seulement depuis janvier de cette année, beaucoup de femmes ont joint le mouvement féministe. Elles sont entrées dans ce mouvement avec l'objectif de lutter pour l'avortement légal et gratuit. Aujourd'hui, nous pouvons parler de la lutte des femmes pour l'avortement, dénoncer l'oppression des femmes en ce qui concerne l'avortement, et soulever toute une série d'autres questions concernant la condition des femmes en général.

Au Québec, comme à l'échelle internationale, les femmes luttent pour le droit à l'avortement. Ci-haut une des nombreuses lignes de piquetage survenues à Montréal.

Interview avec une militante:

Où en est la lutte pour l'avortement en Italie?

(Nous reproduisons ici des extraits d'un interview obtenu par Intercontinental Press, un hebdomadaire trotskyste d'analyse et d'information publié à New York, avec Titti Marrone, membre de la commission féminine du GCR (Gruppi Communisti Rivoluzionari--Groupe Communiste Révolutionnaire, section italienne de la Quatrième Internationale). Cet interview paru dans le numéro du 29 septembre 1975 d'Intercontinental Press a été traduit par Suzanne Chabot--NDLR)

Question: Peux-tu donner une brève description historique de la lutte pour les droits des femmes en Italie?

Réponse: Cela a pris beaucoup de temps avant que le mouvement féministe émerge en Italie, ceci étant dû à plusieurs facteurs, dont la tardivité de la révolution bourgeoise, le développement retardé de l'industrie, l'influence de l'Eglise catholique, et les vingt années de fascisme. Ces conditions ont résulté en une société très paternaliste dans laquelle il était difficile que la conscience des femmes se développe.

La question des femmes a été réellement soulevée pour la première fois par Anna Kulischoff en 1890. Elle était membre du Parti Socialiste, et comme le PS, elle soulevait le problème d'une façon humanitaire et morale.

Les premiers groupes féministes se sont formés au début du vingtième siècle. Ils se sont inspirés des suffragettes américaines, mais n'ont pas réellement réussi à influencer un grand nombre de femmes.

Au début du siècle, les femmes ont commencé à entrer dans l'industrie en petit nombre. Les femmes des industries textiles et de tabac ainsi que les travailleuses agricoles ont commencé à s'organiser contre les bas salaires et les longues heures de travail. Juste avant le début de la première guerre mondiale, les femmes ont participé aux luttes antiguerres.

Après la guerre, la grande majorité des femmes ont été rejetées du marché du travail. Une loi adoptée en 1919 (appuyée par le Parti Socialiste!) excluait les femmes des activités politiques et les empêchait d'assumer des fonctions publiques. Ensuite, il y a eu la montée du mouvement fasciste durant les années 20.

Dans les premières années, les fascistes prétendaient être intéressés par les problèmes des femmes. Mais après 1926, ils ont révélé leurs vrais visages. En 1927, les salaires des femmes ont été réduits à 50% de ceux des hommes. Après la crise de 1929, des lois ont été établies pour limiter encore plus les possibilités de travail pour les femmes. Les employeurs qui engagaient des femmes étaient forcés de payer une amende. Dans le secteur public, il avait été décidé que les femmes ne devaient par excéder 10% de la main d'oeuvre totale. Les différentes associations fascistes ont fait une propagande active sur le rôle des femmes en tant qu'épouses et mères seulement, et ont exalté le rôle de la famille. Mussolini a lancé un programme pour accroître la population, et par conséquent, la croyance que les femmes ne doivent qu'être les reproductrices de la race humaine.

Les fascistes se sont aussi servis du catholicisme. L'Eglise disait que les femmes devraient avoir plusieurs enfants car où il y a quantité, il y a pouvoir. L'Eglise en Italie jouissait d'un contrôle virtuel sur le système d'éducation et a établi différentes normes d'éducation pour les femmes. Les étudiantes devaient payer une taxe de 50% plus élevée que celle des étudiants mâles pour recevoir leur éducation.

Les femmes n'ont gagné le droit de vote qu'en 1945. En 1946, les codes civiles d'après-guerre ont rejeté l'idée de la suprématie du mâle par rapport aux femmes; mais les codes pénaux ont conservé quelques-unes des anciennes lois fascistes, par exemple celle interdisant l'avortement.

Question: Quelle est la situation en Italie par rapport à l'avortement?

Réponse: Il y a 3 millions d'avortements clandestins chaque année en Italie. La loi défendant l'avortement est celle mise en effet par les fascistes. Les femmes qui ont des avortements sont trouvées coupables de "crime contre la race". L'avortement est passible de un à cinq ans d'emprisonnement. Et la femme, et le docteur, sont passibles d'emprisonnement.

De plus, les contraceptifs ne sont pas légaux. Les contraceptifs peuvent être obtenus dans la plupart des pharmacies, mais ils ne sont par largement disponibles. Beaucoup de femmes du sud n'utilisent aucun contraceptif parce que l'Eglise leur a enseigné que c'était un péché mortel.

Dans cette situation, il y a plusieurs docteurs qui se font 300,00 lires (environ $500) pour chaque avortement clandestin. Il est calculé que ces docteurs font un profit de 700 billions de lires (plus d'un million de dollars) chaque année.

Les conditions dans lesquelles les femmes sont forcées d'obtenir des avortements illégaux sont très dangereuses, parceque la dilatation et le curettage est la méthode la plus commune. Et les femmes qui ne peuvent pas payer de docteur doivent l'effectuer elles-mêmes. Je ne pense pas que je doive décrire les méthodes qu'elles utilisent. Elles sont tout à fait communes à travers le monde.

Question: Quand a commencé la montée actuelle d'appui pour le droit à l'avortement?

Réponse: Les discussions sur la question de l'avortement ont commencé à l'automne de 1974. Après la victoire remportée quant au référendum contre le divorce, le Parti Radical et les groupes féministes ont fait campagne pour l'avortement, en grande partie à travers divers magazines, tels l'Espresso. Le problème a éclaté en janvier 1975 quand un membre fasciste du Parlement a dénoncé une clinique d'avortement du Parti Radical située à Florence et la police y a effectué une descente.

Soixante femmes ont été arrêtées, ainsi que Gianfranco Spandaccia, le secrétaire national du Parti Radical, Adele Faccio, qui était en charge du centre de Florence, et le docteur accusé de pratiquer les avortements. La presse bourgeoise a immédiatement commencé une campagne de dénonciation contre le Parti Radical et les "communistes" qui, selon elle, "mangeaient les enfants".

Le Parti Communiste n'a presque rien dit, mais les divers groupes de gauche extraparlementaires, le Parti Radical et le Parti Socialiste ont commencé une campagne dans leur presse exigeant la libération des femmes qui ont été arrêtées. La lutte pour l'avortement a immédiatement commencé à gagner l'attention de beaucoup de femmes dans le pays.

Aujourd'hui, nous avons la campagne autour du référendum sur l'avortement, S'il est réussi, le référendum va annuler l'ancienne loi en Italie, mais il ne peut pas présenter une nouvelle loi. Donc, il y a risque, même si le référendum gagne, que le gouvernement va réussir à passer une autre loi réactionnaire au Parlement. En anticipation de cette lutte, sept propositions sur l'avortement sont actuellement au Parlement provenant des sept différents partis.

Question: Quelle est la position du PC sur le référendum?

Réponse: Le PC n'appuie pas réellement la campagne sur l'avortement. L'UDI (Unione Donne Italiane--Union des Femmes Italiennes, une organisation féministe contrôlée par le PC) dit que le problème, n'est pas le droit à l'avortement, mais plutôt la contraception. Le PC a cette position parce qu'il ne veut pas avoir de troubles avec les Démocrates Chrétiens.

Question: Que fait le GCR dans la campagne autour du référendum sur l'avortement?

Réponse: Le GCR appuie le référendum en critiquant en même temps ses limites. Nous disons que les femmes ne peuvent pas compter sur le Parlement pour leur donner une nouvelle loi mais qu'elles doivent s'organiser et lutter pour le droit à l'avortement.

Nos camarades sont entrées dans des comités de fronts unis qui ont été construits autour de la revendication pour l'avortement légal et gratuit. Ici à Naples, nous avons organisé une pétition à l'université et un pamphlet distribué à la manifestion de grève générale du 24 mai demandant aux femmes travailleuses de signer le référendum (tout en soulignant ses limites). Dans notre travail aux écoles secondaires, nous avons organisé des discussions sur l'avortement et soulevé la question du référendum.

Question: Peux-tu évaluer l'impact qu'a la lutte pour l'avortement sur les femmes en Italie?

Réponse: Je pense que la lutte pour l'avortement a été particulièrement importante pour la naissance du mouvement féministe en Italie. En fait, seulement depuis janvier de cette année, beaucoup de femmes ont joint le mouvement féministe. Elles sont entrées dans ce mouvement avec l'objectif de lutter pour l'avortement légal et gratuit. Aujourd'hui, nous pouvons parler de la lutte des femmes pour l'avortement, dénoncer l'oppression des femmes en ce qui concerne l'avortement, et soulever toute une série d'autres questions concernant la condition des femmes en général.

Au Québec, comme à l'échelle internationale, les femmes luttent pour le droit à l'avortement. Ci-haut une des nombreuses lignes de piquetage survenues à Montréal.

libération

Première riposte aux attaques réactionnaires :

La lutte pour un Québec français doit se poursuivre dans l'unité

par SUZANNE CHABOT

Le 16 octobre dernier, près de 5,000 étudiants francophones ont manifesté dans les rues de Montréal comme riposte tardive à la campagne raciste effrénée du poste radiophonique anglophone montréalais CFCF. Rappelons que cette dernière campagne, lancée au début de septembre, a réussi à accumuler 600,000 signatures au bas d'un télégramme dénonçant la loi 22 parce qu'elle "brimait les droits" des anglophones. Le télégramme a été récemment envoyé aux gouvernements Bourassa et Trudeau.

Suite à cette offensive réactionnaire; après le tollé de protestations provenant de la communauté italienne; après les multiples attaques contre les francophones à travers la presse bourgeoise anglophone, enfin les étudiants francophones ont pris l'initiative en réponse à l'appel lancé par leurs confrères des Hautes Etudes Commerciales (HEC) de l'Université de Montréal. Ces étudiants ont défilé dans les rues, passant par l'Université McGill et la résidence du premier ministre Bourassa, en scandant "Pour un Québec français! Le français: seule langue d'instruction et de travail au Québec! On est 6 millions, il faut se parler en français! A bas Bourassa et sa loi 22!" et ont terminé leur marche au Centre Sportif de l'Université de Montréal où quelques orateurs ont pris la parole, dont, notamment, M. François Albert-Angers, président du Mouvement Québec Français (MQF). Il est à noter que ce n'est sûrement pas une coincidence si cette manifestation a eu lieu le jour du cinquième anniversaire de la loi des mesures de guerre.

Riposte qui a cependant été quelque peu gâtée par l'absence des centrales syndicales et par un manque d'unité dans le milieu étudiant. Des étudiants de plusieurs départements de l'Université de Montréal, et des CEGEPs et collèges de Bois-de-Boulogne, Montmorency, Lionel-Groulx, Saint-Laurent, André-Laurendeau, Brébeuf, Marguerite Bougeois, Marie-Victorin, et André Grasset étaient présents. Mais les CEGEPs importants comme Vieux-Montréal, Maisonneuve et Rosemont ainsi que l'Université du Québec n'y étaient pas représentés. A la veille de la manifestation du 16 octobre, des représentants de la direction de l'Association Nationale des Etudiants du Québec (ANEQ) ont expliqué, au nom de l'ANEQ, à la presse quotidienne les raisons de l'absence de mobilisation des étudiants pour la manifestation.

Selon certains "porte-parole" de l'ANEQ, la manifestion était "basée sur des principes bien racistes" qui créaient une division entre francophones, anglophones et immigrants. On a pu entendre une déclaration aussi incroyable que celle-ci: "Nous, on veut que tout le monde s'entende ensemble. Que tout le monde ait le droit de travailler dans la langue qu'il veut".

Les revirements de l'ANEQ

A cause de la grande réussite de la manifestation, qui était la plus importante action étudiante à Montréal depuis longtemps et la plus importante protestation des francophones contre la loi 22, les dirigeants de l'ANEQ ont convoqué une conférence de presse afin d'"approuver" après coup, la manifestation étudiante. Selon La Presse du 17 octobre, "Si les Hautes Etudes Commerciales n'avaient pas dressé l'oreille suite aux "hypocrisies" de la loi 22, l'ANEQ aurait pu passer l'année sans en parler, reconnaissent MM. Yves Malette et Pierre Laroche, les porte-parole du groupe".

Judy Gay

La manifestation du 16 octobre contre la loi 22 a réussi à mobiliser 5,000 personnes. Cependant, si l'ANEQ et les centrales syndicales avaient répondu à l'appel, l'impact aurait été beaucoup plus grand.

La position de la LSO

De plus, on précise que l'ANEQ, à travers ses congrès, n'a jamais pris de position officielle sur la langue. Cependant, au dernier congrès de l'ANEQ, la commission étudiante de la Ligue Socialiste Ouvrière avait distribué un dossier spécial projetant un programme d'action dont l'un des points portait sur la langue: "Contre l'anglicisation forcée des Québécois. Le français comme seule langue de travail et d'enseignement. Pour un système d'éducation unilingue français. Nous voulons l'unité des étudiants francophones et anglophones contre notre ennemi commun, le gouvernement, mais tant et aussi longtemps que les étudiants anglophones ne reconnaîtront pas le droit réel des Québécois de défendre et de parler leur langue ainsi que leur droit à l'indépendance nationale, aucune unité réelle ne sera possible".

Face à cette position claire et précise, les dirigeants de l'ANEQ n'ont rien répondu. Bien plus, lors de la réunion du 10 octobre où il a été débattu de l'opportunité de participer à la manifestation, on a "oublié" d'en informer le délégué de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) à l'ANEQ, Richard Poulin, qui est aussi membre de la Ligue Socialiste Ouvrière (LSO).

Les arguments que les dirigeants de l'ANEQ ont invoqués pour ne pas participer à la manifestation sont bien faibles et absolument faussés. Le racisme ne provient pas des francophones qui défendent leur droits. L'unité entre francophones et anglophones peut être réalisée si ces derniers reconnaissent les droits des francophones et se rangent du côté des plus opprimés. Les étudiants anglophones peuvent être convaincus de la justesse et de la légitimité des revendications des francophones. On en a vu un exemple lors de la manifestation, quand celle-ci est passée devant l'Université McGill: des représentants du McGill Young Socialists (Jeunes Socialistes de McGill) portaient une pancarte où on pouvait lire "Pour un McGill français!".

Le racisme provient, en fait, du système capitaliste. Ce système, qui se base sur les profits, exploite effectivement des divisions entre les travailleurs anglophones et francophones afin de faire des superprofits sur le dos des francophones. C'est le maintien des privilèges des anglophones au profit des gros capitalistes qui fait naître les divisions.

On peut en voir un exemple concret avec l'Association canadienne des pilotes de lignes qui mène une campagne contre l'usage du français dans les communications air-sol au Québec et qui suggère à ses membres d'utiliser des moyens de pression tels que le déclenchement d'actions pour faire avorter les vols d'avions arrivant ou partant d'un aéroport où l'usage du français est autorisé. Le but de cette association est réactionnaire: renverser la politique de bilinguisme arrachée au gouvernement fédéral par les pilotes francophones après une lutte. Ce sont les tentatives des pilotes anglophones de protéger les privilèges de la langue anglaise qui maintiennent les divisions entre les anglophones et les francophones.

Outre la manifestation des étudiants francophones, les professeurs de français ont, eux aussi, pris position en affirmant que la loi 22 représente une tromperie pour le peuple québécois car "on lui fournit les armes qui lui permettent de se suicider: la liberté de choix de la langue d'enseignement" et qu'il faut "l'école publique française pour tous sans exception au Québec".

Ces ripostes qui ont tardé à se déclencher sont pourtant très importantes; même si la vague réactionnaire et raciste contre les francophones semble s'être calmée quelque peu, la question du français reste un sujet brûlant et explosif comme elle l'a toujours été au Québec. De nouvelles attaques sont à prévoir. Le mouvement ouvrier, le mouvement étudiant et tous les francophones doivent être prêts. Et pour que les prochaines ripostes soient plus efficaces, l'unité est essentielle. Les directions des centrales syndicales et la direction du mouvement étudiant organisé doivent prendre leurs responsabilités dans ce but. L'ANEQ en particulier doit débattre cette question démocratiquement et le plus rapidement possible pour pouvoir diriger et non pas suivre à contre-coeur les étudiants lors des prochaines actions contre l'oppression linguistique.